LE

CARDINAL XIMENÈS.

Il y a un moment, dans la vie de tous les peuples, où, leur premier travail de formation terminé, ils passent par une crise qui fixe leur constitution et décide de leurs destinées. Dans la confusion des origines, les élémens de toute société naissent à la fois, mais sans ordre, et participent de la vitalité ardente qui pousse la nation elle-même à se produire; plus tard, quand la nationalité en travail a forcé les obstacles qui s'opposent à tout enfantement, ces élémens, jusqu'alors mêlés dans une impulsion unique, tendent à se séparer, à se classer, à s'organiser enfin. Une lutte intérieure s'établit, et de la victoire des uns, de l'abaissement des autres, de la combinaison de tous, se forme une societé définitive qui a désormais son caractère propre et sa marche distincte.

Ce moment solennel est plus ou moins apparent dans l'histoire des diverses nations de l'Europe moderne; mais chez aucune il n'a été aussi nettement marqué qu'en Espagne, où il coïncide avec la fin du quinzième siècle et le commencement du seizième. A cette époque, l'Espagne venait de finir l'œuvre exclusive qui avait absorbé toutes ses forces durant huit siècles : les Maures étaient vaincus dans leur dernière ville. Une nouvelle ère commença dès-lors pour la Pénin-

sule; cette nation, qui n'avait été long-temps qu'une armée, s'arrêta sur son sol reconquis, et dut songer à se constituer autrement que pour la longue croisade qui avait rempli sa jeunesse. A l'héroïque pêle-mêle de la guerre, elle dut faire succéder un travail régulier d'organisation, car il n'est jamais donné aux peuples de se reposer, même dans la victoire.

La situation de l'Espagne était extrêmement brillante à la fin du XVe siècle. Tous les royaumes qui s'étaient long-temps partagé le territoire morcelé de la Péninsule venaient de se confondre dans les deux royaumes d'Aragon et de Castille, et le mariage de l'héritière de Castille avec l'héritier d'Aragon avait achevé de ne faire qu'un seul état de tant de petits états indépendans. Dix millions d'hommes habitaient ce beau pays, ce qui était hors de proportion avec la population du reste de l'Europe à cette époque. Deux races se rencontraient sur son sol : l'une vaincue, mais encore vivace, l'autre victorieuse, mais toujours ardente, et avec elles, deux civilisations, deux religions et deux mondes.

Les Maures avaient joué un grand rôle dans l'histoire; ils avaient failli couvrir l'Europe entière de leur débordement, et forcés de se replier sur la Péninsule, ils y avaient fait des établissemens admirables. Amollis alors par la prospérité, ils consentaient à oublier la gloire de leurs armes; passionnément attachés à leurs délicieuses vallées andalouses, dont le souvenir les a poursuivis plus tard dans l'exil, ils acceptaient sans résistance la domination des chrétiens, et ne demandaient qu'à se livrer en paix à l'industrie et aux arts; la *huerta* de Valence, la *vega* de Grenade, merveilleusement cultivées par eux, enrichissaient le pays entier des produits d'une agriculture vraiment admirable, et des restes magnifiques de palais et de mosquées, derniers monumens d'une splendeur qui fut long-temps sans rivale, montrent encore aujourd'hui de quels chefs-d'œuvre ils savaient embellir leur patrie adoptive.

Pendant que les Maures se résignaient à s'énerver dans les travaux matériels et les jouissances d'imagination qui sont les consolations de la servitude, la race chrétienne, frémissante encore de ses combats, respirait tout l'emportement de la lutte et toute l'ivresse de la victoire. Le peuple, la noblesse, les communes, le clergé, la royauté, ces principes nécessaires de toute société au moyen âge, s'excitaient mutuellement à de grandes choses par le souvenir des succès communs, et cette émulation féconde était entretenue, fortifiée, agrandie, par le plus puissant mobile des nations, la liberté.

Jamais plus fières institutions n'ont fait l'honneur d'un peuple libre que celles que s'étaient données, à la faveur de leurs guerres, les diverses principautés de l'Espagne. En Navarre, en Castille, en Catalogne, à Valence, des états particuliers ou cortès, en possession d'immenses priviléges, assuraient à tous les ordres la jouissance de leurs droits. L'Aragon surtout se distinguait par l'indépendance jalouse de ses mœurs républicaines : non-seulement l'exercice de la souveraineté y avait été réservé aux cortès nationales, mais des précautions extraordinaires avaient été prises contre les empiétemens du pouvoir, par l'établissement de cette magistrature si originale des grands justiciers, qui avaient mission de juger les rois, et par la régularisation légale de l'insurrection dans cet étrange droit d'*union*, qui permettait aux sujets de se confédérer contre leur souverain.

Le peuple proprement dit est encore en ce moment ce qu'il y a de plus grand en Espagne : que devait-il être dans ces temps primitifs où aucune des vertus nationales n'avait encore été comprimée! Nulle part le sentiment de l'égalité humaine n'a été plus vivant que sur cette terre de moines et de bandits. L'orgueil d'une supériorité satisfaite s'était répandu de bonne heure dans les derniers rangs de la population chrétienne, et y portait une confiance patriotique qu'aucun revers n'a pu ébranler depuis. Des poésies chevaleresques, partout apprises, partout répétées, vulgarisaient les épisodes les plus guerriers et les plus touchans de la longue épopée nationale. Des Pyrénées à Gibraltar retentissaient des voix de laboureurs, de muletiers, de soldats, d'ouvriers, de marins, qui chantaient les exploits du Cid et la chute des villes arabes, et il n'y avait pas de cœur, si humble qu'il fût, qui ne palpitât à ces glorieux souvenirs.

Quant à la noblesse, elle était la plus puissante de l'Europe. Les *ricos hombres* ou hauts barons, qui ont pris plus tard le nom de *grands*, avaient long-temps joui d'une puissance à peu près indépendante. Tant que les royaumes avaient été petits, les vassaux avaient été presque les égaux des rois; et quand la royauté, devenue plus forte, avait fini par les dominer, ils étaient restés les maîtres de presque toutes les terres d'Espagne qu'ils avaient conquises pour leur propre compte. Derrière eux se pressait l'immense famille des *hidalgos* ou *caballeros*, cette seconde ligne de gentilshommes qui se groupe dans tous les pays autour des grandes seigneuries féodales, et qui était plus nombreuse en Espagne qu'ailleurs, parce que l'état

de guerre qui la produit et la multiplie y avait été en quelque sorte permanent.

Si les nobles étaient puissans et superbes, les villes ne l'étaient pas moins. Les villes sont nées en général de la nécessité de s'enfermer dans des asiles fortifiés contre les incursions armées qui dévastaient les campagnes; il avait dû naturellement s'en élever en foule sur toute l'Espagne. On en comptait quatre cents dans le seul royaume de Grenade. La plupart de ces villes étaient très riches, très peuplées, très attachées à leurs anciens droits. L'esprit communal, qui a été partout si vivace en Europe, n'a nulle part été poussé plus loin que dans ces nobles cités castillanes, aragonaises, catalanes, dont les noms retentissent si haut dans l'histoire. Leurs représentans étaient nombreux et influens dans les cortès, et leurs prétentions hautaines et respectées, si bien qu'il y en a eu dont les magistrats ont aspiré à l'honneur, réservé aux *grands*, de se couvrir en présence du roi.

Le commerce et l'industrie, si déchus depuis, florissaient à l'ombre de leurs murailles; les produits de leurs manufactures, lames de Tolède, cuirs de Cordoue, draps de Ségovie, soieries de Séville, étaient célèbres par toute l'Europe : chacune de ces villes occupait des milliers de métiers, pendant que d'innombrables vaisseaux sortaient sans cesse de Barcelonne, de Valence, de Carthagène, de Malaga, de Cadix, pour les exportations en Italie, en France, en Afrique, dans le Levant. Les marchands de la Péninsule jouissaient de grands avantages dans les pays voisins, et les usages maritimes de ses ports étaient adoptés dans les ports de toutes les nations, comme les règles du droit commercial. Les historiens nationaux ne tarissent pas sur les prodiges de cette activité industrieuse, et sur les richesses qu'elle attirait alors de toutes parts dans ces régions aujourd'hui désertées par le travail.

Tant d'abondance, d'ardeur et de liberté donnait à la nation entière une puissance d'expansion extraordinaire. Par le plus heureux concours de circonstances, un nouveau monde venait d'être livré à l'Espagne. La découverte de l'Amérique avait suivi de près la conquête de Grenade. En même temps que les armes espagnoles menaçaient l'Europe, elles abordaient le Mexique, le Pérou, ces régions merveilleuses où l'imagination rêvait encore plus de trésors qu'elles n'en ont produit. Un besoin d'aventures, de gain, de gloire, de plaisir, de danger, de mouvement, gagnait toutes les ames et enflammait tous les courages. Rien n'était assez lointain, assez hardi, assez

grand, pour suffire à l'ambition nationale; le reste de la terre admirait avec effroi cette magnifique effervescence d'un seul peuple qui semblait appelé à dominer tous les autres.

Pour régler et conduire tant d'activité, l'Espagne avait deux croyances; elle était profondément catholique et monarchique.

Le clergé espagnol avait été, dans les premiers siècles, à la tête de la civilisation du pays : c'était à ses évêques que la Péninsule devait sa législation première et ses antiques libertés. Plus tard, quand les chrétiens avaient été obligés de reconquérir leur sol pied à pied, c'était encore le clergé qui avait marché devant eux, la croix à la main. L'union de l'esprit sacerdotal et de l'esprit militaire avait inspiré les trois ordres religieux de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara, ainsi que cet ordre de moines errans particulier à l'Espagne, ces terribles Almogavares qui se vouaient à vivre seuls comme des bêtes fauves, ermites et bandits à la fois, pour donner la chasse aux infidèles. Dans aucune autre partie de l'Europe, la foi religieuse n'avait été mêlée aussi profondément à toutes les habitudes, à toutes les idées, à la vie la plus intime de la nation.

Il en était de même de la royauté : c'était la plus populaire qu'il y eût au monde. Le peuple la connaissait et l'aimait pour l'avoir vue de près; il avait vécu familièrement avec elle. C'est surtout dans les comédies espagnoles, admirables peintures pour la plupart de cette société si originale, qu'il faut étudier le rôle du roi dans la vieille Espagne. Le roi est justicier principalement; il fait rendre à chacun ce qui lui appartient. Il n'a autour de lui aucune force matérielle; il erre le soir par les rues, comme un simple gentilhomme, mettant souvent l'épée à la main pour défendre les faibles et les opprimés. Sa puissance est toute morale, et elle n'en est que plus sacrée; dès qu'il se nomme, chacun se découvre; dès qu'il parle, chacun obéit. Au milieu de ces scènes violentes, de ces catastrophes, de ces mœurs si passionnées et si tragiques, il passe comme le représentant du droit sur la terre; il juge, récompense, punit, et sa mission est acceptée de tous, car il l'a reçue de la nécessité.

Telle était l'Espagne quand elle dut s'occuper de son organisation définitive. Sous ces diverses formes s'agitait dans son sein la lutte éternelle qui fait le fond de toute société humaine, la lutte de l'autorité et de la liberté. Si elle avait su satisfaire à la fois ces deux grands principes en les pondérant l'un par l'autre, tous deux auraient grandi, et la nation avec eux. Malheureusement il n'en fut pas ainsi. Au lieu d'une alliance, ce fut une guerre, une guerre à mort, comme

les aime l'inflexibilité espagnole. Le clergé et la royauté s'allièrent seuls pour abattre toute résistance, et ils n'y réussirent que trop; l'élan que l'Espagne avait pris au moyen-âge la soutint encore un siècle après, et lui donna aux yeux du monde un grand air de force et de puissance, mais après cet effort désespéré elle retomba sur elle-même et s'affaissa. Toute source de vie était épuisée en elle; elle avait perdu sa liberté.

Chez toutes les nations de l'Europe, la même lutte s'est produite, mais presque nulle part elle ne s'est terminée, comme en Espagne, par la défaite absolue de l'un des principes rivaux. En Angleterre, les nobles ont vaincu, mais les communes et la royauté sont restées debout, et le clergé, après avoir été abattu, s'est reconstitué dans l'église anglicane. En France, la royauté l'a emporté, mais les communes se sont élevées en même temps qu'elle, et ont fini plus tard par dominer à leur tour. En Allemagne, des combinaisons très-diverses ont eu lieu, mais ni l'autorité, ni la liberté, n'ont disparu absolument. Il n'y a peut-être que la Pologne qui ait présenté aussi ce spectacle de la domination exclusive d'une seule idée, et l'on sait ce qu'est devenue la Pologne, malgré la bravoure héroïque et les vertus souvent sublimes de ses nobles enfans. La société humaine veut être complexe comme l'homme lui-même; dès qu'elle devient trop simple, elle périt.

Quand des impulsions opposées sont ainsi aux prises, il suffit quelquefois, pour décider la victoire au profit de l'une d'elles, qu'elle s'incarne dans une grande et forte individualité qui la résume. Or, un de ces hommes dont le caractère personnel est la représentation de toute une forme sociale, n'a pas manqué en Espagne à la tendance qui a fini par triompher. Cet homme, ce n'est ni un roi, ni un noble, c'est un moine; c'est François Ximenès de Cisneros, qui de simple cordelier devint archevêque de Tolède, primat, grand chancelier de Castille, inquisiteur-général, cardinal, confesseur de la reine Isabelle, ministre de Ferdinand-le-Catholique et régent d'Espagne pour Charles-Quint, et qui, dans une vie qui a duré près d'un siècle, a été fortement mêlé au mouvement général de son pays, dont il a été tour à tour le produit et le guide.

Aucun personnage historique n'a été peut-être plus que Ximenès la personnification exacte d'une révolution politique; il y a une identité singulière entre sa nature intime et l'ordre d'idées qui a vaincu en lui; il a fait l'Espagne à son image. Avant lui, l'Espagne ressemblait à cet archange de Raphaël qui, les ailes étendues, les pieds au

vol, la chevelure flottante, les yeux animés d'un feu divin, le corps couvert d'une armure resplendissante, passe en triomphant sur l'ange du mal pour s'élancer où l'appelle encore la voix de Dieu. Après lui, elle ressemble à ce moine de Zurbaran qui, les yeux ternes, le front pâle, les reins ceints d'une corde, la robe déchirée, prie à genoux dans un caveau humide et obscur, en pressant une tête de mort dans ses mains amaigries.

Nous savons qu'en jugeant ainsi Ximenès, nous heurtons bien des idées reçues, mais la vérité ne prescrit pas. L'histoire n'est que trop souvent complice du succès. Cet homme a été grand par la double puissance de l'esprit et de la volonté; il a réussi dans ce qu'il a entrepris, c'est assez pour expliquer sa renommée. Mais est-il heureux qu'il ait réussi? telle est la question éternelle que tout succès laisse après lui. Surtout qu'on ne donne pas pour le défendre cette raison banale, que ce qu'il a fait était nécessaire; il n'y a de nécessaire que le plan général des choses; toutes les combinaisons humaines sont libres. Il suffit de jeter un coup-d'œil sur la vie de Ximenès, pour voir combien il a fallu d'efforts, dans l'élaboration douloureuse de l'Espagne au XVe siècle, pour étouffer ce qui a péri et faire vaincre ce qui a survécu. On n'aura pas de peine à comprendre, à l'aspect même de la lutte, qu'une autre victoire aurait été possible, et qu'un ordre tout différent aurait pu en sortir, s'il s'était rencontré un tel homme dans les rangs opposés.

Ximenès était né en 1437, à Torrelaguna, petite ville de Castille, d'une famille obscure. Ses commencemens furent longs et pénibles, et il mit soixante ans à s'élever, comme l'Espagne avait mis près de huit cents ans à chasser les Maures.

Son père était un simple receveur de contributions, qui le destinait d'abord à suivre la même carrière, mais le génie inquiet de Ximenès s'accommodait peu d'une condition aussi humble. Il manifesta de bonne heure une extrême aversion pour l'exécution des projets de son père; on fut obligé de le laisser étudier à Alcala de Hénarès, et ensuite à l'université de Salamanque, la plus célèbre de toute l'Espagne. C'était alors une nécessité pour les jeunes gens pauvres qui voulaient se livrer à l'étude, d'embrasser l'état ecclésiastique; une fois entrés dans les ordres, ils trouvaient facilement les moyens de vivre en suivant les universités. Ximenès se fit prêtre, et mena pendant quinze ans la vie de l'étudiant au moyen-âge, vie d'aumônes, de privations et de travail, mais en même temps d'enthousiasme et de rêverie exaltée. Quand il revint de Salamanque,

tout pénétré des connaissances singulières qu'on y puisait alors et qui donnaient à l'esprit les habitudes les plus agitées, il était moins propre que jamais à accepter le calme d'une existence vulgaire.

Il chercha quelque temps autour de lui un moyen de sortir de la foule, et, ne trouvant rien dans son pays, il résolut de partir pour Rome. La capitale de la chrétienté était alors le point où tendaient toutes les ambitions et d'où partaient toutes les grandes fortunes. Ximenès était pauvre, Rome était loin, et la route présentait à cette époque bien des difficultés et des dangers. Aucun obstacle ne le rebuta; il donna publiquement des leçons de droit, recueillit ainsi un peu d'argent, et partit. Il traversa sans encombre l'Espagne, les Pyrénées et le Languedoc; mais arrivé en Provence, il fut attaqué par des voleurs qui le dévalisèrent. Dénué de tout, il fut forcé de s'arrêter à Aix. Là, il eut le bonheur de rencontrer un gentilhomme castillan qui avait étudié avec lui à Salamanque, et qui le prit pour compagnon de voyage. Ce fut ainsi qu'il parvint jusqu'à Rome.

Il y trouva ce que les nouveaux venus trouvent toujours dans ces grands centres où tout afflue, un extrême encombrement. Le pape qui occupait alors le saint-siége, Sixte IV, était par lui-même un exemple du chemin qu'on pouvait faire par l'église. Fils d'un pêcheur de Savone et simple cordelier, il s'était élevé de proche en proche jusqu'au trône pontifical. Mais à côté de ces grands succès, de ces avancemens éclatans, il y avait bien des efforts avortés et des tentatives impuissantes. Une circonstance particulière ajoutait encore aux obstacles; c'était alors le moment où la ruine récente de Constantinople et de Trébisonde avait forcé beaucoup de Grecs illustres à se réfugier en Italie. Toutes les faveurs de la papauté étaient réservées à ces nobles étrangers qui apportaient avec eux la tradition des lettres antiques, et il en restait peu pour les Italiens, moins encore pour les Espagnols.

Tout ce que Ximenès put obtenir, après avoir quelque temps plaidé pour ses compatriotes devant les tribunaux romains, ce fut une bulle d'expectative pour le premier bénéfice qui viendrait à vaquer dans le diocèse de Tolède. Ces sortes de bulles, qui disposaient par avance des emplois ecclésiastiques, étaient naturellement fort peu en faveur auprès des évêques diocésains. Mais Ximenès voulait absolument emporter quelque chose de son voyage; il n'était pas d'ailleurs de caractère à laisser un titre quelconque sans effet entre ses mains. Il repartit donc pour l'Espagne, bien résolu à faire valoir son droit, quel qu'il fût. L'archiprêtré du bourg d'Ucéda étant devenu vacant

peu après son arrivée, il s'empressa d'en prendre possession. De son côté, l'archevêque de Tolède avait pourvu un de ses aumôniers de cet archiprêtré. Ximenès, sommé de déguerpir, refusa. L'archevêque, qui n'était rien moins que le fameux Carillo, le hautain ministre des rois catholiques, le fit enlever de vive force et enfermer, sans autre formalité, dans la tour d'Ucéda.

Cette affaire est la première où se révèle l'inflexible opiniâtreté du caractère de Ximenès. Accablé de mauvais traitemens, menacé d'un procès criminel, transféré de prison en prison, il ne cessa pas de protester, et se refusa obstinément à reconnaître la nullité de ses prétentions. Cette lutte dura plus de six ans. Enfin, soit que l'archevêque eût peur de se brouiller avec la cour de Rome, soit qu'il fût touché, comme on l'a dit, des prières de sa nièce, il céda, et le prisonnier fut rendu à la liberté et à son bénéfice. Les historiens de Ximenès racontent que, pendant qu'il était dans la tour d'Ucéda, un vieux prêtre captif lui prédit ses grandeurs futures; mais il faut peu croire à toutes ces prophéties supposées après coup sur l'avenir des grands hommes. Ximenès ne fut probablement soutenu, dans sa résistance contre le puissant archevêque de Tolède, que par l'énergie de sa volonté, et c'est plutôt diminuer qu'accroître l'honneur de sa constance que de l'appuyer d'un secours surnaturel.

Le cardinal Gonzalès de Mendoza, celui qu'on a appelé en Espagne le grand cardinal, était alors évêque de Siguenza. C'était un prélat illustre et qui aimait à s'entourer d'hommes de mérite. L'aventure de Ximenès avait attiré les yeux sur lui et rehaussé la réputation qu'il s'était déjà acquise. Le grand cardinal lui proposa, pour l'attirer dans son diocèse, la grande chapellenie de l'église cathédrale de Siguenza. Ximenès accepta, pressé sans doute de servir sous un maître plus bienveillant que le superbe et vindicatif Carillo, et sut si bien se concilier la confiance de Mendoza, qu'il devint bientôt son grand-vicaire. Il avait quarante-cinq ans.

On était alors au plus fort de cette dernière lutte contre les Maures, qui devait se terminer quelques années après par la prise de Grenade. On n'entendait parler que d'incursions des infidèles sur les terres des chrétiens et de coups de main des chrétiens sur les terres des infidèles; ce n'étaient chaque jour que défis héroïques, surprises de châteaux, embuscades dans les défilés, rencontres, batailles, massacres, prises et captivités d'alcaydes maures et de chevaliers espagnols. Il arriva que, dans un de ces engagemens qui eut lieu en 1483, au milieu des montagnes de Malaga, et qui tourna au grand

dommage des chrétiens, le vaillant comte de Cifuentes, porte-étendard royal et gouverneur de Séville, un des meilleurs compagnons d'armes des deux héros de cette guerre, le marquis de Cadix et don Alonzo d'Aguilar, fut fait prisonnier par les Maures commandés par El-Zagal. Le comte avait besoin d'un homme sûr et habile pour diriger ses vastes domaines pendant sa captivité; il fit choix de Ximenès. Ce choix montre à quel point la renommée de Ximenès était déjà parvenue. C'est encore de nos jours en Espagne une situation très briguée que celle d'administrateur-général des biens ou états (*estados*) d'un de ces grands qui possèdent quelquefois des provinces entières; elle l'était bien plus encore dans ces temps où le régime féodal subsistait dans toute sa force et assurait à chaque seigneur tous les droits de la souveraineté dans ses terres.

On aurait dit que la fortune de Ximenès était faite. Tout autre que lui aurait joui en paix des emplois éminens dont il était revêtu et du brillant avenir qui s'ouvrait devant lui. Ce fut au contraire le moment qu'il choisit pour prendre tout à coup une résolution éclatante et extraordinaire. Il résigna tous ses bénéfices à Bernardin de Cisneros, le plus jeune de ses frères, et se fit cordelier. Il entra comme novice dans le couvent de San Juan de los Reyes à Tolède, récemment érigé par Ferdinand et Isabelle, en exécution d'un vœu qu'ils avaient fait durant la guerre.

Ce fait est encore un de ceux qui caractérisent le plus Ximenès et qui peuvent le mieux expliquer son influence sur les destinées de son pays. Ses panégyristes ont attribué à la seule ferveur de sa foi cette brusque vocation pour le cloître; mais la piété la plus vive peut facilement se satisfaire dans les pratiques du clergé séculier, et il paraît plus naturel de supposer que Ximenès fut poussé à prendre ce parti par un tour particulier de son caractère. Il était triste, disent les contemporains, et enclin à la mélancolie; ce que sa vie avait eu jusqu'alors de chanceux avait dû développer en lui le goût du fantasque et de l'imprévu. L'excessive sévérité de la règle répondait seule à ce besoin de son esprit, qui le portait à rechercher l'extrême en toute chose. C'est par ces divers côtés qu'il s'associa si fortement à une des plus puissantes tendances du génie espagnol de son temps, celle qui a dominé avec lui et par lui, la tendance à l'esprit monastique.

L'esprit monastique est l'abîme où est venue tomber l'Espagne du moyen-âge, avec ses brillantes qualités et ses défauts plus brillans encore peut-être; c'est là qu'ont abouti, par une fatalité singulière, cette aspiration vers un idéal de gloire et de grandeur, cette soif

d'indépendance, cette ardeur de dévouement, cette inquiétude sublime, toutes ces vertus presque divines des temps héroïques. Le danger d'une pareille fin était imminent au xve siècle, le courant des croyances y portait directement; mais il n'était pas tout-à-fait inévitable, et, pour peu que l'entraînement national eût rencontré une autre issue, il aurait pu tourner l'écueil. Au lieu de se modérer en se répandant au dehors, l'Espagne satisfit sur elle-même cette passion de l'excès qui la tourmentait, et elle ne trouva que l'esprit monastique qui lui fournît un aliment suffisant pour l'exaltation romanesque de ses idées.

Il y a beaucoup de bien et beaucoup de mal à dire de l'esprit monastique. Il a été pendant un temps à la tête de l'Europe moderne; c'est de lui que sont sortis dans l'origine les arts, les sciences, le gouvernement, tout ce qui fait la puissance et l'honneur des nations. Quand cette première et glorieuse période a été passée, il n'a pas cessé de rendre de grands services à la civilisation. De nos jours même, il peut encore être utile, en ouvrant des retraites aux ames blessées, et en doublant par la force de l'association les efforts individuels pour la conservation et la propagation de la foi. Mais là s'arrêtent ses avantages et commencent ses inconvéniens. Tant qu'il ne prétend qu'à être libre, il a droit à tous les respects; dès qu'il aspire à la domination, il mérite d'être refoulé. Les vertus qu'il prêche sont exceptionnelles et ne doivent servir que comme protestation contre les passions opposées. Qu'il tienne éternellement ouvertes dans la solitude ces sources d'expiation où l'acier des ames peut se retremper à l'écart, rien de mieux; mais quand il veut imposer au monde la pieuse folie de son abnégation, il ne peut que détruire dans leur principe les ambitions légitimes qui font la vie de l'humanité.

Ximenès ne se contenta pas de prendre le froc; il exagéra encore les austérités habituelles de la nouvelle vie qu'il avait adoptée; il se distingua, dit un historien, par toutes ces ingénieuses variétés de mortifications dont la superstition a enrichi l'inévitable catalogue des souffrances humaines. Il couchait sur la terre nue ou sur le pavé, avec une bûche grossière pour oreiller. Il portait un cilice sur la peau, et pour les jeûnes, les veilles, les coups de fouet sur la chair saignante, il égalait, s'il ne les surpassait même, les rudes pratiques du fondateur des ordres mendians. Quand l'année de son noviciat fut finie, il fit profession dans le monastère de Talavera, et changea son prénom d'Alphonse en celui de François, empruntant ainsi jusqu'à son nom au patron de son ordre, comme il avait essayé déjà de le

rappeler par ses épreuves. Puis il revint à Tolède, où il se livra à la prédication. Son succès devait être immense; il le fut en effet. Chacun voulait entendre cet homme qui avait quitté pour le cloître les dignités ecclésiastiques, et qui reparaissait au monde édifié des sévérités de sa vie. Le nombre de ses pénitens devenait chaque jour plus considérable, quand il prit tout à coup une seconde résolution aussi inattendue que la première. Il quitta Tolède, la chaire, les témoignages de vénération de la foule, et alla s'enfermer dans l'ermitage solitaire de Notre-Dame de Castañar, ainsi nommé d'une forêt de châtaigniers où il était enseveli.

Cette nouvelle rupture avec le monde fit beaucoup de bruit. L'ermitage de Notre-Dame était dans un site sombre et sauvage, au milieu de montagnes inhabitées. Ximenès s'y bâtit de ses propres mains une étroite cabane, et y demeura trois ans entiers, consumant les nuits et les jours en méditations et en prières, et vivant à la manière des anciens anachorètes, de l'herbe des rochers et de l'eau des ruisseaux. Que se passait-il dans cette ame profonde pendant les longues heures de sa solitude? C'est ce que nul ne peut dire. Était-ce réellement l'exaltation religieuse qui avait poussé Ximenès à se jeter ainsi par deux fois, après avoir passé l'âge de cinquante ans, dans toutes les rigueurs volontaires de l'expiation? Ce qui avait suffi aux années agitées de sa jeunesse ne suffisait-il donc plus aux jours habituellement plus calmes d'un âge plus avancé? Voulait-il écarter par une aspiration constante vers le ciel quelque passion secrète qui le ramenait sans cesse vers la terre? Était-il poursuivi jusque sous la discipline de rêves ambitieux et dominateurs qu'il essayait d'étouffer? N'était-ce enfin pour lui qu'un besoin vague et confus d'étonner les hommes, d'attirer sur lui de plus en plus l'attention de l'Espagne, et de flatter son temps par le spectacle qui répondait le plus à l'ardeur des passions religieuses?

L'orgueil humain est bien ingénieux dans la diversité des formes qu'il peut prendre. Le vœu d'abnégation et d'humililité n'a été souvent, au moyen-âge, que le préliminaire des plus grandes fortunes. Plus un homme célèbre et admiré affectait de se cacher dans les profondeurs du cloître, plus les populations enthousiastes étaient entraînées à l'y chercher pour le mettre à leur tête, et les retraites les plus sévères étaient en même temps les plus illustres. De tous côtés, les regards étaient tournés vers ce toit de feuilles perdu dans un désert affreux, vers cet homme seul qui creusait sa tombe, et toutes les voix prononçaient avec respect le nom du pauvre ermite de Castañar. Il

est permis de croire que Ximenès n'était pas insensible à cet éclat et à ce bruit qui se formaient de loin autour de son silence et de son obscurité; des retours violens vers ce monde qui l'appelait venaient sans doute de temps en temps troubler ses extases solitaires. Il devait alors redoubler de mortifications, car rien ne nous donne le droit de douter de l'énergie de sa foi, et les sentimens les plus opposés peuvent se confondre dans cet abîme obscur du cœur de l'homme; mais toutes les rigueurs de la pénitence ne devaient pas suffire à vaincre des orages toujours soulevés.

Il serait injuste de l'accuser complètement d'hypocrisie, il ne serait pas juste non plus de l'en disculper tout-à-fait. Les caractères comme le sien sont très complexes. Il a dû être tour à tour et quelquefois en même temps hypocrite et de bonne foi. Ardent et agité, il avait besoin de lutte, tant avec lui-même qu'avec les autres. L'exaltation religieuse et l'ambition mondaine se nourrissaient et se combattaient à la fois au fond de lui-même.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la retraite fut pour lui le chemin de la puissance. Ses supérieurs, voulant le détourner des austérités qui pouvaient abréger sa vie, lui ordonnèrent de se rendre au couvent de Salzeda, où il fut bientôt élu père gardien. Sa remarquable aptitude pour les affaires se montra de nouveau dans ce poste. Le grand cardinal Mendoza, devenu, par la mort de Carillo, archevêque de Tolède et ministre de Ferdinand et d'Isabelle, avait coutume de dire qu'un tel homme ne pouvait pas rester toute sa vie dans un couvent. L'occasion de l'en tirer se présenta bientôt. Le frère Fernando de Talavera, confesseur de la reine, fut nommé archevêque de Grenade, et le poste qu'il occupait devint vacant. Isabelle consulta le grand cardinal sur le choix qu'elle devait faire; ce choix était important, car la reine avait des scrupules de conscience qui la portaient à prendre la direction de son confesseur pour les affaires du gouvernement aussi bien que pour ce qui regardait son salut. Mendoza désigna Ximenès. La reine le fit venir, l'interrogea, fut frappée de la fermeté modeste de ses réponses, et le choisit.

On dit que, lorsque le nouveau confesseur se montra pour la première fois à la cour, les courtisans, frappés de son aspect, crurent voir apparaître dans cet homme au corps exténué, au front pâle, à l'œil cave et ardent, un des anachorètes primitifs d'Égypte et de Syrie. Cette ressemblance, qui répandait autour de Ximenès une terreur superstitieuse, était plus apparente que réelle. Les saints solitaires du christianisme naissant avaient été poussés au désert par un

entraînement naturel, et, s'ils en sortaient, c'était pour souffrir le martyre, non pour gouverner des royaumes. Ainsi vont les temps s'imitant les uns et les autres; mais nul ne peut reproduire exactement son modèle, et le souvenir sacré du passé entoure d'une auréole mensongère un présent qui le rappelle sans lui ressembler.

Voilà donc Ximenès appelé à diriger la conscience de la première reine de son temps. Dès ce moment, sa vie appartient à l'histoire politique, et son influence commence à agir sur les évènemens contemporains. C'était en 1492; Ferdinand et Isabelle régnaient ensemble depuis vingt ans, et le plus grand fait de leur règne, la prise de Grenade, venait de s'accomplir. On sait quels troubles sanglans avaient agité l'Aragon et la Castille avant l'avènement de ces deux souverains; mais depuis que les deux moitiés de la monarchie espagnole avaient été réunies en leurs personnes, un ordre politique commençait à se faire jour dans le désordre séculaire de la Péninsule. L'autorité royale fortifiée avait pris un ascendant qu'elle n'avait pas eu jusqu'alors; l'administration régulière de la justice avait été organisée pour la première fois par l'établissement de la fameuse Hermandad; les lois du royaume avaient été recueillies et codifiées; la puissance démesurée des nobles avait été diminuée par plusieurs mesures fermes et habiles, et en particulier par la réunion à la couronne des trois grandes maîtrises militaires de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara; les droits de l'administration ecclésiastique du pays avaient été défendus contre les empiétemens du saint-siége; le commerce et l'industrie avaient été protégés : bienfaits immenses qui recommanderont toujours à la reconnaissance de l'Espagne la première moitié de ce règne illustre.

Malheureusement deux funestes tendances se mêlaient à tous ces biens et devaient finir un jour par en détruire les effets. Les nations et les hommes savent rarement s'arrêter à propos. Le triomphe de l'unité monarchique sur l'anarchie du moyen-âge avait été légitime, mais ce premier succès ne suffisait plus, et l'autorité royale était poussée encore à étouffer autour d'elle toute liberté; d'un autre côté, la foi religieuse, exaltée par les victoires sur les infidèles, tendait à devenir intolérante, fanatique et oppressive : double exagération qui devait tout perdre. La chute de Grenade, qui fut si glorieuse pour l'Espagne, fut en même temps un accident malheureux, par l'excitation qu'elle donna aux idées monarchiques et aux passions pieuses. Une circonstance qui paraît bien peu importante aujourd'hui, mais qui fut immense alors, vint encore ajouter à cette impulsion déjà si

puissante. Les Espagnols appelaient Ferdinand et Isabelle *les rois*, par allusion à la distinction des deux couronnes de Castille et d'Aragon; le pape y ajouta l'épithète de *catholiques*, un seul mot qui a eu des conséquences incalculables pour l'avenir de l'Espagne. Ce n'était pas en effet un vain titre que Rome avait entendu conférer; c'était un droit et comme une fonction. Il y avait sous ce nom de royauté catholique (les documens du temps en font foi) une idée de monarchie universelle et de suprématie religieuse; c'était quelque chose comme l'ancienne notion du saint empire romain, sous une forme plus précise et plus régulière.

On comprend tout ce qu'un pareil titre dut ajouter d'éclat à la royauté espagnole victorieuse. Les populations chrétiennes vénéraient en elle la mandataire de Dieu même et la souveraine désignée de la catholicité. La découverte de l'Amérique, de ce nouveau monde ouvert aux conquêtes de la foi, ajouta une gloire de plus à tant de gloires. Il n'est pas étonnant qu'à ce faîte des grandeurs humaines et divines, les rois catholiques aient pu se faire une idée démesurée de leurs devoirs et de leurs droits.

Il est certain cependant que l'Espagne ne partagea pas l'ivresse de ses souverains. Ses vieilles libertés résistèrent. Les nobles se défendirent dans leurs domaines, les cortès maintinrent leurs priviléges. C'était dans la grande réunion des cortès à Tolède, en 1480, que la plupart des réformes introduites par la couronne avaient été consacrées; ces assemblées, qui avaient donné force à l'autorité royale quand elle avait voulu faire le bien du pays, luttèrent à leur tour pour la liberté, quand la liberté fut menacée. L'opposition qui se manifestait dans l'ordre politique, éclata aussi dans l'ordre religieux. Dès les premières années de l'avènement de Ferdinand et d'Isabelle, la tendance qui devait dominer plus tard s'étant déclarée par l'établissement du tribunal de l'inquisition, tout le pays l'avait combattue. Les cortès avaient protesté; le peuple avait pris les armes; le premier inquisiteur d'Aragon, Pierre Arbues, avait été assassiné dans la cathédrale de Saragosse. Cette double résistance dura long-temps; il fallut beaucoup d'efforts et de sang pour l'étouffer. Livré à lui-même, Ferdinand n'aurait pas voulu aller jusqu'au bout de la lutte, mais il y fut entraîné par la reine.

Dans leur admiration traditionnelle pour les rois catholiques, les Espagnols font une place à part à Isabelle. Cette prédilection se conçoit aisément. Isabelle est une des figures les plus intéressantes du moyen-âge, en même temps qu'elle est une des plus fières; ses qua-

lités et ses défauts sont en parfaite harmonie avec les qualités et les défauts du génie national. Froid, pratique, positif, profondément politique, Ferdinand n'avait aucun de ces traits brillans qui commandent l'admiration des Espagnols. Isabelle, au contraire, était ardente, chevaleresque, pleine d'entraînement, d'une imagination vive et exaltée. Ce caractère a beaucoup contribué à donner à son temps la singulière grandeur qui le distingue, mais il a eu aussi des résultats dangereux que toute l'habileté de Ferdinand n'a pu prévenir. Sans Isabelle, Christophe Colomb, ce chercheur sublime, n'aurait pas obtenu les moyens de trouver un monde; mais les institutions qui ont fait depuis la perte de l'Espagne, n'auraient pas non plus pris naissance. Fatale compensation qui fait quelquefois douter des plus grandes choses et des plus généreux sentimens.

Il faut être bien profondément pénétré des sévères devoirs de l'histoire pour se résoudre à parler ainsi d'Isabelle. Plus d'un trait de sa vie montre en elle tout ce qui peut faire aimer la femme et la reine. Elle passa ses premières années dans la tristesse et presque dans l'indigence, et, quand elle eut été tirée de son obscurité pour monter sur le trône, elle ne cessa pas d'être malheureuse. Son nom servit de drapeau à un parti qui déshonora son frère Henri IV, prince misérable et odieux. Elle fut unie par la politique à un homme qui avait seize ans de moins qu'elle, et dont le caractère fut en opposition constante avec le sien. Son fils unique, don Juan, périt à la fleur de l'âge; sa fille aînée, dona Isabelle, le suivit de près; son petit-fils, don Michel, qui devait réunir sur sa tête les trois couronnes de Castille, d'Aragon et de Portugal, mourut au berceau. Il ne lui resta qu'une fille dont le déplorable surnom montre combien elle dut exciter les douleurs maternelles, Jeanne-la-Folle. D'une piété naturellement enthousiaste, Isabelle ne put que courber de plus en plus son ame brisée sous la main de Dieu qui la frappait ainsi. De là cette faiblesse passionnée qui la livrait sans défense aux conseils les plus violens, quand ils lui étaient donnés au nom du ciel.

Ferdinand eut soin toute sa vie de ne pas trop contrarier la reine, dont il connaissait la sensibilité maladive. La part qu'Isabelle avait apportée dans l'union des deux couronnes était d'ailleurs la plus grande et la plus belle. Ce qu'on appelait alors le royaume d'Aragon était composé de l'Aragon proprement dit, de la Catalogne et de Valence; le royaume de Castille, bien plus étendu, comprenait les deux Castilles, le royaume de Léon, la Biscaye, les Asturies, la Galice, l'Estramadure, Murcie, et toute la portion de l'Andalousie déjà

conquise sur les Maures, près des deux tiers de l'Espagne actuelle. Ce puissant royaume avait conservé ses lois et son administration à part, et ne reconnaissait d'autre autorité que celle d'Isabelle. L'Aragon, comme le plus faible, était amené tôt ou tard à adopter les mesures de gouvernement qui avaient d'abord été prises en Castille. Le génie sombre et sévère de cette province, personnifié par sa reine, finit ainsi par s'imposer à toute l'Espagne.

Voici un exemple de la lutte secrète qui existait entre Isabelle et Ferdinand. L'année même de la prise de Grenade, le 31 mars 1492, fut rendu le fameux décret qui chassait tous les juifs de la Péninsule. On raconte que les juifs, ayant été prévenus d'avance de ce qui se préparait contre eux, firent offrir à Ferdinand 30,000 ducats pour les frais de la guerre, s'il renonçait au projet d'expulsion. Ce prince calculateur fut ébranlé par ces offres séduisantes, et il est probable qu'il aurait fini par ramener Isabelle, si le grand-inquisiteur Torquemada n'avait pas été averti à temps. Le fougueux dominicain se présenta, un crucifix à la main, devant le roi et la reine, et leur dit : « Judas a le premier vendu son maître pour trente deniers; vous pensez à le vendre une seconde fois pour trente mille pièces d'argent. Le voici; prenez-le, et hâtez-vous de le vendre. » Ces fanatiques paroles ne firent sans doute que peu d'impression sur Ferdinand; mais la conscience d'Isabelle s'en effraya, et le décret fut rendu. Huit cent mille juifs quittèrent l'Espagne, emportant pour la plupart des trésors considérables, malgré la défense qui leur en avait été faite. En comptant les Maures qui passèrent en Afrique avec Boabdil, l'émigration qui eut lieu dans l'année passa un million d'hommes. Le fatal système qui a dépeuplé l'Espagne commençait à s'établir.

Ces dispositions d'Isabelle ne purent que s'accroître par le choix d'un confesseur tel que Ximenès. Le frère Fernando de Talavera, qui avait dirigé auparavant la conscience de la reine, était un prêtre doux et tolérant dont l'influence avait toujours tendu vers la modération. Ximenès se déclara au contraire pour toutes les mesures excessives, tant en politique qu'en religion. On s'étonne que le cardinal Mendoza, qui était un prélat de mœurs brillantes et faciles, ait pu désigner un homme aussi différent de lui-même. Ce cardinal, qu'on avait coutume d'appeler le *troisième roi d'Espagne*, exerçait le plus grand ascendant sur les rois catholiques. Il était en tiers dans tous les actes d'habile administration qui avaient précédé. Associé à la gloire de ses souverains comme à leurs travaux, sa croix archiépiscopale avait été le premier étendard chrétien arboré sur l'Alham-

bra pour annoncer l'occupation de Grenade. Le nom de Mendoza a été long-temps justement vénéré en Espagne, et si sa gloire s'est effacée pour la postérité dans celle du successeur qu'il s'est choisi, c'est que les oppresseurs des peuples ont toujours jeté plus d'éclat que leurs bienfaiteurs.

Dès l'arrivée de Ximenès à la cour, Isabelle voulut toujours l'avoir auprès d'elle. Partout où elle allait, elle lui faisait préparer un appartement auprès du sien. Mais lui, fidèle aux pratiques sévères qui avaient fait sa réputation, ne voulut jamais se relâcher, au milieu de la cour, de ses habitudes du cloître. Il n'occupait, hiver comme été, qu'une mauvaise chambre aux murailles nues, et où il n'y avait pour tous meubles qu'une table, une chaise et une paillasse. Il allait à pied dans tous ses voyages, vivant d'aumônes, accompagné d'un seul moine de son ordre, François Ruiz, qu'il avait pris pour compagnon, et dont il fit plus tard un évêque. Il ne souffrait jamais qu'on eût pour lui de soins particuliers. Si, contre sa défense, on lui servait dans les maisons de son ordre où il s'arrêtait quelque plat plus recherché qu'à l'ordinaire, il l'envoyait aux malades du lieu. Le spectacle d'une pareille sainteté agissait vivement sur l'imagination timorée de la reine, et Ximenès prit ainsi sur elle un ascendant illimité.

L'usage qu'il devait faire de cette influence se fit sentir surtout quand il fut nommé, deux ans après, provincial de son ordre. Les franciscains avaient depuis long-temps renoncé en Castille, comme ailleurs, à suivre les règles austères de leur institution. Éludant la loi qui leur défendait de rien posséder, plusieurs de leurs communautés avaient de riches domaines, de magnifiques maisons. Ceux qui en faisaient partie se nommaient conventuels, par opposition à ceux qui étaient restés plus soumis à la règle, et qu'on appelait observantins. Ximenès était de ces derniers; il entreprit de réformer les abus et de ramener l'ordre tout entier à la sévérité qu'il pratiquait pour lui-même. A cette nouvelle, le soulèvement contre lui fut général dans les monastères. Après avoir vainement employé les exhortations, il fit usage de la force. Sur l'ordre de la reine, un couvent de Tolède fut assiégé en forme; les moines, forcés d'en sortir, entonnèrent le psaume *In exitu Israël*, et se retirèrent en procession. Les efforts qui furent faits à cette occasion pour ébranler Ximenès dans l'esprit de la reine ne firent que consolider son crédit.

Il y avait trois ans à peine que Ximenès était confesseur d'Isabelle, quand le grand cardinal Mendoza, archevêque de Tolède,

tomba malade et mourut. L'archevêché de Tolède était alors la première dignité ecclésiastique du monde après la papauté. L'autorité de l'archevêque, immense dans l'église, n'était pas moindre dans l'état. Il était de droit chancelier de Castille et primat d'Espagne; dans toutes les affaires qui se traitaient en conseil, il opinait immédiatement après le roi. Il possédait un si grand nombre de fiefs et de bénéfices, que ses revenus étaient énormes. Les rois de Castille avaient souvent brigué cet archevêché pour les princes leurs enfans, car la puissance qui y était attachée était rivale de celle de la couronne. Dès que le siége fut vacant, Ferdinand exprima le désir d'y voir nommer son fils naturel, don Alphonse d'Aragon, qui était déjà archevêque de Saragosse; mais Isabelle, de qui seule dépendait le choix du nouveau prélat, refusa de se rendre au vœu de son mari. Malgré l'usage, qui avait toujours voulu que ce poste éminent ne fût rempli que par des hommes de la plus haute naissance, elle y appela Ximenès. Cette nomination fut accompagnée de circonstances caractéristiques qu'il est curieux de rappeler.

Les historiens de Ximenès disent que la reine, s'attendant à une grande résistance de la part de son confesseur, garda soigneusement le secret de la résolution qu'elle avait prise. Elle écrivit elle-même à Rome, sans en parler à personne, pour presser l'expédition des bulles. Dès qu'elle les eut reçues, elle fit venir Ximenès un jour de quadragésime, et lui remit brusquement une lettre du pape qui portait pour suscription : *A notre vénérable frère François Ximenès, archevêque de Tolède.* A la lecture de cette adresse, Ximenès changea de couleur, baisa respectueusement la lettre sans l'ouvrir, et la rendit à la reine en disant : « Cette lettre ne peut être pour moi. » Puis il sortit de l'appartement, et partit en toute hâte de Madrid, où s'était passée cette scène, pour aller assister, selon sa coutume, à l'office de la semaine sainte, dans un couvent de son ordre à Ocaña.

La reine le laissa d'abord sortir sans mot dire, mais elle dépêcha bientôt après lui plusieurs des plus grands seigneurs de la cour. « Ceux-ci étant bien montés, n'eurent pas beaucoup de peine, dit un historien de sa vie, à joindre un homme qui marchait à pied, qui était chargé d'habits pesans, et qui était affaibli par le jeûne du carême. » On eut besoin de très grands efforts pour obtenir de lui qu'il reprît le chemin de Madrid; arrivé là, ni les instances de la reine ni celles de ses amis ne purent le fléchir; il refusa. Son seul désir, disait-il, était de passer le reste de ses jours dans la pratique de ses devoirs monastiques, et il se sentait moins de goût et de capacité que jamais pour

la vie publique. Sa résolution fut inébranlable pendant six mois entiers; il ne fallut rien moins pour le décider qu'une seconde lettre du pape, qui lui ordonna impérieusement d'accepter la première dignité du royaume. Il obéit alors, mais avec une grande répugnance, réelle ou affectée. C'était en 1495; il avait près de soixante ans.

Son sacre eut lieu dans une église de son ordre avec une magnificence extraordinaire. L'église était parée des plus riches meubles de la couronne. Ferdinand et Isabelle y assistaient avec tous les grands d'Aragon et de Castille. Après la cérémonie religieuse, Ximenès s'approcha du roi et de la reine, et leur demandant leur main pour la baiser : « Ce n'est pas, leur dit-il, pour vous remercier de m'avoir fait archevêque, mais parce qu'en étendant vos mains vers moi, vous me promettrez de me les donner pour appuis dans l'exécution de mes devoirs. » Les rois catholiques voulurent baiser eux-mêmes la main du nouveau primat, et après eux tous les grands du royaume en firent autant. Ximenès sortit de l'église suivi de toute la cour en cortége, et fut accompagné jusqu'à sa demeure par les acclamations du peuple. Le peuple a toujours aimé ces caractères à part qui l'étonnent par leur singularité.

Même après qu'il fut devenu ainsi le plus riche et le plus puissant prélat de la chrétienté, Ximenès ne changea rien à ses austérités ordinaires, si bien que la reine Isabelle se crut encore obligée de lui faire écrire par le pape, qui était alors Alexandre VI, qu'il eût à prendre un genre de vie plus conforme à sa haute dignité. Toujours porté à l'extrême, il répondit à cette injonction du saint père en déployant un luxe excessif pour tout ce qui pouvait frapper les regards. Le nombre de ses domestiques et la splendeur de sa maison éclipsèrent tout ce qu'on avait vu sous ses prédécesseurs, mais il conserva la même sévérité dans ses habitudes personnelles. Au milieu des magnificences de sa table, il demeura fidèle au jeûne et à l'abstinence. Sous sa robe de soie et de pourpre, il gardait jour et nuit le sale froc de saint François, qu'il raccommodait de ses propres mains quand il était déchiré. Il ne porta jamais de linge, et dans les somptueuses tentures de son lit de parade, était caché un misérable grabat qui lui servait de couche.

On ne voit pourtant pas que ce pouvoir qu'il n'avait accepté que malgré lui, il l'ait exercé avec faiblesse. Nul ne parut jamais plus jaloux de son autorité. Un trait entre mille montrera combien, dès le début, il fut impérieux et habile à la fois. Le gouvernement de Cazorla était la plus considérable des places qui étaient alors à la

nomination de l'archevêque de Tolède. Avant de mourir, le grand cardinal en avait disposé en faveur de son plus jeune frère, don Pedro Hurtado de Mendoza. A l'avénement de Ximenès, toute la cour lui demanda de confirmer cette nomination; on fit valoir auprès de lui la reconnaissance qu'il devait garder à la mémoire de son bienfaiteur, on alla même jusqu'à invoquer l'autorité de la reine, qui intervint avec chaleur. C'était s'y prendre mal pour obtenir quelque chose de l'ombrageux Ximenès; il refusa obstinément, disant qu'il ne céderait jamais à aucune considération pour distribuer les fonctions et les honneurs de l'église. Sa résistance lassa les sollicitations. Depuis long-temps, il n'était plus question de cette affaire, et la reine elle-même avait cessé ses instances, quand Ximenès, ayant un jour rencontré Mendoza dans une des avenues du palais, le salua gracieusement du titre d'*alcayde* ou gouverneur de Cazorla. Mendoza, qui avait tourné la tête pour affecter de ne pas voir l'archevêque, se retourna avec étonnement, et Ximenès répéta son salut, en lui disant que, depuis qu'il était bien constaté qu'il n'obéissait à aucune influence étrangère, il était heureux de lui rendre une place qu'il n'avait jamais voulu lui enlever.

Cette conclusion inattendue eut le succès qu'elle devait avoir. Ximenès y gagna de se réserver tout l'honneur du procédé et de décourager en même temps pour l'avenir toute intervention de la faveur royale dans les choses de son domaine. Ce n'était pas mal calculer pour un moine. Les autres affaires qu'il se fit par l'inflexibilité de son caractère n'eurent pas un dénouement aussi pacifique; mais, dans toutes, il finit aussi par l'emporter à force d'opiniâtreté et de rudesse.

Libre désormais de se livrer à ses goûts de réforme, son premier soin comme archevêque fut de porter un examen sévère sur le clergé de son diocèse; il commença par le chapitre de Tolède. Les chanoines, qui avaient pris depuis long-temps l'habitude de n'être pas inquiétés dans la molle vie qu'ils s'étaient faite, résolurent d'envoyer à Rome un des leurs pour se plaindre au pape des manies réformatrices de leur prélat. Celui qui fut choisi pour cette mission délicate était un homme adroit et intelligent nommé Albornoz. Il ne put pourtant pas mettre assez de secret dans son départ pour échapper à la vigilance de Ximenès. Albornoz avait à peine quitté Tolède, qu'un officier était déjà envoyé sur ses traces pour l'arrêter. Cet officier avait l'ordre, dans le cas où le chanoine aurait déjà pris la mer, de fréter au plus vite un bâtiment léger et de le devancer

autant que possible en Italie. C'est ce qui eut lieu. Quand Albornoz arriva à Ostie, le ministre d'Espagne, Garcilazo de la Vega, avait déjà reçu ses instructions. L'émissaire du chapitre de Tolède fut arrêté et envoyé prisonnier en Espagne, où une captivité de vingt-deux mois lui apprit à ne plus contrarier les projets de l'archevêque. Cette leçon suffit pour mettre fin à la résistance du clergé séculier.

Celle du clergé régulier fut plus vive sans être plus heureuse. On a déjà vu comment les premières tentatives de réforme avaient été reçues par les diverses communautés de franciscains. L'opposition ne fit que s'accroître à mesure que l'inexorable résolution de Ximenès multipliait les moyens de la réduire. Plus de mille moines, au dire de certains documens, quittèrent le pays et passèrent en Barbarie, aimant mieux vivre parmi les infidèles que céder aux exigences de leur provincial. Les autres se plaignirent si haut à la cour papale, que le général des franciscains, qui résidait à Rome, anticipa sur l'époque régulière du voyage qu'il devait faire en Castille pour examiner les affaires de son ordre. Ce général était lui-même un conventuel, et il espérait faire reculer Ximenès en attaquant son crédit sur les lieux mêmes, mais il ne connaissait ni Isabelle, ni son intrépide confesseur. Après avoir en vain cherché de toutes parts des appuis contre Ximenès, il demanda une audience à la reine, et lui exprima ses griefs avec une extrême violence. C'était, selon lui, un véritable scandale que les prétentions de cet homme sorti de rien, qui portait dans les plus hautes dignités de l'église les manières brutales de son origine, et dont la sainteté prétendue n'était qu'un masque pour couvrir l'ambition la plus inquiète et la plus infatigable; si la reine avait quelque soin de sa réputation et des intérêts de son trône, elle n'avait qu'à retirer à cet insolent parvenu l'appui qu'elle lui prêtait, pour le laisser rentrer dans son obscurité native.

Isabelle eut, dit-on, beaucoup de peine à se contenir pendant cette harangue hardie du général des franciscains. Elle le laissa pourtant aller jusqu'au bout, et, quand il eut fini, elle se contenta de lui demander avec calme s'il avait tout son bon sens, et s'il songeait devant qui il parlait. *Oui, madame,* répondit le général, *je suis maître de mes sens, et je sais que je parle devant la reine de Castille, qui n'est qu'une poignée de poussière comme moi.* A ces mots, il sortit de l'appartement en fermant la porte derrière lui avec violence. Il repartit aussitôt pour Rome, et obtint du pape Alexandre VI un bref, rendu le 9 novembre 1496, sur l'avis unanime du collége des cardinaux, pour interdire aux rois catholiques de donner suite à la réforme

commencée tant que le pape n'aurait pas examiné l'affaire par lui-même. Ximenès ne fut ni étonné ni effrayé; toujours soutenu par la reine, dont il avait intéressé la conscience à l'entier accomplissement de ce qu'il avait entrepris, il persista, envoya à Rome messages sur messages, et parvint dès l'année suivante à obtenir du saint-siége un nouveau bref qui lui conférait un pouvoir des plus illimités pour mener à bien cette œuvre si contestée.

L'irritation des moines fut si grande, qu'elle alla jusqu'à menacer la vie de Ximenès. Dans leur désespoir, ils suscitèrent contre lui son propre frère, Bernardin de Cisneros, le même à qui il avait donné tous ses bénéfices quand il avait voulu entrer dans le cloître. Bernardin commença par écrire un pamphlet injurieux où il accumulait toutes les accusations passionnées dont l'archevêque était alors l'objet dans les couvens. Ximenès, averti à temps, fit supprimer le manuscrit, et pardonna à son frère; cependant il paraît qu'il mit à son pardon des conditions si dures, que l'exaspération de Bernardin ne fit que s'accroître. Un jour que Ximenès était au lit malade, ses domestiques l'ayant laissé seul pour qu'il prît un peu de repos, son frère entra dans sa chambre, et après une vive altercation, saisissant, tout hors de lui, l'oreiller, il le lui pressa sur la bouche avec violence, de manière à l'étouffer; puis il sortit, effrayé de lui-même, et alla se cacher dans un des coins de la maison. Quand les domestiques de l'archevêque rentrèrent dans sa chambre, ils le trouvèrent sans pouls et presque sans vie. On eut beaucoup de peine à lui rendre ses sens. Échappé comme par miracle à cet attentat, il ne voulut plus revoir son frère de sa vie; on dit même qu'il le fit enfermer dans un monastère, avec les fers aux pieds et aux mains, et qu'il ne lui fit rendre la liberté que plusieurs années après, à la prière du roi lui-même.

Malgré toutes ces résistances, la réforme commencée s'exécuta avec la dernière rigueur. Les panégyristes de Ximenès ont beaucoup vanté sa persévérance dans ce dessein, et des écrivains plus éclairés et plus modernes ont fait en effet de cette entreprise un de ses principaux titres de gloire. Une réforme était sans doute nécessaire à la fin du xve siècle dans les mœurs du clergé en Espagne comme dans toute l'Europe, et, en portant le premier la main sur des abus depuis long-temps établis, Ximenès détruisit d'avance dans son pays la principale cause qui devait faire éclater, dès le siècle suivant, dans plusieurs états, une si grande opposition contre l'église catholique elle-même. On peut conclure cependant de la résistance désespérée qu'il rencontra, qu'il dut porter dans cette tentative salutaire l'extrême âcreté qui

lui était naturelle, et qu'il passa souvent le but à force de zèle. C'était une grande question politique dans les siècles catholiques que celle du plus ou moins de richesse des ordres religieux. En diminuant la rigueur de la règle, les grands monastères étaient devenus des institutions puissantes qui jouèrent un grand rôle dans la société confuse du moyen-âge, et qui furent souvent très utiles. Il était sage de poursuivre les désordres qui s'y étaient glissés, mais il était peut-être imprudent de substituer trop complètement à l'esprit de grandeur l'esprit d'humilité. C'était bouleverser l'état social de l'époque, lui enlever un de ses principaux élémens, et le laisser ainsi sans pondération et sans équilibre.

De tous les ordres monastiques, les ordres mendians sont ceux dont l'utilité peut être le plus contestée, et dont l'institution est le plus ouvertement en lutte avec les formes ordinaires de la société humaine. Ce sont aussi les ordres mendians que Ximenès s'efforça de ramener à la rigueur de leur principe, et qui sont devenus, grace à lui, dominans en Espagne. Or, rien n'était plus propre à éteindre dans une nation tout élan vers les biens de ce monde, que cette armée de frères grossiers, vagabonds, mal vêtus, qui se répandaient partout, prêchant la frugalité, la soumission, l'isolement, et rendant la misère sainte aux yeux des populations. Les peuples du midi sont trop naturellement disposés à la paresse pour qu'il puisse être indifférent de consacrer à leurs yeux la mendicité. Les ordres mendians ont marqué de leur empreinte toutes les habitudes de l'Espagne; leur esprit a pénétré partout, et ce qui devait être une exception rare parmi les hommes, est presque devenu la règle des mœurs nationales. Un homme d'état plus occupé des intérêts terrestres aurait peut-être prévu cette facile contagion de l'exemple; il aurait mieux aimé tolérer quelques abus, et conserver aux antiques corporations le caractère de magnificence qui pouvait être moins conforme à la pensée de leur fondation primitive, mais qui était plus en rapport avec les progrès de l'activité publique, et qui aidait à l'excitation générale vers le grand.

Quoi qu'il en soit, Ximenès donna bientôt une nouvelle preuve de cette intempérance de volonté qu'il mettait à toute chose, et s'il peut y avoir quelque doute sur le jugement à porter de sa réforme des établissemens religieux, il ne peut pas en être de même de cette autre mission qu'il se donna avec non moins d'obstination et d'emportement, la conversion des Maures.

Depuis la prise de Grenade, les Maures vivaient en paix sur la foi

de la capitulation qui leur garantissait le libre exercice de leurs lois et de leur religion. L'alcayde ou gouverneur de Grenade pour les rois catholiques, le comte de Tendilla, était un homme aussi prudent que ferme, aussi expérimenté que brave, et qui mettait tous ses soins à ménager la population vaincue et soumise. Auprès de lui siégeait un de ces hommes divins qui ne semblent envoyés sur la terre que pour en apaiser les douleurs, le frère Fernando de Talavera, religieux hiéronymite, autrefois confesseur de la reine, et alors archevêque de Grenade. Science, piété, douceur, véritable charité, Talavera avait toutes les vertus qui pouvaient faire vénérer l'épiscopat par les infidèles. Après avoir appris l'arabe ainsi que son clergé, il avait eu soin de faire traduire l'Évangile dans cette langue. Avec l'aide de ce livre saint, qu'il répandait en grand nombre parmi le peuple, il n'employait d'autres armes pour amener les Maures au christianisme, que la persuasion affectueuse, la bienveillance paternelle, les consolations, les aumônes, les bonnes œuvres de tout genre, et l'exemple de la plus admirable pureté.

De temps en temps, quelques Maures touchés demandaient le baptême; mais ces conquêtes pacifiques n'allaient pas assez vite au gré de l'impatient Ximenès. Dans un voyage que les rois catholiques firent à Grenade dans l'automne de 1499, il les accompagna, et proposa à Talavera de se joindre à lui pour poursuivre en commun l'œuvre de la conversion. Le modeste prélat accepta cette assistance qui devait en peu de temps détruire tout son ouvrage. Ferdinand et Isabelle ne furent pas plus tôt partis, que Ximenès entreprit ses prédications. Il fit venir les *alfaquis* ou docteurs musulmans, et eut avec eux plusieurs conférences pour leur démontrer les vérités de la religion chrétienne. A la puissance de ses enseignemens il ajouta celle des présens, qu'il distribua avec profusion parmi eux, et à force de flatteries, de cadeaux et de caresses, dit naïvement un historien espagnol, il les amena à la connaissance du vrai Dieu. Le nombre des Maures qui se convertissaient à sa voix fut si considérable, dit-on, qu'il était obligé de les baptiser à la fois par milliers, en secouant l'eau sainte sur leur multitude prosternée.

Malheureusement de si belles apparences ne se soutinrent pas long-temps. Des signes certains ne tardèrent pas à montrer que ces nombreuses conversions étaient peu sincères. Une sourde fermentation se répandit dans le quartier le plus populeux de Grenade, appelé l'Albayzin. Les mécontens disaient à haute voix que la capitulation n'était pas observée, et que leur liberté religieuse avait

droit à plus de respect. Ximenès alors changea de ton ; de flatteur et de caressant, il devint impérieux et oppresseur. Les mesures les plus violentes furent prises pour étouffer les plaintes. Un des chefs de l'opposition était un noble Maure, nommé Zegri, qui avait lutté pendant la guerre avec Gonzalve de Cordoue, et qui était devenu le frère d'armes du grand capitaine. Ximenès le fit enlever et le livra à un de ses officiers qu'il appelait *son lion*, et qui était en effet, dit un historien, lion par le caractère aussi bien que par le nom. Le lion retint Zegri en prison, et lui fit subir de tels traitemens, qu'au bout de quelques jours le Maure implora la clémence de l'archevêque. Ximenès lui fit donner alors un appartement magnifique, et fit tant par menaces et par promesses, qu'il le décida à recevoir le baptême. Ce succès fatal fut un encouragement pour la conduite mêlée de ruse et de force que Ximenès avait adoptée.

Un jour il fit élever un grand bûcher sur la place de Grenade et y fit brûler environ cinq mille copies de l'Alcoran et d'autres livres religieux des Maures, que les nouveaux chrétiens avaient remis entre ses mains. La plupart de ces livres étaient remarquables par la beauté de l'écriture et la richesse des ornemens dont ils étaient couverts. Ximenès n'en garda qu'un seul, qu'il fit transporter dans la bibliothèque de l'université d'Alcala. Le reste fut consumé. Cet acte de fanatisme poussa à son comble la colère des Maures. Deux des domestiques de Ximenès furent arrêtés dans l'Albayzin par la populace; l'un d'eux fut tué, l'autre eut beaucoup de peine à se sauver. Une fois soulevée, la multitude de l'Albayzin appela à son secours le reste de la ville, et en moins de deux heures il y eut plus de cent mille hommes sous les armes.

Ximenès était dans son palais, avec ses domestiques pour uniques défenseurs. La nuit survint avant qu'il eût le temps de se réfugier dans l'Alhambra, qui était la forteresse de Grenade. Les révoltés investirent sa maison avec des cris de mort. Dans ce péril imminent, il montra le plus grand courage. Soit par véritable dévouement, soit par calcul d'intérêt, le Maure Zegri, que l'archevêque avait converti récemment par des moyens si étranges, entra dans le palais par une porte secrète, et lui offrit de le mettre en sûreté, s'il consentait à sortir seul et déguisé. Ximenès refusa et répondit qu'il était prêt à recevoir la couronne du martyre. Cependant la résistance de ses gens tenait en échec les assaillans. Le comte de Tendilla eut le temps d'accourir avec quelques hommes. De son côté, Zegri monta à cheval, et, se montrant aux séditieux, leur représenta avec force que, s'ils

se portaient à quelque extrémité sur la personne de l'archevêque, ils attireraient infailliblement sur eux les terribles vengeances des rois catholiques. La multitude ébranlée abandonna sa proie, au moment où elle allait mettre le feu à des matières combustibles entassées à la porte du palais, et se retira dans l'Albayzin.

Elle y fut suivie par Zegri, le comte de Tendilla et l'archevêque Talavera. Ces trois personnages, respectés à divers titres, n'épargnèrent rien pour éteindre le feu que Ximenès avait allumé. Tendilla n'avait amené avec lui que quelques soldats; il promit aux insurgés qu'il intercéderait pour obtenir leur pardon auprès de Ferdinand et d'Isabelle, et laissa même en otage parmi eux sa femme et ses deux fils, dont l'un devait être un jour l'historien de la dernière catastrophe des Maures de Grenade. Quant à l'archevêque, précédé de sa croix pastorale, il traversa les divers quartiers comme un ange sauveur, partout accueilli par des témoignages de vénération et d'amour. Les derniers flots de la sédition s'apaisèrent sur ses pas, et les Maures revinrent de toutes parts à leurs travaux. Mais l'illusion de la confiance avait disparu, et le fond des cœurs gardait un levain qui ne devait pas se contenir toujours.

Ximenès pensa bien que cet évènement pourrait ébranler son crédit auprès de la reine. Il s'empressa de faire à sa manière une relation des faits et l'envoya à Isabelle par un Éthiopien qui passait pour le premier marcheur de l'Espagne. Ce noir messager s'enivra en route et perdit du temps; la rumeur publique fut la première qui porta aux rois catholiques le bruit de ce qui s'était passé, grossissant les faits suivant son usage, et le roi Ferdinand, qui avait toujours été du parti de la modération et de la clémence, fut informé le premier des résultats qu'avait eus la brusque interruption de la sage conduite qu'il avait ordonnée.

Ce prince n'avait jamais aimé Ximenès. Son esprit réfléchi et politique ne pouvait s'accommoder du caractère ardent et opiniâtre du confesseur d'Isabelle. Dans plusieurs occasions, ils s'étaient déjà trouvés en présence, et Ferdinand avait toujours été forcé de céder devant l'ascendant supérieur de l'archevêque. Dès que les premières nouvelles de l'insurrection de Grenade arrivèrent à Séville, où la cour s'était rendue en partant de Grenade, Ferdinand alla trouver la reine et lui dit : « Eh bien! madame, ne vous détromperez-vous donc jamais de votre Ximenès? Comprendrez-vous enfin que ses violences nous feront perdre en un jour le fruit de tant de travaux, de tant de dépenses et de tant de sang répandu par nous et par nos ancêtres? »

Isabelle fut frappée de ces paroles et des détails que le roi lui donna. Elle écrivit à Ximenès deux lettres de reproches; mais celui-ci, lui ayant envoyé le cordelier Ruys, ce confident qui l'accompagnait dans tous ses voyages, la pieuse Isabelle se laissa persuader encore une fois, et sa faiblesse pour Ximenès l'emporta sur l'intérêt évident de sa politique.

L'archevêque lui-même suivit de près son envoyé. Dès qu'il parut en présence de la reine, il voulut se justifier; Isabelle se hâta de lui dire qu'il n'avait pas besoin de justification, et qu'elle était toujours également contente de ses services. L'accueil de Ferdinand ne fut pas moins affectueux; ce prince avait pris le parti qui lui était habituel, de subir la volonté de la reine et de dissimuler son opposition. Un conseil fut assemblé; toutes les propositions de Ximenès sur la conduite à tenir à l'égard des Maures furent adoptées. Au système de mansuétude et de conciliation suivi jusqu'alors succéda un système de persécution et de tyrannie. Ximenès revint lui-même à Grenade, et signifia aux habitans de l'Albayzin qu'ils eussent tous à embrasser la religion chrétienne, s'ils ne voulaient pas être châtiés sans pitié. Ces malheureux se soumirent. La traduction arabe de l'Évangile fut supprimée. Il fut avéré pour tous que le bon archevêque Talavera avait usé envers les infidèles d'une condescendance coupable. Ni ses lumières, ni ses vertus, ni sa haute dignité, ne purent plus tard le mettre à l'abri d'une procédure de l'inquisition, qui fut dirigée par l'inquisiteur Lucero, et qui ne fut abandonnée que sur un ordre formel du pape.

Ainsi s'accomplit cette violation de la foi jurée qui jeta une haine irréconciliable entre les Maures et les chrétiens. Une chaîne de montagnes s'élevait entre Grenade et la mer; c'est dans ces redoutables Alpuxarras, coupées de pics neigeux et de vallées profondes, que se réfugia pour combattre et mourir la nationalité musulmane. Au lieu de cette fusion pacifique que le temps aurait amenée nécessairement entre les deux races, il n'y eut plus qu'une guerre éternelle et acharnée; au lieu de cette prospérité qui aurait dû régner à jamais dans ces régions favorisées, dont les habitans avaient coutume de dire que le paradis se trouvait dans cette partie du ciel qui répondait au royaume de Grenade, il n'y eut que ravage, meurtre, dépopulation, incendie. Une première révolte fut étouffée par Ferdinand en personne, mais la lutte fut sanglante et la victoire chèrement achetée; ce fut alors que périt don Alonso d'Aguilar, frère du grand capitaine Gonzalve de Cordoue, et un des plus parfaits chevaliers de son temps.

Des insurrections sans fin se succédèrent, chaque soulèvement devenant le prétexte de nouvelles violences, et chaque nouvelle violence provoquant un soulèvement plus terrible, jusqu'à ce qu'enfin les Maures fussent chassés de cette terre qu'ils avaient fertilisée. Leurs arts, leur industrie, leur agriculture, disparurent avec eux, non sans laisser des traces qui distinguent encore du reste de l'Espagne les pays qu'ils ont habités.

Ximenès est le premier auteur de tant de maux. C'est à lui que remonte cette chaîne de mesures oppressives qui poussèrent à bout les peuples amollis de Grenade. S'il ne s'était pas rencontré auprès d'Isabelle un homme de fer comme lui, l'ascendant de Ferdinand aurait pu l'emporter, et l'habile modération qui, durant huit ans entiers, maintint le calme à Grenade après la conquête, aurait continué à assoupir les vengeances nationales. Quand on pense à tout ce que l'intervention de Ximenès eut de funeste alors, on se demande avec étonnement comment un pareil homme a pu jouir en Espagne d'une renommée si éclatante. C'est que malheureusement les peuples n'admirent dans leurs grands hommes que ce qui les frappe et les subjugue. La gloire est comme la puissance; il s'agit moins de la mériter que de s'en saisir.

Ce n'est pas que Ximenès n'ait fait preuve des plus grandes qualités d'un homme d'état. Son talent pour le gouvernement est incontestable. Il lui est même arrivé d'en faire un bon usage, comme quand il fit réduire la taxe connue sous le nom d'*alcabala*, et quand il introduisit des adoucissemens notables dans la perception des deniers publics. Mais ce n'est pas par là qu'il fut surtout admiré et qu'il l'est encore. Ce qui a fait sa réputation, ce sont ses fautes même. Il a contribué par son exemple et par son autorité à developper dans le caractère national de son pays des défauts analogues à ceux de sa violente nature. C'est par là que sa gloire s'est établie. Jamais personne n'a eu plus d'historiens et de panégyristes. Il a été long-temps l'objet d'une sorte de culte, et ses plus fanatiques admirateurs ont voulu faire de lui un saint. Éternelle faiblesse des jugemens humains, qui ne distribuent que comme au hasard les malédictions et les couronnes!

Il semblait que la mort d'Isabelle, qui survint le 26 novembre 1504, devait ébranler cette puissance de Ximenès. Il n'en fut rien. La reine avait paru de tout temps l'unique point d'appui du hautain archevêque contre les ennemis innombrables qu'il s'était faits par ses manières despotiques. Les grands le haïssaient comme le plus mortel

ennemi de leurs priviléges. Le clergé ne lui pardonnait pas ses prétentions de réformateur. On savait enfin que le roi Ferdinand l'avait toujours vu avec une jalousie secrète. Quand Isabelle succomba à l'âge de cinquante-quatre ans, accablée de chagrins domestiques, on put croire que c'en était fait de l'ascendant de son confesseur. Mais cet humble cordelier, qui n'avait accepté le pouvoir qu'avec tant de répugnance, se trouva tout à coup doué d'une rare habileté et d'une résolution infatigable pour conserver et accroître encore, s'il était possible, l'autorité dont il était revêtu. Il s'y appliqua avec un art infini qui déjoua toutes les menées contraires. La vénération que le peuple avait pour lui, lui servit à contenir l'animosité des nobles; sa haute situation comme primat d'Espagne maintint le clergé dans le respect; et, ce qui paraîtra le chef-d'œuvre de sa politique, il sut se donner pour principal soutien l'homme qui lui avait été le plus opposé du vivant de la reine, le roi Ferdinand lui-même.

Après la mort d'Isabelle, Ferdinand avait résigné le titre de roi de Castille et fait proclamer sa fille Jeanne comme souveraine de ce royaume; mais il avait pris en même temps le titre de régent, que lui donnait le testament de la reine. L'archiduc Philippe, mari de Jeanne, qui était alors dans les Pays-Bas, ne voulut pas reconnaître le droit de Ferdinand à la régence. Un grand parti se forma en Castille contre le roi, et quand Philippe et sa femme débarquèrent à la Corogne, tout le pays reconnut leur autorité. La cour de Ferdinand fut subitement désertée par tous les Castillans. Ximenès saisit ce moment pour se rapprocher de lui; il se porta comme intermédiaire entre les deux princes, et parvint à négocier un accommodement. Le roi Ferdinand consentit à abandonner la régence et à se retirer dans ses états héréditaires d'Aragon, à condition qu'il conserverait la grande maîtrise des ordres militaires et la moitié des revenus de la couronne de Castille, qui lui avaient été assignés par le testament de la reine. Philippe accepta ces conditions, et un traité fut signé entre le beau-père et le gendre. Tant que dura la courte administration de Philippe, Ximenès eut peu d'influence en Castille, où gouvernait sous le nom de ce prince un ministre favori, don Juan Manuel; mais le souvenir de son intervention dans un moment difficile le protégea contre les réactions qui marquent habituellement un nouveau règne, et il gagna de plus en plus en crédit auprès de Ferdinand, qui détestait Juan Manuel.

Au bout de quelques mois de règne, Philippe mourut d'un transport au cerveau, à la suite d'un violent exercice au jeu de paume; il

avait vingt-huit ans. La faible raison de la reine Jeanne, qui l'aimait éperduement, fut tout-à-fait détruite par ce coup inattendu. Leur fils aîné, qui devait être plus tard Charles-Quint, était presque au berceau. Il fallut donc encore une fois pourvoir au gouvernement de la Castille. Les deux prétendans naturels à la régence étaient l'empereur Maximilien, père de Philippe, et le roi Ferdinand, père de Jeanne. La lutte s'établit entre Juan Manuel, qui tenait pour l'empereur, et Ximenès, qui se déclara pour le roi d'Aragon. Les nobles de Castille auraient préféré Maximilien, parce qu'ils espéraient reprendre, sous un régent étranger et loin du pays, une partie de leur ancienne indépendance; mais Ximenès mit du côté de Ferdinand le clergé et les villes. Ce dernier parti l'emporta; Ferdinand fut élu par les cortès régent du royaume. Cette nouvelle fut d'autant plus agréable à ce prince, qu'il la reçut à Naples, où il était allé avant la mort de Philippe, et sans qu'il eût eu le temps de venir défendre sa cause lui-même. Sa reconnaissance pour Ximenès n'en fut que plus pressée de se manifester. Il sollicita et obtint pour lui, du pape Jules II, le chapeau de cardinal, et, la place de grand inquisiteur-général étant devenue vacante par la démission du dominicain Déza, successeur de Torquemada, il s'empressa de la lui donner.

Ainsi la fortune de Ximenès, au lieu de descendre, n'avait fait que s'élever encore. Arrivé à ce point de grandeur, il montra un tact non moins admirable que celui qui l'avait porté si haut, en se retirant volontairement des affaires pour laisser le champ libre à Ferdinand. Ce monarque ambitieux était l'homme du monde le plus jaloux de son pouvoir, et si Ximenès avait persisté à se mêler du gouvernement, la bonne intelligence qui régnait entre eux n'aurait probablement pas duré long-temps. On sait comment Ferdinand, libre de toute entrave et parvenu enfin à réaliser le rêve de toute sa vie, la réunion véritable des deux couronnes de Castille et d'Aragon sous son commandement, employa les dix ans qui s'écoulèrent entre son avènement à la régence et sa mort. A l'intérieur, il maintint dans les deux royaumes un ordre et une tranquillité dont on n'avait pas eu d'idée jusqu'à lui; à l'extérieur, il acheva la conquête du royaume de Naples, dont il se fit donner l'investiture par le pape; il prit une part active aux guerres d'Italie, qui eurent pour résultat l'expulsion des Français et l'abaissement de Venise; il envahit sous un prétexte frivole le royaume de Navarre et le réunit à la monarchie espagnole.

De son côté, Ximenès n'obtenait pas moins de succès dans l'administration de son diocèse de Tolède, qui était une sorte de royaume.

Il porta une économie si bien entendue dans la perception de ses revenus, qu'il les augmenta dans une proportion considérable. Ce surcroît de richesse lui donna les moyens de se montrer de plus en plus magnifique dans ses dépenses. Il dota la ville et le diocèse de superbes établissemens qui existent encore; le plus beau de tous fut l'université, dont il fut le fondateur. On sait que Ximenès avait commencé ses études à Alcala, près du lieu où il était né, mais il n'y avait pas alors d'université proprement dite à Alcala. Il résolut plus tard d'en établir une, et obtint en effet la bulle d'érection du pape Alexandre VI. Il y fit construire des bâtimens somptueux, et y attira par ses libéralités les principaux savans de l'Espagne. Son palais d'Alcala était son séjour de prédilection; il y jouissait de la conversation des hommes célèbres qu'il y avait réunis, et prenait part lui-même à leurs études. On dit qu'il travailla activement à la fameuse Bible polyglotte qui porte son nom, et qui comprend le texte hébreu, la paraphrase chaldaïque, la version grecque des septante et la vulgate latine, ouvrage colossal pour le temps où il fut fait, et où les recherches étaient si difficiles et si dispendieuses.

Mais ce qui lui fit à juste titre le plus d'honneur, ce fut l'expédition qu'il dirigea en personne contre Oran. Il l'entreprit avec ses seules ressources, et la mena à bien sans aucun secours. Le roi Ferdinand était alors trop occupé de ses projets sur l'Italie et sur la Navarre, pour se jeter dans une nouvelle affaire; il ne donna que son consentement. Ximenès équipa à ses frais une armée qui n'était pas moindre de quatre mille chevaux et de dix mille hommes de pied, avec une flotte de quatre-vingts bâtimens de transport et de dix gros galions armés en guerre; il appela auprès de lui, pour les mettre à la tête de ses troupes, deux des plus célèbres condottieri de ce siècle, Pierre de Navarre et Jérôme Vianelli, le premier qui avait commencé par être pirate, et qui avait servi successivement les Florentins et les Espagnols, le second qui, né à Venise, passait pour un des meilleurs marins sortis de cette puissante cité, et qui connaissait parfaitement tous les rivages de la Méditerranée. Le rendez-vous de l'armée fut fixé à Carthagène pour la fin de février 1509, et celui de la flotte à Malaga. L'hiver se passa en préparatifs, et au commencement du printemps tout était prêt.

Ximenès avait alors soixante-douze ans, mais il était encore si vigoureux, qu'il présida en personne à tous les préliminaires de l'expédition. Il passait des revues à cheval et surveillait de près les immenses détails d'une pareille organisation. Il rencontra des obs-

tacles de tout genre dans l'exécution de son projet. Ses ennemis tournaient en ridicule cette folle tentative d'un vieux moine qui s'imaginait de commander des armées quand il aurait dû ne songer qu'à son salut. Les soldats, recrutés de toutes parts, à la mode du temps, montraient quelque étonnement de servir sous un religieux, et riaient les premiers du chef étrange qu'on leur proposait. Les aventuriers que Ximenès avait été forcé de prendre pour généraux en agissaient cavalièrement avec lui, et affectaient de ne tenir nul compte de ses instructions. Le désordre qui régnait parmi les officiers se répandit dans les rangs des soldats; une sédition générale éclata dans l'armée au moment de l'embarquement; on aurait dit qu'il était impossible de continuer une campagne commencée sous de si fâcheux auspices. Ximenès arrêta la sédition en faisant pendre le premier mutin qui lui tomba sous la main; à force d'argent, d'habileté et de résolution, il parvint à se faire obéir des chefs, et l'expédition mit à la voile, suffisamment pourvue de vivres et de munitions, le 16 mai 1509.

La ville d'Oran était à cette époque une des plus fortes places de la Méditerranée. Elle formait une espèce de république sous la protection des rois de Tlemcen. Son territoire n'était pas fort étendu; mais les Maures, chassés d'Espagne, s'y étant retirés en assez grand nombre, elle pouvait mettre sur pied des forces considérables de terre et de mer. Elle était parvenue à un haut degré d'opulence par le commerce étendu dont elle était le centre, et par les hardies excursions de ses pirates. L'expédition arriva, dès le lendemain de son départ d'Espagne, au port de Mers-el-Kebir, sur la côte d'Afrique. Le débarquement eut lieu dans la nuit. Au lever du jour, le cardinal descendit de son galion, revêtu de ses ornemens pontificaux, bénit l'armée rangée en bataille sur la plage, et parcourut les rangs, précédé d'un moine de son ordre qui portait devant lui sa croix archiépiscopale. Il se retira ensuite dans la forteresse de Mers-el-Kebir, où il passa la journée en prières, pendant que l'armée marchait sur Oran, qui n'est qu'à une lieue de ce port. La cavalerie maure essaya vainement plusieurs fois de rompre les rangs des chrétiens en se jetant sur eux avec de grands cris; elle fut reçue piques baissées et repoussée avec de grandes pertes. Arrivées devant Oran, les troupes chargèrent à leur tour avec impétuosité, pendant que le canon des vaisseaux foudroyait les murailles. Deux Maures et un juif, gagnés d'avance par Ximenès, ouvrirent une des portes; les assaillans se répandirent dans la ville, et massacrèrent tout ce qu'ils

rencontrèrent. Hommes, femmes, enfans, tout fut égorgé. La nuit mit fin au carnage. Les soldats, ivres de vin, de sang et de pillage, se couchèrent en désordre dans les rues et sur les places publiques, au milieu des cadavres de leurs ennemis.

Ximenès fit une entrée solennelle dans Oran; il y arriva par mer. Dès qu'il vit, du haut de sa galère, sa belle conquête se déployer devant lui, il répéta plusieurs fois les paroles du psalmiste : *Ce n'est pas à nous, Seigneur, ce n'est pas à nous, c'est à votre nom qu'il faut rapporter cette gloire.* Il fut reçu à la descente de sa galère par Vianelli; Pierre de Navarre l'attendait à la porte de la ville pour lui remettre les clés. Une double haie d'infanterie et de cavalerie bordait le chemin depuis la mer jusqu'à l'alcazar. Trois cents esclaves chrétiens, que la prise d'Oran avait délivrés, se jetèrent à ses pieds en lui présentant leurs chaînes brisées. Les acclamations de l'armée et les détonnations de l'artillerie retentissaient de toutes parts sur son passage. Après avoir pris possession de l'alcazar, il se rendit sur la grande place où tout le butin avait été entassé, il mit les objets les plus précieux à part, et les envoya au roi par un courrier, avec la nouvelle de sa victoire; puis, ne se réservant que quelques livres arabes qu'il destinait à la bibliothèque d'Alcala, il abandonna le reste à l'armée. La valeur totale de cette riche proie fut estimée à cinq cent mille écus d'or.

L'admiration qu'a excitée cette prise d'Oran a été si grande dans son temps, qu'on ne s'en est pas tenu aux moyens humains pour expliquer une victoire si prompte et si complète. Quelques-uns des historiens de Ximenès ont mêlé des miracles dans leur récit. Pendant la traversée, les vents qui avaient paru d'abord contraire, étaient tout à coup devenus favorables. Au moment du combat, une nuée s'était arrêtée sur les chrétiens pour les rafraîchir, pendant que leurs adversaires restaient exposés aux rayons brûlans du soleil d'Afrique. Des bandes de corbeaux et de vautours n'avaient pas cessé de voltiger autour des Arabes; les lions de l'Atlas, frappés au fond de leurs antres d'une terreur divine, avaient rempli le désert de longs et douloureux rugissemens. Nouveau Josué, Ximenès avait arrêté le soleil et rendu le jour plus long de trois ou quatre heures, pour laisser à l'armée le temps d'occuper la ville. Ces traditions épiques se perpétuèrent à Oran, et pendant les siéges que les Espagnols eurent à soutenir dans ses murs, on crut voir plusieurs fois dans l'air le bienheureux archevêque, vêtu en religieux, l'épée d'une main et le crucifix de l'autre, défendant lui-même sa ville comme il l'avait prise.

Ce qui est moins poétique et plus sûr que toutes ces merveilles, c'est l'indiscipline qui régnait dans l'armée, et qui, après avoir failli compromettre l'expédition elle-même, finit par lasser Ximenès. Sans cesse obsédé des prétentions de ses généraux, et pressé de s'y soustraire, le cardinal ne passa que quelques jours à Oran. Il se rembarqua pour l'Espagne, après avoir dédié lui-même la plus grande mosquée d'Oran, transformée en église, à Notre-Dame-de-la-Victoire, laissant à Pierre de Navarre et à Vianelli, pour de nouvelles conquêtes, toutes les munitions qui restaient sur les vaisseaux. Ces deux généraux attaquèrent d'abord et prirent Bougie, capitale du royaume de ce nom; ils se portèrent ensuite sur Tripoli, dont ils se rendirent maîtres également. Leur nom était devenu la terreur de toute l'Afrique, quand ils furent battus dans une nouvelle tentative. Vianelli fut tué dans cet engagement; quant à Pierre de Navarre, il passa en Italie, où il porta successivement les armes pour les Espagnols et les Français, et mourut prisonnier de Charles-Quint. De toutes les conquêtes que les Espagnols avaient faites sur la côte d'Afrique, ils ne conservèrent que la ville d'Oran, qui avait été réunie par Ximenès à l'archevêché de Tolède, et qui a appartenu à l'Espagne jusqu'en 1792.

Si Ximenès avait l'audace dans les entreprises et la persévérance dans les desseins, il n'avait pas le génie qui fonde et qui organise. Il porta dans la conquête d'Oran la même préoccupation exclusive qui dirigeait toutes ses actions. Son unique soin fut d'y établir des églises, des monastères et un tribunal d'inquisition. Quelques historiens lui ont attribué des projets de colonisation, mais rien ne prouve que ces projets aient été réels; ils n'ont du moins jamais reçu de commencement d'exécution. La pensée que d'autres documens lui prêtent d'établir à Oran un ordre de Saint-Jacques, sur le modèle de celui de Rhodes, pour faire la guerre aux infidèles, paraît plus vraisemblable; dans tous les cas, il mourut avant d'avoir pu la réaliser. Il ne fit donc rien à Oran pour prendre véritablement possession du pays. La population musulmane avait été exterminée tout entière ou réduite en esclavage; aucune mesure ne fut prise pour y appeler la population chrétienne. Après une occupation stérile et dispendieuse de près de trois cents ans, les Espagnols durent bénir l'affreux tremblement de terre qui leur servit de prétexte pour l'évacuer. Cette ville était pourtant riche et puissante quand Ximenès s'en était emparé, et il eût suffi d'un peu de prévoyance pour lui conserver sa prospérité; mais l'esprit qui dépeuplait l'Espagne n'était pas propre à peupler l'Afrique.

Pour retrouver Ximenès tout entier, il faut le suivre comme

inquisiteur-général. Dans son *Histoire de l'Inquisition*, Llorente suppose, on ne sait sur quel fondement, que Ximenès est l'auteur d'un manuscrit précieux conservé dans la bibliothèque royale de Saint-Isidore de Madrid, et qui contient, sous la forme d'un roman allégorique, un véritable plaidoyer contre l'inquisition. Le douzième livre est consacré tout entier à rapporter ce que fit le roi *Prudentianus*, dans le *royaume de la vérité*, pour y remédier aux maux qu'avait causés le pieux tribunal. S'il en était ainsi, Ximenès serait bien coupable, car, après avoir senti mieux que personne l'horreur de la persécution, il aurait plus tard changé d'avis en devenant lui-même inquisiteur. Mais l'hypothèse de Llorente est peu vraisemblable, et il est plus naturel de croire que Ximenès se montra dès l'origine ce qu'il devait être jusqu'à sa mort, admirateur passionné des rigueurs du saint-office. Le même Llorente raconte que, dans les onze années de son ministère, Ximenès fit condamner cinquante-deux mille huit cent cinquante-cinq personnes, dont trois mille cinq cent soixante-quatre subirent la peine du feu, immense holocauste que rien ne peut excuser, mais qui deviendrait plus épouvantable encore si celui qui l'ordonnait avait eu des doutes sur la légitimité de ses jugemens.

Quand le bruit se répandit, dit encore Llorente, que Ferdinand allait faire la guerre au roi de Navarre, en 1512, les nouveaux chrétiens lui offrirent 600,000 ducats d'or pour les frais de cette entreprise, à condition qu'une loi de l'état établirait la publicité pour tous les procès de l'inquisition. Le roi était sur le point de traiter avec eux, quand Ximenès, qui en fut instruit, mit à sa disposition une forte somme d'argent. Le roi l'accepta, et renonça à tout projet de réforme. En la lui remettant, Ximenès lui représenta que, si le changement que les nouveaux chrétiens avaient demandé leur était accordé, il n'y aurait plus personne qui voulût être délateur ou témoin, ce qui ne pourrait manquer de compromettre les intérêts de la religion. Une autre fois, il ordonna qu'à l'avenir la croix en sautoir serait substituée à la croix ordinaire sur le *san-benito*, sous prétexte que les condamnés déshonoraient en le portant le signe sacré de notre rédemption.

Ceux qui croient que l'inquisition s'est naturellement établie en Espagne comme un produit spontané du sol, se trompent; elle n'y a été fondée que par la violence. Dans les premiers temps qui suivirent son institution, elle fut à tout moment sur le point de succomber sous la répulsion universelle qu'elle soulevait. Il ne fallut rien moins que toute l'autorité des rois catholiques pour la maintenir. Nul doute

que Ximenès ne fut un de ceux qui firent le plus pour sa défense; ce que nous venons de rapporter en fait foi. L'inquisition avec ses formes terribles, l'arbitraire de ses arrestations, le secret de ses procédures, l'appareil effrayant de ses supplices, le nombre de ses familiers qui la rendaient présente partout à la fois, était le complément nécessaire du système religieux et politique dont Ximenès fut le plus zélé promoteur. Sans l'épouvante dont elle a pénétré l'Espagne, le despotisme qui a suivi n'aurait peut-être pas été possible. Or, l'archevêque de Tolède était trop convaincu des avantages de l'unité absolue, son caractère était trop ami de la force, pour qu'il ait pu hésiter un moment devant l'adoption d'un si formidable moyen.

Cependant Ferdinand-le-Catholique approchait de sa fin. Bien qu'âgé lui-même de près de quatre-vingts ans, Ximenès était destiné à voir s'éteindre avant lui le mari d'Isabelle, et à survivre seul de ce siècle illustre. Il devait encore attacher son nom à un dernier acte, le plus grave de tous, et prendre sa part de responsabilité dans la solution de la plus grande question politique qui eût encore été posée pour l'Espagne.

Jeanne-la-Folle, fille unique de Ferdinand et d'Isabelle, avait eu de son mariage avec Philippe-le-Beau deux fils. L'aîné, Charles, avait déjà succédé à son père dans le gouvernement des Pays-Bays; le second, Ferdinand, résidait en Castille. A la mort de Ferdinand-le-Catholique, Jeanne-la-Folle, qui vivait encore, devait hériter de l'Aragon, comme elle avait déjà hérité de la Castille par la mort de sa mère. Il s'agissait de savoir lequel de ces deux fils succéderait après elle à ses deux couronnes. La coutume désignait Charles, mais la politique désignait Ferdinand. Charles était un étranger élevé en Allemagne, investi déjà des riches possessions de la maison de Bourgogne, et destiné à régner un jour sur une grande partie de l'Europe; Ferdinand au contraire était Espagnol, élevé en Espagne, et n'avait d'autre patrimoine que les droits qui lui seraient reconnus par les Espagnols. Il n'était pas sans exemple, et tout récemment encore, que les cortès, trouvant des inconvéniens à la succession naturelle, déférassent la couronne à un autre héritier que l'héritier direct; mais l'adoption de cette mesure, qui n'avait jamais été aussi légitime que lorsqu'il s'agissait d'écarter un prince pour qui l'Espagne ne devait être qu'une annexe à d'autres domaines, présentait de grandes difficultés, et la solution était indécise.

Ferdinand-le-Catholique se montra très préoccupé, pendant les dernières années de sa vie, de cette question délicate de sa succes-

sion. Prudent et réfléchi comme il était, il avait pressenti tout ce qui pouvait résulter pour l'Espagne de la réunion de tant d'états sous un seul maître, et il fit tout ce qu'il put pour disputer à son petit-fils une large part de son héritage. Quand les états de Castille eurent reconnu Charles comme prince des Asturies, Ferdinand voulut du moins lui enlever l'Aragon et Naples. Dans cette pensée, il se remaria avec Germaine de Foix, et sa joie fut extrême, dit un historien, lorsque sa jeune épouse lui donna un héritier. A la mort prématurée de ce fils, il montra par le même motif un désir si immodéré d'avoir d'autres enfans, que cette impatience lui devint funeste. Il eut recours à des médecins qui lui firent prendre une de ces potions qu'on supposait propres à venir au secours d'une constitution épuisée. Ce breuvage pernicieux produisit un tel effet sur lui qu'il en eut une violente maladie et qu'il n'y survécut que peu de temps.

Alors, ce qu'il n'avait pu obtenir de la nature, il chercha à le réaliser par son testament. N'osant pas déshériter explicitement Charles, il légua au prince Ferdinand la régence de ses royaumes, et lui conféra en même temps la dignité de grand-maître des ordres militaires, ce qui était un moyen détourné de le créer candidat au trône contre son frère. Si ce testament avait été exécuté et que le roi catholique eût pu laisser après lui des dépositaires de son projet, les destinées de l'Espagne et de l'Europe entière auraient été changées.

Malheureusement il ne se trouva pas, parmi les conseillers du roi mourant, un seul politique qui partageât ses vues. Le jeune Ferdinand avait un parti considérable dans la nation, mais tous les hommes d'état s'étaient déclarés pour Charles. Ximenès surtout avait embrassé avec chaleur ce dernier parti. C'était en effet un entraînement irrésistible pour un esprit dominateur comme le sien, que la perspective de l'immense empire qui allait se former. La Castille, la Navarre, l'Aragon, la Sicile, le royaume de Naples, les possessions espagnoles en Amérique et en Afrique, venant s'ajouter à ce que Charles possédait déjà du chef de son père et à ses chances d'élection à l'empire, devaient constituer la puissance la plus formidable qu'on eût encore vue depuis Rome, et préparer les voies à l'établissement de l'unité universelle de gouvernement et de foi. Cette idée grande et magnifique séduisait Ximenès et tous les autres ministres, et leur fermait les yeux sur les légitimes défiances de la nationalité espagnole. Quant à ce qu'auraient à redouter les vieilles libertés du pays de l'ascendant irrésistible d'un prince aussi puissant, c'était pour eux une raison de soutenir ses droits, et non de les combattre. La lutte de la royauté

contre l'anarchie du moyen-âge était encore trop récente pour qu'on ne songeât pas à affermir la victoire au lieu de la réduire.

Et cependant ce n'était pas là un des moindres intérêts menacés par l'avénement du jeune archiduc. Pendant que Ferdinand s'inquiétait surtout de cette confusion de couronnes qui allait enlever à la royauté catholique la place à part qu'il lui avait faite, les divers ordres de Castille et d'Aragon devaient s'inquiéter aussi de ce que deviendraient leurs priviléges. Quelques symptômes de mécontentement montrent que les deux pays eurent le pressentiment de ce qui les attendait, mais ils ne remuèrent pas. Le temps des libertés turbulentes était passé, celui de l'obéissance commençait. Il n'y avait que l'intervention de quelque personnage considérable qui pût donner un corps à ces résistances cachées, et tous ceux qui auraient eu assez d'influence pour organiser l'opposition confuse de l'instinct national conspiraient contre ses justes répugnances. C'est là une des erreurs de Ximenès que l'histoire doit le plus lui reprocher; c'est peut-être celle qui a fait le plus de mal à son pays, et elle a pris naissance comme les autres dans son goût natif pour tout ce qui était exclusif, démesuré, plus frappant que possible, et plus romanesque que raisonnable.

Les plus anciens ministres de Ferdinand-le-Catholique, Carvajal, Zapata, Vargas, n'eurent pas de repos, de concert avec Ximenès, qu'ils n'eussent fait révoquer par le roi le testament qu'il avait fait en faveur du plus jeune des deux princes. Ferdinand résista long-temps à leurs instances, mais enfin, voyant que personne autour de lui ne s'associait à ses idées et qu'il ne léguerait à l'Espagne qu'une guerre civile entre les deux frères, au lieu de lui assurer l'indépendance qu'il avait rêvée pour elle, il céda. Il déclara par un nouveau testament que Charles était le seul héritier de tous ses états; il retira au jeune Ferdinand la grande maîtrise des ordres militaires, qui en aurait fait à tout évènement un embarras pour son frère, et légua la régence de Castille à Ximenès; après quoi il mourut, le 23 janvier 1516. Ximenès prit aussitôt la direction des affaires.

A part l'erreur fondamentale qui l'avait porté là, on doit reconnaître qu'il déploya dans cette situation presque royale les plus hautes qualités de gouvernement. A un âge où les autres hommes ne pensent plus qu'à mourir, il fut hardi, entreprenant, infatigable, fécond en ressources. Il y avait long-temps que toutes les passions de cette ame ardente s'étaient éteintes au profit d'une seule, la passion sévère du commandement. Pendant les vingt-deux mois que dura sa régence,

il fit ce que d'autres et des plus habiles n'auraient pas accompli dans des années. Il était régent, comme il avait été moine, sans relâche et sans ménagement. Obstiné au travail comme auparavant aux austérités, il se délassait des affaires par les affaires, passant à l'œuvre les nuits et les jours. Cette dure vie n'avait rien qui pût l'effrayer, il s'était formé à une école plus rude encore. En voyant dans un vieillard de quatre-vingts ans cette activité prodigieuse, cette intelligence des difficultés, cette application, cette vigilance qui n'était jamais en défaut, toutes ces facultés supérieures, l'Espagne entière fut frappée d'une sorte de superstition et se livra à cet homme extraordinaire qui paraissait soutenu par un appui surnaturel.

On ne saurait trop regretter qu'un homme de cette trempe n'ait pas embrassé la bonne cause. S'il avait employé pour sauver l'Espagne des mains de Charles-Quint la moitié seulement de tout le génie dont il a fait usage pour l'y jeter, tout porte à croire qu'il n'aurait pas moins réussi, et la reconnaissance de l'Espagne aurait pu être égale à son admiration. Mais l'indépendance et la liberté sont sœurs : qui étouffait l'une devait méconnaître l'autre.

A mesure que les yeux s'ouvrirent en Castille sur des conséquences qu'on n'avait pas assez prévues d'abord, le parti de l'indépendance nationale grossit; il était trop tard, tout effort d'insurrection fut contenu par la vigoureuse administration du cardinal. Son premier soin fut de s'assurer de la personne du prince Ferdinand. Il le fit venir auprès de lui, composa lui-même sa maison pour l'entourer de surveillans dévoués, et ne le quitta pas un seul instant, poussant la précaution jusqu'à l'emmener avec lui dans ses voyages. Le prince réclama plusieurs fois, mais inutilement; ses partisans voulurent l'enlever, ils échouèrent.

Comme seconde mesure de sûreté, Ximenès établit à Madrid le siége du gouvernement, qui avait été mobile jusqu'alors. On a dit souvent et avec raison que ce choix étrange d'un lieu désert comme Madrid, pour en faire la capitale de l'Espagne, n'avait pas été sans suites fâcheuses pour l'avenir. Partout ailleurs qu'à Madrid, la royauté aurait été en rapport constant avec les forces vivantes du pays; elle aurait eu à compter avec l'esprit communal, la noblesse, le commerce, les états, la nation enfin. A Madrid, au contraire, elle devait être isolée, séparée de tout, loin des puissans domaines des grands de Castille, hors des cités actives et populeuses, absolue sans doute, mais inféconde. Ximenès ne songea qu'au présent. Il était seigneur spirituel de Madrid, et aucune autorité n'y pouvait riva-

liser avec la sienne. C'était d'ailleurs une entreprise qui lui plaisait que celle de fonder une capitale dans une solitude, caprice hautain, égoïste, digne en tout de cette monarchie idéale qu'il rêvait et qu'il ne réalisa que trop. La capitale indiquée par la nature était Séville; située sur le plus grand fleuve de l'Espagne, cette ville était désignée pour devenir le centre des relations nouvelles avec l'Amérique, l'Afrique et l'Italie, en même temps qu'elle dominait les plus riches provinces de la Péninsule; mais elle n'était pas dans le diocèse de Ximenès, et elle avait trop d'importance par elle-même pour qu'il la choisît. C'est dans un même esprit que Louis XIV devait plus tard quitter Paris pour Versailles.

Une troisième mesure plus décisive encore que les deux premières fut l'établissement d'une armée permanente. De tout temps, la noblesse s'était réservé le droit de porter les armes; Ximenès rendit une ordonnance qui étendait ce droit à la bourgeoisie. Les communes de Castille étaient si puissantes alors, qu'elles eurent bientôt mis sur pied une armée de trente mille hommes. Ximenès leur donna des officiers, des drapeaux, le droit de passer des revues et de faire l'exercice les jours de fête. Les nobles de Castille protestèrent, mais le cardinal n'en tint nul compte; il négligea les plaintes, brava les menaces, dissimula les obstacles. Certes, c'était un trait de la plus habile politique que de chercher dans le tiers-état un point d'appui contre les grands. Il est malheureux seulement que ce moyen n'ait été employé par Ximenès que comme calcul de force, et qu'il n'ait servi, en armant l'un des ordres contre l'autre, qu'à préparer leur commun abaissement. La création de l'infanterie bourgeoise aurait pu être le signal d'une réorganisation politique : elle ne fut qu'un instrument de domination. A la mort du cardinal, l'institution fut abandonnée, et le tiers-état n'en retira aucun profit.

Quand Ximenès eut ainsi toutes ses forces dans la main, il prit le ton haut et mena les affaires en maître. Charles avait exprimé le désir d'être proclamé roi, quoique sa mère vécût encore; cette prétention n'était pas seulement une infraction à l'usage, c'était encore, aux yeux des Espagnols, l'acte d'un mauvais fils. L'opposition fut tellement vive en Aragon, que don Alphonse, archevêque de Saragosse, à qui Ferdinand avait laissé la régence de ce royaume, ne put parvenir à la vaincre. Quant à la Castille, ce fut différent; Ximenès commença par rassembler les états à Madrid, afin de leur demander leur consentement. La discussion fut très orageuse; le ministre Carvajal soutint que, la malheureuse infirmité de la reine

Jeanne augmentant de jour en jour, il n'y avait aucun espoir qu'elle cessât jamais, et qu'il devenait alors naturel de reconnaître immédiatement son fils comme roi. L'amiral de Castille, le duc d'Albe et d'autres orateurs soutinrent au contraire que, la couronne devant tôt ou tard revenir à Charles, il n'y avait ni droit ni convenance à profiter du triste état de la reine pour la dépouiller avant sa mort du titre sacré qui lui appartenait. Les esprit s'échauffaient, et la querelle prenait un caractère de passion toujours croissant, quand Ximenès, qui présidait, mit fin à tout par un mot. « Les états, dit-il, étaient rassemblés non pour délibérer, mais pour obéir; leur souverain n'avait aucun besoin d'eux pour prendre la qualité de roi. S'il avait bien voulu leur demander leur approbation, c'était par une simple formalité; la lui refuser serait mal répondre à l'honneur qu'il avait fait à l'assemblée. » Et sans s'arrêter à prendre les suffrages, il commanda au corrégidor de Madrid d'aller proclamer la reine Jeanne et l'archiduc Charles son fils, conjointement rois de Castille. Le corrégidor sortit sur-le-champ; tout était prêt pour l'exécution de cet ordre; on entendit bientôt retentir près de la salle des états les fanfares de la proclamation. Ce coup d'autorité jeta l'étonnement et le désordre parmi les assistans; il eût été insensé de songer à la résistance dans une résidence comme Madrid, où le cardinal disposait de tout. Ximenès fit expédier, séance tenante, les lettres qui ordonnaient à toutes les villes de Castille de suivre l'exemple de Madrid, et congédia l'assemblée, qui se retira sans opposition. Les états de Castille venaient d'expirer.

Le régent ne s'en tint pas à cet acte de vigueur. Les grands, qui étaient restés les seuls représentans de l'esprit de liberté depuis que les communes avaient fait alliance avec Ximenès contre leurs propres intérêts, essayèrent plusieurs fois de secouer le joug; ils furent toujours battus. L'un d'eux et des plus puissans, don Pedro Porto-Carrero, avait obtenu du pape des provisions secrètes pour la grande maîtrise de l'ordre de Saint-Jacques. Il convoqua sous main le chapitre général de l'ordre pour se faire reconnaître. Les chevaliers s'empressèrent de s'y rendre, dans l'espoir de voir renaître l'antique splendeur de leur institution. Ximenès en fut averti; il y envoya des forces supérieures sous le commandement de l'alcayde Villafanno, et força le chapitre à se séparer sans avoir rien fait. Il ne montra pas moins d'énergie dans une autre occasion qui se présenta bientôt après. Un des plus hardis seigneurs d'Andalousie, don Pedro Giron, ayant des prétentions sur le duché de Medina-Sidonia, avait osé

mettre le siége devant la ville de San-Lucar, qui appartenait à ce duché. Ximenès fit rassembler en diligence toutes les troupes qui étaient dans le pays pour la défense des côtes contre les Maures, et les dirigea contre l'entreprenant Giron qui fut obligé de prendre la fuite. Ainsi périssait l'anarchie féodale, mais en emportant avec elle l'esprit de liberté.

Ximenès ne se contenta pas de réduire ainsi le pouvoir des nobles, il voulut encore les dépouiller d'une partie de leurs domaines. Pendant les troubles des règnes précédens, les nobles avaient mis à profit la faiblesse des rois pour s'emparer de presque toutes les terres conquises. Le régent prétendit que ces terres appartenaient originairement à la couronne, et menaça de faire examiner les titres de leurs détenteurs. Si cette mesure radicale avait été exécutée dans toute sa rigueur, il ne s'en serait suivi rien moins que la dépossession presque totale de la noblesse, ce qui aurait infailliblement soulevé des tempêtes formidables, mais Ximenès la borna politiquement au règne de Ferdinand. Il retira par un seul acte toutes les terres qui avaient été aliénées par ce prince, et supprima toutes les pensions qu'il avait données comme ayant été éteintes par sa mort. Il en résulta une grande augmentation de revenus pour la couronne. Ximenès fit servir ces ressources nouvelles et d'autres qu'il obtint par son économie, à payer les dettes que Ferdinand et Isabelle avaient laissées, à équiper des flottes, à fortifier des places, à bâtir des arsenaux, à établir des magasins de toute sorte d'armes, enfin à augmenter autant qu'il le put les moyens matériels de la puissance royale.

On raconte qu'un jour l'amiral de Castille, le duc de l'Infantado et le comte de Bénévent furent députés vers lui par les grands pour lui faire des représentations contre les formes despotiques de son administration. Ximenès les aurait, dit-on, reçus froidement, et leur aurait opposé d'abord le testament de Ferdinand, qui l'avait investi de la régence; mais les députés ayant répondu que cet acte n'avait pu lui donner une autorité absolue que le roi lui-même ne pouvait pas exercer, il les aurait amenés vers un balcon d'où l'on découvrait un corps de troupes sous les armes, avec un train formidable d'artillerie, et leur aurait dit d'un ton fier : *Vous me demandez mes pouvoirs; les voilà!* Cette anecdote n'est pas certaine; mais, vraie ou fausse, elle résume admirablement le système de Ximenès. Celui de ses historiens qui la raconte ajoute que Ximenès saisit en outre son cordon de saint François et dit en le montrant : *Voilà ce qui suffit pour*

brider l'orgueil des nobles de Castille. Image plus brutale encore, mais non moins exacte, de son absolutisme monacal.

Le moment approchait pourtant où Ximenès devait être la première victime de cette autorité étrangère qu'il avait tant contribué à importer en Castille. Charles était entouré à Bruxelles de conseillers flamands qui prétendaient régenter l'Espagne sans la connaître. Déjà, quand le cardinal avait pris possession de la régence, le doyen de Louvain, Adrien d'Utrecht, précepteur de Charles, le même qui devint plus tard pape sous le nom d'Adrien VI, avait essayé de la lui disputer en produisant des pleins pouvoirs de l'archiduc. Mais Ximenès n'avait pas eu de peine à faire repousser ces prétentions par le conseil de Castille; il avait reconnu nominalement, par simple déférence, le titre d'Adrien d'Utrecht, et s'était réservé toute l'autorité, soutenu qu'il était par l'aversion des Espagnols pour le gouvernement d'un étranger. Les Flamands ne se tinrent pas pour battus par ce premier échec; ils obtinrent encore de Charles qu'il donnât pour adjoints à Ximenès un gentilhomme flamand nommé Lachau, et un noble hollandais nommé Amerstorff. Le cardinal reçut ces nouveaux venus avec les mêmes témoignages de considération, mais il ne les admit pas plus qu'Adrien d'Utrecht au partage du pouvoir.

Tant que Ximenès fut heureux dans ses entreprises, il contint aisément l'ambition de ces étrangers qui convoitaient l'Espagne comme une proie. L'ancien roi de Navarre, Jean d'Albret, ayant tenté de reprendre son royaume par surprise, le régent envoya des troupes contre lui et le força à repasser les Pyrénées. Dans une querelle qu'il eut avec Gênes à l'occasion d'une rencontre de galères, il le prit avec tant de hauteur, que les Génois furent forcés de faire leurs excuses à Bruxelles par une ambassade. Il avait besoin de tous ces succès pour se défendre auprès de Charles; un échec s'y mêla, qui ébranla son crédit et prépara sa ruine.

Le fameux pirate Horuc Barberousse venait de s'emparer d'Alger. Il menaçait de là Oran et l'Espagne. Ximenès envoya une flotte contre lui sous le commandement de Diego Vera, qu'il avait éprouvé au siége d'Oran. Vera fut battu complètement par Barberousse. Son armée fut détruite. Il n'en ramena en Espagne que les restes. Quoique Ximenès eût reçu avec une fermeté remarquable la nouvelle de ce désastre, ses adversaires levèrent la tête; Adrien d'Utrecht, Lachau et Amerstorff, le croyant plus abattu qu'il ne voulait le paraître, prirent avec lui plus de libertés. Un jour, ils s'avisèrent de signer

avant lui l'expédition d'une pièce, et de la lui envoyer ensuite pour qu'il mît son nom après les leurs. Ximenès déchira froidement l'expédition, ordonna au secrétaire-d'état de la refaire, et la signa tout seul. Depuis ce jour, il n'envoya plus rien à signer à ses collègues. Ceux-ci s'en irritèrent, et, profitant du malheur qui venait d'arriver aux armes espagnoles, n'épargnèrent rien pour lui nuire auprès de leur maître. Les prétentions de la cour de Bruxelles s'accrurent. Le régent eut à répondre tous les jours à de nouvelles exigences. Il tint tête d'abord sans se troubler à ces difficultés sans cesse renaissantes, mais les Espagnols ne furent pas aussi patiens que lui, et leur irritation précipita la crise.

Le mécontentement était devenu général en Castille contre les Flamands. On savait que Ximenès envoyait souvent de fortes sommes d'argent à Bruxelles, et que ces tributs qui épuisaient l'Espagne ne contentaient pas encore la cupidité des ministres de Charles. Le bruit se répandait en même temps que toutes les fonctions publiques ne tarderaient pas à être confiées à des étrangers, et qu'on s'exprimait hautement à la cour du jeune roi sur les espérances qu'on ne craignait pas de former à cet égard. La rumeur fut si forte, que plusieurs villes s'assemblèrent pour en délibérer; il fut décidé que des remontrances seraient adressées au roi pour le supplier de ne gouverner l'Espagne que par des Espagnols. Ximenès fit de vains efforts pour arrêter le mouvement. Il fut bientôt obligé d'écrire lui-même à Charles que, s'il ne se pressait d'accourir, il risquait de voir son frère Ferdinand élevé sur le trône; que l'autorité du régent ne suffisait plus pour contenir les esprits, et qu'il n'y avait d'autre moyen de les calmer que de prendre l'engagement réclamé à grands cris par tous les ordres de la nation espagnole.

Ces lettres perdirent Ximenès. Charles s'en offensa. On apprit bientôt en Castille que le roi allait arriver. Le cardinal équipa une flotte qu'il lui envoya pour lui servir d'escorte. Lui-même partit, malgré son âge, pour aller au-devant du maître qu'il avait préféré. Ce fut pendant ce voyage qu'il fut saisi un jour, après son dîner, d'une indisposition violente qui fit soupçonner un empoisonnement. L'animosité était alors si grande contre lui des deux parts, que ceux qui crurent au crime ne surent à qui l'attribuer, des Espagnols ou des Flamands. Dans tous les cas, il n'était pas nécessaire d'avoir recours au poison pour le tuer; une simple lettre de Charles devait suffire. Dès que ce prince eut mis le pied sur le territoire espagnol,

il affecta de ne plus prendre les conseils du cardinal. Ximenès sollicita la permission de le voir, mais cette grace lui fut refusée, sous prétexte que sa santé ne lui permettait pas de faire le voyage. Il insista et se plaignit vivement. Charles lui répondit en le remerciant de ses longs services et en l'autorisant à prendre désormais, dans son diocèse de Tolède, un repos dont il devait avoir besoin après une vie si bien remplie.

Cette lettre fatale arriva à Ximenès malade, le 8 novembre 1517. Quelques heures après, il était mort.

Nous n'essaierons pas de démêler les sentimens qui l'assaillirent alors et le brisèrent. En recevant cette récompense de tant de travaux, Ximenès fit-il un retour sur lui-même? Eut-il un regret profond et tardif de ce qu'il avait fait? Comprit-il par son propre exemple qu'il avait désarmé et livré l'Espagne? Fut-il enfin saisi de ce remords poignant que doit donner à l'heure suprême le sentiment de toute une vie perdue et faussée? Ou bien ne fut-il sensible qu'à la perte subite d'un pouvoir longuement conquis? Le cordelier ne sut-il trouver dans sa piété d'autrefois aucune consolation au coup qui le frappait? Après avoir long-temps affecté de repousser l'autorité, s'y était-il attaché avec cette âpre et rude manie qui fait qu'on ne peut la quitter sans mourir? Qu'était devenu ce saint amour des austérités qui n'avait rien trouvé d'assez difficile, et qui ne pouvait résister à l'humiliation d'un moment, à une disgrace de cour, à un caprice de jeune homme? Cette humilité n'était donc plus qu'orgueil, cette pauvreté qu'ambition, cette abnégation que soif de gloire, vertus impossibles qui s'étaient usées par leur excès même!

Cette triste fin de Ximenès porte avec elle un double enseignement. S'il était juste que cette ame superbe, qui avait toujours prétendu n'avoir rien de naturel et d'humain, laissât enfin pénétrer la lumière dans ses replis et se montrât à ses derniers momens avec ses faiblesses cachées, il était juste aussi que le politique, qui avait tant fait pour le pouvoir absolu, fût puni de son aveugle passion par ce pouvoir lui-même. C'est une grande leçon que celle-là pour les ambitieux. Si Ximenès avait compté sur la reconnaissance de Charles-Quint, il s'était trompé. Quelque maître qu'on serve, il ne faut jamais se faire illusion sur ce qu'on doit en attendre; les rois ne sont pas moins ingrats que les peuples, et la faveur n'est pas plus durable que la popularité. Pour peu que l'on sacrifie son devoir à l'une de ces fragiles espérances, on se prépare des désenchantemens amers.

Le plus sûr est encore de n'écouter que la voix sévère de la conscience, et de ne chercher que dans le contentement de soi-même la récompense de ses efforts.

Ainsi vécut et mourut François Ximenès de Cisneros. Est-il besoin maintenant de rappeler, pour achever de le faire connaître, ce que devint l'Espagne après lui?

L'arrivée de Charles fit taire tous les murmures, apaisa toutes les séditions, et commanda sinon l'amour du moins l'obéissance. Ce prince avait à peine passé deux ans dans ses nouveaux états, qu'il fut élevé à l'empire. Déjà étranger à l'Espagne par sa naissance et par son éducation, il le devint plus encore par l'élection germanique. En même temps qu'il s'éloignait de toute communication avec ses sujets de la Péninsule, il grandissait en majesté et en puissance. Jeune, ambitieux, chargé d'héritages, il devait rêver et il rêva la domination universelle; ces belles couronnes d'Aragon, de Valence, de Léon, de Castille, dont chacune avait coûté tant de guerres et fait l'orgueil de tant de rois, paraissaient à peine sur sa tête parmi vingt autres plus enviées. Ce qu'il avait été facile de prévoir arriva : il ne se souvint de l'Espagne que pour l'opprimer de loin.

Dès que l'ambassade solennelle des électeurs impériaux vint le chercher à Barcelone pour son couronnement, les Espagnols prévirent le sort qui les attendait, et ils essayèrent de s'en affranchir. Des soulèvemens éclatèrent partout à la fois; Charles n'en tint nul compte et partit. Après son départ, les germes de division que Ximenès avait entretenus entre les diverses classes de l'état, portèrent leurs fruits; les nobles et les communes ne surent pas s'entendre pour combattre ensemble, et les libertés espagnoles s'étouffèrent elles-mêmes dans leur dernier effort. Le malheur de l'Espagne se perdit dans l'éclat incomparable du règne de Charles-Quint, mais dès ce moment commença la décadence de ce peuple, qui aurait été si grand, s'il avait su rester plus libre.

Les communes périrent les premières, et par l'épée des nobles. Ce fut en vain qu'un héros, don Juan de Padilla, se mit à la tête de la sainte ligue des villes de Castille. Ce fut en vain que, dans l'impuissance de se donner pour chef Ferdinand, que son frère avait eu la précaution de faire passer en Allemagne, les communes proclamèrent de nouveau pour leur reine la fille d'Isabelle-la-Catholique, la mère de Charles-Quint, Jeanne-la-Folle, cette image débile et touchante de leur vieille nationalité. Ce fut en vain que d'éloquentes remontrances, un des plus admirables monumens des institutions

expirantes du moyen-âge, furent adressées au jeune souverain. Charles refusa de recevoir les députés des révoltés, les nobles battirent les communes à Villalar, Padilla fit une mort sublime, et Jeanne retomba dans la folie, l'isolement et l'imbécillité. C'en était fait des communes espagnoles.

A leur tour, les grands furent aisément réduits. Le peuple y aida. A Valence, une association populaire s'était formée, sous le nom de la *Germanada*, pour faire la guerre à la noblesse. Charles la laissa faire. Plus tard, il ôta lui-même à cet ordre puissant une grande partie de ses priviléges. Ce fut sous lui que la grandesse commença à devenir ce qu'elle a été complètement depuis : un corps fastueux et imposant, mais inutile; des richesses immenses et des noms illustres, mais point d'autorité dans l'état, point d'activité; une éternelle représentation du passé, glorieuse comme lui et comme lui morte; le culte des ancêtres, la garde oisive des souvenirs; le luxe et l'éclat déguisant la plus profonde nullité politique; des titres sans portée, des honneurs sans résultat; le droit puéril d'être tutoyé par le roi et de se couvrir devant lui comme devant un égal; beaucoup de popularité à la condition de beaucoup d'impuissance; quelque chose de fier et de froid, de magnifique et d'immobile comme un musée de statues couchées sur des tombeaux.

Après Charles-Quint vint Philippe II. Celui-ci fut le véritable continuateur de Ximenès, le moine-roi. Tout ce que le confesseur d'Isabelle avait commencé, le pénitent de l'Escurial l'acheva. Lui aussi persécuta les Maures, encouragea l'inquisition, étendit à tout l'étroit empire de la règle, et comprima sous une main de fer le libre génie de l'Espagne. Il fut puissant, sans doute, et son siècle fut grand, mais les sources de cette grandeur étaient hors de lui, et il les ferma; il cueillit le fruit en coupant l'arbre. Le plus éminent produit de son règne fut un monastère, et ce monastère qui résume toute une époque, avec son site nu et triste, son sol aride, l'aspect désolé de ses environs, ses bâtimens d'une symétrie inflexible, sa grandeur sans goût et sans vie, son silence, sa solitude, son ennui, tout ce qu'il y a d'horreur dans sa sombre masse, d'obscurité sous ses voûtes, de vide dans ses cours, de nudité sur ses murailles, semble avoir été choisi par la Providence pour rester à jamais l'image de ce que peut devenir une nation quand elle s'enferme dans un cloître.

Ce n'est pas à lui seul, comme on voit, que Ximenès a accompli cette œuvre de ruine; mais il en a été le premier instrument et le plus puissant, c'est lui surtout qui doit en porter la responsabilité devant

l'histoire. Sans lui, la crise qui marqua la fin du XVe siècle aurait pu suivre un autre cours. Quand on revient par la pensée à ces temps si intéressans et si décisifs, on se prend à rêver pour l'Espagne une autre direction et d'autres aventures. Si la victoire de Ximenès n'avait pas été aussi complète, si l'esprit de tolérance, de liberté, de nationalité, qui lutta contre lui, s'était fait un peu plus de jour, tout était changé. La noblesse et les communes auraient pu conserver ces allures hardies qui avaient fait si long-temps la gloire du pays, sans que la royauté, devenue centrale, eût dû cesser de rallier toutes les forces éparses, et le clergé catholique, s'unissant aux nouvelles destinées comme il s'était uni aux efforts passés, aurait pu continuer à pénétrer cet ensemble de son génie enthousiaste et spiritualiste, sans qu'il fût nécessaire d'étouffer tout esprit d'indépendance religieuse. Que de combinaisons eussent été possibles, qui, tout en portant l'ordre dans le sein de cette société singulière, lui auraient conservé tous ses élémens!

Qu'est-il arrivé, au contraire? Que l'ardent esprit de liberté, qui était inhérent au génie espagnol du moyen-âge, violemment exclu de la direction générale du gouvernement, s'est réfugié dans les détails, et y a porté le désordre. Quoi qu'on fasse, on ne peut étouffer chez un peuple tout sentiment de lui-même, et quand il ne peut satisfaire légitimement les nobles besoins de sa nature, il cherche à leur donner cours par d'autres voies, au risque de faire un nouveau principe de mort de ce qui aurait dû être un germe de vie. La véritable constitution des états est celle qui porte la liberté au centre du grand tout, et qui assure ensuite l'obéissance de toutes les parties. C'est l'inverse qui a eu lieu en Espagne. Plus l'autorité royale s'est faite oppressive, plus l'indépendance locale et individuelle a réagi, et une immense confusion s'est établie sous les apparences de l'ordre le plus absolu. Ximenès et ses successeurs, uniquement occupés du faîte, ont négligé les bases de leur organisation politique; à l'excès de leur autorité sans contrepoids, ils ont laissé les mœurs opposer un autre excès, et ils n'ont fait que superposer l'absolutisme à l'anarchie, deux fléaux au lieu de deux bienfaits.

Il faut qu'il y ait eu bien des ressources dans cette puissante nature de l'Espagne pour qu'elle ait pu résister si long-temps à tant de causes réunies de dissolution. Après avoir repoussé avec énergie la forme sociale dont elle subissait l'étreinte, elle a fini par s'y habituer, par s'y attacher même, si bien qu'on a pu croire que c'était vraiment son génie qui la lui avait librement donnée. Elle-même a

paru s'y tromper pendant plusieurs siècles, et les éloges qu'elle a donnés à ceux qui l'avaient asservie ont assez témoigné de son erreur. Mais un vague instinct s'était conservé au milieu de cette société arrêtée dans son développement naturel. De tous les souvenirs de leur histoire, les Espagnols n'ont jamais aimé véritablement que ceux de l'époque des rois catholiques. Les moindres détails de ces temps favoris sont restés populaires et toujours vivans parmi eux, tandis que des faits plus récens s'effaçaient aisément de la mémoire publique, comme s'il y avait eu le sentiment que ce siècle était vraiment le seul où l'Espagne eût été elle-même, et que tout ce qui avait suivi ne procédait pas directement de l'impulsion nationale. Ximenès lui-même n'a été tant vénéré que pour avoir vécu sous un règne dont il avait méconnu les promesses.

On a souvent comparé le cardinal Ximenès au cardinal Richelieu. Il y a, en effet, entre ces deux hommes des signes généraux de ressemblance qui frappent au premier coup d'œil. Tous deux sont arrivés par l'église à la puissance politique, tous deux ont gouverné despotiquement un grand état. Portés au pouvoir dans des circonstances analogues, ils se sont proposé un but identique, la fondation de l'autorité royale. Mais si les ressemblances sont frappantes entre eux, les différences sont encore plus profondes, et la comparaison est tout en faveur du Français sur l'Espagnol. Richelieu est prêtre, Ximenès est moine. L'un a dans l'esprit toute la grandeur du génie temporel des papes, l'autre toute la rigueur de son ordre. Ximenès s'enferme dans ses idées comme dans une cellule; Richelieu voit plus loin et embrasse de plus haut. L'un est un sectaire, l'autre un homme d'état. Ximenès poursuit sans relâche les nouveaux chrétiens, Richelieu fait alliance avec les protestans d'Allemagne. Tous deux cultivent les lettres; mais le premier ne cherche guère dans les travaux d'esprit que l'étude et la reproduction des livres saints : le second s'applique à créer le théâtre, la langue, la littérature entière de la France.

C'est surtout par la différence des résultats que l'on peut juger ces deux célèbres ministres. Richelieu a pris son pays dans un moment de faiblesse et d'anarchie pour l'élever à un haut point de puissance et d'organisation; Ximenès a reçu l'Espagne prospère et triomphante, et il a préparé sa longue décadence. Après Ximenès, Philippe II; après Richelieu, Louis XIV. Si Richelieu a été souvent trop loin dans sa longue lutte contre l'aristocratie féodale, il a du moins préparé la grande unité française, ce qui peut faire pardonner bien des violences. Rien de pareil n'excuse Ximenès; il n'a

pas même songé à établir en Espagne la véritable unité, l'unité politique et nationale; il a fait un roi, et non un état. On doit, il est vrai, tenir compte à l'un et à l'autre de la différence des temps et des pays; mais cette différence n'explique pas tout. Il y a plus : l'Espagne, au temps de l'un, présentait plus de ressources que la France du temps de l'autre. Il a fallu autant d'habileté et de persévérance à Ximenès pour détruire qu'à Richelieu pour fonder. D'ailleurs le ministre de Louis XIII n'a trouvé qu'en lui seul son dessein; le régent de Castille n'a fait que gâter en l'exagérant l'œuvre de Ferdinand-le-Catholique.

Ce dernier prince était contemporain de Ximenès; il était Espagnol aussi, et la comparaison avec lui est encore moins favorable au cardinal que la comparaison avec Richelieu. On a vu quelle constante opposition a toujours régné entre eux, sauf le cas unique où ils se sont entendus pour leur fortune commune. Ximenès n'a qu'un avantage sur Ferdinand; il est aussi franc dans sa violence que l'autre est fourbe et astucieux; mais comme politique, le roi catholique est bien supérieur à son ministre. Ferdinand sait admettre des mesures dans l'exercice de son autorité; Ximenès n'en connaît pas. Le premier ménage les Maures; le second les réduit au désespoir. L'un veut conserver à l'Espagne son indépendance; l'autre lui impose le joug mortel d'une domination étrangère. Tout ce que cette époque a produit d'utile est de la main de Ferdinand; tout ce qu'elle a laissé de nuisible a été soutenu contre lui par Ximenès. Il n'y a pas jusqu'à l'expédition d'Oran qui ne serve à montrer ce qui les distingue; pendant que le cardinal s'obstine à recommencer les croisades et à poursuivre sans utilité les infidèles de la côte d'Afrique, le roi s'empare de Naples et de la Navarre, traite avec le pape, le roi de France et la république de Venise, et fait entrer l'Espagne dans la politique de l'Europe dont son épée tranche les différends.

Avons-nous prétendu nier le rare caractère de force qui distingue Ximenès parmi tous les hommes célèbres de l'histoire moderne? Non sans doute. Nous avons voulu seulement montrer à quoi cette force a servi, pour qu'on s'en laisse moins éblouir, s'il est possible. Nous avons cru rendre à ce moine-ministre ce qui lui était dû, et s'il pouvait être permis de citer cette rude figure des temps passés devant le libre examen qui est le privilége de notre temps, il nous semble que l'historien serait en droit de lui adresser ces sévères paroles :

Vous avez été grand, Ximenès; vous avez eu tous les dons éclatans

qui commandent l'admiration des hommes; vous êtes sorti de peu pour arriver à tout; vous avez eu pour vous la nature et la fortune; vous avez gouverné, vous avez dominé, vous avez vaincu. Mais ce n'est pas tout que d'être illustre, il faut être utile. Vous n'avez travaillé qu'à l'abaissement des hommes, et vous avez tout sacrifié à votre passion pour la domination. Vous avez trompé votre pays par des vertus factices; vous l'avez égaré à votre exemple; vous avez flatté en lui ce goût de l'excès qui devait lui être si funeste. Voyez maintenant ce que vous avez fait et ce qui a succédé à cette Espagne que vous avez vue si belle. Votre gloire même est une accusation de plus contre vous. Vous ne vous êtes pas contenté de vous donner les grandeurs du présent; vous avez voulu vous assurer aussi celles de l'avenir. Vous avez asservi jusqu'à l'esprit national lui-même, ce qui est un des plus grands attentats qui puissent être commis contre la liberté humaine. Heureusement, si fort que vous soyez, vous n'êtes pas le maître éternel des consciences. Vous serez enfin jugé à votre tour, vous qui avez tant condamné, et la liberté sera plus juste pour vous que vous ne l'avez été pour elle : elle reconnaîtra votre génie, tout en le maudissant.

LÉONCE DE LAVERGNE.

ANCIENS

POÈTES FRANÇAIS.

JEAN BERTAUT.

M. de Saci, le traducteur de la Bible et le saint confesseur, avait coutume de dire que les anges, quand ils sont une fois entrés dans un sentiment et qu'ils ont proféré une parole, la répètent durant l'éternité; elle devient à l'instant leur fonction, leur œuvre et leur pensée immuable. Les saints ici-bas sont un peu de même. Chez la plupart des hommes, au contraire, les paroles passent, et les mouvemens varient. Entendons-nous bien pourtant; c'est au moral qu'il est difficile et rare de rester fixe et de se répéter; dans l'ordre des idées, c'est trop commun. Le monde se trouve tout rempli, à défaut d'anges, d'honnêtes gens qui se répètent; une fois arrivé à un certain point, on tourne dans son cercle, on vit sur son fonds, pour ne pas dire sur son fumier.

Ainsi ai-je tout l'air de faire à propos du XVIe siècle; je n'en sortirai pas. J'en prends donc mon parti, c'est le mieux, et j'enfonce, heureux si je retrouve quelque nouveauté en creusant.

Plus d'une circonstance incidemment, et presque involontairement, m'y ramène. Ayant reparlé par occasion de Du Bellay (1), il est na-

(1) *Revue des Deux Mondes*, n° du 15 octobre 1840.

turel de suivre. Or Bertaut a été le second de Desportes, comme Du Bellay l'avait été de Ronsard : voilà un pendant tout trouvé. Du Bartas aura son tour. Dans le *Tableau de la Poésie française au seizième Siècle,* je les avais laissés au second plan, le tout étant subordonné à Ronsard; je tiens à compléter sur eux ma pensée et à faire sortir mes raisons à l'appui, avant que M. Ampère, qui s'avance avec toutes ses forces, soit venu régler définitivement ces points de débat, et qu'il y ait clôture. On aurait tort d'ailleurs de croire que ces sujets ne sont pas aussi actuels aujourd'hui que jamais. J'ai dit combien Du Bellay, et dans sa patrie d'Anjou, et à Paris même, avait occupé de studieux amateurs en ces derniers temps. Il y a quelques mois, M. Philarète Chasles écrivait de bien judicieuses et spirituelles pages sur Desportes (1). L'autre jour, je tombai au travers d'une discussion très intéressante sur Bertaut entre deux interlocuteurs érudits, dont l'un, M. Ampère lui-même, avait abordé ce vieux poète à son cours du Collége de France, et dont l'autre, M. Henri Martin, en avait traité non moins *ex professo* dans un mémoire inséré parmi ceux de l'Académie de Caen (2). Je survins *in medias res,* en plein Bertaut; j'étais tout préparé, ayant justement, et par une singulière conjonction d'étoiles, passé ma matinée à le lire. Il m'a semblé, en écoutant, qu'il y avait à dire sur Bertaut, à me défendre même à son sujet, et que c'était une question *flagrante.*

Bertaut, qui n'avait que quatre ou cinq ans de plus que son compatriote Malherbe, mais qui appartient au mouvement poétique antérieur, a-t-il été, en effet, une espèce de Malherbe anticipé, un réformateur pacifique et doux? A-t-il eu, en douceur, en harmonie, en sensibilité, de quoi présager à l'avance le ton de Racine lui-même? Bertaut était-il un commencement ou une fin? Eut-il une postérité littéraire, et laquelle? Doit-il nous paraître supérieur, comme poète, à Desportes, son aîné, et qu'on est habitué à lui préférer? A-t-il fait preuve d'une telle valeur propre, d'une telle *qualité* originale et active entre ses contemporains les plus distingués? Ce sont là des points sur quelques-uns desquels je regretterais de voir l'historien littéraire plier. J'ai été autrefois un peu sévère sur Bertaut; je voudrais, s'il se peut, maintenir et modifier tout ensemble ce premier jugement, le maintenir en y introduisant de bon gré des circonstances atténuantes. Ce à quoi je tiens sur ces vieux poètes, ce n'est

(1) *Revue de Paris,* n° du 20 décembre 1840.
(2) Année 1840.

pas à justifier tel ou tel détail de jugement particulier trop court, trop absolu, mais la ligne même, la courbe générale de mon ancienne opinion, les proportions relatives des talens. Dans la marche et le départ des écoles littéraires, l'essentiel pour la critique qui observe, ou qui retrouve, est de battre la mesure à temps.

Ronsard, au milieu du XVIe siècle, avait eu beau hausser le ton, viser au grand, et écrire pour les *doctes :* la poésie française était vite revenue avec Desportes à n'être qu'une poésie de *dames,* comme le disait assez dédaigneusement Antoine Muret de celle d'avant Ronsard (1). Desportes passa de l'imitation grecque à l'italienne pure; il sema les tendresses brillantes et jolies. Je me le représente comme l'*Ovide,* l'*Euripide,* la décadence fleurie et harmonieuse du mouvement de Ronsard. Bertaut en est l'extrême queue traînante, et non sans grace.

Que de petits touts ainsi, que de décadences après une courte floraison, depuis les commencemens de notre langue! Sous Philippe-Auguste, je suppose, un je ne sais quoi de rude et d'énergique s'ébauche, qui se décore plus vivement sous saint Louis, pour s'allourdir et se délayer sous Philippe-le-Bel et les Valois. On recommence à grand effort sous Charles V le sage, le savant; on retombe avec Charles VI; on est détruit, ou peu s'en faut, sous Charles VII. Sous Louis XII, on se ressaie; on fleurit sous François Ier; Henri II coupe court et perce d'un autre. Et ce qui s'entame sous Henri II, ce qui se prolonge et s'asseoit sur le trône avec Charles IX, va s'affadir et se *mignonner* sous Henri III. Ainsi d'essais en chutes, de montées en déclins, avant d'arriver à la vraie hauteur principale et dominante, au sommet naturel du pays, au plateau. Traversant un un jour les Ardennes en automne, parti de Fumay, j'allais de montées en descentes et de ravins en montées encore, par des ondulations sans fin et que couvraient au regard les bois à demi dépouillés; et pourtant, somme toute, on montait toujours, jusqu'à ce qu'on eût atteint le plateau de Rocroy, le point le plus élevé. Ce Rocroy (le nom y prête), c'est notre époque de Louis XIV.

A travers cette succession et ces plis de terrain dont M. Ampère aura le premier donné la loi, on peut suivre la langue française actuelle se dégageant, montant, se formant. On n'a long-temps connu

(1) « Qui se vernaculo nostro sermone poetas perhiberi volebant, perdiu ea scripsere, quæ delectare modo *otiosas mulierculas,* non etiam eruditorum hominum studia tenere possent. Primus, ut arbitror, Petrus Ronsardus..... » Préface en tête des *Juvenilia* de Muret (1552).

d'elle, en poésie, qu'un bout de lisière et un lointain le plus en vue, par Marot, Villon, le *Roman de la Rose*. Il ne faudrait pas trop mépriser cet ancien chemin battu, maintenant qu'on en a reconnu une foule d'autres plus couverts. Il suffit qu'on l'ait long-temps cru l'unique, pour qu'il reste le principal. Quoi qu'il en soit, la langue française ressemble assez bien, en effet, à ce vénérable noyer auquel la comparait récemment M. Delécluse (1). Elle a eu quatre siècles de racines, elle n'a guère que trois siècles encore de tronc et d'ombrage.

Ici, pour me tenir aux alentours de Malherbe et à Bertaut, je voudrais simplement deux choses :

1° Montrer que Bertaut n'a rien innové d'essentiel, rien réparé ni réformé, et qu'il n'a fait que suivre;

2° Laisser voir qu'à part cette question d'originalité et d'invention dans le rôle, il est effectivement en plus d'un endroit un agréable et très doux poète.

Jean Bertaut était de Caen; il y naissait vers 1552, comme Malherbe vers 1556, de sorte que dans le conflit qu'on voudrait élever entre eux deux, la Normandie ne saurait être en cause, pas même la basse Normandie; ce n'est qu'un débat de préséance entre deux natifs, une querelle de ménage et d'intérieur. Son article latin dans le *Gallia christiana* (2) le fait condisciple de Du Perron, qui fut un poète de la même nuance. Il n'avait que seize ans (lui-même nous le raconte dans sa pièce sur le trépas de Ronsard), lorsqu'il commença de rêver et de rimer. Les vers de Desportes, qui ne parurent en recueil pour la première fois qu'en 1573, n'étaient pas publiés encore. Dès que le jeune homme les vit, déçu, nous dit-il, par cette apparente facilité qui en fait le charme, il essaya de les imiter. Desportes n'avait que six ans plus que lui; jeune homme lui-même, il servit de patron à son nouveau rival et disciple en poésie; il fut son introducteur près de Ronsard. Mathurin Regnier, neveu de Desportes, dans cette admirable satire V, sur les humeurs diverses d'un chacun, qu'il adresse à Bertaut, a dit :

> Mon oncle m'a conté que, montrant à Ronsard
> Tes vers étincelans et de lumière et d'art,
> Il ne sut que reprendre en ton apprentissage,
> Sinon qu'il te jugeoit pour un poète trop sage (3).

(1) *François Rabelais*, imprimerie de Fournier, 1841.

(2) Tome XI, *Ecclesia sagiensis, Johannes VI*, parmi les évêques de Séez.

(3) *Poète* ne faisait alors que deux syllabes.

Et dans le courant de la satire qui a un air d'apologie personnelle, il oppose plus d'une fois son tempérament de feu, et tout ce qui s'en suit de risqué, à l'*esprit rassis* de l'honnête Bertaut. Celui-ci, dans une élégie de sa première jeunesse, a pris soin de nous exprimer ses impressions sur les œuvres de Desportes lorsqu'il les lut d'abord; c'est un sentiment doux et triste, humble et découragé, une admiration soumise qui ne laisse place à aucune révolte de novateur. Ainsi, pensait-il de Desportes,

Ainsi soupireroit au fort de son martyre
Le dieu même Apollon se plaignant à sa lyre,
Si la flèche d'Amour, avec sa pointe d'or,
Pour une autre Daphné le reblessoit encor.

La pièce est pour dire qu'une fois le poète avait promis *à celle qu'il adore* d'immortaliser par l'univers sa beauté; mais, depuis qu'il a lu Desportes, la lyre lui tombe des mains, et il désespère :

Quant à moi, dépouillé d'espérance et d'envie,
Je pends ici mon luth, et, jurant, je promets
Par celui d'Apollon, de n'en jouer jamais.

Puis il trouve que ce désespoir lui-même renferme trop d'orgueil, que c'est vouloir *tout ou rien*, et il se résigne à chanter à son rang, bien loin, après tant de divins esprits :

Donc adore leurs pas, et, content de les suivre,
Fais que ce vin d'orgueil jamais plus ne t'enivre.
Connois-toi désormais, ô mon Entendement,
Et, comme étant humain, espère humainement... (1).

Cependant la beauté de son esprit et l'aide de ses bons patrons attirèrent et fixèrent le jeune poète à la cour. Il suivit Desportes dans la chanson et dans l'élégie plutôt que dans le sonnet; il se fit une manière assez à part, et, à côté des *tendresses* de l'autre, il eut une poésie polie qu'il sut rendre surprenante par ses *pointes* (2). On le goûta fort sous le règne de Henri III; il dessinait très agréablement, dit-on; on peut croire qu'il s'accompagnait du luth, en chantant lui-même ses chansons. Il fut pendant treize ans secrétaire du cabinet; on le trouve qualifié, dans quelques actes de l'année 1583, secrétaire et lecteur ordinaire du roi. A la mort de ce prince, il tenait de la

(1) Voir cette élégie au tome Ier des *Délices de la Poésie françoise*, par F. de Rosset, 1618.

(2) Chap. X de *la Bibliothèque françoise*, par Sorel, qui touche assez bien d'un mot rapide le caractère de chacun des poètes d'alors.

cour une charge de conseiller au parlement de Grenoble dont il se défit. Il passa le mauvais temps de la Ligue, plus sage que Desportes et plus fidèle, abrité chez le cardinal de Bourbon, à l'abbaye de Bourgueil, en Anjou. Ce lieu resta exempt des horreurs de la guerre. Faisant parler en un sonnet la reconnaissance des habitans, qui offraient au cardinal un présent de fruits, Bertaut disait que c'était rendre bien peu à qui l'on devait tout, que c'était *payer d'une humble offrande une dette infinie :*

> Vous qui savez qu'ainsi l'on sert les immortels,
> Pensez que c'est encor au pied de leurs autels
> Présenter une biche au lieu d'Iphigénie.

Les paysans de Bourgueil s'en tiraient, comme on voit, très élégamment.

Bertaut sortit de ces tristes déchiremens civils avec une considération intacte. Il échappa aux dénigremens des pamphlets calvinistes ou royalistes, et on ne lui lança point, comme à Desportes, comme à Du Perron, comme à Ronsard en son temps, toutes sortes d'imputations odieuses qui se résumaient vite en une seule très grossière, très connue de Pangloss, l'injure à la mode pour le temps. Ses poésies même amoureuses avaient été décentes; il avait passé de bonne heure à la complainte religieuse et à la paraphrase des psaumes. Il contribua à la conversion d'Henri IV, qui lui donna l'abbaye d'Aulnay en 1594, et plus tard l'évêché de Séez, en 1606. Il fut de plus premier aumônier de la reine Marie de Médicis. On doit la plupart de ces renseignemens à Huet (1), qui, né à Caen aussi, fut abbé d'Aulnay comme Bertaut, et, comme lui encore, évêque, après avoir sinon fait des poésies galantes, du moins aimé et loué les romans. L'évêque de Séez assista, en 1607, au baptême du dauphin (Louis XIII) à Fontainebleau, et, en 1610, il mena le corps de Henri IV à Saint-Denis. On a l'oraison funèbre qu'il prononça en prose oratoire, moins polie pourtant que ses vers (2). Il survécut de peu à son bienfaiteur, et mourut dans sa ville épiscopale, le 8 juin 1611, après cinq ans à peine de prélature; il n'avait que cinquante-sept ans, suivant le *Gallia christiana*, et au plus cinquante-neuf.

Ses poésies, qui circulaient çà et là, n'avaient pas été recueillies avant 1601; cette édition, qui porte en tête le nom de Bertaut, ne

(1) *Origines de Caen*, pag. 358.

(2) « Donc la misérable poincte d'un vil et meschant couteau remué par la main d'une charongne enragée et plustot animée d'un démon que d'une ame raisonnable, etc... » C'est le début : il est vrai que le reste va mieux.

contenait que des *Cantiques*, des *Complaintes*, des *Hymnes*, des *Discours funèbres*, enfin des pièces graves, très peu de sonnets, point d'élégies ni de stances amoureuses. Ces dernières productions, les vraies œuvres de jeunesse, ne parurent que l'année suivante, 1602, sous le titre de *Recueil de quelques vers amoureux*, sans nom aucun, et avec un simple avertissement du *frère de l'auteur;* il y est parlé de la violence que les amis ont dû faire au poète pour le décider à laisser imprimer par les siens ce qui aussi bien s'imprimait d'autre part sans lui : *Marie ta fille, ou elle se mariera*, dit le proverbe.

Ce sont ces deux recueils, accrus de quelques autres pièces, qui ont finalement composé les *Œuvres poétiques* de Bertaut, dont la dernière édition est de 1623, de l'année même de la grande et suprême édition de Ronsard. Il vient une heure où les livres meurent comme les hommes, même les livres qui ont l'air de vivre le mieux. Le mouvement d'édition et de réimpression des œuvres qui constituent l'école et la postérité de Ronsard est curieux à suivre; cette statistique exprime une pensée. Joachim Du Bellay, le plus précoce, ne franchit pas le XVIe siècle, et ne se réimprime plus au complet à partir de 1597; les œuvres de Desportes, de Du Bartas, expirent en 1611; Bertaut, le dernier venu, va jusqu'en 1623, c'est-à-dire presque aussi loin que Ronsard, le plus fort et le plus vivace de la bande; le dernier fils meurt en même temps que le père; c'est tout ce qu'il peut faire de plus vaillant. N'admirez-vous pas comme tout cela s'échelonne par une secrète loi, comme les générations naturelles se séparent! A suivre les dates de ces éditions complètes finales, on dirait voir des coureurs essoufflés qui perdent haleine, l'un un peu plus tôt, l'autre un peu plus tard, mais tous dans des limites posées. A ceux qui nieraient que Bertaut soit du mouvement de Ronsard et en ferme la marche, voilà une preuve déjà.

Bertaut n'a rien innové, ai-je dit; jusqu'à présent, dans tous les détails de sa vie, dans les traits de son caractère qui en ressortent, on n'a pas vu germe de novateur en effet. Et d'abord, quand on innove, quand on réforme, on sait ce qu'on fait, quelquefois on se l'exagère. Bertaut ne paraît pas se douter qu'il fasse autre chose que suivre ses devanciers. Dans un réformateur qui réussit, il y a toujours plus qu'on n'est tenté de voir à distance, même dans un réformateur littéraire; les réformes les plus simples coûtent énormément à obtenir. Souvent l'esprit y sert encore moins que le caractère. Malherbe, Boileau, avaient du caractère; Racine, qui avait plus de talent à proprement parler, plus de génie que Boileau, n'aurait peut-être

rien réformé. Nous avons sous les yeux un bel exemple de cette dose de qualités sobres et fortes dans M. Royer-Collard, qui restaura le spiritualisme dans la philosophie. Eh bien! Malherbe, en poésie, avait de ces qualités de fermeté, d'autorité, d'exclusion; Bertaut aucune. Quatre ou cinq doux vers noyés dans des centaines ne suffisent pas pour tirer une langue de la décadence; il ne faut que peu de bons vers peut-être pour remettre en voie, mais il les faut appuyés d'un perpétuel commentaire oral : tels, encore un coup, Malherbe et Boileau.

Un autre signe que Bertaut n'aurait pas du tout suppléé Malherbe et ne saurait dans l'essentiel lui être comparé, c'est qu'il s'est trouvé surtout apprécié des Scudéry et de ceux qui se sont comportés en bel-esprit comme si Malherbe était très peu venu. L'oncle de Mme de Motteville eût été avec Godeau, et mieux que Godeau, un fort aimable poète de l'hôtel de Rambouillet où se chantaient ses chansons encore, sur luth et téorbe. Et n'eût-il pas très justement fait pâmer d'aise l'hôtel de Rambouillet, le jour où étant malade, et recevant d'une dame une lettre où elle lui disait de ne pas trop lire et que son mal venait de l'étude, il lui répondit :

Incrédule beauté, votre seule ignorance,
Non une si louable et noble intempérance,
Par faute de secours me conduit au trépas;
Ou bien si la douleur qui m'abat sans remède
Procède de trop lire, hélas! elle procède
De lire en vos beaux yeux que vous ne m'aimez pas.

L'opinion des contemporains, bien prise, guide plus que tout pour avoir la vraie clé d'un homme, d'un talent, pour ne pas la forger après coup. Or, sous forme de critique ou d'éloge, ils semblent unanimes sur Bertaut, *sens rassis*, bel-esprit *sage*, *honnête* homme et *retenu :* « M. Bertaut, évêque de Séez, et moi, dit Du Perron, fîmes des vers sur la prise de Laon; les siens furent trouvés ingénieux; les miens avoient *un peu plus de nerfs, un peu plus de vigueur*. Il étoit fort *poli*. »

Mais l'opinion de Malherbe doit nous être plus piquante; on lit dans sa Vie par Racan : « Il n'estimoit aucun des anciens poètes françois *qu'un peu Bertaut* : encore disoit-il que ses stances étoient *nichil-au-dos*, et que, pour mettre une pointe à la fin, il faisoit les trois premiers vers insupportables. » Ce *nichil-au-dos* s'explique par un passage de l'*Apologie pour Hérodote* d'Henri Estienne : on appe-

lait de la sorte un pourpoint dont le devant avait environ deux doigts de velours et rien sur le dos, *nihil* ou *nichil-au-dos;* et ce mot s'appliquait de là à toutes les choses qui ont plus de montre que d'intérieur. Le caustique Malherbe trouvait ainsi à la journée de ces bons mots redoutables, et qui emportaient la pièce : c'est un rude accroc qu'il a fait en passant aux *deux doigts de velours* du bon Bertaut (1).

Ce qu'en retour Bertaut pensait de Malherbe, je l'ignore; mais il a dû éprouver à son endroit quelque chose de pareil à ce que Segrais éprouvait pour Boileau, tout ménagé par lui qu'il était. Il devait sentir, même sous la caresse, que l'accroc n'était pas loin.

Malherbe n'a lâché qu'un mot sur Bertaut, et à demi indulgent si l'on veut, tandis qu'il a biffé de sa main tout Ronsard, et qu'il a commenté injurieusement en marge tout Desportes. Tout cela est proportionné au rôle et à l'importance. Plus on se sent sévère contre Ronsard, plus on doit se trouver indulgent pour Bertaut qui est un affaiblissement, et qui, à ce titre, peut sembler faire une sorte de fausse transition à une autre école.

Je dis fausse transition, et d'école à école, même en littérature, je n'en sais guère de vraie. Le moment venu, on ne succède avec efficacité qu'en brisant. Bertaut ne faisait que tirer et prolonger l'étoffe de Desportes; il n'en pouvait rien sortir. Malherbe commença par *découdre*, et trop rudement : c'était pourtant le seul moyen.

Que si de ces preuves, pour ainsi dire extérieures et environnantes, nous allions au fond et prenions corps à corps le style de Bertaut, il nous serait trop aisé, et trop insipide aussi, d'y démontrer l'absence continue de fermeté, d'imagination naturelle, de forme, le prosaïsme fondamental, aiguisé pourtant çà et là de pointes ou traversé de sensibilité, et habituellement voilé d'une certaine molle et lente harmonie. Mais, mon rôle et mon jeu n'étant pas le moins du monde de

(1) Si Malherbe, en causant, aimait ces sortes de mots crus et de souche vulgaire, je trouve en revanche, dans une lettre de Mosant de Brieux, son compatriote, lequel (par parenthèse) jugeait aussi Bertaut assez sévèrement, la petite particularité suivante, que le prochain Dictionnaire de l'Académie ne devra pas oublier, et qui peut servir de correctif agréable : « Entr'autres mots, Malherbe en avoit fait un, qui étoit ses plus chères amours, qu'il avoit perpétuellement en la bouche, ainsi que M. de Grentemesnil me l'a dit, et qui, en effet, est doux à l'oreille et ne se présente pas mal; ce fils de sa dilection, ce favori, c'est le mot de *fleuraison*, par lequel il vouloit qu'on désignât le temps qu'on voit fleurir les arbres, de même que, par celui de moisson, l'on désigne le temps qu'on voit mûrir les blés. » (A la suite des poésies latines de Mosant de Brieux, édition de 1669.) On ne s'attendait guère sans doute à trouver Malherbe si printanier, si habituellement en *fleuraison;* mais le mot de *gracieux* n'a-t-il pas eu pour champion le plus déclaré Ménage?

déprécier Bertaut, et tout au contraire tenant à le faire valoir comme aimable dans les limites du vrai, je ne le combattrai qu'en choisissant chez ses autres devanciers des preuves de l'énergie, de la touche vraiment poétique ou de la forme de composition qu'il n'avait pas, qu'il n'avait plus, et j'en viendrai ensuite à ses propres qualités et nuances.

Ronsard, le maître, avait le premier en France retrouvé les muses égarées; il y a dans son *Bocage royal* de bien beaux vers enfouis et qui n'ont jamais été cités; ils expriment ce sentiment de grandeur et de haute visée qui fait son caractère. Le poète feint qu'il rencontre une troupe errante, sans foyer, avec des marques pourtant de race royale et généreuse : c'est la *neuvaine* des doctes pucelles. Il leur demande quel est leur pays, leur nom; la plus habile de la troupe répond au nom de toutes :

MUSES.

. . . . . Si tu as jamais veu
Ce Dieu qui de son char tout rayonnant de feu
Brise l'air en grondant, tu as veu nostre père :
Grèce est nostre pays, Mémoire est nostre mère.

Au temps que les mortels craignoient les Déités,
Ils bastirent pour nous et temples et cités;
Montagnes et rochers et fontaines et prées
Et grottes et forests nous furent consacrées.
Nostre mestier estoit d'honorer les grands rois,
De rendre vénérable et le peuple et les lois,
Faire que la vertu du monde fust aimée,
Et forcer le trespas par longue renommée;
D'une flamme divine allumer les esprits,
Avoir d'un cœur hautain le vulgaire à mespris,
Ne priser que l'honneur et la gloire cherchée,
Et tousjours dans le Ciel avoir l'ame attachée (1).

Quelle plus haute idée des Muses! ce sont bien celles-là qu'a courtisées Ronsard. Marot et les Gaulois d'auparavant s'en seraient gaussés, comme on dit.

Bertaut, esprit noble et sérieux, sentait cette poésie, mais il n'y atteignait pas. Dans des stances de jeunesse, à son moment le plus vif, s'enhardissant à aimer, il s'écrie :

Arrière ces désirs rampans dessus la terre!

(1) *Dialogue entre les Muses deslogées et Ronsard.*

J'aime mieux en soucis et pensers élevés
Être un aigle abattu d'un grand coup de tonnerre,
Qu'un cygne vieillissant ès jardins cultivés.

Cet *aigle abattu d'un grand coup de tonnerre*, ce fut Ronsard. Lui, il ne fut que le *cygne vieillissant* dans le jardin aligné, près du bassin paisible.

Desportes lui-même, dans le gracieux et dans le tendre, a bien autrement de vivacité, de saillie, de prestesse : Bertaut, je le maintiens, n'est que son second. La vie seule de Desportes, ses courses d'Italie et de Pologne, ses dissipations de jeunesse, ses erreurs de la Ligue, ses bons mots nombreux et transmis, ses bonnes fortunes voisines des rois (1), accuseraient une nature de poète plus forte, plus active. Mais, en m'en tenant aux œuvres de l'abbé de Tiron, le brillant et le nerf m'y frappent. Par exemple, il décoche à ravir le sonnet, cette *flèche d'or*, que Bertaut ne manie plus qu'à peine, rarement, et dont l'arc toujours se détend sous sa main. Bertaut, jeune, amoureux, ne s'élève guère au-dessus de la stance de quatre vers alexandrins, laquelle plus tard, lorsqu'il devient abbé et prélat, s'allonge jusqu'à six longs vers cérémoniellement. On a dit que Desportes est moins bon que Bertaut dans ses psaumes. Mais on me permettra de compter pour peu dans l'appréciation directe des talens ces éternelles traductions de psaumes, œuvres de poètes vieillissans et repentans. Une fois arrivés sur le retour, devenus abbés ou évêques, très considérés, ces tendres poètes amoureux ne savaient véritablement que faire . *plus d'amour, partant plus de joie*, se seraient-ils écrié, s'ils avaient osé, avec La Fontaine; et encore ils auraient dit volontiers comme dans la ballade :

A qui mettoit tout dans l'amour,
Quand l'amour lui-même décline,
Il est une lente ruine,
Un deuil amer et sans retour.
L'automne traînant s'achemine;
Chaque hiver s'allonge d'un tour;
En vain le printemps s'illumine :
Sa lumière n'est plus divine
A qui mettoit tout dans l'amour!

En vain la beauté sur sa tour,
Où fleurit en bas l'aubépine,

(1) *Tallemant des Réaux*, tom. Ier, et aussi *Teissier* dans ses *Éloges tirés de M. de Thou*, tom. IV.

Monte dans l'aurore et fascine
Le regard qui rôde à l'entour.
En vain sur l'écume marine
De jour encor sourit Cyprine :
Ah! quand ce n'est plus que de jour,
Sa grace elle-même est chagrine
A qui mettoit tout dans l'amour!

Et puis Bertaut, dans ce genre non original des paraphrases, a tout simplement sur Desportes cet avantage d'être plus jeune en style et d'écrire une langue qui est déjà plus la nôtre. L'onction réelle qu'il y développe paraît mieux.

Dans ses poésies du bon temps, Desportes a plusieurs petits chefs-d'œuvre complets (ce qui est essentiel chez tout poète), de ces petites pièces, chansons ou épigrammes, à l'italienne et à la grecque, comme Malherbe les méprisait, et comme nous les aimons (1). Je ne sais pas une seule pièce, complète et composée, à citer chez Bertaut, seulement çà et là des couplets. La plus célèbre chanson de Desportes est, avec *Rozette,* sa jolie boutade *contre une nuit trop claire;* tout le monde durant près d'un siècle la chantait. Ce n'est qu'une imitation de l'Arioste, dit Tallemant, mais en tous cas bien prise, bien coupée, et mariée à point aux malices gauloises. L'amant en veut à la lune qui l'empêche d'entrer chez sa maîtresse, comme Béranger en veut au printemps qui ramène le voile de feuillage devant la fenêtre d'en face, comme Roméo sur le balcon en veut à l'alouette qui ramène l'aurore. Il y a là un *motif* plein de gentillesse et de contraste :

O nuict, jalouse nuict contre moy conjurée,
Qui renflammes le ciel de nouvelle clairté,
T'ay-je donc aujourd'huy tant de fois désirée,
Pour estre si contraire à ma félicité?

Pauvre moy, je pensoy qu'à ta brune rencontre
Les cieux d'un noir bandeau deussent estre voilez;
Mais, comme un jour d'esté, claire, tu fais ta monstre,
Semant parmy le ciel mille feux estoilez.

Et toy, sœur d'Apollon, vagabonde courrière,
Qui, pour me découvrir, flammes si clairement,
Allumes-tu la nuict d'aussi grande lumière,
Quand sans bruit tu descens pour baiser ton amant?

(1) Il en a même à la gauloise, à la Mellin de Saint-Gelais : témoin l'épigramme *sur une Philis trop chère* (*Délices de la Poésie françoise*, de Rosset, tome I). Elle pourrait être du neveu Regnier aussi bien que de l'oncle.

Hélas! s'il te souvient, amoureuse Déesse,
Et si quelque douceur se cueille en le baisant,
Maintenant que je sors pour baiser ma maîtresse,
Que l'argent de ton front ne soit pas si luisant!

Ah! la fable a menty, les amoureuses flammes
N'eschauffèrent jamais ta froide humidité :
Mais Pan, qui te conneut du naturel des femmes,
T'offrant une toison vainquit ta chasteté (1).

Si tu avois aimé, comme on nous fait entendre,
Les beaux yeux d'un berger de long sommeil touchez,
Durant tes chauds désirs tu aurois peu apprendre
Que les larcins d'Amour veulent être cachez.

Mais flamboye à ton gré; que ta corne argentée
Fasse de plus en plus ses rais estinceler :
Tu as beau descouvrir ta lumière empruntée,
Mes amoureux secrets ne pourras déceler.

Que de fascheuses gens! mon Dieu! quelle coustume
De demeurer si tard en la rue à causer!
Ostez-vous du serein; craignez-vous point la reume?
La nuict s'en va passée, allez vous reposer.

Je vay, je vien, je fuy, j'écoute et me promeine,
Tournant toujours mes yeux vers le lieu désiré.
Mais je n'avance rien; toute la rue est pleine
De jaloux importuns dont je suis esclairé.

Je voudrois être Roy, pour faire une ordonnance
Que chacun deust la nuict au logis se tenir;
Sans plus les amoureux auroient toute licence :
Si quelque autre failloit, je le feroy punir.

. . . . . .

Je ne crains pas pour moy : j'ouvrirois une armée,
Pour entrer au séjour qui recelle mon bien;
Mais je crains que ma Dame en peust estre blasmée;
Son repos mille fois m'est plus cher que le mien...

Et le va-et-vient continue; le poète pousse le guignon jusqu'au

(1) Munere sic niveo lanæ (si credere dignum est)
Pan, deus Arcadiæ, captam te, Luna, fefellit,
In nemora alta vocans; nec tu aspernata vocantem.
(Virg., *Georgiq.*, III.)

bout; j'abrége. Je ne relèverai de cette jolie pièce que ce vers, selon moi délicieux,

Les beaux yeux d'un berger de long sommeil touchez.

Comment mieux peindre d'une seule touche courante la beauté, la mollesse et la fleur amoureuse d'un Endymion couché? Voilà un vers essentiellement poétique; le tissu du style poétique se compose à chaque instant de traits pareils. Ce qui constitue le vraiment beau vers, c'est un mélange, un assemblage facile et comme sacré de sons et de mots qui peignent harmonieusement leur objet, une tempête, un ombrage flottant, la douceur du sommeil, le vent qui enfle la voile, un cri de nature. Homère en est plein, de ces vers tout d'une venue, et qui rendent directement la nature; il les verse à flots, comme d'une source perpétuelle. En français, hélas! qu'il y en a peu! On les compte. Ronsard les introduisit; André Chénier et les modernes avec honneur les ont ravivés. Hors de là, j'ose le dire, et dans l'intervalle, si l'on excepte La Fontaine et Molière, il y en a bien peu, comme je l'entends; le bel-esprit et la prose reviennent partout.

Bertaut n'en a déjà plus de ces vers tout de poétique trame et de vraie peinture; il n'a que bel-esprit, raisonnement, déduction subtile : heureux quand il se rachète par du sentiment!

Tout cela dit, et ayant indiqué préférablement par d'autres ce qu'il ne possède pas lui-même, venons-en à ses beautés et mérites propres. Il a de la tendresse dans le bel-esprit. L'espèce de petit roman qu'il déroule en ses stances, élégies et chansons, ne parle pas aux yeux, il est vrai, et n'offre ni cadre, ni tableau qui se fixe; mais on en garde dans l'oreille plus d'un écho mélodieux :

Devant que de te voir, j'aimois le changement,
Courant les mers d'Amour de rivage en rivage,
Désireux de me perdre, et cherchant seulement
Un roc qui me semblât digne de mon naufrage.

On en détacherait des vers assez fréquens qui serviraient de galantes devises :

Esclave de ces mains dont la beauté me prit...
Le sort n'a point d'empire à l'endroit de ma foi...
Si c'est péché qu'aimer, c'est malheur qu'être belle...
J'ai beaucoup de douleur, mais j'ai bien plus d'amour...
Ou si je suis forcé, je le suis comme Hélène,
Mon destin est suivi de mon consentement....

Et ceux-ci encore, sur un embrassement de sa dame à un départ :

Si le premier baiser fut donné par coutume,
Le second, pour le moins, fut donné par amour.

Cette espèce de douceur et de sensibilité dans le bel-esprit n'est pas rare. Racine l'eut d'abord ; ses stances *à Parthénisse* (qu'on les relise) semblent dériver de l'école directe de Bertaut. L'un finissait presque du ton dont l'autre recommence (1).

Mais une qualité que je crois surtout propre à notre auteur, c'est une certaine note plaintive dans laquelle l'amour et la religion se rejoignent et peuvent trouver tour à tour leur vague expression touchante. Je cite, en les abrégeant, comme il convient, les quelques couplets, dont le dernier fait sa gloire :

Les Cieux inexorables
Me sont si rigoureux,
Que les plus misérables,
Se comparans à moy, se trouveroient heureux.

Mon lict est de mes larmes
Trempé toutes les nuits;
Et ne peuvent ses charmes,
Lors mesme que je dors, endormir mes ennuys.

(1) Voiture lui-même a des éclairs de sensibilité dans le brillant. Un très bon juge en si délicate matière, M. Guttinguer, a fait ce sonnet, qui vaut mieux qu'un commentaire critique, et qui complète en un point le nôtre :

A UNE DAME,
EN RENVOYANT LES OEUVRES DE VOITURE.

Voici votre Voiture et son galant Permesse :
Quoique guindé parfois, il est noble toujours.
On voit tant de mauvais naturel de nos jours,
Que ce brillant monté m'a plu, je le confesse.

On voit (c'est un beau tort) que le commun le blesse
Et qu'il veut une langue à part pour ses amours;
Qu'il croit les honorer par d'étranges discours;
C'est là de ces défauts où le cœur s'intéresse.

C'était le vrai pour lui que ce faux tant blâmé;
Je sens que volontiers, femme, je l'eusse aimé.
Il a d'ailleurs des vers pleins d'un tendre génie :

Tel celui-ci, charmant, qui jaillit de son cœur :
« *Il faut finir mes jours en l'amour d'Uranie.* »
Saurez-vous comme moi comprendre sa douceur?

Si je fay quelque songe,
J'en suis espouvanté;
Car mesme son mensonge
Exprime de mes maux la triste vérité.

La pitié, la justice,
La constance et la foy,
Cédant à l'artifice,
Dedans les cœurs humains sont esteintes pour moy.

En un cruel orage
On me laisse périr,
Et courant au naufrage,
Je voy chacun me plaindre et nul me secourir.

Félicité passée
Qui ne peux revenir,
Tourment de ma pensée,
Que n'ai-je, en te perdant, perdu le souvenir!

De ces couplets, le dernier surtout (fortune singulière!) a survécu durant deux siècles; nos mères le savent encore et l'ont chanté. Léonard et La Harpe à l'envi l'avaient rajeuni en romance. Fontenelle a remarqué que les solitaires de Port-Royal le trouvèrent si beau, qu'ils le voulurent consacrer en le citant. Dans le commentaire de Job en effet (chap. XVII), à ce verset : *Dies mei transierunt, cogitationes meæ dissipatæ sunt torquentes cor meum*, « on pourrait peut-être, pour expliquer cet endroit, dit M. de Saci, qui aimait les vers bien qu'il eût rimé les *Racines grecques*, on pourrait se servir ici de ces petits vers qui en renferment le sens : *Félicité passée...* » Mme Guyon, dans ses *Lettres spirituelles* (la XXXe), s'est plue également à appliquer ce même couplet à l'amour de Dieu, dont elle croit voir qu'il n'y a plus trace autour d'elle. Les dévots tant soit peu tendres ont de la sorte adopté et répété, sans en trop presser le sens, ce refrain mélancolique, que les cœurs sensibles pourraient passer la moitié de leur vie à redire, après avoir passé la première moitié à goûter ces autres vers non moins délectables du même Bertaut :

Et constamment aimer une rare beauté
C'est la plus douce erreur des vanités du monde.

Le bon évêque a ainsi rencontré la double expression charmante de l'amour durable et de l'éternel regret. Il a dit quelque part encore en une complainte :

Mes plaisirs s'en sont envolez,
Cédans au malheur qui m'outrage;
Mes beaux jours se sont escoulez
Comme l'eau qu'enfante un orage;
Et s'escoulans ne m'ont laissé
Rien que le regret du passé.

Bertaut, tout nous le prouve, était de ces natures dont la vivacité dure très peu et n'atteint pas, et qui commencent de très bonne heure à regretter. Mais dans ces langueurs continuelles, sous cette mélancolie monotone, il est impossible de méconnaître un certain progrès d'élégance, un certain accent *racinien*, *lamartinien*, comme on voudra l'appeler. *Félicité passée* semble d'avance une note d'*Esther* (1).

On a fort loué la pièce de vers *sur la mort de Caleryme;* sous ce nom, le poète évoque et fait parler Gabrielle d'Estrées; il suppose que, six jours après sa mort, cette *Caleryme* apparaît en songe à son amant, le royal *Anaxandre*, et qu'elle lui donne d'excellens, de chastes conseils, entre autres celui de ne plus s'engager à aucune maîtresse, et d'être fidèle à l'épouse que les dieux lui ont destinée. L'idée, on le voit, est pure et le conseil délicat. Dans cet ingénieux plaidoyer, Gabrielle devient une espèce de La Vallière; le prochain aumônier de Marie de Médicis, et qui l'était probablement déjà lorsqu'il recourait à cette évocation, se sert, à bon droit ici, de son talent élégiaque comme d'un pieux moyen. Mais le premier Bourbon se laissa moins persuader aux mânes après coup sanctifiés de sa chère maîtresse, que son dernier successeur qu'on a vu jusqu'au bout demeurer fidèle au souvenir de mort de Mme de Polastron. Quant à la pièce même de Bertaut, elle eut sans doute de l'élégance pour son temps; je ne saurais toutefois, dans l'exécution, la distinguer expressément des styles poétiques contemporains de D'Urfé et de Du Perron. J'aime bien mieux, pour faire entier honneur au poète, rapporter les vers les plus soutenus qu'il ait certainement composés,

(1) Ce qui ne veut pas dire le moins du monde (ceci une dernière fois pour réserve) que Racine soit de la postérité *littéraire* de Bertaut, que Bertaut ait trouvé, ait deviné d'avance la *manière*, le *faire* du maître. Je ne parle plus du Racine des stances à Parthénisse, mais du Racine véritable, de celui d'après Boileau. Ils eurent certains traits en commun dans leur sensibilité, voilà tout. Si Bertaut fit un reste d'école, c'est du côté direct de l'hôtel Rambouillet. Racine, en un ou deux hasards, lui ressemble un peu; mais Mme de La Suze, dans le *tous les jours* de ses élégies, lui ressemble encore plus.

une image naturelle et rare, développée dans une heureuse plénitude. C'est tiré d'une élégie où il exprime ses ennuis quand il perd de vue sa dame, et où il se plaint de leurs tourmens inégaux dans l'absence :

Mais las! pourquoy faut-il que les arbres sauvages
Qui vestent les costeaux ou bordent les rivages,
Qui n'ont veines ni sang qu'Amour puisse allumer,
Observent mieux que nous les loix de bien aimer?

On dit qu'en Idumée, ès confins de Syrie,
Où bien souvent la palme au palmier se marie,
Il semble, à regarder ces arbres bienheureux,
Qu'ils vivent animez d'un esprit amoureux;
Car le masle, courbé vers sa chère femelle,
Monstre de ressentir le bien d'estre auprès d'elle :
Elle fait le semblable, et pour s'entr'embrasser
On les voit leurs rameaux l'un vers l'autre avancer.
De ces embrassemens leurs branches reverdissent,
Le ciel y prend plaisir, les astres les bénissent,
Et l'haleine des vents souspirans à l'entour
Loue en son doux murmure une si sainte amour.
Que si l'impiété de quelque main barbare
Par le tranchant du fer ce beau couple sépare,
Ou transplante autre part leurs tiges désolez,
Les rendant pour jamais l'un de l'autre exilez;
Jaunissans de l'ennuy que chacun d'eux endure,
Ils font mourir le teint de leur belle verdure,
Ont en haine la vie, et pour leur aliment
N'attirent plus l'humeur du terrestre élément.

Si vous m'aimiez, hélas! autant que je vous aime,
Quand nous serions absens, nous en ferions de mesme;
Et chacun de nous deux regrettant sa moitié,
Nous serions surnommez les palmes d'amitié (1).

Nous tenons la plus belle page, et même la seule vraiment belle page de Bertaut. Ailleurs il n'a que des notes éparses; ici il prend de l'haleine; la force de la sensibilité a fait miracle et l'a ramené à la poésie continue de l'expression :

Loue en son doux murmure une si sainte amour.

(1) « Cette comparaison, dit M. H. Martin en son mémoire, avait déjà été exprimée avec une heureuse simplicité dans le *Lai du Chevrefoil*, par Marie de France, poète français du XIIIe siècle. Elle a été développée avec une admirable poésie dans l'élégie de Goethe, intitulée *Amyntas*. »

On croit entendre le bruit des palmiers. Théocrite, en son charmant dialogue entre Daphnis et une bergère, a un vers où se joue, un peu moins saintement, une image semblable. — J'entends du bruit; où fuir? s'écrie la bergère. — Et Daphnis répond :

C'est le bruit des cyprès qui parlent d'hyménée (1).

(1) Ainsi l'a traduit Le Brun. André Chénier a dit :

C'est ce bois qui de joie et s'agite et murmure.

Le vers grec a bien plus de légèreté, de *liquides*, et celui de Bertaut en douceur le rendrait mieux. Je trouve encore, dans des vers de notre ami Fontaney, une image toute pareille sur les arbres *aux murmures parlans*. C'est au milieu d'une pièce que, comme souvenir, je prendrai la liberté de citer au long. Elle s'adresse à un objet qui n'était pas celui de la passion finale dans laquelle nous l'avons vu mourir.

Quand votre père octogénaire
Apprend que vous viendrez visiter le manoir,
Ce front tout blanchi qu'on vénère
De plaisir a rougi, comme d'un jeune espoir.

Ses yeux, où pâlit la lumière,
Ont ressaisi le jour dans un éclair vermeil,
Et d'une larme à sa paupière
L'étincelle allumée a doublé le soleil.

Il vous attend : triomphe et joie!
Des rameaux sous vos pas! chaque marbre a sa fleur.
Le parvis luit, le toit flamboie,
Et rien ne dit assez la fête de son cœur.

Moi qui suis sans flambeaux de fête;
Moi qui n'ai point de fleurs, qui n'ai point de manoir,
Et qui du seuil jusques au faîte
N'ornerai jamais rien pour vous y recevoir;

Qui n'ai point d'arbres pour leur dire
Ce qu'il faut agiter dans leurs tremblans sommets;
Ce qu'il faut taire ou qu'il faut bruire;
Chez qui, même en passant, vous ne viendrez jamais;

Dans mon néant, ô ma princesse,
Oh! du moins j'ai mon cœur, la plus haute des tours;
Votre idée y hante sans cesse;
Vous entrez, vous restez, vous y montez toujours.

Là, dans l'étroit et sûr espace,
Vous monterez sans fin par l'infini degré;
Amie, et si vous êtes lasse,
Plus haut, montant toujours, je vous y porterai!

Ayant atteint ce sommet des *deux palmiers*, cette couronne subsistante de Bertaut, je ne saurais qu'affaiblir en continuant. Je crois n'avoir rien omis de lui qui puisse donner du regret. Il n'y aurait pas, après le naufrage des temps, de quoi former de ses débris un volume, si mince qu'il fût; c'est assez du moins qu'on y trouve de quoi orner un éloge et rattacher avec honneur son nom dans la mémoire des hommes. A cette fin, deux ou trois clous d'or suffisent. J'ai quelquefois admiré, et peut-être en me l'exagérant, la différence de destin entre les critiques et les poètes, j'entends ceux qui ont été vraiment poètes et rien que cela. Des critiques, me disais-je, on ne se rappelle guère après leur mort que les fautes; elles se rattachent plus fixement à leur nom, tandis que la partie vraie, c'est-à-dire qui a triomphé, se perd dans son succès même. Qui donc parle aujourd'hui de La Harpe, de Marmontel, que pour les tancer d'abord, pour les prendre en faute, ces hommes qui avaient pourtant un sentiment littéraire si vif, et qui savaient tout ce qu'on exigeait de leur temps? Ainsi avons-nous fait nous-même en commençant, ainsi à notre tour on nous fera. Des simples poètes, au contraire, quand tout est refroidi, on se rappelle à distance et l'on retient plutôt les beautés.

L'histoire littéraire, quand on l'a prise surtout en vue du goût, en vue de la critique active du moment, est vite renouvelée. Il en est d'elle comme d'un fonds commun, elle appartient à tous et n'est à personne; ou du moins les héritiers s'y pressent. Le procès à peine vidé recommence. Aussi, les jours de printemps et de rêve, on paierait plus cher un buisson, un coin de poésie, une stance à la Bertaut, où l'on se croirait roi (roi d'Yvetot), que ces étendues littéraires contestées, d'où le dernier venu vous chasse.

SAINTE-BEUVE.

DU

GOUVERNEMENT

REPRÉSENTATIF

EN FRANCE ET EN ANGLETERRE,

PAR M. L. DE CARNÉ.[1]

Il y aurait, sous ce titre, un beau livre à faire. Comparer le gouvernement représentatif en Angleterre et en France dans son origine et dans ses développemens; rechercher jusqu'à quel point, chez chacun des deux peuples, il est en harmonie avec les mœurs, avec les lois, avec l'état social tout entier; découvrir, en s'appuyant du raisonnement et de l'expérience, quelles sont, dans les deux pays, ses ressemblances et ses différences, ses conditions communes et ses conditions particulières; arriver ainsi à bien comprendre les diffi-

(1) Librairie d'Olivier Fulgence, rue Cassette.

cultés diverses qu'il doit rencontrer et les obstacles qu'il doit vaincre, tel serait le sujet de ce livre, un des plus instructifs et des plus intéressans que l'on puisse concevoir. Malheureusement, pour être digne du sujet, un tel livre exigerait deux choses fort rares de notre temps et peu conciliables avec la vie politique, de longues études et une parfaite impartialité.

M. de Carné, qui dans de nombreux écrits a prouvé qu'il ne manque ni de l'une ni de l'autre de ces deux choses, aurait pu tenter l'œuvre. Il ne l'a pas fait, et s'est contenté de réunir, en les complétant, plusieurs articles déjà publiés. Mais à défaut de l'unité et de l'enchaînement rigoureux qu'on ne peut demander à un livre ainsi composé, celui de M. de Carné se distingue par des aperçus souvent très justes, surtout en ce qui concerne l'Angleterre. Il est aisé de voir que les institutions anglaises, ces institutions dont on parle tant, et que l'on connaît si mal, ont été étudiées par M. de Carné, non à la surface et dans leur apparence, mais au fond et dans leur réalité. Rien de ce qu'elles ont d'obscur et de compliqué ne lui échappe, et il paraît en posséder l'esprit non moins bien que la lettre. Son livre, tout incomplet qu'il est, mérite donc l'attention sérieuse et réfléchie des hommes politiques, de ceux surtout qui, par une comparaison éclairée, veulent se rendre compte des imperfections absolues ou relatives de nos institutions, et des moyens de les améliorer. Pour ma part, c'est sous ce point de vue uniquement que je me propose de l'examiner. Presque toujours d'accord avec M. de Carné sur le mal, je le suis plus rarement sur le remède. Mais ce sont là des questions que la controverse éclaire, et à l'égard desquelles toute opinion sincère a besoin de faire ses réserves. Quelles que soient d'ailleurs sur plusieurs points les dissidences qui nous séparent, M. de Carné et moi, nous voulons tous deux le gouvernement représentatif vrai, c'est-à-dire un gouvernement représentatif qui ne soit pas chaque jour dénaturé et faussé. Il s'agit donc entre nous du moyen, non du but, ce qui facilite et simplifie beaucoup la discussion.

Quand on examine le jeu du gouvernement représentatif en Angleterre et en France, il est impossible de n'être pas frappé, avec M. de Carné, de tout ce qu'il a, dans un de ces deux pays, de plus régulier, de plus puissant que dans l'autre. Là deux grands partis, fortement constitués, le premier qui gouverne, le second qui aspire à gouverner, mais qui tous deux ont leurs principes établis, leurs chefs avoués, leur drapeau déployé; ici une multitude de coteries sans drapeau, sans chefs, presque sans principes, qui se rapprochent

et se séparent, s'unissent et se divisent, arbitrairement et confusément; là une lutte organisée et sérieuse dont l'issue laisse le pouvoir dans les mains où il se trouve, ou le fait passer en d'autres mains, mais sans ébranler le pouvoir lui-même, sans affaiblir les hommes, sans porter atteinte aux caractères et aux opinions; ici des combats, ou, pour mieux dire, des escarmouches sans motif et sans but, où le pouvoir périt, où les hommes s'usent, où les opinions et les caractères s'énervent et se dégradent; là enfin une transaction large et féconde entre les grands principes et les grands intérêts sociaux qui se partagent le pays; ici de mesquins compromis entre des ambitions personnelles et des intérêts particuliers : tel est, dans ses lignes principales, le triste tableau que trace M. de Carné, tableau un peu chargé peut-être, mais qui, malheureusement, est loin de manquer de vérité. Il faut ajouter que ce qui s'est passé récemment n'est guère propre à rendre la confiance à ceux qui l'ont perdue. En mettant le pouvoir au concours entre toutes les opinions et toutes les capacités, le gouvernement représentatif, plus que tout autre, exige que les opinions se groupent, que les capacités se classent, et que de petites dissidences et de pauvres jalousies ne viennent pas chaque jour rompre le faisceau à peine formé, et interrompre l'œuvre à peine commencée. Il exige aussi que les ambitions restent subordonnées aux principes, et non les principes aux ambitions. Or, est-ce ainsi que le gouvernement représentatif est aujourd'hui pratiqué? Il est, tout le monde le sent, parfaitement absurde d'ériger l'immobilité en règle absolue, et de prétendre qu'une fois entré dans une association politique, on est tenu d'y rester toute sa vie, même quand on croit qu'elle s'égare. Mais quand on appartient à un parti, il faut de graves motifs pour en changer; et quand on en a changé, il en faut de plus graves encore pour en changer de nouveau. Supposez donc que l'on prenne l'habitude d'aller et venir d'un camp à l'autre au gré de son caprice ou de son intérêt; supposez que l'on porte aujourd'hui la majorité à droite, demain à gauche, selon qu'à droite ou à gauche on espère rencontrer moins de rivalité et plus de chances personnelles; supposez en un mot que l'on donne au pays le spectacle d'évolutions aussi rapides qu'imprévues, et qui n'ont d'autre raison que les calculs d'une ambition impatiente ou les conseils d'un amour-propre jaloux : n'est-il pas évident qu'il en résultera deux choses fort graves, l'une que, flottant au milieu de tant d'oscillations, le gouvernement ne parviendra pas à s'asseoir, l'autre, que le pays perdra toute foi dans les hommes et dans les institutions? Alors le

gouvernement représentatif pourrait réellement descendre, selon l'expression de M. de Carné, à n'être plus qu'une table de jeu où de petits groupes, pressés derrière quelques joueurs, parieraient pour les uns ou pour les autres, selon la fantaisie du moment et le vent de la fortune. Alors aussi il ne faudrait pas s'étonner, pour parler encore comme M. de Carné, que des tentatives hardies jusqu'à la témérité aboutissent à des résultats mesquins jusqu'au ridicule.

Assurément une telle situation, si elle existe, est déplorable, et l'on ne peut trop s'affliger de voir les passions personnelles prévaloir à ce point sur les intérêts généraux. Pour être juste, il faut pourtant convenir qu'il est des temps plus favorables que d'autres à cette altération du gouvernement représentatif. Le gouvernement représentatif, on ne doit pas l'oublier, donne aux opinions et aux partis le moyen de se produire et de lutter régulièrement; mais il ne crée ni les opinions ni les partis. Quand il y a dans les uns et dans les autres épuisement et confusion, il est donc naturel que les ambitions, plus à l'aise, se donnent plus librement carrière, et que les questions de personnes jouent un rôle excessif. Or, c'est là, sous quelques rapports, notre situation actuelle. Pendant les années qui ont précédé et celles qui ont suivi la révolution de 1830, le gouvernement représentatif a fonctionné en France aussi bien qu'en Angleterre. C'est qu'alors il y avait entre des idées et des intérêts considérables une dissidence sérieuse et un véritable combat. Dans les années qui ont précédé 1830, c'était la lutte organisée, systématique, ardente, de la monarchie constitutionnelle contre l'ancien régime, et des classes moyennes, dans l'acception la plus large du mot, contre l'aristocratie. Après 1830, c'était la lutte de la monarchie constitutionnelle contre la république et des classes moyennes contre une démocratie turbulente. De là, aux deux époques, des partis sérieux, sincères, et qui offraient chaque jour à la discussion un terrain solide et nettement défini. Chacun alors, selon ses opinions ou ses tendances, était forcé de se ranger dans l'un ou l'autre des deux camps; mais, en 1834 et 1835, la république a été vaincue, comme l'avait été l'ancien régime en 1830. La monarchie constitutionnelle et les classes moyennes sont donc restées maîtresses du terrain, maîtresses comme on l'est après une lutte longue et pénible, c'est-à-dire presque sans contre-poids. Alors les vieux cadres se sont brisés, sans que de nouveaux se soient formés, et le pêle-mêle a commencé. Deux questions pourtant étaient restées, celles de la puissance parlementaire à l'intérieur et de la dignité nationale à l'extérieur, questions graves, qui, nettement po-

sées, coupèrent pour un moment la chambre en deux, et rendirent au gouvernement représentatif un peu d'action et de vie. Mais, après avoir rallié une majorité dans les élections, ces questions, trop abstraites peut-être pour devenir facilement populaires, disparurent dans la mêlée des rivalités personnelles et des querelles intestines. La confusion recommença donc, et avec elle le règne des intérêts privés et l'abaissement du gouvernement représentatif.

Maintenant, une telle situation peut-elle, doit-elle durer? Je ne saurais le penser. Déjà, au milieu de la lassitude et de l'indifférence générale, on voit poindre certaines idées et certains sentimens qui doivent rendre à la lutte politique, dans les chambres et hors des chambres, le terrain qui lui manque. Malgré les efforts que l'on a faits et que l'on fait encore pour l'obscurcir, la question extérieure s'est fort éclaircie depuis six mois, et tout annonce qu'elle est à la veille de s'éclaircir plus encore. Quant à la question intérieure, il est impossible que, sous une forme ou sous l'autre, le combat bientôt ne s'engage pas franchement entre ceux qui aiment la révolution de 1830 et ceux qui la tolèrent, entre ceux qui croient au gouvernement représentatif et ceux qui n'y croient pas, entre ceux qui veulent marcher en avant et ceux qui s'efforcent de revenir en arrière. Or, une fois ce combat engagé, il est bien clair qu'il restera moins de place aux passions égoïstes et aux calculs individuels.

Quoi qu'il en soit, et tout en reconnaissant que l'état actuel n'est point et ne saurait être l'état normal et permanent du gouvernement représentatif, est-il permis d'espérer que ce gouvernement accomplisse ses fonctions en France exactement comme en Angleterre, avec autant de précision et de régularité? En d'autres termes, peut-on demander à nos assemblées législatives un classement d'opinions et d'hommes aussi systématique, aussi fixe, aussi durable, que celui dont les assemblées législatives anglaises donnent encore aujourd'hui un exemple éclatant? Je ne le pense pas, et, bien que le mécanisme des deux gouvernemens soit à peu près semblable, il est facile d'apercevoir, soit dans l'origine et le développement de chacun d'eux, soit dans le milieu où ils existent, des différences notables, et qui doivent nécessairement modifier leur manière d'être. Ce sont les principales de ces différences que je vais essayer de signaler.

On sait comment, en Angleterre, le gouvernement représentatif est né et s'est développé. Quand la conquête normande vint détruire les vieilles libertés saxonnes et leur substituer le régime féodal et militaire, il y eut d'abord entre le peuple conquérant et le peuple

conquis séparation absolue et radicale. Le peuple conquérant alors commandait; le peuple conquis obéissait ou s'insurgeait, et chacun restait dans son camp. Mais le jour où les Saxons, définitivement soumis, n'eurent plus l'espoir de recouvrer leur indépendance, il ne tarda pas à se manifester au sein même du peuple vainqueur, entre le roi et la noblesse, une scission et une lutte dont le peuple vaincu profita, en faisant acheter tantôt à l'un, tantôt à l'autre, son concours et son appui. Néanmoins c'est à la cause de la noblesse surtout que le peuple lia la sienne; c'est par la noblesse et le peuple réunis que s'opérèrent toutes les grandes conquêtes du droit commun et de la liberté depuis la grande charte de Jean-Sans-Terre jusqu'à la fameuse pétition de 1628, et jusqu'au bill des droits de 1688. A vrai dire, dans toutes ces luttes, du moins jusqu'aux Stuarts, la bourgeoisie, ailleurs si puissante et si considérable, ne joua jamais le premier rôle. Pendant les XIVe et XVe siècles, les villes et bourgs se défendaient encore d'envoyer des députés au parlement. Pendant le XVIe siècle, une portion importante de la classe moyenne, les légistes, étaient les auxiliaires ardens et systématiques de la prérogative royale contre la prérogative parlementaire.

Vers la fin du règne d'Élisabeth, et sous Jacques Ier, les dissidens, qui appartenaient en général à la bourgeoisie, commencèrent pourtant à apporter dans la chambre des communes un esprit nouveau et à y parler un langage inaccoutumé. Pendant la révolution, ils en devinrent les maîtres, et pour quelque temps l'aristocratie sembla disparaître de la scène politique. Mais à cette époque même, les idées aristocratiques, sinon les personnes, continuèrent à exercer sur les affaires une très grande influence. La preuve, c'est que les fiers républicains qui coupaient la tête d'un roi et proclamaient le règne de l'égalité, laissèrent en paix le sol, et ne touchèrent que faiblement aux institutions auxquelles l'aristocratie devait toute sa puissance. Aussi, la bourrasque une fois passée, l'aristocratie ne tarda-t-elle pas à reprendre ses avantages et à faire de nouveau sentir sa vieille prépondérance. Ce fut elle qui dirigea le mouvement de 1688, et qui mit la couronne sur la tête de Guillaume. Ce fut elle qui, sous les règnes suivans, tint le gouvernement en ses mains. Sous George II, M. de Carné le remarque avec raison, la chambre des communes, par voie de nomination directe ou d'influence, était devenue en quelque sorte une annexe de la pairie. A titre de pouvoir électif, la chambre des communes, dès cette époque, avait nominalement la part la plus active et la plus considérable dans le gouvernement du

pays; mais la majorité de la chambre des communes appartenait à la chambre des pairs, qui gouvernait ainsi indirectement et par procuration.

On peut prétendre, je le sais, que tout cela était vrai avant le bill de réforme et ne l'est plus aujourd'hui; cependant il faut se garder de prendre l'apparence pour la réalité. Depuis le bill de réforme, il est incontestable que l'Angleterre offre le spectacle tout nouveau d'un ministère qui se maintient à l'aide de quelques voix de majorité dans la chambre des communes, malgré l'opposition systématique et permanente des deux tiers de la chambre des lords. Mais outre que la chambre des lords, composée en majorité de pairs nommés depuis soixante ans, ne représente peut-être pas exactement l'aristocratie du pays, il faut se demander encore à quoi tient cette situation et combien de temps elle durera. Or, si l'on va au fond des choses, on voit d'une part que l'aristocratie whig n'est guère moins attachée à ses prérogatives que l'aristocratie tory; de l'autre, que chaque année, depuis le bill de réforme, cette dernière gagne du terrain, et qu'aux prochaines élections son triomphe n'est pas douteux. Ainsi, des deux fractions de l'aristocratie anglaise, la plus libérale, celle qui a fait le bill de réforme, est à la veille d'être vaincue avec ses propres armes et sur son propre terrain. N'est-ce pas une preuve évidente que le gouvernement appartient pleinement encore à l'aristocratie?

Voilà pour le gouvernement. Quant à la société au milieu de laquelle le gouvernement existe, personne n'ignore à quel point l'élément aristocratique l'a envahie et pénétrée. La propriété, l'église, l'administration, l'armée, la justice même, tout en Angleterre est organisé de manière à donner à l'aristocratie une autorité immense et une prépondérance décisive. C'est à peine si, depuis le bill de réforme, quelques pierres se sont détachées de cet édifice si solide et si complet. Maîtresse presque absolue dans les campagnes, l'aristocratie anglaise ne l'est sans doute pas autant dans les villes, surtout dans les villes manufacturières. Là, elle rencontre de vives résistances et se voit sans cesse menacée par une démocratie ardente et turbulente. Mais cette démocratie ne serait en état de remporter la victoire que si les classes moyennes se mettaient franchement à sa tête. Or, les classes moyennes imprégnées elles-mêmes d'idées et de sentimens aristocratiques, paraissent peu se soucier jusqu'ici du dangereux honneur qui leur est offert. D'une part, la démocratie les effraie par ses violences; de l'autre, l'aristocratie est toujours prête à leur ouvrir ses rangs. Elles aiment donc mieux en définitive se laisser

absorber paisiblement par l'aristocratie que de risquer, en la combattant, d'être entraînées dans sa ruine.

En Angleterre, je le répète, le gouvernement représentatif est né de l'aristocratie et vit par elle. C'est tout le contraire en France, où, depuis bien des siècles, la royauté et le peuple se sont souvent unis contre l'aristocratie, jamais le peuple et l'aristocratie contre la royauté. Aussi, quand à la fin du dernier siècle la tutelle royale pesa aux classes moyennes, ces classes n'hésitèrent-elles pas à se mettre à la tête du peuple pour abattre, non la royauté d'abord, mais l'aristocratie, qu'elles considéraient comme leur véritable ennemie. C'est, on le sait, contre l'aristocratie que furent dirigés les premiers coups, les coups les plus sûrs de l'assemblée constituante. Dans les grandes et terribles luttes qui suivirent, un roi périt, mais non la royauté. L'aristocratie, au contraire, était morte avant qu'un seul aristocrate eût succombé. A vrai dire, c'est là le caractère commun de tous les essais de constitution royale, républicaine ou impériale, qui se succédèrent avec tant de rapidité. Despotiques ou libres, ces constitutions concoururent toutes à poursuivre jusque dans les recoins les plus cachés de nos institutions et de nos lois tout ce qui pouvait y rester encore d'élémens aristocratiques; et quand la vieille race royale reparut en 1814, elle trouva l'œuvre si bien faite, que force lui fut de l'accepter et de la consacrer. Quelques années plus tard, à la vérité, une tentative eut lieu, tentative timide et incomplète, pour jeter de nouveau dans la société française quelques germes aristocratiques. Mais cette tentative échoua de tout point. Depuis, d'ailleurs, est survenue la révolution de 1830, qui, en effaçant de la constitution et des lois les dernières apparences aristocratiques, a tranché définitivement la question. Aujourd'hui, quoi qu'on en puisse dire, la prépondérance en France appartient sans contestation aux classes moyennes, c'est-à-dire à tout ce qui, dans la nation, sait et peut, par l'intelligence et le travail, s'élever à l'aisance et conquérir l'indépendance. C'est là le résultat le plus certain de nos cinquante années de révolution.

A Dieu ne plaise que je songe un instant à me plaindre de ce résultat! Je l'accepte au contraire comme heureux, comme salutaire, comme glorieux pour mon pays. Tout en l'acceptant ainsi cependant, je ne puis méconnaître qu'il n'apporte dans la pratique du gouvernement représentatif quelques difficultés sérieuses. Si les aristocraties, même éclairées et ouvertes, ont pour les peuples qu'elles dirigent de notables inconvéniens, elles ont aussi, on ne peut le nier, de grandes

et nobles qualités, des qualités merveilleusement propres au gouvernement des états. Sans parler de la persévérance et de l'esprit de suite qui les distingue d'ordinaire, c'est quelque chose que de posséder dans un pays libre un certain nombre de familles dont les membres, par devoir et par honneur, se préparent dès l'enfance à la vie publique, étudient la science politique comme on étudie toute autre science, et se plient de bonne heure aux idées et aux habitudes qui rendent le jeu du gouvernement facile et régulier. De qui, au contraire, se compose en France la classe qui se trouve appelée à gouverner? D'hommes nés pour la plupart dans une condition médiocre, et qui, au sortir de l'enfance, ont été saisis par une profession libérale ou industrielle à laquelle ils ont voué leurs plus belles années; d'hommes par conséquent pour qui, dans les temps ordinaires, la politique est un intérêt secondaire, et qui aiment le gouvernement représentatif sans pouvoir en approfondir toutes les conditions. Qu'une telle classe, touchant par tous les points à la nation tout entière, soit bien plus que l'aristocratie anglaise en mesure de reproduire les idées, les sentimens, les instincts véritables du pays, je le crois, et c'est pourquoi je m'applaudis de voir le pouvoir entre ses mains; mais il est impossible d'attendre d'elle cette unité, cette fixité, cette connaissance réfléchie des vraies conditions du gouvernement, qui résultent en Angleterre de traditions non interrompues et d'une éducation spéciale. De là, dans la pratique, si ce n'est dans la théorie, des anomalies singulières et qui se manifestent tous les jours.

Je n'en citerai qu'un exemple, le plus frappant de tous. Assurément si, parmi les conditions du gouvernement représentatif, il en est une essentielle et fondamentale, c'est l'obligation pour chacun de ceux qui participent à ce gouvernement de faire un choix entre les deux grands partis qui se disputent le pouvoir, et, une fois ce choix fait, de subordonner souvent son opinion propre à celle de l'association dont on fait partie. Méconnaître cette obligation, c'est rendre le gouvernement impossible, ou du moins annuler le pouvoir parlementaire au profit d'un autre pouvoir. En Angleterre, cela est parfaitement compris, et chaque fois qu'une question de parti se présente, on peut, à cinq ou six voix près, faire d'avance le compte de tous ceux qui voteront dans un sens ou dans l'autre. Mais, il en faut convenir, une discipline si rigoureuse a quelque chose qui blesse au premier abord des sentimens naturels et honorables. Prendre ainsi le mot d'ordre et reconnaître des chefs, n'est-ce pas renoncer à son libre arbitre et abdiquer toute indépendance personnelle? Voilà ce que

l'on se dit et ce que l'on doit se dire dans un pays où l'éducation politique manque, où l'esprit d'association est faible, où l'idée de hiérarchie existe à peine. Il en résulte qu'à la seule pensée d'une majorité et d'une opposition organisées et systématiques, la conscience se révolte, l'amour-propre souffre, et que, par un mélange de bonnes et de mauvaises raisons, la confusion se maintient.

Ce n'est pas tout, et il y a au fond même des choses, et indépendamment des préjugés personnels, des difficultés non moins sérieuses. On parle beaucoup de l'incohérence et de la complication des institutions et des lois de l'Angleterre. On a raison, si on descend aux détails et à la lettre; on a tort, si on s'arrête à l'ensemble et à l'esprit. Quand on étudie avec quelque soin les institutions et les lois de l'Angleterre, on ne peut manquer de voir qu'elles découlent d'une même source, qu'elles tendent vers un même but, et que, malgré une foule d'anomalies plus apparentes que réelles, elles sont coordonnées dans une même pensée. Cette pensée est celle du gouvernement parlementaire, sous la direction prépondérante de l'aristocratie. En France au contraire, il y a cinq ou six gouvernemens superposés l'un à l'autre, et dont chacun a laissé des traces dans les institutions et dans les lois. De ces gouvernemens, les plus puissans, les plus vivaces, sont sans contredit la monarchie administrative telle que l'empire l'avait fondée, et la monarchie constitutionnelle telle que l'ont établie 1814 et 1830. Or il n'est pas toujours facile de faire vivre ces deux monarchies en bonne intelligence et de les mettre d'accord. Quoi que l'on fasse pour les concilier, de leur coexistence il naît sans cesse des conflits à régler et des problèmes à résoudre. Parmi ces conflits et ces problèmes, j'indiquerai brièvement ceux qui me paraissent le plus dignes d'attention.

La loi du gouvernement représentatif, il faut toujours le répéter, c'est que les opinions politiques se classent et se disputent la majorité dans les chambres et dans le pays; celle qui obtient la majorité prend le pouvoir : elle le perd, et devient à son tour opposition, le jour où la majorité lui échappe. Sur ce point, tout le monde est d'accord en France comme en Angleterre; mais il s'en faut que dans les deux pays les conséquences soient les mêmes. En Angleterre, rien de plus simple et de mieux réglé d'avance. Comme les partis existent dans le pays, chacun avec sa clientèle propre et ses moyens d'attaque et de défense; comme de plus le gouvernement, à titre de gouvernement, n'a presque point d'influence et que le nombre des fonctionnaires qui relèvent et dépendent de l'autorité centrale est très peu

considérable, le pouvoir peut passer d'un parti à l'autre sans trouble, sans commotion, sans réaction véritable. Dans la chambre des communes et dans la chambre des lords, on change, sans aucune espèce de contestation, une quarantaine de fonctionnaires politiques et d'officiers de la maison royale; après quoi l'opposition va s'asseoir sur les bancs ministériels, le parti ministériel sur les bancs de l'opposition, et tout est fini. Dans le pays, il y a, s'il est possible, moins à faire encore. Partout en effet les fonctions sont électives ou appartiennent collectivement et sans distinction d'opinion aux principaux propriétaires. Tout au plus, quand le ministère change, remarque-t-on sur la liste annuelle des lords lieutenans et des sheriffs quelques noms de plus ou de moins. Quant aux électeurs, que le drapeau qu'ils suivent par choix ou par nécessité soit pour le moment celui du ministère ou celui de l'opposition, ils n'y gagnent pas plus qu'ils n'y perdent; ceux qui sont honnêtes trouvent d'un côté comme de l'autre le moyen de défendre leur opinion, ceux qui ne le sont pas le moyen de vendre leur vote. Chaque parti conserve donc sa force relative, et aucune existence n'est sérieusement dérangée.

Voyons maintenant si en France il en peut être de même. En France, au lieu d'institutions provinciales et locales, il y a la centralisation; au lieu d'une administration gratuite, une administration salariée; au lieu d'une justice rendue par l'aristocratie et par le peuple, une justice rendue par des magistrats au choix royal et disséminée sur tous les points du territoire; au lieu enfin de fonctions électives ou confiées presque exclusivement à certaines familles, des fonctions dont le ministre est le distributeur et auxquelles tout le monde peut prétendre. Ajoutez que ces fonctions sont innombrables, et que, dans la modicité actuelle des fortunes, elles se trouvent naturellement enviées et recherchées par les classes moyennes, c'est-à-dire par les classes qui composent en grande majorité les colléges électoraux et qui remplissent la chambre.

La première conséquence d'un tel état de choses, c'est qu'il y ait dans les chambres un très grand nombre de fonctionnaires publics. La seconde, c'est qu'à chaque changement ministériel une grave difficulté surgisse inévitablement. Peut-on exiger en effet qu'à chaque changement ministériel tous les fonctionnaires publics, ceux du moins qui sont amovibles, donnent leur démission et soient remplacés par d'autres? Personne n'oserait le dire. En France, les fonctions publiques, pour la plupart de ceux qui les occupent, ne sont point l'accessoire, mais le principal. C'est une carrière comme celle du commerce,

du barreau ou de la médecine, que l'on embrasse à son entrée dans la vie, et dont on attend son existence et celle de sa famille. Il serait donc souverainement injuste d'interrompre ou de briser cette carrière chaque fois qu'une opinion politique enlève à l'autre le pouvoir. Aussi, en dépit de toutes les théories, le corps des fonctionnaires, à l'exception d'un petit nombre d'hommes politiques qui entrent et sortent avec leurs amis, reste-t-il précisément le même, quel que soit le ministère. De là, pour plusieurs de ces fonctionnaires, pour ceux qui participent jusqu'à un certain point à l'action politique, une situation délicate et fâcheuse. Si, fidèles à leur opinion, ils se placent franchement dans l'opposition, il en résulte le relâchement de tous les liens hiérarchiques, et l'affaiblissement du pouvoir dans un temps où les liens hiérarchiques sont déjà si peu solides et où le pouvoir a besoin de toute sa force. Si, plus fonctionnaires que députés, ils prêtent successivement leur appui à tous les ministères, il s'ensuit pour eux-mêmes, pour la chambre dont ils font partie, la plus déplorable déconsidération. Les fonctionnaires dont je parle se trouvent donc obligés de naviguer entre deux écueils également dangereux, et, quelle que soit leur dextérité, il est bien difficile qu'ils ne touchent pas l'un ou l'autre. Ce n'est point à eux qu'il faut s'en prendre, mais à la situation qui leur est faite, situation tellement fausse, que les plus habiles et les meilleurs n'y peuvent échapper entièrement.

Comment sortir de là, et par quel moyen guérir un mal si profondément enraciné? Cela, je le sais, est fort difficile, et quand avec un des ministres actuels on a dit « qu'il y a quelque chose à faire, » on n'est pas beaucoup plus avancé. Il me semble pourtant que la première de toutes les opérations devrait être un classement méthodique et raisonné des fonctionnaires publics. Ainsi, il y a des fonctionnaires purement politiques qui tout naturellement entrent et sortent en même temps que l'opinion à laquelle ils appartiennent. Il y a des fonctionnaires administratifs et judiciaires qui peuvent sans inconvénient et sans désordre conserver à l'égard de tous les cabinets la plénitude de leur indépendance. Il y a enfin des fonctionnaires mixtes, en quelque sorte, dont les fonctions ne sont pas assez exclusivement politiques pour qu'on puisse exiger d'eux, à chaque crise ministérielle, le sacrifice de leur état, pas assez exclusivement administratives et judiciaires pour qu'une opposition décidée et systématique de leur part n'introduise pas au sein même du pouvoir un élément de trouble et de désorganisation. De ces trois catégories, les deux premières, à des titres divers, sont très bien placées dans la chambre.

La troisième, dans son propre intérêt, comme dans celui de la chambre, devrait en être exclue. En 1831, certains fonctionnaires ont déjà été déclarés inéligibles, entre autres les préfets, et dans la dernière discussion sur ce sujet, plusieurs adversaires du principe des incompatibilités ont paru le regretter. Comprend-on pourtant un préfet faisant à Paris une opposition systématique au ministère dont en province il est en quelque sorte la personnification? Or, ce qui est vrai des préfets l'est également de plusieurs autres fonctionnaires, bien qu'à un moindre degré.

Quoi qu'il en soit, en supposant ce classement opéré, il ne le sera jamais assez bien pour que la monarchie administrative et le gouvernement représentatif ne se heurtent plus d'une fois encore dans la personne des fonctionnaires publics membres de la chambre. Si maintenant de la chambre on passe au corps électoral, on voit apparaître d'autres difficultés.

L'administration est ainsi organisée en France, que chaque jour, à chaque heure, les localités comme les individus ont quelques bienfaits à attendre du pouvoir central. Secours pour les églises, pour les écoles, pour les bureaux de bienfaisance, tout se distribue à Paris avec une justice qui n'exclut pas toute faveur. De plus, dans l'état de notre société et de nos mœurs, il n'est peut-être pas une famille qui ne sollicite pour un ou pour plusieurs de ses membres soit l'entrée dans une carrière publique, soit un avancement qui peut tarder plus ou moins long-temps. Or, comme, par une pente bien naturelle, les ministres sont plus disposés à écouter leurs amis que leurs adversaires, il est évident que la situation des localités et des individus est loin d'être la même quand le député qui les représente est ministériel ou de l'opposition. Dans le premier cas, on obtient quelquefois même ce qui n'est pas dû. Dans le second, on n'obtient pas toujours même ce qu'on a droit d'obtenir. Et qu'on ne dise pas que les choses se passent de même en Angleterre. En Angleterre, où le droit électoral est placé bien plus bas, le trafic des votes et des consciences se fait presque publiquement, et la corruption, malgré toutes les lois qui la condamnent, marche le front levé. C'est un grand mal, un mal honteux; mais, en Angleterre, je l'ai déjà dit, le ministère et l'opposition disposent des mêmes moyens et se battent à armes égales. En France, tout l'avantage est pour le parti ministériel, quel que soit le ministère.

Ici, qu'on le remarque bien, je touche à quelque chose de très sérieux, et qui, dans un avenir peu éloigné, peut avoir des consé-

quences auxquelles on songe peu. Depuis dix ans, le parti qu'on appelle conservateur a été presque constamment en possession du pouvoir, et les élections se sont toujours faites sous ses auspices. C'est donc à lui qu'a appartenu presque exclusivement la dispensation de toutes les faveurs publiques et l'influence qui en est la conséquence. Mais il est impossible qu'un jour ou l'autre le parti conservateur ne soit pas, comme le parti tory en Angleterre, rejeté pour quelques années dans l'opposition. Que dira-t-il quand il verra tourner contre lui tous les moyens dont il s'est servi jusqu'ici? Beaucoup de personnes pensent que le parti conservateur ne résistera pas à l'épreuve, et qu'il se laissera vaincre presque sans combat. Cependant, c'est une chance que le parti conservateur doit prévoir; c'est une lutte à laquelle, dans un temps plus ou moins éloigné, il ne saurait échapper.

Il y a donc là, non pour un parti seulement, mais pour tous, un grave sujet de réflexion. Malheureusement, il est plus facile de signaler le mal que le remède. C'est quelque chose, ainsi qu'on l'a déjà tenté, que d'assujétir à des règles aussi fixes que possible la distribution des faveurs et des emplois publics. Mais, pour être justes et applicables, ces règles doivent encore laisser à l'arbitraire ministériel une très grande latitude. Il faut donc absolument que les mœurs viennent au secours des lois; s'il en était autrement, le jour arriverait peut-être où, entre les électeurs et les députés d'une part, entre les députés et les ministres de l'autre, il s'opérerait le plus déplorable partage, celui par lequel les électeurs et les députés abandonneraient le gouvernement aux ministres, les ministres l'administration aux députés et aux électeurs. On pourrait dire alors que la monarchie administrative de 1804 et la monarchie constitutionnelle de 1830 ont péri sous les coups l'une l'autre, et qu'il ne reste plus de chacune d'elles que de vaines formes et un déplorable simulacre.

Il est enfin, au sein même de l'administration, pour la dignité comme pour la liberté de son action, un dernier problème à résoudre. On reconnaît assez généralement que les fonctionnaires politiques ont le droit d'exercer tout autour d'eux, surtout à l'époque des élections, une certaine influence. En France, dit-on avec quelque raison, ceux qui soutiennent le gouvernement ont l'habitude de se reposer sur lui. Si le gouvernement paraît s'abandonner, ils s'abandonnent eux-mêmes. Il est donc nécessaire autant que juste que le gouvernement, par ses agens confidentiels, use, pour se défendre et pour faire triompher sa politique, de tous ses moyens honorables et légitimes d'influence et d'action. Renfermée dans de certaines limites,

cette théorie est inattaquable. Qu'on voie pourtant où elle conduit. Il existe en France quatre-vingt-six préfets et près de trois cents sous-préfets. Ce sont les fonctionnaires politiques par excellence, ceux à qui s'applique surtout la théorie dont il s'agit. Tant que le pouvoir, bien qu'il change de mains, reste dans le même parti, la situatiton est fort simple. Les quatre-vingt-six préfets et les trois cents sous-préfets parlent et agissent pour le parti qui gouverne, soutiennent ses amis et combattent ses adversaires. Mais un beau jour, à la suite d'une élection générale, le pouvoir se déplace et passe d'un parti au parti contraire; aussitôt, selon le cours naturel des choses et la loi du gouvernement représentatif, les ministériels deviennent membres de l'opposition, les membres de l'opposition ministériels; le pouvoir a d'autres principes, un autre langage, d'autres amis. Que feront alors les quatre-vingt-six préfets et les trois cents sous-préfets? Faut-il les renvoyer tous? ou bien doivent-ils soudainement, changeant de principes, de langage, d'amis, approuver tout ce qu'ils blâmaient, blâmer tout ce qu'ils approuvaient, et transporter des uns aux autres l'appui de leur influence? Dans le premier cas, quel trouble dans l'administration! Dans le second, quelle déconsidération pour les administrateurs!

On dit qu'en arrivant au pouvoir, chaque ministre de l'intérieur a soin d'adresser une circulaire aux préfets et aux sous-préfets pour leur demander une profession de foi explicite et une éclatante adhésion. En moins de cinq ans, les préfets et sous-préfets ont donc été invités à adhérer successivement au 22 février, au 6 septembre, au 15 avril, au 12 mai, au 1er mars et au 29 octobre, bien qu'entre ces divers cabinets il y ait eu non-seulement de notables dissidences, mais des luttes acharnées. Ajoutez que, pour l'instruction et l'édification des ministres futurs, toutes les réponses restent bien et duement classées à chaque dossier. Mais ce qui est possible dans le secret des cartons du ministère ne l'est pas au grand jour et dans la pratique journalière. Quand un fonctionnaire veut servir une opinion politique aux dépens d'une autre, il ne peut éviter de se prononcer à chaque instant par ses actes, par ses paroles, même par son silence. Il ne peut éviter de froisser ceux-ci en même temps qu'il est agréable à ceux-là. Comment donc veut-on que tout cela se fasse aujourd'hui dans un sens, demain dans l'autre, selon que le vent souffle, et que le ministre de l'intérieur vient de la gauche, de la droite ou du centre? Comment veut-on qu'ouvertement, publiquement, on avoue ainsi qu'on est un pur instrument, sans opinion comme sans volonté?

En vérité, c'est faire aux fonctionnaires une condition trop dure, trop abaissée, et je ne sais à ce prix quel homme honorable voudrait servir le gouvernement.

Qu'on creuse le sujet tant qu'on le voudra, et on arrivera toujours à une double impossibilité, celle de renouveler tous les deux ou trois ans le personnel de l'administration, celle de maintenir son influence en déconsidérant ses agens. La conséquence, c'est que, malgré toutes les circulaires et tous les ordres du monde, les fonctionnaires, quels qu'ils soient, bornent leur action politique à combattre les partis ennemis du gouvernement lui-même, ceux qui n'ont aucune espèce de chance d'arriver régulièrement au pouvoir; c'est qu'ils restent au contraire à peu près neutres entre les partis constitutionnels que le jeu des institutions appelle successivement au ministère. Ainsi, par la force des choses, se réalisera une théorie fort contestée et fort contestable à titre de théorie politique, mais dont l'application peut seule donner au pays une administration stable et considérée; j'ajoute qu'il en résultera pour tous les partis la nécessité de ne compter que sur eux-mêmes, et que c'est là un progrès qui, plus que tout autre, doit fortifier et vivifier l'esprit politique.

De tout ce que je viens de dire, faut-il conclure avec quelques écrivains que le gouvernement représentatif soit impossible en France, et qu'il ne puisse se maintenir qu'à condition d'être dénaturé? Pas le moins du monde. Il faut conclure seulement que le gouvernement représentatif en France n'est point encore arrivé à sa maturité, et qu'avant de s'être mis en harmonie parfaite d'une part avec l'état social et les mœurs, de l'autre avec la législation, il a encore bien des expériences à faire et des épreuves à subir. Ce n'est pas du premier coup que le gouvernement représentatif en Angleterre est arrivé au point où nous le voyons aujourd'hui, et plus d'une fois, pendant le courant du dernier siècle, ses plus fervens admirateurs ont pu douter de sa puissance et de sa vitalité. Or, quand l'aristocratie anglaise a mis cent cinquante ans pour compléter son œuvre, il n'est pas fort étonnant que la classe moyenne française n'ait pas achevé la sienne en moins de vingt-cinq ans. Au lieu de répéter, à chaque embarras nouveau qui se révèle, que « décidément le gouvernement représentatif n'est pas fait pour ce pays-ci, » qu'on sache donc se demander si cet embarras est accidentel ou fondamental, transitoire ou permanent. Dans le premier cas, qu'on en prenne son parti et qu'on laisse faire le temps; dans le second, qu'on cherche soigneusement, consciencieusement à résoudre le problème, à remédier au mal. Pour

cela, j'en conviens, il ne faut pas partir de cette supposition que tout est parfait dans notre code politique aussi bien que dans notre code administratif, même quand ils se contredisent et se paralysent l'un l'autre. J'ai, pour ma part, beaucoup d'admiration pour le système administratif si fortement lié, si vigoureusement organisé que la France doit à l'empire; j'ai beaucoup de foi dans le système représentatif tel que l'ont fait les vingt-cinq et surtout les dix dernières années; mais je crois qu'on n'a pas encore assez étudié ces deux systèmes dans leurs rapports et dans leur enchaînement. Pris à part, chacun d'eux pourrait être excellent, tandis que pris ensemble tous deux seraient imparfaits: il y aurait alors dans l'un ou dans l'autre, peut-être même dans l'un et dans l'autre, quelques modifications à introduire pour qu'ils ne se détruisissent pas mutuellement.

Si j'ai justement apprécié les causes principales par lesquelles le gouvernement représentatif est entravé et faussé, il est clair que ces causes gisent au cœur de notre société, et que les lois spéciales qui constituent les deux chambres y sont pour peu de chose. On se trompe donc étrangement quand on croit qu'en réformant ces lois, on affranchira subitement le gouvernement représentatif de tous les liens qui le garrottent. Je suis pourtant loin de dire que les lois dont il s'agit soient parfaites, et que tel ou tel changement partiel, habilement conçu et prudemment exécuté, ne puisse produire sur l'ensemble de nos institutions un excellent effet. Mais c'est ici que j'éprouve le regret de me trouver en dissentiment complet avec M. de Carné. A mon sens, il se méprend sur la nature du mal, et les réformes qu'il propose ou qu'il indique aggraveraient la situation au lieu de l'améliorer. Je vais en très peu de mots tâcher de le prouver.

Des trois pouvoirs qui constituent en France le pouvoir législatif, il en est un, la chambre des pairs, dont la condition actuelle paraît à M. de Carné aussi fausse que fâcheuse. En droit, la chambre des pairs a certainement les mêmes prérogatives que la chambre des députés. En fait, selon M. de Carné, ces prérogatives lui échappent. Quel est le ministère que, depuis dix ans, la chambre des pairs ait formé ou renversé? Quelle est la grande question politique qu'elle ait résolue contrairement à l'opinion de la chambre des députés? On lui permet bien de rejeter la loi du divorce, ou la loi de conversion des rentes; on ne lui permet pas de participer au gouvernement, ainsi qu'elle y est appelée par la constitution. M. de Carné déplore tout cela, et en conclut que l'organisation de la chambre des pairs est

radicalement mauvaise. Or, comme il croit l'hérédité impuissante et impossible, il propose l'élection.

Avant d'examiner ce système et d'en apprécier les conséquences, il importe de bien se fixer sur le rôle que la chambre des pairs est appelée à jouer dans nos institutions, et de voir si réellement on l'a dépouillée, au profit de la chambre élective, de ses attributions naturelles et légitimes. M. de Carné n'est pas de ceux qui pensent avec Montesquieu que la beauté et l'excellence du gouvernement représentatif consistent dans la pondération exacte des pouvoirs. Il reconnaît qu'une telle pondération est impossible, et qu'en Angleterre même, où Montesquieu avait cru la trouver, elle n'a jamais existé. Quand il y a trois pouvoirs, il faut absolument qu'un des trois soit plus fort que les deux autres, et qu'en cas de dissidence la prépondérance lui appartienne, soit en droit, soit en fait. Or si les uns croient qu'en France le pouvoir prépondérant doit être la chambre élective, les autres la royauté, il n'est encore venu à l'esprit de personne que, dans l'état actuel de notre société, ce puisse être la chambre des pairs. En Angleterre même, où il existe une chambre des pairs riche, puissante, héréditaire, c'est indirectement, par l'intermédiaire de la chambre des communes, que cette chambre a si long-temps gouverné le pays. Aujourd'hui la chambre des communes est d'un autre avis que la chambre des pairs, et, depuis plusieurs années, il faut que celle-ci subisse des ministres qu'elle déteste, une politique qui lui est antipathique. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de retenir ces ministres sur la pente où ils sont placés, et d'empêcher cette politique d'arriver à ses dernières conséquences.

Quand tel est en Angleterre le rôle de la chambre des pairs, ne serait-il pas absurde de rêver pour la chambre des pairs en France un rôle plus important et plus brillant? Qu'on ne vienne donc plus dire que la chambre des pairs est atteinte dans ses droits légitimes, parce que la chambre élective contribue plus qu'elle à faire des cabinets et à donner au gouvernement telle ou telle direction. Cela doit être, et s'il en était autrement le gouvernement représentatif n'atteindrait pas son but. La chambre des pairs est, par son essence même, un pouvoir modérateur avec lequel doit compter sérieusement tout ministère et toute politique. Ce n'est point un pouvoir directeur duquel doivent émaner en premier lieu la politique et le ministère. Quand l'un ou l'autre lui déplaît elle a, comme en Angleterre, mille moyens de le faire sentir, mais sans jamais en venir à la

dernière extrémité, celle d'un vote systématiquement hostile. Si elle voulait faire davantage, elle ne pourrait manquer de se heurter et de se briser contre une volonté plus forte que la sienne.

En rappelant ces vérités élémentaires, je ne crois pas le moins du monde faire injure à la chambre des pairs. Dans la machine politique comme dans toute autre machine, chaque rouage a ses fonctions spéciales et son utilité déterminée, ce qui n'empêche pas tous les rouages d'être également nécessaires. Le mal serait de les confondre et de vouloir les appliquer tous au même usage. Tant que la chambre des pairs consentira à rester dans le rôle qui lui est assigné par la nature de nos institutions et par la force des choses, elle y sera forte, utile, respectée. Ces avantages ne lui échapperaient que le jour où, par un sentiment de rivalité mal entendue, elle voudrait imiter la chambre des députés et jouer le même rôle qu'elle.

Supposez maintenant que, comme M. de Carné le propose, la chambre des pairs fût élective, et voyez ce qui en résulterait. De deux choses l'une : ou la chambre des pairs serait nommée par les électeurs qui nomment la chambre des députés, ou elle le serait par des électeurs qui représenteraient d'autres idées et d'autres intérêts. Dans le premier cas, vous avez une chambre unique en deux fractions; dans le second, vous créez au sein du gouvernement une lutte sans terme et un désordre permanent. Une chambre qui doit son pouvoir au choix royal ou au privilége de la naissance, comprend en définitive que la représentation directe du pays ne peut s'incliner devant elle, et doit à la longue faire prévaloir sa pensée et sa volonté. Si elle ne le comprenait pas, il y aurait des moyens constitutionnels de terminer la lutte et de rétablir l'harmonie. Mais entre deux chambres toutes deux élues et directement représentatives, quel peut être l'arbitre, et qui aura le dernier mot? Chacune ne pourra-t-elle pas prétendre qu'elle est l'expression légale des vœux du pays, et qu'il lui est interdit de céder? Le gouvernement représentatif ainsi entendu, c'est l'anarchie organisée.

Il est, à la vérité, tel mode d'élection qui, en affaiblissant dans la chambre des pairs le caractère de représentation directe, diminuerait les inconvéniens et les dangers que je signale : il manquerait toujours cependant le dernier moyen constitutionnel de rétablir l'harmonie entre les deux chambres, le moyen dont lord Grey fut autorisé à se servir en 1832 pour faire passer le bill de réforme. Ce moyen sans doute doit être rarement employé, mais il est nécessaire qu'il existe, et qu'on le sache.

Je ne m'arrête point à une autre idée, indiquée en passant par M. de Carné, celle d'une chambre des pairs qui se renouvellerait elle-même, par voie d'élection intérieure, comme une académie. On sait combien, au sein des académies, les idées jeunes ont peine à se faire jour, et quels obstacles la routine oppose à l'innovation. Que serait-ce d'un corps politique où une majorité une fois formée aurait un intérêt personnel à se maintenir telle quelle, et à empêcher toute autre majorité de se former? Si la chambre des pairs cesse d'être au choix du roi, il faut qu'elle soit directement ou indirectement à la nomination d'un corps électoral quelconque, et ce jour-là même elle devient, non l'auxiliaire, mais la rivale de la chambre élective. Que les amis de la chambre des pairs n'aillent donc pas, dans leur zèle imprudent, l'affaiblir eux-mêmes chaque jour, sous prétexte de la défendre; qu'ils n'aillent pas, à force de répéter qu'elle est mal constituée, détruire toute son autorité morale et toute sa légitime influence. S'il est quelque réforme à introduire dans l'organisation de la chambre des pairs, ce n'est, j'en suis convaincu, que par l'élargissement ou par la suppression des conditions actuelles d'admissibilité. Par l'effet de ces conditions, la chambre des pairs, si l'on n'y prend garde, finira par ne plus guère se composer que de fonctionnaires militaires ou civils en retraite ou en activité de service. Or, il serait bon d'y introduire quelques élémens un peu plus jeunes, un peu plus actifs, et qui remplaceraient utilement les restes chaque jour moins nombreux de l'ancienne chambre des pairs. Ce serait là une réforme bien modeste, bien facile, et qui aurait l'avantage de fortifier la chambre des pairs sans porter atteinte à l'article 27 de la charte.

En ce qui concerne la chambre des députés, M. de Carné indique un système nouveau et complet. Ce n'est rien moins que de faire nommer les conseils municipaux par les plus imposés de chaque localité, les conseils d'arrondissement par les conseils municipaux, les conseils de département par les conseils d'arrondissement, la chambre des députés par les conseils de département. Grace à ce mécanisme, les corps électifs s'engendreraient l'un l'autre, ils se supporteraient comme les étages divers d'un même édifice; ce qui, selon M. de Carné, serait bien préférable à leur isolement actuel.

Quand une idée se produit pour la première fois, il faut, je le sais, se garder de la repousser aveuglément et sans examen. J'ai pourtant peine à croire que M. de Carné lui-même attache à celle-ci beaucoup d'importance. Dans notre ordre constitutionnel, M. de Carné

le sait aussi bien que moi, la chambre élective est, sinon hiérarchiquement, du moins en réalité, le premier des pouvoirs, celui qui, lorsqu'il a une volonté, est certain de la faire prévaloir. La chambre élective ne possède cette grande puissance qu'à titre de représentation fidèle des vœux et des intérêts du pays. Or, comment voir la représentation réelle et sincère des vœux et des intérêts du pays dans un corps qui ne recevrait ses inspirations que de quatrième main? Les élections à plusieurs degrés ont toujours été un moyen à peu près infaillible d'éteindre et d'amortir l'esprit public. C'est ce qui fait qu'instinctivement elles sont acceptées par presque tous les ennemis du gouvernement représentatif, combattues par presque tous ses amis. Mais le système de M. de Carné a quelque chose de bien plus fâcheux encore, c'est que chacune des assemblées qui forment les divers degrés de l'élection, sont, en outre, investies de fonctions propres, et qui, par elles-mêmes, ont une importance toute spéciale. Or, tout le monde comprend que l'on peut choisir, comme membre d'un conseil municipal, d'un conseil d'arrondissement ou d'un conseil de département, telle personne dont on ne partage pas l'opinion politique, et que l'on ne choisirait pas comme électeur. De ces deux caractères, lequel prévaudra, lorsqu'on sera appelé à donner sa voix? Si c'est le premier, il en résultera que l'élection sera faussée; si c'est le second, que les corps intermédiaires dont il s'agit prendront, au détriment de la bonne gestion des affaires, une couleur exclusivement politique. Il est même probable que les deux inconvéniens se réuniront, et que l'on aura à la fois de mauvais conseils et de détestables électeurs.

Il est une autre réforme plus sérieuse et plus praticable dont M. de Carné ne paraît pas éloigné; c'est celle qui réunirait au chef-lieu tous les électeurs de chaque département. Cette réforme, assurément, aurait l'avantage de donner à l'élection un caractère plus politique, et de diminuer notablement l'espèce de patronage local qui tend à faire des députés les hommes d'affaires incommutables d'un petit nombre de commettans. Je ne sais cependant si cet avantage compenserait suffisamment les graves inconvéniens du scrutin de liste, et de toutes les combinaisons auxquelles il peut se prêter. Quant à l'adjonction de certaines professions libérales à la liste électorale comme à la liste du jury, j'en suis d'avis pour ma part, et je comprends difficilement qu'on s'y oppose. Mais personne ne pense qu'il en résulte dans les habitudes électorales, dans la composition de la chambre et dans la

marche du gouvernement représentatif, un changement notable et significatif. Ce sont pourtant là les seules réformes dont l'opinion soit frappée et que la raison publique admette. Ce sont les seules qui aient quelque chance de prévaloir dans un temps peu éloigné.

Il est bon de le redire, le mal n'est point dans les lois qui constituent la chambre des pairs ou la chambre des députés. Il est dans les anomalies et les contradictions que présentent nos institutions et nos lois de diverses origines et de diverses époques. Il est surtout dans des idées, des mœurs, des habitudes, que le gouvernement parlementaire n'a point encore suffisamment conquises et façonnées. Cela est si vrai, que les meilleurs amis de ce gouvernement ne savent pas ou ne veulent pas encore le pratiquer dans toutes ses conditions. Ainsi, dans le gouvernement parlementaire, la situation des chefs de l'opposition, parallèle et presque égale à celle des chefs du ministère, donne à peu de chose près la même influence dans le pays et impose les mêmes devoirs. Aussi, en face de lord Melbourne, de lord John Russell et de lord Palmerston, voit-on s'asseoir chaque soir le duc de Wellington, sir Robert Peel et lord Stanley, qui, à la tête de leur parti, examinent, de leur point de vue, toutes les mesures présentées, et n'en laissent pas passer une de quelque importance sans dire leur mot et sans exprimer leur avis. Ce n'est pas qu'ils aient, par ces débats journaliers, l'espoir de changer la majorité qui les écoute. Nulle part plus qu'en Angleterre chaque membre n'arrive à la séance avec un parti pris, et il est bien rare que le compte des voix fait avant le débat ne se trouve pas exact après. Mais le duc de Wellington, sir Robert Peel, lord Stanley, savent que, comme chefs de l'opposition, ils ont un rôle à jouer, une opinion à défendre, un parti à maintenir. Ils savent qu'une portion notable du pays, minorité aujourd'hui, mais qui demain peut devenir majorité, a les yeux fixés sur eux, et qu'ils doivent parler pour elle. Ils savent enfin que la lutte quotidienne, incessante, sur les petites comme sur les grandes choses, est la vie même du gouvernement représentatif. Plus ambitieux que vains, ils n'aiment d'ailleurs le pouvoir que pour en faire un usage réel, et ne veulent y arriver qu'à leur temps et dans des conditions satisfaisantes de force et de durée. Cette conduite, qu'on le remarque bien, est commune à tous les partis. Elle est aujourd'hui celle des tories; elle sera celle des whigs le jour où le duc de Wellington, sir Robert Peel et lord Stanley se seront emparés du pouvoir.

Est-ce ainsi qu'en France l'opposition comprend et pratique le

gouvernement représentatif? Malheureusement non. Chez nous, l'idée de conquérir le ministère à la pointe de l'épée, en quelque sorte, et par des combats journaliers, paraît encore à beaucoup une idée étrange et presque révolutionnaire. D'autres la croient juste et bonne en théorie, mais à condition de la pratiquer le moins possible. Excepté dans quelques grandes occasions, on aime mieux s'effacer, se taire, et attendre qu'un incident inattendu arrache le pouvoir aux mains qui le possèdent. La conséquence, c'est que les discussions s'éteignent, que les opinions s'engourdissent, que les influences se perdent, que les partis se décomposent. Pour tenir long-temps unis un certain nombre d'hommes, il faut autre chose que quelques souvenirs et quelques espérances. Il faut, par la discussion publique, remuer sans cesse en leurs ames les sentimens qui leur sont communs, réveiller en leurs esprits les idées qui leur servent de lien; il faut, en un mot, donner à l'association que l'on veut faire vivre un aliment quotidien. Autrement le découragement s'empare des plus fermes, et le pays regarde avec indifférence un spectacle auquel il ne comprend plus rien.

Avant de nous en prendre aux institutions et aux lois, sachons donc, députés et électeurs, majorité et opposition, réformer nos propres habitudes, et nous servir des instrumens que la constitution met entre nos mains. Cherchons aussi si l'organisation administrative telle que l'empire nous l'a léguée, et le gouvernement représentatif tel que nous le concevons d'après l'exemple de l'Angleterre, sont conciliables de tout point. Travaillons enfin à faire pénétrer dans toutes les classes, dans celle surtout qui est appelée à gouverner, l'intelligence aussi nette que possible des devoirs que cette destinée lui impose, et des conditions auxquelles elle peut l'accomplir utilement pour le pays, et glorieusement pour elle. En supposant les circonstances les plus favorables, le succès, nous devons nous y attendre, ne peut être que lent, pénible, incomplet. Mais même pour un tel succès, ce n'est pas trop de tous nos efforts, de toute notre persévérance. Il y a seize mois à peine, la chambre des députés, dans son adresse, proclamait à la presque unanimité le triomphe du gouvernement parlementaire; aujourd'hui des voix ministérielles, dans l'une et dans l'autre chambre, dénoncent ce gouvernement à la France comme déplorable et funeste. N'est-ce pas la preuve évidente que depuis seize mois le gouvernement parlementaire, loin de gagner du terrain, en a perdu, et que nous recueillons le fruit de nos

tristes divisions. Au point où en sont venues les choses, toutes récriminations seraient vaines, et il ne servirait à rien de rechercher à qui, dans l'avortement d'un mouvement qui promettait d'être si fécond, appartient la part principale et la plus lourde responsabilité. Ce ne sera si l'on veut la faute de personne, ou ce sera celle de tout le monde, pourvu que désormais personne ne fléchisse, pourvu que tout le monde se réunisse pour arracher le gouvernement parlementaire à la funeste langueur qui le consume et le détruit. Il y a là, qu'on y songe bien, un intérêt commun à toutes les opinions sincèrement constitutionnelles, un intérêt de beaucoup supérieur aux petites querelles personnelles qui nous ont divisés et qui nous divisent encore. Espérons que, dans la prochaine session, cet intérêt prédominera, et que la chambre de 1839, avant de terminer sa carrière, voudra se souvenir de la mission qu'elle avait reçue et des engagemens qu'elle avait pris.

P. Duvergier de Hauranne.

ESSAI

D'UN

TRAITÉ COMPLET DE PHILOSOPHIE

AU POINT DE VUE

DU CATHOLICISME ET DU PROGRÈS,

PAR M. BUCHEZ.[1]

La guerre entre les religions et la philosophie a commencé avec la philosophie elle-même. Cette lutte est-elle éternelle? Ou sinon, quel sera son terme? Finira-t-elle par le triomphe d'un des deux principes, ou par l'accord et le concert des croyances? Cette question n'en est pas une pour quiconque a une foi sincère dans la vérité de la religion et dans la puissance de l'esprit humain.

Que l'on remonte aux premiers temps de l'histoire, et partout on verra les prêtres s'opposer aux progrès de la philosophie. Socrate, accusé par un pontife, et condamné pour avoir douté du polythéisme grec, ne fut pas le premier martyr de la science. Les écoles n'étaient encore qu'une association de pieux interprètes des mystères, que déjà les défenseurs naturels du culte, avertis par un instinct secret,

(1) Trois vol. in-8°; chez Éveillard.

comprenaient qu'un ennemi leur était né, et que les mystères, commentés d'abord avec respect, puis divulgués au grand jour, ne tarderaient pas à être attaqués, vaincus, abolis. Que restait-il des croyances antiques dans le vieux monde romain à l'apparition du christianisme? Des temples et des statues, de grossières superstitions dans le peuple, et quelques augures qui ne pouvaient se regarder sans rire. La philosophie, qui avait envahi tous les sanctuaires et triomphé de tous les dieux, essaya de ressusciter ce cadavre, quand elle se sentit elle-même attaquée de front par un dieu inconnu; mais ni la puissance impériale, ni l'érudition, ni le génie, ni le culte des traditions, qui est à lui seul une religion dans le cœur de l'homme, ne purent en venir à bout. Le christianisme, vainqueur après une lutte de plusieurs siècles, dispersa les écoles philosophiques, et ne laissa pas un asile, dans les trois parties du monde connu, aux derniers représentans de la philosophie grecque. L'église chrétienne s'empara de toutes les écoles, et régna souverainement par la double autorité des lumières, dont elle eut le monopole, et de la force temporelle qu'elle s'arrogea. Le second enfantement de la philosophie fut plus laborieux que le premier. A chaque liberté réclamée par l'esprit humain, les bûchers s'allumaient, les guerres éclataient. Notre langue française était fixée, Bacon et Descartes vivaient, quand Jordano Bruno et Vanini, l'un à Rome et l'autre à Toulouse, inauguraient par leur martyre les siècles de la liberté de l'esprit humain. Quel était donc cet enseignement de l'église chrétienne auquel des hommes éminens par le génie et par la vertu résistaient au péril de leur vie? L'église n'enseignait que les vérités les plus sublimes, la morale la plus pure; les sectes qui s'élevaient dans son sein et qu'elle poursuivait par le fer et le feu, restaient bien au-dessous des nobles enseignemens de la foi. Mais la liberté est aussi un besoin; et, pour certaines ames d'élite, c'est le plus impérieux de tous. Ne croit pas qui veut, il faut des raisons de croire; et même, si l'intelligence se soumet, il lui faut des raisons de se soumettre. Le sentiment de Galilée, quand il criait que la terre tourne pourtant, est plus commun qu'on ne pense. On peut se parjurer, on peut mentir, on peut mourir; mais au fond de la conscience de chacun de nous la raison ne cède qu'à la démonstration; on a pu arracher la langue de Vanini avec un forceps, mais il fallait recourir au raisonnement et aux procédés philosophiques pour arracher ses opinions de son cœur.

Ce n'est donc pas uniquement parce que la foi ne s'étend pas à tous les objets dont s'occupe la pensée humaine, c'est parce que la

nature a mis en nous le besoin de penser, de penser par nous-mêmes, et de nous rendre un compte exact et rigoureux de nos opinions et de nos croyances, c'est pour cela qu'à côté d'une religion vraie la philosophie est nécessaire; comme la religion elle-même, comme tout ce qui a de l'avenir, comme tout ce qui vient de Dieu, elle fait son chemin par sa propre force, et les persécutions ne lui sont rien.

Si vous cherchez le caractère de la philosophie, le voilà. Son but et son objet lui sont communs avec la religion, mais la religion est révélée, et la philosophie indépendante. Otez ce caractère à la philosophie, et, si vous admettez une religion vraie, cette religion suffit à tout; il faut la prêcher et la commenter, il ne faut pas philosopher. Si la philosophie n'a pas pour origine ce cri de la raison individuelle qui demande à juger et à comprendre, si elle n'est pas nécessaire, elle n'est pas inutile seulement, elle est dangereuse. Si donc vous intitulez votre livre : Philosophie du catholicisme, si dès le premier mot vous abdiquez votre liberté, si vous ne voulez que développer les vérités révélées et montrer qu'elles ne répugnent pas à la raison, vous n'êtes pas un philosophe; car cela, c'est de la théologie, ou ce n'est rien.

Nous avons eu, il y a quelques années, des néochrétiens dans l'art; sommes-nous destinés à en avoir aussi dans la science? Si vous êtes chrétiens, et ne voulez être que disciples fidèles de l'église, que parlez-vous de philosophie? Et si vous êtes philosophes, que fait donc là la révélation? Croyez-vous faire grand bien à l'église avec cet alliage de philosophie? L'église? Votre orthodoxie lui est suspecte, et elle vous repousse. Et la science, comment vous admettrait-elle au rang des libres penseurs, vous dont le premier soin est de proclamer que vous ne l'êtes pas? Entre la foi et la raison, que vous prétendez confondre, il n'y a pas opposition sans doute, mais il y a séparation. Plus la séparation sera complète, et plus la religion sera respectée et la philosophie puissante. On n'est pas catholique à demi, et on n'est pas non plus philosophe à demi. Soumission absolue ou indépendance absolue, il faut choisir. Ici les termes moyens ne sont que des illusions, et le milieu n'existe pas.

A Dieu ne plaise que jamais la religion soit à nos yeux l'ennemie de la philosophie, ou la philosophie de la religion, et que nous pensions que, pour être philosophe, on doit cesser d'être chrétien. La raison comme la révélation vient de Dieu, et les opposer l'une à l'autre, dit Leibnitz, c'est faire combattre Dieu contre Dieu. Vous avez l'exemple de Descartes : quand cet esprit, le plus audacieux et

le plus indépendant qui fut jamais, entreprit de chasser de sa croyance toutes les opinions qu'il avait reçues jusqu'alors, et de ne plus rien admettre que sur l'autorité de ses propres lumières; il mit à part les vérités de la foi comme dans une arche sainte. On n'est pas obligé, pour philosopher, de renier la foi; mais, tant qu'on la prend pour guide, on n'est pas encore entré dans le domaine de la science : où commence la liberté, commence la philosophie. Qui peut douter que la vraie théologie et la vraie philosophie ne s'accordent? Si la théologie pénètre trop avant dans les profondeurs de la nature de Dieu pour que la raison puisse la suivre, la raison s'arrête et se tait, car elle ne peut rien nier ni rien affirmer en son propre nom de ce qui est au-dessus d'elle. Si la révélation se borne aux vérités les plus importantes, et livre le reste du monde à nos disputes, la raison s'étend dans ce vaste domaine, qu'elle seule a le pouvoir d'étudier; mais quand la science et la foi s'appliquent légitimement aux mêmes objets, la séparation subsiste, et l'une déclare au nom de Dieu ce que l'autre s'étudie à découvrir à force de tâtonnemens et de recherches. Vous craignez que votre raison ne fasse fausse route, et qu'arrivé par la réflexion à des conclusions contraires au christianisme, vous ne veniez à perdre la foi? Partout où il y a liberté, il y a des chances d'erreur. L'église vous défend sans doute d'avoir comme philosophe des opinions différentes de vos croyances comme chrétien; si vous refusez de vous borner à la théologie, ou de croire avec bonne foi et simplicité ce qu'enseigne l'église; si la science vous tente, si vous voulez penser par vous-même, libre au point de départ, libre le long du chemin, il est toujours temps d'abdiquer votre liberté et de renoncer à la philosophie. Souvenez-vous seulement que, philosophe pendant que vous êtes libre, au moment de la soumission vous cessez de l'être. Confondre le commentaire d'un dogme révélé avec la recherche de la vérité, l'apôtre avec le philosophe, la parole divine avec la sagesse humaine, ce n'est faire les affaires ni de la foi ni de la raison; vous croyez avancer peut-être, et vous reculez plus loin que le moyen-âge.

L'intention de M. Buchez est, dit-il, d'opérer une réforme en philosophie; mais la philosophie dont il parle, la philosophie au point de vue du catholicisme et fondée sur la révélation, c'est la théologie, et la théologie ne se réforme pas. Quant à la science humaine, à celle qui cherche la vérité librement et par le seul secours des lumières naturelles, celle-là a grand besoin d'un réformateur sans doute, et même elle en aura toujours besoin, car c'est sa destinée

d'avancer sans cesse et de ne s'achever jamais. Il y a des philosophes qui prennent modestement pour but de toute leur vie d'approfondir un seul point, de mettre une seule question dans un nouveau jour; mais l'intention formelle et souvent exprimée dans cet ouvrage, c'est d'embrasser la science entière, d'innover partout, de faire, en un mot, une réforme radicale. Or, pour réformer une science, il faut en connaître l'histoire. Que dire d'un réformateur dont tout l'effort viendrait aboutir à renouveler à son insu quelque vieux système condamné depuis des siècles? C'est la pensée qui domine l'introduction de la *Métaphysique* d'Aristote, le premier et peut-être aussi le plus beau modèle d'une histoire de la philosophie. M. Buchez entre dans la carrière comme Aristote, par la critique des systèmes antérieurs, pour montrer ce qui leur manque et essayer de les surpasser. Cette critique est difficile à faire en quelques chapitres, et si l'on voulait contester à M. Buchez la nécessité d'une réforme philosophique, on pourrait soutenir que la cause n'est pas jugée par une instruction aussi sommaire.

Le premier point dont se préoccupe M. Buchez, c'est de savoir s'il existe quelque part, dans un seul ouvrage, un corps de doctrines qui mérite le nom de philosophie chrétienne. Son examen se porte exclusivement sur deux livres d'une nature pourtant assez différente: l'un est la *Philosophie de Lyon*, l'autre la *Somme* de saint Thomas.

La *Philosophie de Lyon* joue un grand rôle dans l'ouvrage de M. Buchez; elle partage ses prédilections avec la *Logique de Port-Royal*. Il cite ces deux livres presque à chaque pas, tantôt pour s'appuyer de leur autorité, souvent aussi pour la combattre; et quand il s'écarte de leurs doctrines, il appelle cela une innovation. La *Philosophie de Lyon*, comme chacun sait, servait de manuel pour l'enseignement des colléges, quand cet enseignement se faisait en latin, et était exclusivement confié à des prêtres. Pour la forme, c'était la scholastique toute pure, avec ses distinctions puériles, ses divisions à mille branches, ses argumens réguliers, et tout cet attirail barbare dont l'origine est dans les *Analytiques* sans doute, mais qui peut être aux trois quarts revendiqué par les moines et les universités du moyen-âge. Le but de la philosophie est d'exposer clairement la vérité, et non pas de cacher des niaiseries sous des phrases obscures et entortillées; mais c'est ce que les auteurs de la *Philosophie de Lyon* semblent ignorer complètement. Le reste de la France parlait français et parlait raison depuis plusieurs siècles, que les pauvres écoliers de philosophie continuaient encore à raisonner en baroco,

et apprenaient en latin que « l'idée est la représentation pure d'un objet réellement présent autour de l'esprit. » Quel que fût le but de ceux qui retenaient à ce régime la jeunesse du XVIIIe siècle, le résultat ne pouvait être douteux, et quand on ne connaissait d'autre philosophie que celle de Lyon, on ne pouvait avoir pour une telle science ni assez de mépris ni assez d'indignation. Il y avait sous cette rude écorce, au milieu de ces puérilités scholastiques, quelque chose de sain et de vivant sans doute, et c'était la doctrine chrétienne; mais, sous ce point de vue même, pourquoi déguiser ainsi un enseignement qui parle si haut à l'esprit et au cœur? Le catéchisme qu'on apprend aux petits enfans était bien au-dessus de ce formulaire gothique; celui-là du moins, dans sa simplicité touchante, fait comprendre et aimer la religion. M. Buchez prend la peine de réfuter la *Philosophie de Lyon*, et c'est bien là une peine perdue; mais quoiqu'il la réfute, et qu'il essaie de la refaire, il croit encore que c'est la philosophie sérieuse de notre temps. En vérité, parler ainsi, c'est nous calomnier.

Il y a aussi la forme de la scholastique dans la *Somme* de saint Thomas que M. Buchez a accouplée d'une façon si bizarre avec la *Philosophie de Lyon;* mais sous cette forme au moins se cache une pensée puissante. M. Buchez admire avec raison le génie de saint Thomas, et avec raison aussi il ne regarde pas la *Somme* comme le dernier mot de la science. Mais le croirait-on? la grande objection de M. Buchez contre la philosophie de saint Thomas, c'est que cette philosophie est païenne! Il n'y a, dit-il, dans le procédé de saint Thomas qu'une seule chose qui ne soit pas païenne, c'est la question elle-même. L'ange de l'école serait-il mort hérétique, et aurions-nous ici dans M. Buchez un de ces ultramontains toujours prêts à accuser le pape d'hérésie, parce qu'il reconnaît l'église gallicane? M. Buchez a d'ailleurs d'autres griefs contre saint Thomas. « Saint Thomas reconnaît une raison naturelle, un droit naturel! » Il déclare « que les inférieurs, et sous ce titre sont compris les esclaves, doivent obéir à leurs supérieurs! » Il pense que, dans l'état d'innocence, il doit y avoir quelque différence entre les hommes, ne fût-ce que celle du sexe. Cette assertion surtout paraît à M. Buchez difficile à supporter; il y voit une hérésie formelle; « elle est opposée directement à un verset de l'Évangile dans lequel Jésus dit que les hommes et les femmes seront tous comme des anges dans le ciel. » Mais ici on pourrait peut-être prendre la défense de saint Thomas, ou du moins, si on le condamne, il faudra condamner aussi saint Augustin, qui dé-

clare, au chap. XVII du XXIIe livre de la *Cité de Dieu*, que les femmes ressusciteront dans leur sexe. Cela est important surtout pour les intéressées. Quoi qu'il en soit, M. Buchez rejette la *Somme* tout aussi bien que la *Philosophie de Lyon*, et il se trouve tout à coup en présence des écoles contemporaines.

Sans parler des singulières critiques de M. Buchez, il semble qu'on a sujet de s'étonner de le voir passer si vite sur les anciennes philosophies, et faire des choix aussi disparates. Cet étonnement se renouvelle chaque fois qu'on rencontre dans ce livre des discussions historiques. Si M. Buchez traite de la nature des idées, il énumère les opinions des *diverses écoles* sur ce sujet, et les doctrines qu'il passe en revue sont celles de Timée de Locres, Platon, Aristote, Épicure, la logique de Lyon, Port-Royal, M. Laromiguière et M. Laurentie. A la fin du second volume, il place un appendice historique, et les quatre philosophies qu'il juge à propos d'y résumer sont la logique de Raymond Lulle, celle de Ramus, le système de Kant, et la théorie de Rosmini sur l'idée. Pourquoi mettre à cette place quelques articles de dictionnaire, et pourquoi précisément ceux-là? On s'y perd. Au sujet de la matière, l'auteur déploie encore une grande érudition; il recherche le sentiment des Indiens et celui des Romains, puis il donne la définition d'Hésiode, puis trois autres qu'il attribue, on ne sait pour quel motif, à Aristote; de là il passe sans intermédiaire à la scholastique, dont il donne l'opinion, comme si, sur le point le plus obscur de la science, la scholastique avait été unanime; puis vient Descartes, puis l'abbé Para du Phanjas, Leibnitz et Boscowitz.

M. Buchez a voué une grande haine aux méthodes grecques, ou indo-grecques, comme il les appelle, et une grande partie de sa réforme consiste à substituer à ces méthodes si défectueuses des procédés qu'il regarde comme nouveaux. Nous ne voudrions pas dire à M. Buchez qu'il critique ce qu'il ignore; et cependant, comment dissimuler un fait dont chaque page de son livre apporte de nouvelles preuves? La première de ses erreurs consiste à regarder la philosophie grecque comme un développement de la philosophie orientale. C'est une opinion qui a eu cours autrefois, mais que l'on a été obligé d'abandonner dès qu'on a pris le parti d'étudier les anciennes doctrines dans les textes mêmes. Le caractère grec est tellement opposé au génie oriental, qu'il faut, pour les confondre, être aveuglé par quelque préoccupation systématique, ou n'avoir lu les opinions des anciens que dans des historiens ou des compilateurs. Il

se trouve précisément que la grande preuve de M. Buchez, savoir qu'Aristote a emprunté à Gotama la théorie du syllogisme, fait avéré, dit M. Buchez, est contredite de la façon la plus formelle par les derniers travaux des orientalistes. Mais ce fait avéré, qui n'a jamais été probable, s'il était vrai, ne prouverait rien. Le syllogisme n'est pas toute la logique d'Aristote; la logique d'Aristote n'est pas, il s'en faut bien, la partie principale de la doctrine péripatéticienne, et enfin les péripatéticiens ne sont pas toute la philosophie grecque. Il est vrai que M. Buchez regarde le syllogisme comme l'unique méthode des Grecs. Suivant lui, il y a entre la doctrine de la chute de l'homme, qui est, à ce qu'il prétend, le caractère spécifique du paganisme (en faisant sans doute abstraction du péché originel), il y a entre la doctrine de la chute de l'homme et l'usage du syllogisme un rapport nécessaire et inévitable. Ceci est d'une profondeur tout-à-fait inaccessible. Le raisonnement n'a que faire contre des assertions pareilles; mais les faits, il faut l'avouer, sont embarrassans, car Platon croit à la chute de l'homme, et il n'emploie pas le syllogisme; Aristote emploie le syllogisme, et il ne croit pas à la chute de l'homme. M. Buchez ne sauve qu'à demi cette difficulté en soutenant que Platon et Aristote n'ont qu'une seule et même méthode: la méthode du syllogisme, connue, à ce qu'il paraît, et pratiquée par Platon et par toute la Grèce, avant qu'Aristote l'eût tirée du Nyaya de Gotama. Quoi! Aristote se fait envoyer une nouvelle méthode du fond de l'Asie, et il ne s'aperçoit pas que c'est la méthode même de son maître, qu'il a étudiée pendant vingt ans dans l'école de Platon, et qu'il a passé le reste de sa vie à combattre? Est-il possible, à quelqu'un qui a lu quelques lignes de la *Métaphysique* et du *Parménide*, de confondre la méthode de Platon avec celle d'Aristote, et d'appeler tout cela le *syllogisme?* M. Buchez confond aussi le système de Démocrite et celui d'Épicure, et au moins y a-t-il à cela quelque apparence. Il trouve cependant entre ces deux doctrines une différence, une seule, mais qu'on ne saurait lui passer; c'est qu'Épicure, au terme d'εἴδωλα dont se servait Démocrite, a substitué le mot péripatéticien de *species*. Hélas! Épicure parlait-il donc latin? Et faut-il rappeler à M. Buchez une remarque fort judicieuse, que l'on trouve consignée quelques pages plus loin dans son livre? C'est qu'à la vue d'un objet blanc, un Français dira: C'est blanc; et non pas: *Album est?*

Avec Platon et Aristote, M. Buchez ne cite guère parmi les Grecs que Timée de Locres et Ocellus Lucanus; cela se conçoit, leurs prétendus ouvrages sont très courts, et ils sont traduits. Il est vrai que

ce sont des résumés faits à une époque relativement très récente; mais au moins, cela a quelque espèce d'antiquité. Il n'en est pas de même du *Lexicon rationale* de Chauvin, où M. Buchez a puisé tout ce qu'il sait de Platon et d'Aristote; il est fort permis assurément de n'avoir jamais lu ni Platon, ni Aristote, ni aucun des grands philosophes grecs; mais disserter sur leurs erreurs, sur leur méthode, déclarer qu'on a pris pour tâche de les chasser du monde philosophique, et tout cela sans les connaître, c'est compter un peu trop sur l'ignorance de ses lecteurs. C'est grace à ce procédé que M. Buchez attribue à Platon et à Aristote des définitions qui ne sont autre chose que des résumés de leurs doctrines, dus à la minerve des commentateurs de troisième main; c'est aussi ce procédé qui explique les erreurs où il est tombé; il ne sait pas, par exemple, que les idées de Platon n'ont rien de commun avec les idées-images; que le mot matière ne signifie pas, chez les anciens, la même chose que corps. L'auteur d'un livre assez bizarre, intitulé *Philosophie catholique de l'histoire*, M. Guiraud, s'étant avisé de dire que la matière est le corps de Satan, M. Buchez rapproche cette belle théorie de la doctrine platonicienne sur la matière. D'après lui, les idées de Platon sont les effets des propriétés de l'ame se manifestant au contact du monde extérieur; le θυμὸς est l'ame corporelle, etc. A voir la manière dont sont traités Platon et Aristote, ne dirait-on pas qu'on les range parmi « ces systèmes depuis longtemps jugés, et qui ne comptent plus que parmi les curiosités historiques? »

M. Buchez sans doute ne parlerait pas ainsi des doctrines modernes, et il les a probablement étudiées avec plus d'attention. Je ne sais pourtant s'il a lu Leibnitz dans Leibnitz, ou dans l'abbé Para du Phanjas, qui en donne, dit-il, une exposition sérieuse. La lecture de Leibnitz lui aurait appris la vérité sur quelques-unes des innovations que nous trouverons tout à l'heure, et lui aurait inspiré plus de respect pour un tel génie. Il dit à la vérité que Leibnitz est « un homme recommandable, » mais il lui oppose victorieusement D. François et l'abbé Para, et il y a là comme une sorte d'irrévérence, quoique M. Buchez soit coutumier du fait, et que l'on trouve souvent accouplés chez lui saint Thomas et la *Philosophie de Lyon*, Aristote et l'abbé Para du Phanjas, Platon et M. Guiraud. Nous n'insisterions pas sur des faits pareils, si cette érudition équivoque n'était étalée avec un certain luxe que nous regardons sincèrement comme une preuve de la bonne foi de l'auteur, mais qui peut avoir une mauvaise influence sur l'esprit des lecteurs étrangers aux matières philosophiques. « On

trouvera peut-être nos préliminaires trop étendus, dit quelque part M. Buchez, mais nous n'avons pas été fâchés de montrer que ce n'était pas sans une certaine connaissance du sujet, que nous entreprenions d'en donner une définition nouvelle. » Il n'est pas un lecteur un peu instruit à qui la lecture des pages qui précèdent cet aveu naïf ne démontre précisément le contraire. L'expérience mérite d'être faite; il n'y a qu'à lire entre autres la page 202 et suiv. du premier volume. M. Buchez annonce à plusieurs reprises l'intention que ses lecteurs « trouvent dans son ouvrage quelque érudition à recueillir. » M. Buchez paraît fort versé dans la connaissance des pères, il est aussi sans nul doute très savant en histoire naturelle; mais quant à son érudition philosophique, c'est une illusion complète.

Dans cette revue de toutes les philosophies, M. Buchez ne peut oublier les contemporains, et ceci a plus d'importance. Il classe tous les fléaux dont se voit infectée la philosophie de nos jours, sous trois grands chefs, le matérialisme, le panthéisme et l'éclectisme. Nous n'avons rien à dire de la réfutation qu'il fait des matérialistes, sinon que, si les matérialistes n'ont rien de mieux à dire que ce qu'il leur prête, il prend peut-être, en les réfutant, une peine inutile; il y a des théories, M. Buchez devrait le savoir, qui ne peuvent être discutées que du vivant de leurs auteurs, et quand il est à craindre qu'elles n'égarent quelques esprits mal faits. A quoi bon exhumer les hypothèses du XVIIIe siècle sur la génération spontanée, les petites anguilles que Needham a vues dans du jus de mouton, et cet admirable Maillez qui prend les hommes pour des poissons perfectionnés, et à qui Voltaire demandait si plaisamment s'il descendait d'un turbot ou d'une morue? Le chapitre sur le panthéisme n'est guère qu'une reproduction des argumens insuffisans de Bayle, déjà copiés une fois par Diderot. M. Buchez voit du panthéisme partout; M. Lamennais (qui n'avait pas encore écrit l'*Esquisse*) n'en est pas exempt; M. Pierre Leroux, que M. Buchez n'épargne guère, est à la tête des panthéistes. L'auteur, faute de temps et d'espace, ne fait qu'indiquer rapidement les conséquences principales qu'entraîne la fausse théorie qu'il combat. « Si nos lecteurs doutaient de cette dernière conséquence, dit-il quelque part, nous les prions de vouloir bien étudier le buddhisme, et ils nous comprendront. » Le remède est héroïque, et M. Buchez ne sait pas ce qu'il demande.

Nous arrivons à l'éclectisme, et c'est là le grand ennemi. M. Buchez regarde comme les chefs principaux de cette école Thomas Reid, M. Royer-Collard et M. Cousin. Il recherche l'origine de l'éclectisme,

et prétend que M. Cousin la rapporte à Descartes; c'est une erreur, M. Cousin la fait, avec raison, remonter beaucoup plus haut; et personne, si ce n'est M. Buchez, n'a jamais pu prendre Descartes pour un éclectique. M. Buchez sait-il bien ce que c'est qu'un éclectique? Quoiqu'il ait parfois étudié l'éclectisme, ainsi qu'il nous l'apprend, dans les cahiers des élèves de l'École normale, il ne s'est pas borné à ces philosophes de dix-huit ans, et il a eu recours aux sources. Il a lu Reid, comme on peut le soupçonner à quelques-unes des erreurs historiques dans lesquelles il est tombé; il a lu M. Royer-Collard; il a lu M. Cousin; il a puisé dans leurs livres cette haine contre l'éclectisme, qui lui fait oublier les convenances jusqu'à attaquer le caractère personnel de ses adversaires; comment donc se fait-il que, dans une réfutation de plus de cent pages, le principe de la méthode éclectique ne soit pas même énoncé? Pour employer une expression de M. Buchez, ceux qui « ne sauront de philosophie que ce qu'ils trouveront dans son livre, » pourront croire, entre autres choses, que l'éclectisme consiste uniquement à commencer par la psychologie l'étude de la philosophie. C'est sur ce point que roule toute la discussion, et ce que M. Buchez attaque, c'est ce qu'il lui plaît d'appeler la souveraineté du moi. M. Cousin a pu dire en effet que sa philosophie continuait celle de Descartes, parce que le *cogito ergò sum* contient en germe, non pas l'éclectisme assurément, mais la méthode psychologique. M. Buchez accorde jusqu'à un certain point cette filiation. « Descartes cherchant un principe de la certitude, dit-il, concède que l'on puisse d'abord douter de tout, excepté d'une seule proposition, *je pense, donc je suis;* car il répugne de croire que ce qui pense n'existe pas dans le moment même où il pense... Si Descartes, ajoute-t-il, n'avait écrit que ces phrases, on aurait raison de dire qu'il est le véritable père de l'éclectisme. » Cela étant, M. Buchez nous permettra de réclamer cette paternité pour saint Augustin. Voici en effet ce qu'on lit au XXVIe chapitre du livre XI de la *Cité de Dieu :* « Je suis très certain par moi-même, sans fantôme et sans illusion, que je suis. Et je ne redoute pas ici les argumens des académiciens, je ne crains pas qu'ils me disent : Mais si vous vous trompez?—Si je me trompe, je suis; car on ne peut se tromper, si l'on n'est. Ainsi, puisque je serais toujours, moi qui serais trompé, quand il serait vrai que je me tromperais, il est indubitable que je ne puis me tromper lorsque je crois que je suis. Il suit de là que quand je connais que je connais, je ne me trompe pas non plus, car je connais que j'ai cette connaissance, de la même manière que je connais

que je suis. » Ni Descartes, ni M. Cousin, ni aucun psychologue n'a jamais parlé autrement; et voilà saint Augustin complice de cette abominable doctrine.

Nous ne parlons pas de l'éclectisme, dont il n'est nullement question dans le livre de M. Buchez; cependant nous ne pouvons laisser sans réponse les attaques qu'il dirige contre la psychologie. C'est une chose assurément que personne ne voudrait croire, si nous n'en étions pas les témoins; mais d'une question scientifique s'il en fut, de la question de savoir si la psychologie est le point de départ légitime et nécessaire de la philosophie, on a fait une question politique et une affaire de parti. M. Buchez a du moins le mérite de la franchise, car il confond dès le premier mot les éclectiques avec les doctrinaires, les éclectiques, c'est-à-dire pour lui les psychologues. Il est curieux de voir comment il rattache au principe même de la méthode psychologique les opinions qu'à tort ou à raison il attribue aux doctrinaires. Vous regardez le moi comme le principe de toutes nos idées, dit-il. Si tout a cette origine, que sera la morale fondée sur une telle base? La morale du moi, c'est-à-dire évidemment une morale égoïste. Ainsi vous commencez par faire du moi le principe de la spéculation, pour en faire ensuite le but et le terme suprême de toute action.

Une pareille agression est-elle sérieuse de la part d'un homme de bonne foi, qui parle partout de dévouement et de sacrifice, et qui, ayant inscrit en tête de son livre le mot de catholicisme, doit savoir apparemment ce que c'est que la justice, à défaut de la charité? Prétendre que l'on doit commencer l'étude de la philosophie par une observation attentive de soi-même, est-ce réduire la philosophie à n'être que cela? Si je crois, avant tout, devoir étudier la nature de mes propres idées, et en rechercher l'origine, s'ensuit-il que toutes mes idées doivent avoir pour origine unique mes sensations, mes sentimens, mes intérêts propres? Vous ne croyez pas sans doute que dans la réalité il n'y ait d'autres idées en nous que celles qui nous viennent des sens, et qui se rapportent à notre bien-être individuel; et s'il y a dans l'esprit humain d'autres idées, pourquoi voulez-vous que le psychologue n'aperçoive que celles que vous lui imputez, et qu'il néglige les autres? Serait-ce que, par hasard, ceux dont vous parlez, en regardant au fond de leur conscience, n'y auraient jamais vu que leur moi et ses modifications? Mais quel est donc alors ce genre nouveau d'hypocrisie qui les porte à soutenir le contraire? Pourquoi proclament-ils, non pas comme vous le dites, la souveraineté du moi, mais l'imprescriptible empire de la raison impersonnelle? Vous affec-

tez de les confondre avec Condillac; cependant vous n'ignorez pas qu'ils ont poursuivi à outrance la philosophie de Condillac, qu'ils l'ont combattue avec excès, qu'ils l'ont frappée à terre, tant ils avaient à cœur d'établir le contraire de ce que vous les accusez d'admettre! S'ils avaient un parti pris avant de commencer leur science (mais n'en pas avoir est leur première règle), s'ils avaient un parti pris, c'était d'étudier l'homme pour y voir autre chose que l'homme, pour lui montrer en lui-même la trace d'une loi qu'il ne peut avoir faite, et qu'il est obligé de subir. Démontrer que cette loi ne saurait venir des sens ni de l'activité propre de l'homme, qu'elle vient de Dieu, que c'est, dans l'œuvre, la marque et comme le sceau de l'ouvrier; que l'homme est contingent, éphémère, fragile, tandis que cette loi est nécessaire, éternelle, immuable; qu'il faut résister à son intérêt propre et le dompter au nom de cette loi; qu'elle seule doit être obéie, qu'elle seule est divine: n'est-ce pas là ce qu'ils ont fait? ou s'ils ne l'ont pas fait, quel est celui qui, ayant ouvert leurs livres, ne sache pas que c'est là ce qu'ils ont voulu faire? Vous en convenez vous-même malgré vous, car comment nier trente années d'un enseignement qui dure encore? Ils ne parlent que de raison naturelle, de droit naturel, dites-vous; or, à nos yeux, la nature n'est autre chose que l'instinct, fait physique et animal, s'il en fut. Quoi! c'est vous qui niez le droit naturel, ce sont eux qui le proclament, et vous les accusez d'être égoïstes! Mais vous, qui niez la morale d'une autre école, où prenez-vous la notion de droit, si vous l'avez? Dans la révélation? Et alors qu'est-ce que la révélation? Est-ce une révélation immédiate de Dieu à chaque homme? Si c'est là ce que vous entendez, contre qui combattez-vous? Croyez-vous donc que personne soutienne que la raison n'est pas une illumination qui nous vient de Dieu? D'ailleurs, si vous parlez de la révélation traditionnelle, comment et par quel moyen cette révélation me donnera-t-elle l'idée de droit, si par moi-même je suis incapable de la concevoir? Ce grand mot de droit naturel, dites-vous, le beau, le bien, ce sont des mots et rien de plus; chaque homme appellera beau ce qui lui plaît, et bien ce qui lui convient. Et qui ne voit que, s'il en est ainsi, la transmission d'une révélation est radicalement impossible; que nous sommes à jamais privés de morale, jusqu'à ce que Dieu nous la révèle individuellement; qu'il n'y a plus ni justice, ni devoir, ni philosophie, ni christianisme? J'entends bien qu'à défaut de raison vous descendez aux injures; vous dites à vos ennemis: Quand l'insurrection vous profitait, vous l'avez trouvée juste; quand elle vous menace, vous l'appelez crime. Vous leur demandez encore:

Quel est celui de vous qui ait fait un sacrifice, autrement qu'à la manière d'Épicure, c'est-à-dire pour obtenir un plus grand bien-être personnel? Eh! peut-être y a-t-il, parmi vos adversaires ou parmi vous, des misérables qui ont le mot d'honneur et de vertu à la bouche, et dans le cœur de honteuses passions. Mais que fait tout cela à la philosophie, et dans une discussion de principes? Laissez là les soldats, et regardez le drapeau!

M. Buchez, qui est si prompt à imposer aux autres des conséquences qu'ils ne veulent pas admettre et que leurs principes ne contiennent pas, est fort loin assurément de se rendre compte de la portée de ses propres théories. Quelles sont en effet ces grandes innovations qui doivent renouveler la philosophie de fond en comble? Une théorie sensualiste sur l'origine des idées, une confusion radicalement impossible de la raison et de la foi, et la morale érigée en criterium de la certitude humaine. M. Buchez ne sent pas où tout cela devrait le conduire; mais c'est une route si souvent parcourue avant lui, qu'il est aisé d'en montrer d'avance le terme fatal. Nos idées, suivant lui, ne sont pas « un phénomène purement spirituel; » elles impliquent deux choses, une certaine modification du cerveau et une opération de l'esprit qui agit sur cette modification. Si M. Buchez se bornait à dire que la perception du monde extérieur suppose, outre l'exercice de notre activité intellectuelle, de certaines modifications cérébrales, ce ne serait pas une *innovation;* l'innovation consiste à affirmer qu'un certain dérangement dans les molécules matérielles qui composent notre cerveau fait partie intégrante de nos idées, et à croire que cette disposition de la matière cérébrale est nécessaire, même quand il ne s'agit pas du monde extérieur. Ainsi, selon M. Buchez, pour penser à Dieu, il est nécessaire d'avoir un cerveau, et Dieu, s'il n'a pas de corps, ne saurait penser à rien! Il ne peut repousser cette conséquence, qui est immédiate, à moins de dire qu'il existe des moitiés spirituelles d'idées, privées de leur moitié corporelle, ou que cette alliance d'un phénomène du corps et d'un phénomène de l'esprit, formant un seul et même phénomène complexe, qui est l'idée, n'est nécessaire que dans l'état actuel, et pendant que l'homme a un corps. Mais si la modification cérébrale n'est pas essentiellement nécessaire à la pensée, pourquoi affirmer, je ne dis pas qu'elle fasse partie de notre pensée, ce qui, pour un spiritualiste, est vraiment trop bizarre, mais qu'elle la précède toujours nécessairement? On ne peut le savoir que par des expériences ou par des inductions tirées de certains faits. Les inductions ne manquent pas, il est vrai, pour établir que

la perception d'un corps extérieur est accompagnée d'une modification de cette espèce; mais, si M. Buchez a par devers lui quelques raisons qui le portent à étendre ce fait jusqu'aux idées que nous avons d'un pur esprit, quelque terrible argument qu'il en puisse résulter en faveur du matérialisme, il est bien à souhaiter qu'il les fasse connaître. Les pauvres métaphysiciens qui prennent tant de souci depuis deux mille ans pour expliquer comment un esprit pense à un corps, seront bien plus embarrassés quand il leur faudra comprendre comment un esprit a besoin d'un corps pour penser à un autre esprit. C'est pourtant l'opinion de M. Buchez. Dans ce système, il faut se demander quelle est la partie d'une idée qui appelle et suscite l'autre partie, si c'est la partie spirituelle ou la partie corporelle. Il semblerait que, quand il s'agit d'un corps, la partie corporelle de l'idée, c'est-à-dire l'impression cérébrale, doit précéder l'action de l'esprit, et que, pour avoir l'idée d'un esprit au contraire, ou d'une notion incorporelle, comme serait l'idée de loi ou l'idée d'infini, c'est la partie spirituelle qui doit être l'occasion déterminante de l'autre. Cependant M. Buchez n'est pas explicite à ce sujet, et il y a même quelques raisons de croire que l'impression cérébrale précède toujours, et qu'elle est elle-même précédée de quelques autres impressions organiques; car, par exemple, comment acquerrons-nous, suivant M. Buchez, la notion d'infini? Nous faisons, dit-il, une action, puis nous la répétons, puis nous pensons qu'on peut la répéter toujours; et nous concluons de là l'idée de l'infini. C'est à merveille, et personne ne contestera qu'une fois que nous aurons l'idée de toujours, l'idée d'infini ne soit bien près; mais, afin de ne pas disputer pour si peu, voilà donc la succession de quelques actions qui produit en nous l'idée d'infini? Il serait superflu d'insister pour montrer que c'est là du sensualisme tout pur. M. Buchez n'avouera peut-être pas cette dernière conséquence; pour lui emprunter les formes polies de son langage, *nous le prions de vouloir bien* étudier Hobbes et Locke, et il nous comprendra.

En quoi consiste le sensualisme? Le sensualisme ne consiste pas à nier l'idée d'infini, l'idée de droit, l'idée de devoir, mais à dénaturer ces idées, afin de faire voir qu'elles peuvent nous venir de l'expérience. Locke n'a jamais contesté que l'idée d'infini ne se trouve dans l'esprit humain; il prétend seulement que cette idée est formée par nous-mêmes, et grace à des phénomènes perçus en nombre indéfini. Il ne lui est jamais venu en pensée de nier la notion de loi, mais il soutient que nous percevons d'abord une succession régulière de

phénomènes; qu'en multipliant les expériences, nous arrivons à croire que cette régularité se conservera toujours; que l'expression abstraite de cette régularité est ce que nous appelons une loi. Cela est faux sans doute et de toute fausseté, et le simple bon sens suffit pour répondre à Locke que cette régularité ne nous apprend l'existence d'une loi spéciale qu'à condition que nous ayons déjà la notion de loi; que le principe de l'induction est distinct des expériences à l'aide desquelles on l'applique; que la partie est nécessairement plus petite que le tout; que l'homme, suivant l'expression de Plotin, ne peut pas se prendre lui-même tout entier dans sa propre main; que, par conséquent, le plus ne peut pas être contenu dans le moins, ni le toujours dans le quelquefois. Mais si ces objections sont radicales, si elles doivent contraindre les sensualistes de bonne foi à renoncer à leur opinion, de quel droit les emploierez-vous au sujet de l'idée de loi par exemple, tandis que vous les bravez au sujet de l'idée d'infini? Si une action répétée un grand nombre de fois vous donne à elle seule, et sans l'intervention d'un principe supérieur, l'idée d'une action répétée un nombre infini de fois, il est évident que le moins donne le plus et qu'il le contient, que nous pouvons l'en tirer par nos propres forces, ce qui est la thèse même des sensualistes. On peut hardiment vous porter le défi de réfuter Locke, sans vous réfuter vous-même, si vous ne renoncez pas à votre théorie sur l'origine des idées. Déclarer qu'on n'est pas sensualiste, et expliquer en même temps qu'une action souvent répétée engendre l'idée d'infini, c'est soutenir à la fois le oui et le non et se contredire soi-même de la façon la plus formelle.

Il est vrai que, si d'une part M. Buchez ne se croit pas sensualiste, de l'autre il ne se croit pas rationaliste non plus. Il nie les doctrines sensualistes comme le font tous leurs adversaires, et il emprunte, pour nier les doctrines rationalistes, les termes que les sensualistes ont coutume d'employer. M. Buchez prétend que la raison naturelle est un vain mot, ou que ce n'est qu'un fait physique et animal s'il en fut; on ne peut proclamer plus explicitement qu'on n'est pas rationaliste. Il déclare aussi que, suivant lui, nous avons des idées qui ne nous viennent pas des sens; c'est à coup sûr se séparer des sensualistes tout aussi nettement. Toutefois ici on peut contester à M. Buchez le droit d'admettre cette seconde proposition; celui qui explique comme il le fait l'origine de l'idée d'infini ne peut citer une seule autre idée qu'on ne lui explique de la même façon. M. Buchez est donc sensualiste, mais il ne croit pas, il ne veut pas l'être; ou plutôt il devrait

être sensualiste pour être conséquent, mais il n'est ni conséquent ni sensualiste.

D'où viennent donc, selon M. Buchez, ces idées que les sens ne nous donnent pas, quoiqu'ils nous donnent l'idée d'infini, et qui ne viennent pas non plus de la raison, fait physique et animal s'il en fut? Elles nous viennent de la révélation; et c'est ainsi que la philosophie de M. Buchez est une philosophie au point de vue du catholicisme. Hâtons-nous pourtant de le dire pour nous rassurer nous-même, et du reste M. Buchez, dont la loyauté est partout évidente, est le premier à en convenir : cette théorie catholique n'est encore admise jusqu'ici que par M. Buchez tout seul ; c'est du catholicisme par-dessus le catholicisme; et la révélation, qui s'était toujours contentée d'être au-dessus de la raison, prétend ici pour la première fois qu'elle est la raison elle-même.

Qu'est-ce que la révélation? M. Buchez dit quelque part que ce mot est très vague : il se trompe; mais il est vrai que ce mot désigne deux choses différentes, et M. Buchez a eu grand tort de ne pas nous apprendre de laquelle des deux il entendait parler. On distingue en effet la révélation individuelle et la révélation traditionnelle. M. Buchez veut-il parler de la révélation individuelle? alors nous nous verrons forcé, quoi qu'il nous en coûte, de dire à M. Buchez qu'il ne vaut guère mieux qu'un rationaliste. Est-ce la révélation traditionnelle? Mais Leibnitz a prouvé, il y a long-temps, que les sensualistes ne peuvent pas l'admettre; et M. Buchez, s'il n'avait pas la révélation, ne serait qu'un sensualiste de son propre aveu.

De même que l'essence du sensualisme consiste à soutenir que toutes nos idées, les idées d'infini, etc., viennent de la sensation, l'essence du rationalisme consiste à prétendre que nous avons des idées qui ne peuvent nous venir des sens, et dont tous les hommes sont pourvus, par cela seul qu'ils sont des hommes. Ce que nous savons de plus certain au sujet de ces idées, c'est que les sens n'ont pas le pouvoir de nous les donner; mais d'où viennent-elles? Là est le champ des hypothèses. Ce sont elles que Platon appelait des souvenirs affaiblis d'une vie meilleure; ce sont les idées innées de Descartes, c'est la vision en Dieu de Malebranche. Si vous dites qu'elles sont l'effet d'une révélation individuelle et immédiate, « la lumière qui illumine chaque homme venant en ce monde, » cela ne change rien aux faits, et cela ne diffère pas au fond des autres théories; car quel est le rationaliste qui ne rapporte pas à Dieu, comme

à leur source éternelle, ces vérités premières qui éclairent notre raison?

Reste donc à M. Buchez la révélation traditionnelle, c'est-à-dire, la révélation faite une fois de Dieu à l'homme, et transmise de génération en génération ou par la tradition ou par l'église. C'est donc la révélation traditionnelle qui est chargée de nous fournir les idées, que la sensation n'aurait pas la puissance de produire. Naturellement, et si nous étions abandonnés à nous-mêmes, nous serions dans l'état où les sensualistes prétendent que nous sommes; mais grace à l'éducation, fondée elle-même sur la tradition, nous apprenons ces idées en quelque sorte surnaturelles. Il n'y a à cela qu'une difficulté, mais elle est grave. Une fois en possession de ces idées que l'homme ne saurait acquérir par lui-même, comment fera le prophète pour les communiquer? Nous sommes prêt, pour nous, à admettre que les hommes ont inventé le langage; mais nous ne voulons et ne pouvons l'admettre qu'à une seule condition, qui ne se rencontre pas ici: c'est que le langage n'exprime d'autres idées simples que celles qui sont communes à tous les hommes. Quant à M. Buchez, qui est de l'école de M. de Bonald, et qui soutient que deux hommes livrés à l'état de nature ne pourraient jamais convenir d'un signe pour exprimer une idée dont chacun d'eux est pourvu, comment se représente-t-il le prophète donnant un nom à une idée simple qui est dans son esprit et dans nul autre, et, au moyen de ce nom, créant dans les autres hommes cette idée qui leur manque, et qu'ils ne sont pas faits pour acquérir? Donnerez-vous à un sourd-muet l'idée du son avec des couleurs, ou à un aveugle l'idée des couleurs avec des sons? La révélation ne pourra donc rien changer à l'état de l'humanité; elle n'éclairera que le prophète; ou vous aurez recours à la raison, ou vous resterez sensualiste. On peut mettre la révélation au-dessus de la raison; mais on ne peut pas la mettre à la place de la raison.

Telle est la bizarrerie du système de M. Buchez, qu'il ne regarde pas la révélation comme infaillible, ou du moins ne la regarde-t-il pas comme évidemment infaillible, car il place au-dessus d'elle un criterium, et ce criterium est une partie d'elle-même; c'est la morale révélée. Il nous faut, dit-il, un principe au moyen duquel nous discernions la vérité de l'erreur; ce principe, ce criterium, *ce n'est pas la société*, car elle se trompe, ni la législation, puisqu'elle a des principes. « Ce *quid* (il appelle ainsi le principe de la certitude pour plus de concision et d'énergie), ce *quid* ne tient pas non plus à

l'homme individuel; ce n'est point une de ses facultés, ni rien qui émane de lui... C'est la loi de la fonction humaine, la morale enfin. »

M. Buchez abonde en démonstrations de toutes sortes pour établir que c'est là le véritable criterium de la certitude. Il soutient d'abord que la morale nous est connue (révélée) avant toute autre chose, et qu'on doit considérer « comme des modes supérieurs d'activité ceux qui, dans l'ordre des temps, ont précédé les autres. » Il ajoute que l'homme a toujours connu la morale; que, même dans l'ordre logique de l'enchaînement des sciences, elle précède l'ontologie; que la morale est l'unique principe qui nous détermine à agir, et que nos facultés resteraient, sans elle, complètement et radicalement inactives; que les réformes politiques entreprises *d'un point de vue social* ont toujours été heureuses, tandis que les utopies fondées sur un point de vue scientifique ont échoué misérablement. La plupart de ces prétendues preuves roulent sur la même équivoque; la morale a toujours été connue, elle précède l'ontologie, si par morale on entend le principe même de la morale, c'est-à-dire la loi du juste et de l'injuste, que chacun trouve gravée au fond de lui-même. C'est la base nécessaire de la morale, mais ce n'est pas toute la morale. La morale est une science très compliquée et très difficile, à laquelle on travaillera encore long-temps, et sur laquelle probablement on disputera toujours. Loin de précéder la métaphysique, elle en est la conséquence la plus directe et la plus immédiate. La distinction du point de vue social et du point de vue scientifique dans les réformes politiques est inintelligible pour tout le monde, probablement sans aucune exception. Prétendre que les enfans ne commencent à agir que sous l'empire de la loi morale, c'est ignorer ce que tout le monde sait, que les enfans sont les égoïstes par excellence. Enfin, comment peut-on nous dire que le monde a toujours connu et nécessairement connu la morale, tandis qu'en combattant l'idée rationnelle du bien moral chez les éclectiques, on soutenait que les hommes appellent bien ce qui leur convient, et qu'ils ont varié cent fois dans l'appréciation de ce qui est bien? Comment peut-on affirmer que les enfans ont l'idée de bien et de mal moral avant de comprendre le sens des mots, tout en adoptant ailleurs l'opinion de Condillac, que l'homme ne peut penser sans les mots? N'est-ce pas là un système qui tient bien sur ses pieds? Et n'est-ce pas aussi une idée heureuse, de juger par la morale la vérité d'un axiome de mathématique ou d'une démonstration d'astronomie? M. Buchez fait une application très curieuse de sa théorie à

différens systèmes astronomiques. Si quelques-uns ont cru que la terre est immobile au centre du monde, c'est qu'ils prenaient l'homme pour un personnage considérable dans l'économie de l'univers. Si d'autres au contraire ont lancé notre planète comme un vil satellite autour du soleil, c'est qu'ils avaient de la nature humaine une opinion plus modeste. On trouvera que cela ferait mieux dans *les Mondes* de Fontenelle que dans un *Traité complet de philosophie;* mais la vérité même peut être amusante.

M. Buchez attache une grande importance à cette idée « si simple et si nouvelle en même temps. » Il l'appelle en propres termes « le complément du catholicisme. » Il ne fait aucun doute qu'une pareille découverte « n'eût épargné beaucoup de malheurs à l'humanité. » Nous avouons humblement que toutes ces découvertes sur l'origine des idées, la révélation et le criterium moral, n'ébranlent en rien notre foi à la raison et à la philosophie, et que nous sommes de ceux qui prétendent, comme dit M. Buchez, que l'homme peut faire la science par le simple usage de ses facultés. « On s'explique avec peine cette infatuation, ajoute encore M. Buchez. En effet, il suffit de tenir compte des observations que nous avons exposées dans le § VIII, p. 113. » Ainsi M. Buchez qui, pour prouver que les doctrines de M. Lamennais contiennent le panthéisme, nous renvoyait à l'étude du buddhisme, se contente de nous renvoyer à un paragraphe de son livre, pour nous guérir de notre confiance dans l'esprit humain. Ce sont,comme on voit, les deux excès opposés : là beaucoup trop, et ici beaucoup trop peu.

M. Buchez ne peut revendiquer, comme lui appartenant en propre, que la psychologie que nous venons de parcourir. Il assure, dans la préface du troisième volume, qu'il y a dans son livre « beaucoup d'autres endroits non moins remplis d'innovations; » mais M. Buchez ne songe pas qu'il peut prendre pour innovation ce qui est tout simplement une omission du *Lexicon rationale* de Chauvin. Sa théorie de la proposition est une innovation pourtant; nous avions jusqu'ici défini la proposition : l'énonciation d'un jugement; et cette définition nous paraissait excellente, parce que nous étions tous d'accord pour désigner par le mot jugement l'acte de l'esprit qui affirme ou nie une chose d'une autre. Mais M. Buchez, qui semble réserver le mot de jugement pour la sentence que prononce un juge sur son tribunal, distingue avec beaucoup de raison des propositions de deux sortes : l'ancienne proposition, la nôtre; puis la proposition narrative, comme celle-ci : Dieu créa le monde en six jours. Cherchez-vous la définition

de la proposition narrative? C'est « la relation que l'homme établit avec son but à l'aide d'une action. » Cette définition, qui se trouve dans un chapitre intitulé : *De la Morale quant à la proposition*, est très propre en effet à jeter un jour tout nouveau sur les questions logiques. « Ce sont là de beaux sujets d'étude, dit M. Buchez, de grands moyens de démonstration. » A la bonne heure, et même des moyens tout nouveaux et qui n'appartiennent qu'à vous et à votre école. Mais il n'en est pas de même, par exemple, du grand procédé que vous voulez substituer aux méthodes *indo-grecques*, et qui consiste à poser d'abord une hypothèse et à la vérifier ensuite par des expériences. Cette méhode est connue de tout le monde, et tout le monde l'a décrite; nous nous bornerons à renvoyer M. Buchez, pour l'exposition de cette méthode, au chapitre XII du livre IV des *Nouveaux Essais* de Leibnitz, et pour la réfutation, à l'un des premiers chapitres de la *Recherche de la Vérité*, par Thomas Reid. En théodicée, les innovations de M. Buchez ont le même sort. M. Buchez emploie, entre autres démonstrations de l'existence de Dieu, cette fameuse preuve de l'origine du langage, si chère à tous les disciples de M. de Bonald; il déclare que Dieu, quoiqu'il n'y ait pas de succession dans sa durée, agit diversement sur le monde à diverses époques. c'est-à-dire « intervient dans la successivité; » que le bien et le mal dépendent de la volonté de Dieu, et que, si Dieu l'avait voulu, ce qui est aujourd'hui le mal aurait été le bien à son bon plaisir; ce sont là de vieilles erreurs et non des innovations. Il est vrai que M. Buchez combat de toutes ses forces l'innéité de la conscience morale. « Nous opposerons, dit-il, à ce préjugé un argument, à savoir, que si cette doctrine était exacte, tout ce que nous avons exposé précédemment serait faux. » Ce n'est pas une raison; et c'est se faire une bien fausse idée de la liberté en général et de la nature divine, que d'anéantir la bonté de Dieu en subordonnant à sa volonté libre la notion même du bien et du mal. Nous ne parlons pas de la doctrine de Dieu un et triple, *Dei uni et trini;* car ici M. Buchez convient qu'il n'innove pas, si ce n'est peut-être dans la langue latine, et il se borne à rapporter l'opinion de saint Augustin, de saint Ambroise, de saint Bernard, de saint Thomas, de Bossuet et de M. l'abbé Frère; il n'oublie que saint Anselme. Enfin, pour terminer sa théodicée, M. Buchez insère, dit-il, un petit travail qui établit les points suivans : Il faut distinguer l'activité, l'action et l'acte; l'activité est la force, l'action est la détermination de cette force, et l'acte en est le produit. L'acte est séparé de la force qui le produit; l'activité peut être infinie en durée et en étendue,

l'action en étendue seulement; l'acte ne peut être infini ni en étendue ni en durée. Le monde étant l'acte de Dieu est séparé de Dieu, et de plus, il est fini. Quelques-unes de ces propositions sont contestables; mais nous les aurions lues sans ressentir ce trouble que l'on éprouve toujours en voyant pour la première fois une théorie nouvelle et audacieuse, si M. Buchez n'avait lui-même prévenu ses lecteurs de la présence d'une *innovation*. « Nous avons hésité quelque temps à insérer ce petit travail, dit-il, car nous le trouvions nous-même très hardi, et peut-être trop nouveau. Cependant nous avons réfléchi qu'il pouvait en ressortir de grandes lumières propres à éclairer ce qui suivrait, et nous nous sommes déterminé. » Il y a des lumières qui ne frappent pas tous les yeux.

Pour compléter ses doctrines sur Dieu et la création, M. Buchez a sa théorie du progrès. Il y a, comme on sait, de la mode partout, même en philosophie, et le mot de progrès est aujourd'hui à la mode, comme celui d'humanité. Les humanitaires n'ont probablement inventé que le nom qu'ils se donnent, et il semble presque qu'on en pourrait dire autant des apôtres du progrès. C'est une vieille maxime, et dont *la sagesse des nations* a fait son profit depuis long-temps, que les jeunes gens sont pleins d'ardeur, avides de nouveautés, et confians dans l'avenir, tandis que les vieillards rachètent leur expérience et leur habileté par la timidité de leurs conseils et leur attachement aux anciennes coutumes. De là, dans la politique, les conservateurs et les révolutionnaires : deux partis qui se surveillent et se gênent l'un l'autre, et dont l'opposition tourne en définitive au bien commun; et comme l'espèce humaine est partout identique à elle-même, il y a aussi dans la science des conservateurs et des révolutionnaires. Mais si l'on voit quelquefois aux prises, jusque dans des luttes purement scientifiques, des admirateurs quand même du passé, et des révolutionnaires mus avant tout par le besoin de s'agiter et de faire du bruit, ces variétés de chaque espèce, en l'absence des passions et de l'intérêt personnel, y sont infiniment plus rares que dans l'ordre politique. Les chefs d'école qui regardent leur système comme le meilleur des systèmes passés et présens, ne vont pas sans doute jusqu'à condamner après eux l'espèce humaine à la stérilité; et d'ailleurs, quand ils ont créé ce grand système, ils ont voulu aller plus loin que leurs devanciers, et se sont placés au point de vue du progrès. Qui a jamais créé une doctrine en se proposant pour but de laisser les hommes dans l'état où ils sont, ou de les ramener en arrière? Augmenter nos connaissances, améliorer notre condition,

contribuer au progrès, n'est-ce pas le but évident de toute philosophie nouvelle? Celui qui admirerait le passé sans réserve, et croirait tous les progrès accomplis, irait-il construire un système, et ne se bornerait-il pas à l'histoire? Philosophie et indépendance, indépendance et progrès, n'est-ce pas, sous trois noms, une même chose? Et s'il en est ainsi, qui donc, parmi les philosophes, est au point de vue du progrès, et qui n'y est pas? Depuis quand la philosophie peut-elle, sans changer de nom, devenir volontairement réactionnaire? Dirons-nous que ceux-là ne sont pas au point de vue du progrès, qui croient faire du nouveau et ne font que ressasser de vieux systèmes? ou que, pour être au point de vue du progrès, il faut non-seulement croire que l'on innove, mais innover réellement, et d'une manière avantageuse pour l'humanité? Que signifie alors cette déclaration inscrite sur le titre, que l'on est philosophe au point de vue du progrès? Est-ce un jugement de l'auteur sur son œuvre? Peut-être a-t-on cru devoir prendre cette enseigne pour indiquer une grande nouveauté et une grande importance dans les résultats qu'on apporte? Chacun croit innover sans doute; mais les uns veulent innover avec sagesse et modération, les autres ne respirent que changemens, et veulent innover pour innover; est-ce là la distinction qu'on a voulu faire? Il n'y a pas en philosophie de réformateur, par la raison que tout philosophe est réformateur, ou veut l'être.

Il est vrai que la théorie particulière de M. Buchez ne s'applique pas à l'humanité toute seule, mais à la création entière; et dans ce sens, mais dans ce sens seulement, elle constitue une opinion distincte, et peut appartenir en propre à une école. Ce n'est pas comme inventeur d'un nouveau système, ce n'est pas parce qu'il s'efforce de contribuer aux progrès de l'espèce humaine en apportant de nouvelles lumières sur notre condition et de nouveaux moyens de l'adoucir, ce n'est pas pour cela qu'il appelle sa philosophie la philosophie du progrès; c'est parce qu'à ses yeux le monde tout entier, l'œuvre de Dieu, s'améliore et marche en avant; le monde passe actuellement, par une suite de transformations successives, d'un état pire à un état meilleur, il est en voie de progrès; et M. Buchez, qui a fait cette découverte, ou qui partage cette opinion, est, à cause de cela, un philosophe du point de vue du progrès. Dieu n'avait d'abord créé que la terre stérile et déserte; peu à peu, sous l'action des lois physiques, elle devint digne d'être habitée; Dieu la peupla d'animaux, et un grand progrès fut accompli. Bientôt les animaux eux-mêmes embellirent leur séjour, et quand la terre fut devenue un paradis terrestre,

Dieu créa l'homme et le lui donna pour maître. A son tour, l'homme agit sur cette terre par la culture, et il la prépare pour des êtres plus parfaits que lui. Nous ne sommes ici que des maîtres provisoires, dont la loi est de travailler sans cesse à nous rendre inutiles. Dieu, qui n'abandonne jamais l'ouvrage de ses mains (car il ne peut se tromper, et toutes ses créations sont bonnes), n'anéantit pas une espèce quand il en produit une autre, et l'humanité doit subsister encore, même après l'avènement de cette race supérieure que M. Buchez entrevoit dans l'avenir. Sans doute il faut triompher de son orgueil pour le ranger à une opinion pareille, et, s'il est fidèle à ses principes, M. Buchez doit admettre en astronomie le système de Galilée.

Un des principes sur lesquels repose cette théorie, c'est que Dieu agit continûment sur la matière; et la formule de cette action continue, c'est qu'elle a lieu suivant la ligne droite, et non suivant la ligne circulaire. Cette expression cabalistique est destinée à nous faire entendre que le monde ne revient jamais sur lui-même, que le progrès a lieu sans intervalles, que le moyen-âge, par exemple, n'a jamais existé, qu'il n'y a jamais eu de cataclysmes, et que la *Science nouvelle* de Vico est une pure rêverie. M. Buchez établit que, la passivité ayant été créée en quelque sorte comme infinie, l'action de Dieu ne pouvait pas avoir pour effet de l'augmenter, mais seulement de la diminuer et de la convertir successivement en résistance. Il ne dit pas si, de progrès en progrès, la passivité en quelque sorte infinie doit se changer en une résistance en quelque sorte infinie. Il ne dit pas non plus ce que c'est que cette passivité, ni à quoi résiste cette résistance; si c'est à Dieu, le progrès que Dieu accomplit en ligne droite le conduit directement à l'impuissance. Il est vrai que Dieu n'accomplit pas ce progrès par son action immédiate; car, s'il diminuait lui-même la passivité, s'il l'anéantissait à un degré quelconque, on pourrait dire qu'il s'est trompé en la produisant; au lieu de corriger lui-même son œuvre, il crée successivement des êtres qui la corrigent pour lui. Il est fort différent en effet de diminuer lui-même la passivité, ou de créer des êtres destinés uniquement à opérer cette diminution. C'est là un principe fécond, comme on voit, et qui ouvre la porte à des créations sans nombre; M. Buchez l'a emprunté aux *valentiniens*, malgré son aversion pour les hérétiques et pour les doctrines d'origine indienne. Ces créations successives, par lesquelles Dieu s'efforce d'améliorer la première, ne sauvent sa bonté qu'aux dépens de sa puissance. L'im-

perfection du monde serait, suivant M. Buchez, un argument contre Dieu, si le monde n'était pas dans un état d'évolution et de développement. A ceux qui reprochent à Dieu de n'avoir pas fait le monde meilleur, M. Buchez répond qu'il le fera. Mieux vaut sans doute un Dieu faible qu'un Dieu méchant; mais quelque effort que l'on puisse tenter, Dieu paraîtra toujours, dans cette doctrine, un ouvrier impuissant ou malhabile. M. Buchez se fait de la Providence une opinion qui a été exposée, réfutée, dépassée il y a bien long-temps; et si sa théodicée est un progrès, c'est assurément un progrès en ligne circulaire.

Voilà donc au fond ce que c'est que cette philosophie du point de vue du catholicisme et du progrès. Il ne s'agit de rien moins que de détruire à jamais les traces qu'ont laissées dans le monde la philosophie grecque et romaine, et le travail des derniers siècles. C'est en vain qu'aux plus mauvais jours du moyen-âge l'église catholique, tout en proscrivant les allures indépendantes de la science, tolère et adopte pour ainsi dire une certaine philosophie soumise et orthodoxe; la philosophie de M. Buchez, qui est le complément du catholicisme, traite de philosophie païenne la doctrine de l'ange de l'école lui-même, et enveloppe dans une même proscription athées, protestans, catholiques, parce qu'ils admettent la raison et le droit naturel. La raison et le droit naturel sont le bagage des matérialistes, que les autres écoles leur empruntent par faiblesse. C'est le malheur et la condamnation des anciens philosophes d'admettre la raison et le droit naturel; les anéantir, c'est la gloire de M. Buchez; sur ce seul point reposent toute sa polémique et toute sa doctrine. Toutes nos idées viennent des sens, même l'idée d'infini; s'il reste quelque idée que les sens ne puissent nous fournir, l'éducation fondée sur la révélation nous les donne. Notre nourrice met aussi aisément des idées dans notre intelligence que des mots dans notre mémoire. *Fides ex auditu*. M. Buchez fait à la raison une guerre d'extermination; il ne s'agit pas pour lui de la dompter, mais de la détruire. Ce qui conserve après cela le nom de raison, ce sera l'intelligence appliquée aux idées sensibles; la raison à la manière de Hobbes, de Gassendi, de Locke; encore, si les sensualistes ôtent à la raison le pouvoir de penser sans le secours des sens, ils lui laissent un droit de souveraineté et de contrôle que M. Buchez lui retire. La révélation est pour lui l'unique juge; et non pas toute révélation, mais la morale révélée. C'est une honnête pensée sans doute, dans les angoisses de la science auxquelles nul ne peut échapper, de mettre au moins à l'abri du

scepticisme ce grand principe moral, inhérent à la nature humaine, et que rien ne saurait ni effacer ni détruire. Mais qu'est-ce que ce principe sans une croyance et une méthode qui en règlent les applications? En quoi est-il plus certain et plus universel que la loi de causalité par exemple? A quel titre cette partie de la révélation sera-t-elle établie au-dessus des autres vérités révélées? Comment soutenir qu'avec ce principe insuffisant pour nous guider dans la vie pratique, nous pourrons nous diriger dans les sciences? Si ce principe se manifeste dans toute conscience humaine à l'aspect d'un acte libre, ne reste-t-il pas muet en présence d'une pensée abstraite? N'est-ce pas une rêverie de juger par le principe moral une proposition de géométrie? N'est-ce pas comme si on voulait voir avec les oreilles et entendre par les yeux? Quoi! c'est parce que Galilée était humble de cœur, et non parce qu'il était un grand mathématicien, qu'il a découvert le mouvement de rotation de la terre autour du soleil! Et c'est avec cela qu'on veut réaliser des progrès et hâter la venue de ces animaux meilleurs qui doivent nous déposséder, et devenir à notre place les souverains du monde sensible!

Soumettre la philosophie à la religion et la raison à la foi, réduire la puissance de l'esprit humain à l'acquisition des idées sensibles, conclure la théorie de la pratique et juger l'astronomie par la morale, se proclamer philosophie du progrès parce qu'on propose de revenir à la méthode des hypothèses et qu'on attend l'avénement sur terre d'une race supérieure à l'humanité, ce n'est faire ni de la religion ni de la philosophie, mais surtout ce n'est pas contribuer au progrès. Pourquoi ignorer l'histoire d'une science où l'on veut marquer sa place? pourquoi interrompre un jour d'importans travaux historiques pour improviser en passant un système complet de philosophie? M. Buchez a sur diverses matières des connaissances très variées et très étendues; il a des intentions droites et honorables, un caractère désintéressé dont sa morale porte l'empreinte. Pourquoi n'a-t-il pas mesuré son souffle? Il aime sincèrement la philosophie; mais suffit-il, pour être philosophe, d'aimer la philosophie?

JULES SIMON.

REVUE LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

Nous voilà, dans l'espace de quelques semaines, bien éloignés des idées de guerre qui du centre de Paris se répandaient comme autant d'éclairs sinistres dans toute l'Europe. L'éclair n'a point amené la foudre. La trompette bruyante s'est tue. Nous tenions, comme le général romain, la paix ou le combat dans les plis de notre manteau, et, après avoir présenté fièrement cette douteuse alternative au Nord et à l'Orient, nous avons déroulé d'une main prudente le vêtement symbolique, et il en est sorti ce que peu d'étrangers espéraient, un signe de paix et de réconciliation. Maintenant, au lieu du glaive, nous prenons la truelle; au lieu d'attaquer, nous travaillons à nous défendre. C'est plus sage, disent les uns; c'est bien triste, pensent les autres; c'est une fatale précaution, s'écrie un troisième parti. Entre ces trois opinions, dont chacune a ses organes, ses apôtres et ses disciples, il ne m'appartient point d'émettre ma pensée. J'essaie de cheminer dans le domaine littéraire, et je n'ose aborder ces hautes régions où l'on traite les destinées de la société et l'avenir des nations. Si, au début de ce paragraphe, j'ai eu la hardiesse de prononcer ce grand mot de guerre, c'est que ce mot, inscrit d'abord en traits de feu sur notre bouclier, se traduit maintenant au-delà du Rhin en brochures et en dissertations, et qu'il rentre par là dans mes attributions.

L'Allemagne, avec son ardeur de discussion, représente dans les temps modernes ces chevaliers du moyen-âge toujours prêts à prendre parti dans

toutes les querelles. Elle est là, retranchée dans ses enceintes universitaires, soutenue par un rempart de livres, la plume à la main et l'écritoire à la ceinture. On lui jette une parole, une idée, et la voilà qui se précipite dans la lice, relève le défi, argumente, ergote, se défend avec l'analyse, riposte avec la synthèse; et, quand on la croit fatiguée de cette longue escrime, elle reparaît tout à coup, cuirassée de citations, comme un plaideur normand qui porte au tribunal ses pièces de procédure.

Les vagues rêves de conquête rhénane que notre presse exprimait l'automne dernier, n'ont pas reparu depuis plusieurs mois dans les colonnes de nos journaux; mais l'Allemagne en est encore tout en émoi, et continue à discuter cette question comme si nos armées marchaient déjà vers le Rhin. Dans l'état de doute et d'agitation où se trouvaient les esprits, un jeune commis des finances, M. Becker, a eu une heureuse pensée, celle de formuler en petites strophes de quatre vers une négation qui commençait à être si délayée dans les brochures et les pamphlets, qu'à peine en apercevait-on le dernier mot. M. Becker est aujourd'hui le poète le plus populaire de l'Allemagne. Ses petites strophes ont fait pâlir le nom de Théodore Kœrner et du fougueux Arndt. Sa *Marseillaise* teutonique, qu'un de nos écrivains appelait spirituellement une idylle à la façon de Mme Deshoulières, a été mise en musique par trente compositeurs, réimprimée par tous les typographes, chantée dans tous les *Lustgarten*. Quand vous passez dans les rues de Cologne, vous rencontrez de bons bourgeois qui tâchent de se donner, en dépit de leur pacifique nature, un air terrible, et s'en vont, une pipe d'une main, un bâton de l'autre, gesticulant et criant à tous les saints de pierre de leurs églises, qui n'en peuvent mais : « Non, ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand! » Oh! heureux pays que celui où le patriotisme se manifeste ainsi en vers harmonieux, où la colère elle-même se traduit en images champêtres! Le roi de Prusse et le roi de Bavière, qui sont personnellement intéressés dans la question, ont voulu récompenser la verve de M. Becker. Le premier lui a envoyé une coupe d'argent que M. de Metternich fera sans doute remplir de vin de Johannisberg; le second lui a adressé une ode écrite et rimée de sa main, ce qui, je l'avoue, est chose peu agréable à recevoir, et moins encore à lire. Mais tout est heur et malheur dans les destinées des poètes comme dans celles des vulgaires mortels. Enfin, pour que rien ne manquât à la gloire du Rouget de l'Isle rhénois, voici qu'un de ses compatriotes, jaloux de son immense succès et désespérant de rien faire qui puisse le contrebalancer, s'avise un beau matin d'entrer dans la demeure du jeune lauréat, et l'accuse de lui avoir volé sa chanson, cette chanson reproduite sous tant de formes et répétée par tant d'échos.

Tandis que la *Marseillaise* de M. Becker, honorée, couronnée, enviée, s'en va ainsi, de province en province, tour à tour éveiller ou bercer au doux murmure de ses syllabes cadencées le patriotisme germanique, les écrivains en prose continuent à développer catégoriquement l'idée que le poète se borne à chanter. Je n'entreprendrai pas d'expliquer, ni même d'énumérer, toutes

les brochures enfantées dans l'espace de quelques mois par le génie allemand, pour démontrer, d'après les règles austères de la logique, le néant de nos rêves et la folie de nos prétentions. Toute idée nouvelle, petite ou grande, vraie ou fausse, qui tombe au milieu de la presse allemande, est bien vite scindée en dilemmes, coulée dans le moule d'une longue phrase, et il faudrait qu'elle fût d'une étonnante stérilité pour qu'à la prochaine foire de Leipsig elle ne se montrât pas dans les catalogues de la librairie, appuyée sur plusieurs respectables in-8° et escortée d'un nombre indéterminé d'in-12.

Le nom et le génie de Goethe, la polémique soulevée par quelques-uns de ses écrits, l'étude de son caractère et de sa vie, ont enfanté toute une série d'œuvres d'analyse, d'esthétique, de biographie, qui s'accroît encore chaque année, et qui est enregistrée dans les recueils littéraires et scientifiques sous le titre de *Goethe's literatur* (littérature de Goethe). Il en est de même pour Schiller, pour Strauss, pour tout homme enfin et pour tout évènement qui a occupé l'attention publique, et il en sera de même bientôt pour la question du Rhin, grace aux brochures de toute sorte qui ont déjà paru sur ce sujet et à celles qui paraissent encore.

Dans une de ces brochures, je trouve l'histoire du Rhin jusqu'à la restauration. Cette histoire démontre clairement que nous n'avons pas le plus léger droit à réclamer les provinces situées au bord de ce fleuve, et que nous sommes là-dessus d'une ignorance profonde. L'auteur, pour nous prouver la nullité de nos prétentions, n'a pas même usé de tous ses avantages. Il pouvait faire remonter son récit jusqu'au déluge, et il a bien voulu ne le commencer qu'à Jules César.

Un autre, pour effrayer les bons habitans de la Prusse rhénane qui seraient tentés de se joindre à nous, raconte avec une vertueuse indignation tous les crimes de la France depuis 1830, l'abandon de la Pologne et de l'Italie, les révolutions suscitées par nous et abandonnées par nous à leur malheureux sort, les promesses faites à Méhémet-Ali et perdues aujourd'hui dans le prestigieux dédale des phrases diplomatiques, puis nos sessions orageuses, nos émeutes. Quel malheur si jamais les riantes et paisibles provinces des bords du Rhin devaient être associées à une nation aussi légère et aussi turbulente! O pauvres innocentes brebis, gardez-vous-en bien!

Un troisième écrivain trouve fort étrange que nous osions redemander le Rhin, quand nous devrions d'abord restituer à l'empire germanique l'Alsace et la Lorraine que nous avons injustement usurpées.

Un quatrième enfin veut bien admettre la France à composition. Défaites-vous, belle dame, lui dit-il, de ces grands airs qui ne nous vont point; ne menacez pas, ne bravez pas; soyez humble et modeste, avouez que vous avez péché et repentez-vous. A cette condition, l'Allemagne voudra bien oublier que vous êtes une voisine fort incommode; la confédération germanique vous absoudra de vos erreurs révolutionnaires, l'Autriche vous éclairera de ses conseils, et la Prusse, dont vous avez fort maladroitement suscité la colère,

vous tendra généreusement la main. De toutes les catilinaires lancées contre notre pauvre pays par des orateurs qui n'imitent de Cicéron que le *quousque tandem*, celle-ci, je l'avoue, est celle qui m'a fait le plus de peine à lire. Dans les autres, on s'emporte, on nous accuse, on nous provoque; dans celle-ci, on nous traite comme des écoliers, des écoliers étourdis et faibles auxquels il faut montrer la férule du maître.

Des écrivains de presque toutes les parties de l'Allemagne ont pris part à cette polémique. C'est une nouvelle ligue du bien public, c'est un autre *tugendbund* où chacun est tenu d'apporter, à défaut du glaive acéré et de l'armure de fer des anciens Germains, son argument et son épigramme. Les écrivains prussiens se distinguent entre tous les autres par leur ton tranchant et leurs paroles hautaines. La Prusse est aujourd'hui de tous les états d'Allemagne celui qui a le plus de vitalité et qui annonce le plus d'avenir. Tandis que l'Autriche se retranche dans le respect traditionnel de ses institutions aristocratiques et s'efforce seulement de préserver sa tour féodale des atteintes du vent révolutionnaire qui souffle de toutes parts; de tenir entre ses mains comme un habile tisserand la navette qui rejoint dans un même tissu la laine de Bohême, le lin d'Italie; de garder dans leur vieux lustre les derniers fleurons de cette couronne que le moyen-âge posait avec piété sur la tête de ses archiducs et que le temps actuel menace de dissoudre; tandis que la noble fille des Césars, les yeux tournés vers le passé, se prosterne comme les pèlerins de Médine devant un tombeau et tâche d'éloigner d'elle tous les bruits du monde qui la troubleraient dans ses pieuses méditations, la Prusse, alerte et hardie, va, vient, écoute, s'instruit, avance. Pour elle, tout est un objet d'étude, d'observation, d'essai, et, ce qui assure sa destinée, c'est qu'elle joint à son ardeur entreprenante l'esprit d'examen, la patience, la réflexion et la ténacité sage, qu'elle sait à propos modifier ses lois et ses institutions, qu'elle ne se jette dans une nouvelle entreprise qu'après en avoir mûrement posé les conséquences, et que, s'il le faut, elle n'hésitera pas à sacrifier l'intérêt matériel du présent aux chances de son avenir. Sa position géographique, qui serait pour un état inerte ou passif une position des plus dangereuses, est pour elle une raison de progrès. Étendue comme un long cordon militaire du nord au sud, de la Pologne à la France, resserrée entre deux lignes de royaumes et de principautés, il faut nécessairement qu'elle s'élargisse sous peine d'être écrasée, et certes elle a bien montré qu'elle comprenait sa situation. Elle agit sur les populations qui l'avoisinent par ses mesures administratives, par ses essais d'améliorations en tout genre, par le tableau de sa prospérité et l'éclat de son enseignement littéraire et scientifique. Elle se les assimile peu à peu par des tentatives dont elle seule peut-être comprend d'abord toute la portée, aujourd'hui par son système monétaire, demain par son réseau de douanes. Nous parlons encore du défaut d'unité de l'Allemagne. Ce défaut est bien plus apparent que réel. Vienne une guerre, l'Allemagne cesse d'être un composé de petites princi-

pautés dont chacune a son histoire, ses intérêts, sa vie à part; elle redevient une grande et forte nation, elle se rallie avec un même cri sous un même drapeau; et qui sait quels fruits porterait alors cette longue et patiente infiltration des idées prussiennes répandues de côté et d'autre, et combien de seigneuries, de duchés se rejoindraient alors à cette monarchie qui sait si bien répandre ses principes et prépare si habilement sa moisson? L'Autriche finit comme elle a commencé : elle met pied à terre au milieu de la rumeur des peuples, et le glaive dans le fourreau, la tête baissée, s'en va comme Rodolphe de Habsbourg, avec le prêtre catholique, rendre les derniers devoirs aux morts. La Prusse, au contraire, s'avance avec audace, tenant d'une main l'épée de Frédéric-le-Grand, et de l'autre le livre de Luther, le livre d'émancipation des temps modernes, la loi de réforme. Elle a le sentiment de sa force et de son avenir, et c'est ce sentiment qui éclate en termes orgueilleux dans les écrits, dans les discours de tous les Prussiens. Il faut les voir, quand ils se réunissent dans quelque solennité militaire ou scientifique, avec quelle ardeur ils entonnent leur chant national, avec quel accent emphatique chacun d'eux s'écrie : *Ich bin ein Prussen* (je suis Prussien). On dirait que tous les autres titres ne sont rien à côté de celui-là. Il y a en eux de l'arrogance de parvenus et de la satisfaction d'un espoir sans bornes. Ils se souviennent que leur pays n'était encore qu'un simple marquisat, au temps où la France était puissante et splendide; mais ils sont bien persuadés que le marquisat, orné déjà d'une couronne royale, s'élèvera au rang des premières puissances. Dans un de ses derniers ouvrages, M. de Raümer parle des populations italiennes soumises à l'Autriche d'une façon qui donnerait un singulier démenti aux strophes de *Child-Harold,* au sonnet célèbre de Félicaja, aux vers de Lamartine. A l'entendre, c'est un grand bonheur pour ces contrées jadis si puissantes, pour ces villes jadis si fières, d'être paternellement administrées par la cour de Vienne, et de lever leur noble tête sous la baguette d'un caporal; puis il ajoute naïvement : Que serait-ce, si ces mêmes cités étaient régies par la Prusse! La Prusse, en effet, voilà le modèle des gouvernemens, voilà le type de la sagesse et de la béatitude dans ce monde. L'Autriche, avec son esprit aristocratique et son absolutisme, mérite bien quelque considération. Mais la Prusse!!

Revenons à nos brochures.

De toutes celles que j'ai lues, deux seulement m'ont frappé par leur ton de justesse, de modération, et les loyales intentions qu'elles expriment.

L'une a pour titre : *La France, l'Allemagne et la Sainte-Alliance des peuples;* l'autre : *Der Rhein* (le Rhin). Toutes deux ont été écrites par un jeune Allemand qui habite Paris : M. Venedey. Homme d'étude et de conviction, M. Venedey peut essayer hardiment une tâche délicate, difficile, et qui pourrait avoir d'immenses résultats, celle de parler véridiquement de la France à l'Allemagne et de l'Allemagne à la France. Il tient à l'Allemagne par sa naissance, par ses liens de famille, par son éducation; à la France, par l'hospitalité qu'il y a trouvée et les témoignages de confiance qu'il y a reçus. Libre

d'observer à loisir notre pays, il ne se laissera point prendre à la surface mobile des choses comme ses compatriotes qui viennent ici passer quinze jours, puis s'en retournent en toute hâte mettre à l'œuvre la presse et s'écrient dans une foule de réclames : Prenez et lisez; toute la France est dans ce volume. Il n'étudiera point, comme cela est arrivé à un assez grand nombre d'Allemands qui, par la crainte d'être lourds, s'efforçaient d'être frivoles, il n'étudiera point nos hommes d'état et nos écrivains au point de vue de la coupe de leur habit et de la couleur de la cravate, et si jamais il pouvait se laisser aller à la fantaisie de travestir en feuilletons épigrammatiques, en silhouettes grotesques, comme MM. Bonstetten, Wolf et autres observateurs de même force, le tableau de nos mœurs et de nos idées sociales, il sacrifierait bien maladroitement l'avenir d'un travail sérieux au plaisir de distraire, de par-delà l'Elbe ou la Sprée, quelques lecteurs oisifs, le soir, au milieu d'un nuage de tabac. Non, il est temps que ces deux grands pays si voisins de l'autre, si bien faits pour s'allier, apprennent à se connaître, non plus par quelques côtés fugitifs et trompeurs, mais par leur vraie nature individuelle et leur mission sociale. C'est cette pensée de rapprochement, d'association des deux peuples, qui a inspiré les deux derniers écrits de M. Venedey, et c'est par-là surtout qu'ils nous ont intéressé.

Dans la première de ses brochures, écrite en français et d'une façon assez correcte pour prouver que l'auteur a fait une étude particulière de notre langue, M. Venedey examine nos idées d'alliance avec l'Angleterre et n'a pas de peine à démontrer, ce dont nous venons d'avoir une preuve assez flagrante dans la question d'Orient, l'impossibilité morale et matérielle de cette alliance. Puis il examine l'état de l'Allemagne, et à côté des chancelleries princières où l'on garde un vif ressentiment de la révolution de juillet, à côté de cette Allemagne officielle qui se défie de nous et prend à tâche seulement de voiler sous des phrases ambiguës sa défiance et son mauvais vouloir, il nous peint l'Allemagne intelligente et libérale, l'Allemagne forte et progressive qui tourne les yeux vers nous, nous suit de ses vœux dans toutes nos tentatives et nous garde toutes ses sympathies. Seulement il ne faut point menacer cette Allemagne, il ne faut pas lui redemander une partie de ses provinces. Nous voilà de nouveau revenus à cette perpétuelle question du Rhin. C'est comme ce clocher de Woodstock, dont parle Walter Scott, que l'on rencontrait toujours par quelque sentier que l'on arrivât. Mais M. Venedey prend son sujet de haut et fait de notre réserve en ce cas, et d'un système de paix bien ferme et bien arrêté, une immense question d'ordre social et de civilisation.

« La France et l'Allemagne, dit-il, sont appelées à devenir les deux colonnes d'une nouvelle sainte-alliance, de l'alliance des peuples, de l'humanité. Et cette guerre que les uns provoquent, que les autres semblent ne pas savoir éviter, détruirait pour long-temps encore la possibilité d'une alliance entre la France et l'Allemagne, qui seule pourrait conduire à la sainte-alliance de toute l'humanité.

« Toutes les autres alliances qui se présentent tant à la France qu'à l'Allemagne, ne peuvent conduire à cet heureux résultat, vers lequel le monde semble se diriger et à qui les hommes semblent s'opposer de toute la force de leur ignorance ou de leurs passions. L'alliance anglo-française n'a abouti qu'à des mécomptes et à l'inimitié entre la France et l'Angleterre; l'alliance franco-russe mettra la France à la queue de la Russie, et n'aboutira qu'à la réalisation des plans égoïstes et barbares de la Russie. Pour l'Allemagne, l'Angleterre ne sera un allié dévoué que si l'Allemagne se résigne à faire les affaires de l'Angleterre, à l'aider dans ses projets de monopole, d'égoïsme et d'absolutisme maritime. Une alliance allemande-russe fera de l'Allemagne l'avant-garde des idées russes, de l'absolutisme et de la barbarie, comme aujourd'hui la Prusse et l'Autriche le sont sous beaucoup de rapports. Ainsi donc, ces deux peuples ne trouveront ni l'un ni l'autre une alliance particulière qui leur permette d'espérer, même pour leur égoïsme, pour leurs intérêts matériels, un résultat satisfaisant. »

L'alliance entre la France et l'Allemagne est la seule qui leur convienne à toutes deux, car elle n'est pas basée sur l'intérêt égoïste de l'une ni de l'autre. La France ne peut pas espérer exploiter l'Allemagne, ni l'Allemagne abuser la France; elles sont toutes deux assez grandes pour se forcer à se respecter l'une l'autre. Elles ne pourront que se rendre justice mutuellement, et c'est pourquoi elles ne seront ni l'une ni l'autre injustes à l'égard des autres peuples. La base de leur alliance sera donc presque forcément celle de la justice pour elles-mêmes et de la justice pour toutes les autres nations; et avec cette base, l'humanité sera constituée.

Dans sa seconde brochure, M. Venedey revient plus en détail sur cette alliance de l'Allemagne et de la France; seulement il me paraît qu'il discute avec plus d'âpreté que dans la première la question du Rhin, et je trouve là un chapitre sur l'Alsace qui m'étonne de la part d'un homme qui cherche à se poser comme un esprit impartial. « Il y a à Strasbourg, dit-il, à Colmar et dans les autres villes de l'Alsace, un assez grand nombre de personnes qui parlent à la fois allemand et français. Le peuple en masse ne connaît ni l'une ni l'autre langue, et parle un patois composé de neuf dixièmes d'allemand et d'un dixième de français, un patois sans logique, sans intelligence, sans expression pour les besoins de l'esprit, organe seulement de l'instinct matériel, de la nécessité. Le langage populaire de l'Alsace est de deux ou trois siècles en arrière de la plupart des dialectes allemands, et je ne crains pas de soutenir avec hardiesse que, sous tout autre rapport, l'Alsace entière est au moins d'un siècle en arrière de l'Allemagne. La langue est toujours le véritable thermomètre du degré de culture intellectuelle d'un peuple, et l'Alsace confirme cette vérité. Dans cette province, la société la plus distinguée se compose de Français et d'Alsaciens francisés; là, on retrouve en grande partie le ton de Paris, autant qu'il peut se reproduire dans une ville de province. Le monde des salons prend pour modèle les cercles français, et tout ce qui s'en éloigne,

tout ce qui est purement alsacien, est d'un couple de siècles en arrière de l'Allemagne et de la France....

« L'Alsace, par sa situation entre la France et l'Allemagne, semble, au premier abord, être appelée à servir d'intermédiaire entre les deux pays, à prendre une égale part aux progrès de l'un et de l'autre. Le contraire est arrivé, par suite de sa position politique. »

Un peu plus loin, M. Venedey ajoute : « La conquête de l'Alsace par la France a toujours été et est encore aujourd'hui un malheur pour cette province. Le mutisme moral de la masse du peuple n'est qu'une partie de ce malheur. »

Par quel étrange système M. Venedey a-t-il pu laisser tomber de sa plume ces lignes injurieuses pour une province qu'il a vue lui-même et qu'il ne juge point par ouï-dire? L'Alsace passe à juste titre pour une des parties les plus intelligentes, les plus vivaces de la France. Nulle part l'instruction n'a pénétré si avant dans le cœur même du peuple, nulle part les écoles ne sont plus nombreuses et mieux tenues, et les élémens d'éducation plus larges; nulle part enfin on ne remarque plus de franche gaieté sur les physionomies, plus d'aisance dans les habitations. J'en appelle à ceux qui ont eu le bonheur de voir de près cette province, de la contempler par un beau jour du haut de la montagne de Saverne, de descendre dans ses vallées, de pénétrer dans ses villages. Quel charme dans l'aspect de ces forêts de hêtres, de ces prairies où paissent de gras troupeaux, de ces maisons simples et paisibles où tout a un caractère d'ordre, de bien-être, de vertus domestiques. Et c'est là l'infortunée province sur laquelle s'apitoie M. Venedey! et ces robustes paysans que l'on voit passer fièrement à cheval, avec leur grand chapeau de feutre et leur gilet brodé, et qui savent si bien appliquer tour à tour leur labeur et leur intelligence pratique aux travaux agricoles et au mécanisme de l'industrie, ce sont là ces hommes plus grossiers que ceux du moyen-âge! et cette noble et sévère cité de Strasbourg, qui renferme tant d'excellentes écoles, qui a donné tant d'hommes distingués aux lettres et aux sciences, et qui imprime chaque année tant de livres estimés en France autant qu'en Allemagne, c'est la pauvre ville qui attriste un enfant de Cologne, où la pensée s'assoupit dans les pratiques du bigotisme! Toute cette Alsace enfin si animée, si prospère, qui joint aux poétiques traditions du passé le mouvement progressif des temps modernes, c'est là ce pays qui est de deux siècles en arrière de l'Allemagne! et tout cela parce que l'Alsace a le malheur d'être réunie à la France, d'avoir un maire au lieu d'un bourgmestre, et de faire partie intégrante d'une grande nation, au lieu d'être régie par un prince qui donnerait quelques centaines de soldats à la confédération germanique, ou de former une petite république. De bonne foi, est-ce là une idée sensée, et M. Venedey n'est-il pas effrayé de voir que son tableau factice de l'Alsace le conduit exactement au même point de vue que M. de Raumer à l'égard de l'Italie? Oui, c'est une erreur, une erreur trop palpable pour que le jeune écrivain ne se hâte pas de la reconnaître avec nous, et de la réparer à la première occasion. Nous sympathisons d'ailleurs de grand

cœur avec l'opinion qu'il a émise sur l'alliance de la France et de l'Allemagne, et ces désirs d'alliance ressortent pour nous non-seulement de ses deux brochures, mais de la plupart de celles qui ont été écrites sur la prise de possession des bords du Rhin. Les unes ont été dictées par d'obscurs fonctionnaires désireux de faire leur cour aux gouvernemens prussien et bavarois. Ce sont les moins nombreuses, et nous n'en tenons aucun compte. En Allemagne comme en France, partout il faut plaindre ces pauvres salariés de chancellerie, qui, pour obéir à leur maître, torturent leur esprit et font mentir leur conscience. Mais ceux qui peuvent dire, la tête levée et la main sur le cœur : voilà ce que nous aimons; ceux-là, soit qu'ils invoquent une constitution, soit que, chose plus hardie encore dans ces jours d'affaissement, ils osent se faire les défenseurs du pouvoir, nous voulons les respecter et les écouter avec attention. Or, ceux-là qui représentent dans ses diverses nuances, non pas la craintive pensée des seigneuries allemandes, mais l'opinion d'un grand peuple, savent rendre à la France l'hommage qui lui est dû; tout en défendant le Rhin comme ils doivent le faire, ils ne montrent guère l'envie de s'armer, de se battre contre nous. D'ailleurs, on ne se bat point quand on discute tant. Nous croyons donc à la paix entre la France et l'Allemagne. Nous croyons à l'alliance durable, de plus en plus profonde et éminemment civilisatrice, des deux peuples. Un livre publié récemment par un écrivain qui agite tour à tour, avec tant de verve et d'ironie les questions de littérature et de politique, confirme en nous l'idée de cette alliance au point de vue le plus pacifique, mais, hélas! il faut le dire, le moins idéal. Je veux parler du nouveau livre de M. Heine.

Henrich Heine uber Ludwic Borne (*Henri Heine sur Louis Boerne*). — Je veux garder le laconisme du titre allemand, et je me rends coupable d'un barbarisme. Que les lecteurs me pardonnent. Quiconque voudra lire ce volume sera bien obligé de faire d'autres concessions à l'auteur. Avec ce petit livre élégant, coquet, et qui ressemble, sous sa couverture jaune et ses feuillets satinés, au roman qu'un jeune écrivain jette d'une main timide et suit d'un regard inquiet dans le monde littéraire; avec ce titre si simple en apparence, mais si cruel au fond, Heine a fait crier et gémir d'un bout de l'Allemagne à l'autre le carillon de la presse, et, s'il était traduit en français, il pourrait bien soulever parmi quelques-uns de nos grands journaux la même tempête. Mais je ne veux pas prolonger davantage les préliminaires; je viens au fait. Ce livre n'est point une notice biographique, ni une appréciation littéraire. C'est une nouvelle promenade de l'auteur des *Reisebilder,* une promenade dans l'enfer grotesque de ce monde, où Boerne et Heine représentent Virgile et Dante, où Mme Wohl, la *zweideutige Dame,* comme l'appelle l'amer historiographe de ce voyage, figure Béatrix; où la démocratie est, comme Françoise de Rimini, surprise dans son crime et frappée d'un glaive qu'elle emporte dans le flanc; où l'on aperçoit dans le lointain la sombre tour d'Ugolin,

la tour du scepticisme qui se torture dans sa faim et se déchire les entrailles. Je vous laisse à penser les douces idées, les pieuses physionomies, les rêves candides, que l'on doit rencontrer dans une telle pérégrination. Le premier acte de cette *Divina comedia* se passe à Francfort, le dernier à Paris; çà et là quelques petits épisodes nous transportent en Pologne ou à la fête de Hambach, aimable attention du poète, qui, de peur que l'unité trop rigoureuse de son récit ne nous paraisse monotone, emploie pour le varier ces arabesques ingénieuses.

En 1815, Heine entend parler de Boerne pour la première fois. Quelques années après, il vient le voir à Francfort, et il trace ainsi son portrait : « Après m'être égaré long-temps à travers des rues étroites et tortueuses, je demandai à un marchand de lunettes où demeurait Boerne. « Je ne sais pas, me répondit-il d'un air malin et en secouant la tête, où demeure le docteur Boerne; mais Mme Wohl reste sur le Wollgraben. » Une vieille servante aux cheveux rouges, à laquelle je m'adressai ensuite, me donna enfin l'indication que je désirais, et ajouta en souriant d'un air de satisfaction : « Je suis au service chez la mère de Mme Wohl. »

« J'eus quelque peine à reconnaître l'homme dont le premier aspect était resté vivement empreint dans ma mémoire. Il n'y avait plus sur sa figure aucune trace de son dédaigneux mécontentement, de son orgueilleuse tristesse. Je vis un petit homme satisfait, languissant, mais non malade, une petite tête couverte de petits cheveux noirs et plats, une teinte de rougeur sur les joues, des yeux bruns très vifs, de l'animation dans chaque regard, dans chaque mouvement et dans la voix. Il portait une petite camisole en laine grise tricotée, qui le serrait comme une cuirasse et lui donnait une mine étrange. Son accueil fut tendre et expansif, et trois minutes étaient à peine passées, que nous causions avec abandon. De quoi causions-nous? Quand des cuisinières se rencontrent, elles parlent de leurs maîtres, et quand des écrivains allemands se rencontrent, ils parlent de leurs éditeurs. »

Là-dessus vient le dialogue, et quel dialogue! Ne songez pas, je vous prie, à ceux de Platon; ils ne vous donneraient pas la moindre idée de celui qui s'établit dans cette obscure maison de Francfort, sous les regards de Mme Wohl. Les deux interlocuteurs passent tour à tour en revue les évènemens les plus récens, les hommes d'état et les écrivains de l'Allemagne. Quand Boerne se montre trop indulgent dans ses appréciations, Heine se hâte de lui tendre un nouvel aiguillon. Par une réciprocité touchante, quand Heine fait mine de s'attendrir, Boerne le fortifie et le remet dans la bonne voie, et lorsque le portrait d'un historien, d'un poète, a été ainsi tracé par l'un, revu et corrigé par l'autre, verni par tous les deux, je vous assure qu'il est d'une curieuse couleur, et que le pauvre patient qui a passé par cette analyse n'a rien de plus à demander.

Quelquefois les deux terribles causeurs passent des questions individuelles aux questions générales. Boerne parle ainsi de l'Allemagne. « C'est une erreur,

dit-il, de croire que le peuple allemand n'a pas inventé la poudre. Le peuple allemand se compose de trente millions d'hommes. Un d'eux a inventé la poudre, les 29,999,999 autres Allemands ne l'ont pas inventée. Du reste, l'invention de la poudre est aussi utile que celle de l'imprimerie quand on en sait faire un bon usage. Nous autres Allemands, nous employons la presse à répandre la sottise, et la poudre à propager l'esclavage. »

Là-dessus le bon Heine essaie de faire une patriotique réplique, et Boerne continue : « J'avoue que la presse allemande a produit beaucoup de bien, mais elle a engendré bien plus de mal encore. Si je jette un coup d'œil sur notre histoire, je vois que les Allemands ont peu d'aptitude à la liberté, qu'ils ont au contraire toujours appris très facilement l'esclavage par les théories et la pratique, et qu'ils l'ont enseigné avec succès chez eux et au dehors. Oui, ils ont été les *ludi magistri* de l'esclavage, et partout où l'obéissance aveugle a dû être imposée par le bâton sur le corps et sur l'esprit, la leçon s'est donnée au moyen d'un maître d'exercice allemand. Nous avons répandu l'esclavage sur toute l'Europe, et comme monumens de ce déluge, nous voyons sur tous les trônes des races de princes allemands, pareilles à ces débris pétrifiés d'animaux monstrueux jetés au sommet des plus hautes montagnes par l'inondation. Et maintenant, s'il y a encore un peuple libre, on lui mettra sur le dos le bâton allemand. La sainte patrie d'Harmodius et d'Aristogiton, la Grèce, nouvellement affranchie, a été elle-même soumise à la servitude de l'Allemagne. La bière bavaroise coule à Athènes, et la canne bavaroise gouverne l'Acropolis. C'est une chose affreuse à penser que le roi de Bavière, ce petit tyran et ce mauvais poète, ait osé donner son fils pour roi à la contrée où fleurirent autrefois la liberté et la poésie, à la contrée où il y a une plaine qui s'appelle Marathon et une montagne que l'on nomme le Parnasse. Je ne puis songer à cela sans frémir... Aujourd'hui j'ai lu dans les journaux que trois étudians de Munich ont été forcés de s'agenouiller et de faire amende honorable devant l'image du roi Louis. S'agenouiller devant l'image d'un homme, et qui plus est, d'un méchant poète! Si je l'avais en mon pouvoir, c'est lui que j'obligerais à fléchir le genou et à faire amende honorable pour tous les mauvais vers qu'il a faits, pour son offense envers la majesté de la poésie. »

Heine, qui ne veut pas laisser son interlocuteur s'aventurer seul dans les régions transcendantes de la politique, répète comme lui le *paulo majora canamus*, et trace le système de la société moderne : « Richelieu, dit-il, Robespierre et Rotschild sont les trois plus terribles niveleurs de l'Europe. Richelieu détruisit la souveraineté de la noblesse féodale et la courba sous le joug du libre arbitre royal, qui la dégrada par des offices de cour, ou la réduisit à une mortelle impuissance dans les provinces. Robespierre coupa la tête à cette noblesse asservie et corrompue. Cependant le sol était encore là, et le nouveau seigneur, le nouveau propriétaire était un aristocrate comme ses prédécesseurs, et maintenait, sous un autre titre, leurs prétentions. Alors arriva Rotschild, qui détruisit la suprême puissance du sol en élevant à sa

plus grande hauteur le système des rentes sur l'état. En mobilisant les revenus, les propriétés, en donnant à l'argent les droits attachés autrefois au sol, il fonda une nouvelle aristocratie. Mais celle-ci repose sur un élément incertain, sur l'argent, et ne peut par conséquent être aussi nuisible que l'ancienne aristocratie, qui avait ses racines dans le sol. L'argent est plus mobile que l'eau, plus fugitif que le vent, et l'on pardonne volontiers à l'aristocratie actuelle, à cette aristocratie d'argent, son impertinence, quand on songe à sa nature passagère. »

Quelques années après, Heine et Boerne se retrouvent à Paris. La révolution de juillet a éclaté. La révolution de Pologne, de Belgique et toutes les petites révolutions d'Allemagne ont tour à tour éveillé, exalté, puis comprimé douloureusement les espérances de la démocratie. Quel thême, et quel sujet de réflexion pour nos deux philosophes, qui reprennent le chalumeau et continuent leur entretien à la façon des bergers de Virgile!

Heine parle des Polonais qui arrivaient alors en France et les décrit ainsi : « Ces Polonais ressemblaient au moyen-âge de leur pays, ils portaient des forêts vierges d'ignorance dans la tête. On les voyait accourir en masse à Paris et se précipiter ou dans les sections de républicains, ou dans les sacristies de l'école catholique; car, pour être républicain, il n'est point nécessaire de savoir beaucoup, et, pour être catholique, on n'a pas besoin de rien savoir, il faut seulement croire. Les plus habiles d'entre eux ne comprenaient la révolution que sous forme d'émeute, et ne soupçonnèrent jamais qu'en Allemagne on ferait peu de progrès par le tumulte et les séditions de carrefour. Un de leurs plus grands hommes d'état employa contre les gouvernemens allemands une manœuvre aussi malheureuse que ridicule. Il avait remarqué au passage des Polonais qu'un seul Polonais suffisait pour mettre en mouvement une paisible ville d'Allemagne, et comme c'était un savant lithuanien, très versé dans la géographie et sachant que l'Allemagne se compose d'une trentaine d'états, il envoyait de temps en temps un Polonais dans la capitale d'un de ces états, comme un numéro qu'on met à la loterie. Il n'avait pas toujours grand espoir de réussir, mais il faisait ce calcul : je hasarde un Polonais; si je le perds, ce n'est pas une grande perte, et si mon numéro gagne, voilà peut-être une révolution qui éclate. »

Boerne revient de la fête de Hambach, de cette fête qui mit en rumeur toute la confédération germanique et toute la police allemande, de cette fête où il avait été accueilli avec enthousiasme comme un tribun populaire montant le mont Aventin, et voici ce qu'il en raconte : « Je me suis bien amusé. Nous étions là tous des amis de cœur, nous serrant la main et buvant à notre fraternité. Je me souviens surtout d'un vieux homme avec lequel j'ai pleuré une heure entière, je ne sais plus pourquoi. Nous autres Allemands nous sommes vraiment d'excellentes gens, et l'on ne nous accusera plus d'être aussi peu pratiques qu'autrefois. Nous avions aussi à Hambach un temps magnifique, des journées de mai tout roses et tout lait. Il y avait là une belle jeune

fille qui voulait me baiser la main comme à un vieux capucin. Moi je n'ai pas voulu le lui permettre; alors son père et sa mère lui ont ordonné de me donner un baiser sur les lèvres, et m'ont assuré qu'elle lisait avec bonheur mes œuvres complètes. Je me suis vraiment bien amusé. Puis on m'a volé ma montre; mais cela me fait plaisir; c'est bien; cela me donne de l'espoir. Nous avons donc aussi des fripons parmi nous. C'est une bonne chose. Nous n'en réussirons que mieux. Ce maudit garnement de Montesquieu ne nous avait-il pas persuadé que la vertu doit être le principe des républicains? J'étais inquiet, je voulais que notre parti fût tout entier composé d'honnêtes gens, et de la sorte, nous ne serions arrivés à rien. Il faut que nous ayons, comme nos vieux ennemis, des fripons parmi nous. Je voudrais découvrir le patriote qui m'a soustrait ma montre à Hambach; dès que nous aurons le pouvoir entre les mains, je lui confierais la police et la diplomatie. Mais je le trouverai bien, le voleur. Je ferai annoncer dans le *Correspondant de Hambourg* qne je promets une récompense de 100 louis à l'honnête homme qui a trouvé ma montre. C'est du reste une montre précieuse comme curiosité. C'est la première qui a été volée par la liberté allemande. Oui, nous nous éveillons aussi, nous fils de la Germanie, du sommeil de notre honneur. Tremblez, tyrans, nous volons aussi. »

Heine reprend la parole, et cette fois ce n'est plus pour répondre aux projets, aux sarcasmes, aux récits douloureux ou exaltés de l'écrivain démagogique; c'est pour le juger, lui et ses principaux partisans:

« Le premier représentant, dit-il, du mouvement révolutionnaire de l'Allemagne à Paris, le plus important, était Boerne, et il le fut jusque dans les dernières années de sa vie, et lorsque, après la défaite des républicains, les deux agitateurs les plus actifs, Garnier et Wolfrum, se retirèrent du champ de bataille. Le premier était un homme d'une étonnante activité, et, il faut lui rendre justice, il possédait à un haut degré tous les talens démagogiques : beaucoup d'esprit, de connaissances, et une grande éloquence. Mais c'était un intrigant. Dans le tumulte d'une révolution allemande, Garnier aurait certainement joué un rôle; l'entreprise échoua, et il s'en trouva mal. On dit qu'il fut obligé de quitter Paris où son hôte en voulait à sa vie et le menaçait non pas d'empoisonner ses alimens, mais de ne plus lui rien donner à manger que contre argent comptant. Le second de ces agitateurs, Wolfrum, était un jeune homme de la Bavière, de Hof, si je ne me trompe, qui, après avoir été employé dans une maison de commerce, abandonna sa place pour se dévouer aux idées de liberté qui éclataient alors et qui s'étaient emparées de lui. C'était une honnête et généreuse nature, animée d'un pur enthousiasme, et je me crois d'autant plus obligé d'exprimer cette opinion, que sa mémoire n'a pas encore été entièrement lavée d'une indigne calomnie. Lorsqu'il fut banni de Paris et que le général Lafayette adressa à ce sujet une interpellation à M. le comte d'Argout, alors ministre de l'intérieur, M. d'Argout soutint que le banni était un agent des jésuites de Bavière, et qu'on en avait

trouvé les preuves dans ses papiers. Wolfrum, qui était alors en Belgique apprit par les journaux cette accusation et voulut sur-le-champ partir pour venir lui-même la repousser. Faute d'argent, il fut obligé de faire le voyage à pied. Par suite de son agitation morale et d'une fatigue extrême, il tomba malade. A son arrivée à Paris, il entra à l'Hôtel-Dieu et y mourut sous un nom supposé. »

Je m'arrête à ce dernier épisode. Comme expression d'une pensée individuelle, tout ce livre, si vif, si spirituel, est plein d'une profonde tristesse; le récit des rêves, des agitations, des vaines espérances de l'auteur est mêlé à celui du développement, du progrès et de la répression des idées révolutionnaires de l'Allemagne pendant l'espace de dix ans. En racontant cette odyssée de la démocratie allemande qui, après avoir porté son ambition si haut, n'a pas même pu, comme l'heureux roi d'Ithaque, trouver un refuge aux lieux d'où elle était partie, c'est sa propre histoire que le poète raconte; c'est une nouvelle page de biographie qu'il ajoute à celles qu'il a déjà autrefois répandues çà et là. Tout dans cette dernière œuvre porte l'empreinte d'un pénible désenchantement; il y a de l'amertume dans son sourire, du regret dans l'expression de sa joie, et un dard envenimé au fond des fleurs poétiques dont il entoure parfois son récit. Le livre commence par un sarcasme et se termine par un cri de douleur, la douleur de l'exil.

Comme histoire d'un mouvement politique, cet ouvrage est d'un grand intérêt; il constate l'impuissante activité d'un parti qui a, pendant plusieurs années, effrayé la confédération germanique et occupé, par contre-coup, la France. C'est le procès-verbal du démembrement de la *jeune Allemagne;* c'est l'oraison funèbre de ses espérances démocratiques.

LEBENSNACHRICHTEN. (*Documens sur la vie de Barthold George Niebuhr*). 3 vol. in-8°. — Depuis que, pour satisfaire aux caprices de notre mobile et incessante curiosité, chaque jour, à des heures régulières, la presse nous livre, corps et ame, pieds et poings liés, des individualités, j'ai souvent plaint le sort des pauvres hommes célèbres. Autour d'eux il n'y a plus ni repos, ni mystère. Leur demeure est de tous côtés ouverte aux regards indiscrets, leur vie est comme un livre dont les fermoirs ont été violemment brisés, et dont chacun croit avoir le droit de dérouler l'une après l'autre les pages les plus intimes. La solitude n'a pour eux pas d'ombre assez profonde pour les dérober au grand jour de la publicité, et les dieux du foyer n'ont pas l'aile assez large pour leur donner un asile sûr dans le sanctuaire de la famille. L'homme célèbre meurt: vous croyez peut-être que cette outrageante inquisition qui l'a harcelé toute sa vie s'arrêtera devant sa tombe. Non pas. A peine ses yeux sont-ils fermés, qu'à l'instant même parens, amis, légataires directs et collatéraux se mettent à fouiller dans ses manuscrits, à recueillir ses notes, ses lettres inachevées, les pensées fugitives qu'il aura écrites dans un moment d'erreur, les quelques pages sans suite qu'il aura tracées pour se distraire un

jour où il avait les diables bleus. En vain une voix vraiment amie s'écriera : Mais tout ceci n'est pas digne de lui, ce n'est pas lui que vous représentez dans ces bribes éparses que vous livrez d'une main si légère à la postérité. C'est la partie la plus attaquable de son esprit. C'est un de ses rêves passagers ou une de ses erreurs. Vous n'avez pas le droit de divulguer ainsi ce qu'il tenait secret, de faire vivre ce qu'il aurait anéanti. Votre zèle à le servir est une trahison, votre respect pour tout ce qu'il a écrit ou essayé d'écrire est une impiété.

N'importe. Il faut que l'homme célèbre subisse cet affligeant honneur, il faut qu'on pénètre dans les plis et replis de sa nature morale et physique, qu'on entre dans l'analyse minutieuse de ses besoins, de ses fantaisies, de ses passions, de ses heures d'exaltation et de ses heures d'affaissement. Il faut qu'on voie dormir le bon Homère. Il y a, je le crois, au fond de ce mouvement inquiet et presque fébrile de curiosité qui nous porte à donner tant de coups de scalpel dans les artères les plus faibles d'une belle et noble organisation, un sentiment que nous repousserions peut-être comme mesquin et égoïste, si nous y réfléchissions. Cet artiste, ce philosophe, cet écrivain, dont nous faisons une étude si minutieuse, était dans l'ensemble de sa situation, dans le groupe de ses œuvres, un être trop grand et trop idéal. En le disséquant, nous faisons disparaître le prestige qui l'entourait, et nous nous vengeons par ses côtés vulgaires de l'admiration qu'il nous imposait par son génie.

Ces réflexions me viennent en lisant la *Correspondance* de Niebuhr, récemment publiée en Allemagne. Près des deux tiers de cette correspondance ne renferment que des détails sans intérêt, de longues pages qui auraient tout aussi bien pu être écrites par quelque honnête bourgeois du Holstein que par l'illustre historien; le reste, joint aux récits intercalés çà et là par l'éditeur, est important. En se faisant un autre plan de travail, en laissant dormir dans les cartons des collecteurs d'autographes ces lettres monotones qui n'ont d'autre mérite que d'être signées du nom de Niebuhr, en n'admettant dans son recueil que les fragmens dignes d'être conservés, les pages caractéristiques, en réduisant enfin ces trois gros volumes en un volume de pièces choisies, M. Perthes aurait rendu, nous le croyons, un hommage plus vrai, plus respectable à la mémoire de celui dont il voulait glorifier le nom. Ce qu'il n'a pas fait, nous allons essayer de le faire; nous tâcherons de retracer la vie de Niebuhr avec quelques-uns de ses récits, avec les lettres qui peignent le mieux son développement intellectuel.

Barthold-George Niebuhr naquit à Copenhague le 27 août 1776. Son père, de retour de ses célèbres voyages en Orient, occupait depuis quelques années dans cette ville l'emploi de capitaine-ingénieur. Sa mère était la fille d'un médecin de la Thuringe; elle avait été élevée en Danemark et parlait facilement le danois. Niebuhr eut ainsi dès son bas âge l'occasion d'apprendre simultanément deux langues; plus tard, il devait donner une bien plus grande extension à cette faculté philologique. En 1778, le capitaine-ingénieur fut nommé

conseiller de justice dans la province de Dethmar. Toute la famille quitta alors la capitale du Danemark pour aller habiter le petit village de Meldorf. Il faut encore placer ce changement de situation au nombre des circonstances favorables qui influèrent sur le caractère et la destinée de Niebuhr. Éloigné des distractions d'une grande ville, retiré dans une solitude paisible, sous la sauve-garde d'une mère intelligente et tendre, sous la tutelle d'un homme qui avait passé sa vie à s'instruire, qui avait vécu dans le monde des savans et visité les pays lointains, et dont la demeure, assez humble du reste, était remplie de livres précieux, Niebuhr s'habitua de bonne heure aux douces et salutaires jouissances d'une vie calme et retirée, de la vie de famille et d'étude. Son père fut son premier maître; il lui enseignait le français, l'anglais, l'histoire, la géographie. Un de leurs voisins, homme de goût et d'instruction, le poète Boje, éditeur de l'*Almanach des Muses* de Gœttingue, venait assez souvent les voir et mêlait aux graves pensées du savant Niebuhr les fleurs plus suaves et plus légères de la littérature. De temps à autre aussi, un étranger, attiré par la réputation du voyageur en Arabie, venait visiter sa retraite et ouvrait, par ses entretiens, de lointaines perspectives aux regards de l'enfant qui, assis alors sur les genoux de son père, écoutait d'un air pensif et s'élançait par la pensée à travers ces lieux inconnus dont il entendait décrire l'aspect et raconter les mœurs.

Entouré ainsi de tout ce qui pouvait en même temps éveiller son imagination et donner à ses idées naissantes une direction avantageuse, le jeune Barthold ne tarda pas à se distinguer par l'élan de son intelligence et par l'ardeur qu'il mettait à s'instruire. Peut-être qu'alors, avec son esprit porté à l'enthousiasme, au milieu de la solitude où il vivait, au sein d'une nature agreste et mélancolique, une légère impulsion eût suffi pour le jeter dans les voies de la poésie; mais son père était là, qui n'accordait qu'un espace limité au vague essor de son enfance, qui l'arrêtait d'une main ferme dans le cours de ses rêves vagabonds et le ramenait par des sentiers directs à la réflexion, à l'étude sérieuse. Il s'éloigna donc des domaines de la poésie pour entrer dans ceux de la science, et l'on raconte que tout jeune il se passionnait déjà pour les idées politiques, il se traçait sur la carte une contrée imaginaire dont il se déclarait le chef, et à laquelle il donnait des lois, des institutions. Ainsi Goethe, dans son enfance, composait de petits drames et les jouait avec sa sœur. Ainsi Bernardin de Saint-Pierre, fuyant de l'école, s'en allait dans un bois pour y vivre en ermite. Souvent le génie de l'homme se révèle par une de ces manifestations légères avant de porter ses fruits. L'enfance est la fleur embaumée qui en laisse percer le germe à travers sa mobile enveloppe, et l'âge mûr ne fait éclore que ce qui était préparé depuis long-temps.

A treize ans, Niebuhr entra au gymnase de Meldorf, sans cesser d'être dirigé et encouragé dans ses travaux par son père. Plus tard il entra dans une école de Hambourg, où il étudia avec ardeur les langues modernes. En 1807, son savoir philosophique était ainsi récapitulé dans une lettre de son

père : « Il n'avait que deux ans lorsqu'il vint à Meldorf; ainsi l'allemand peut être regardé comme sa langue maternelle. Dans le cours de ses études, il apprit le latin, le grec, l'hébreu. En outre il apprit à Meldorf le danois, l'anglais, le français, l'italien, assez pour pouvoir lire un livre écrit dans une de ces langues-là. Des ouvrages jetés sur nos côtes par un naufrage lui donnèrent occasion d'étudier le portugais et l'espagnol. Il n'étudia pas beaucoup l'arabe chez moi, parce que j'avais prêté mon dictionnaire arabe et que je ne pus m'en procurer un autre. A Kiel et à Copenhague, il s'exerça à parler et à écrire le français, l'anglais et le danois. Sous la direction du ministre d'Autriche à Copenhague, le comte Ludolph, qui était né à Constantinople, il apprit le persan, et ensuite de lui-même l'arabe; en Hollande, le hollandais, à Copenhague le suédois et un peu d'islandais; à Memel, le russe, le slavon, le polonais, le bohême, l'illyrien. Si j'ajoute à cette énumération le plat allemand, voilà vingt langues bien comptées. »

En 1794, il entra à l'université de Kiel, beaucoup plus instruit que la plupart de ses condisciples, et bien plus avide qu'eux tous d'étude et de savoir. Ses lettres, à cette époque, indiquent une vive exaltation d'esprit. Il se passionne pour l'antiquité; il lit avec des transports d'enthousiasme les historiens grecs; il pleure avec Euripide, il s'enflamme avec Homère. En même temps il jette autour de lui un regard inquiet et frémit d'impatience en voyant chez ses professeurs, dans la bibliothèque de l'université, tous les livres qu'il ne connaît pas encore, qu'il voudrait connaître, et qu'il n'aura peut-être jamais le temps de lire. « La tête me tourne, écrit-il un jour à son père, en songeant à tout ce que j'ai encore à apprendre : philosophie, mathématiques, physique, chimie, histoire naturelle, l'histoire dans la perfection, l'allemand et le français dans la perfection, puis le droit romain aussi bien que possible, puis une partie des autres jurisprudences, les constitutions de l'Europe entière, tout ce qui tient à l'antiquité, et tout cela dans l'espace de cinq ans au plus. Il faut que j'apprenne tout cela. Mais comment? Dieu sait. »

Rien de ce qui fait ordinairement la joie des étudians allemands, courses à cheval, réunions bruyantes, rien ne pouvait le détourner de la tâche régulière qu'il s'imposait chaque matin et du bonheur qu'il éprouvait à compulser un livre de science. Le monde l'attirait peu. Les femmes lui inspiraient une sorte de terreur. « De jour en jour, écrivait-il, je dois paraître plus sot aux yeux des femmes. La timidité m'ôte le courage de leur adresser la parole, et par cela même que je crois leur être insupportable, je supporte difficilement leur présence. »

Deux années se passèrent ainsi, deux années d'efforts courageux, d'études assidues et de réflexions. Dans cet espace de temps, il s'était tellement distingué par la portée de son esprit et l'étendue de ses connaissances, que le comte de Schimmelmann, premier ministre de Danemark, l'appela auprès de lui comme secrétaire. Niebuhr porta dans le monde, où il entrait si subitement, les goûts qui l'avaient constamment occupé à Meldorf, à Hambourg,

à Kiel. Une fois les devoirs de sa place remplis, il rentrait dans le silence de sa retraite et reprenait ses livres. De temps à autre, cependant, les vagues désirs de la jeunesse viennent le surprendre dans son silence, les rêves de l'imagination l'arrêtent dans son travail, et alors il est curieux de voir comme cet esprit tenace et laborieux résiste à ces écarts de la pensée, comme il s'accuse lui-même de mollesse et s'excite à reprendre sa tendance sérieuse et son énergie.

« Je me suis, dit-il, souvent trouvé dans un état d'incapacité et d'éloignement pour toutes les nobles et laborieuses occupations, qui m'a rendu très malheureux; car j'éprouvais alors un sentiment de faiblesse, de décadence qui me déchirait et me torturait le cœur. Il y a des hommes qui ressentent aussi une inégalité humiliante dans l'exercice de leurs facultés intellectuelles. Tel travail qui les charmera un jour et leur paraîtra facile à accomplir, ne leur inspirera d'autres fois que de l'éloignement et leur semblera inexécutable. Mais ce n'est pas encore là cette mollesse sans bornes, cette absence d'idées dont j'ai souvent honte. Ce mal ne tient donc pas à l'organisation fatale de certaines natures; il s'est glissé et enraciné en moi par une infortune particulière ou par ma faute Pour s'en délivrer, il faut nécessairement remonter à son origine, en arracher avec force les germes, et prendre à tâche de les détruire. Dans l'oisiveté presque constante, dans les rêveries sans fin de mes premières années d'enfance, je ne pouvais naturellement pas faire cette réflexion, et alors le mal dont je me plains se développa, grandit et devint difficile à vaincre. Je m'étais habitué à détourner mon attention de tout objet sérieux, à prendre tout avec une égale indifférence sans réfléchir à rien. Mon ciel était dans le monde des chimères; les rêves et le charme que j'y trouvais remplissaient ma pauvre ame. Plus tard la vanité, le désir de me faire un nom, commencèrent à me donner le goût des occupations plus graves; mais le poison qui était dans mon cœur m'empêcha d'entrer entièrement dans cette nouvelle voie. Ce fut dans l'hiver de 1790 que le mal que je viens de décrire m'apparut pour la première fois. Alors il ne souffrait aucune résistance, et j'abandonnai les travaux qui m'inspiraient en d'autres momens un vif attrait. Combien de jours, de semaines se passèrent dans les deux années suivantes sans études sérieuses! Au printemps de 1792, le désir d'apprendre à fond l'italien fut le seul que je poursuivis avec zèle et que je parvins à réaliser. L'hiver suivant, je fis une tentative meilleure, mais elle manquait encore de ce but déterminé qui fait vaincre tous les obstacles. J'errais de côté et d'autre et ne m'attachais qu'à l'apparence des idées. A Hambourg, j'éprouvai au plus haut degré cet état d'atonie. En 1794 et 1795, je le sentis plus vivement encore à Kiel. Il y avait alors pour moi un contraste douloureux entre les espérances brillantes avec lesquelles je commençais ma carrière et les efforts que je faisais pour la suivre. Les dernières semaines de mon séjour à Copenhague, le temps que j'ai passé dans le Holstein, m'ont appris à connaître entièrement mon état. Le remède à cette maladie est de s'éloigner de tous les vains rêves de l'imagi-

nation, de penser avant de rien exprimer, d'examiner mûrement chaque question, d'exécuter les plans que l'on a formés, et en un mot de travailler. »

Un peu plus loin il écrit : « Je suis devenu trop négligent; il est nécessaire, pour atteindre honorablement mon but, d'agir avec plus de force. Aussi longtemps que l'on saisit les objets par les sens plus que par l'intelligence, il est impossible de les envisager clairement. Les mots sont pour moi des abîmes dangereux que souvent je ne puis franchir. Oh! comment arriverai-je à la pensée libre, intime, profonde? comment briser le talisman qui me tient encore enchaîné sous le joug de l'imagination? Chaque matin donc, une heure au moins sera employée à m'éclairer sur un sujet déterminé, deux heures seront consacrées aux mathématiques, à l'algèbre, à la chimie, à la physique. »

Le désir de voir un des pays dont il s'était le plus occupé, d'entrer dans l'étude pratique des hommes après avoir employé tant de temps à celle des livres, le détermina à quitter l'honorable position que le comte de Schimmelmann lui avait faite à Copenhague et à voyager. Il partit en 1798 pour l'Angleterre. Voici le plan de travail qu'il se proposait en quittant les rives de sa terre natale. Sterne eût été obligé de faire dans sa catégorie des voyageurs une place à part pour cet observateur ambitieux.

« Par la lecture, dit-il, et les renseignemens, je m'efforcerai d'acquérir une idée suffisante de la constitution, une connaissance complète de la topographie. J'étudierai le système des poids et mesures en usage en Angleterre; le caractère, le talent, la vie des hommes distingués; je recueillerai des documens sur les établissemens scientifiques, les écoles, l'éducation, sur la manière de vivre des différentes classes, sur les impôts, sur l'armée et la flotte, sur la banque et le commerce, sur toute la littérature, les écrivains, la librairie, sur l'Inde orientale et occidentale.

« Dans la bibliothèque de Dalrymple, étudier les livres relatifs à l'Inde, dans l'ordre suivant : sur la nation indienne, antiquités, histoire, caractère national; histoire de l'empire Mogol avant et depuis sa chute; description des diverses contrés; sur la compagnie, ses chartes et priviléges, direction, commerce et affaires européennes; établissemens indiens, leur constitution et administration. »

Ce plan d'étude et d'observation qui ressemble si peu à celui que la plupart des voyageurs s'imposent en se dirigeant vers les contrées étrangères, Niebuhr le suivit scrupuleusement. Il visita les écoles, les établissemens littéraires et scientifiques, fit connaissance avec quelques-uns des hommes les plus distingués de l'Angleterre et de l'Écosse, et retourna en Danemark, rapportant du pays qu'il venait de parcourir un nombre considérable de documens recueillis avec soin, de notions exactes et variées.

De retour à Copenhague, il est investi de deux emplois assez faiblement rétribués; mais, comme l'a dit le poète :

Peu suffit aux désirs du sage.

Niebuhr, assesseur du conseil de commerce, secrétaire de la commission des Barbaresques, touchant chaque mois un modique traitement, et se délassant le soir de ses devoirs d'homme de bureau par ses lectures favorites; Niebuhr est heureux; Niebuhr remercie les dieux qui lui ont donné ce bien précieux chanté par Horace, cette *aurea mediocritas*. Pour compléter son bonheur, il se marie, il épouse une douce et aimable jeune fille qu'il avait connue dans le Holstein, et près de laquelle il s'était trouvé enfin moins timide, moins embarrassé qu'auprès des autres femmes.

Peu de temps après, sa position de fortune s'améliora encore : il fut nommé directeur de la banque. Son aptitude à traiter les affaires de finance attira l'attention du gouvernement prussien, et M. de Stein lui fit offrir la place de directeur de la banque de Berlin, avec des appointemens plus considérables que ceux qu'il recevait à Copenhague. Niebuhr hésita long-temps à accepter cette proposition, et peut-être l'amour de son pays l'eût-il emporté sur tous les avantages que lui offrait la Prusse, s'il n'eût été tout à coup vivement froissé en Danemark par une injustice contre laquelle il essaya en vain de protester. Cette circonstance acheva de vaincre son irrésolution. Il quitta Copenhague et partit pour la Prusse. A peine arrivé à Berlin, il apprend la terrible nouvelle de la bataille d'Iéna. Le roi et les ministres s'enfuient, Niebuhr s'enfuit avec eux, d'abord à Stettin, puis à Dantzig, à Kœnigsberg, à Memel, entendant de toutes parts résonner le cri de victoire de l'armée française, et tremblant de la voir envahir jusqu'aux dernières limites de la Prusse.

Enfin l'orage cesse, la paix est conclue, Niebuhr revient à Berlin, et à partir de cette époque, une vie nouvelle commence pour lui. Tour à tour directeur de la banque, envoyé en Hollande pour y négocier un emprunt, puis professeur de l'Université, puis, au renouvellement de la guerre, chargé de négocier des intérêts avec les agens anglais, il passe avec la même facilité d'une question de finance à l'examen d'un système philosophique, et de l'histoire romaine à l'histoire d'Hérodote, aux voyages de Bruce, aux œuvres d'Aristote. Il a le coup d'œil profond et lucide, la mémoire jeune, l'esprit infatigable. Toute cette partie de sa vie est fort animée. C'est le temps où il monte en chaire et proclame sur l'histoire romaine ses nouveaux points de vue qui épouvantent le monde scholastique. C'est le temps où il s'occupe de l'organisation des communes royales de la Prusse, où il donne des leçons au prince royal, le temps enfin où il prend une part active aux travaux de l'Académie des Sciences de Berlin et d'une société philosophique dont Savigny, Spalding et plusieurs autres savans étaient membres; et tout en consacrant ainsi la plus grande partie de ses heures de travail aux intérêts administratifs et scientifiques de la Prusse, il s'inquiète de ce qui se passe au dehors, du mouvement qui se manifeste çà et là, et ce qu'il écrit dans une de ses lettres, à propos de la constitution de Norvége, montre quelle était alors sa tendance politique :

« Je suis curieux de voir la constitution norvégienne, ce sera vraisemblablement une œuvre maladroite et tronquée comme la constitution espagnole.

Les fabriques de constitutions reprennent courage, mais les ouvriers nous donnent toujours d'aussi mauvaises denrées qu'il y a quelques années, lorsque leurs travaux étaient tombés dans le discrédit. Le premier point, le point essentiel, c'est qu'une nation soit mâle, noble, sans égoïsme. S'il en est ainsi, les lois se formeront successivement d'elles-mêmes et prendront de la consistance. Quant aux formes constitutionnelles, elles ne produiront rien chez un peuple extravagant et sans vigueur. A quoi sert le système de représentation, si l'on manque d'hommes capables de représenter le pays? Ici est le fruit, là est la racine. A-t-on jamais cueilli de bons fruits sur un arbre sans racines? Que chaque homme et chaque gouvernement travaille donc d'abord à rendre le peuple fort, viril, intelligent, généreux. Vouloir en venir à ce résultat par les formes, c'est atteler les chevaux derrière la voiture, et penser qu'ils la tireront aussi bien. »

Dans le même temps, il jugeait ainsi la charte qui venait de nous être octroyée :

« La nouvelle constitution est une œuvre très intelligente, quoique le soin que les sénateurs ont pris d'eux-mêmes soit la chose la plus déhontée qu'on ait jamais vue. Cette constitution peut aisément assurer aux Français toutes les libertés qu'ils sont maintenant en état de supporter; la question maintenant est de savoir si elle sera sérieusement mise à exécution. S'il en est ainsi, l'Europe doit se réjouir de voir cette liberté bourgeoise, durable, établie au milieu du continent entre l'anarchie insensée de la constitution espagnole et la monarchie absolue introduite en Hollande. »

Toute cette série d'occupations si sérieuses et si variées a, du reste, été très bien appréciée par M. de Golbery dans le travail biographique qu'il a joint à sa traduction de l'*Histoire Romaine*.

Au milieu de ses succès d'homme d'état et d'écrivain, de sa joie et de son repos domestique, Niebuhr fut tout à coup cruellement frappé par le sort; il vit mourir, jeune et belle encore, sa femme, la seule femme qu'il eût jamais aimée. Il la pleura long-temps, il s'en souvint toujours, mais le bonheur même qu'elle lui avait donné lui rendit, quand elle fut morte, l'isolement affreux. Il se remaria et partit, avec sa nouvelle épouse, pour l'Italie; il venait d'être nommé ambassadeur à Rome. Son séjour dans ce pays fut triste et pénible; il arrivait dans le vieux Latium avec le souvenir des hommes héroïques qui l'avaient habité autrefois, et les grandes images du passé lui faisaient paraître le présent mesquin et vulgaire. D'ailleurs, autour de lui point de monumens scientifiques, point de vie littéraire; des réunions cérémonieuses, des dîners officiels, l'étiquette du monde diplomatique, les entretiens futiles des salons, tout cela ne pouvait que déplaire à cet esprit élevé et sérieux. Aussi ne prend-il aucun soin de dissimuler ses impressions et sa tristesse, son ennui éclate à chaque page dans les lettres qu'il écrit de Rome à sa belle-sœur et à ses amis. Un jour il parle ainsi de la capitale du monde chrétien :

« La première impression que j'éprouvai en arrivant ici n'a pas changé, et

Brandis ne trouve comme moi rien d'élyséen dans ce lieu. La ville avec ses habitans n'a nul charme pour moi; mais tu aimerais à contempler du haut des collines les magnifiques points de vue ouverts de côté et d'autre. Je persiste à regarder en étranger les ruines du temps des empereurs, et, en vérité, il y a très peu de choses réellement belles. Les fresques de Raphaël et de Michel-Ange, quelques vieilles statues, voilà ce qui est beau et vivant à Rome. Souvent aussi je monte sur le Capitole, je m'arrête devant Marc-Aurèle, et je n'ai pu résister au désir d'embrasser les lions de basalte. On ne gravit pas au sommet du mont Aventin et du mont Palatin sans qu'il s'éveille en vous une austère pensée; mais, après tout, l'aspect de ces lieux ne me rapproche guère de l'antiquité. »

Une autre fois il dit :

« Je cherche à m'occuper, mais j'y parviens difficilement; l'ennui, les incommodités des réunions du grand monde, si fréquentes dans cette saison, me paralysent. Je n'ai jamais vu de société si vide et si fatigante que celle qu'on trouve ici. Mon désir est d'esquisser au moins l'histoire romaine, si je ne puis la travailler à fond. Je reste consciencieusement des heures entières devant mes livres, et la pensée, la perspicacité, ne me servent plus comme autrefois. Il y a dans mon esprit un souvenir confus de mes lectures, de mes observations, que je ne puis parvenir à éclaircir et à fixer d'une manière déterminée. J'ai éprouvé souvent le sentiment de la vie étrangère, mais jamais autant qu'en Italie. Il n'est pas possible de s'associer aux hommes de ce pays par des intérêts et des sentimens communs. Aucune question de science ni d'affaires ne peut nous lier à eux. S'il était permis de rester à l'écart, le mal ne serait pas si grand; mais cela n'est pas possible; il faut entrer en relation avec eux. Tout a une apparence distinguée, tout a un rang; seulement ce qui est noble et beau n'a ni rang ni existence. Les idées qui nous occupent le plus leur sont étrangères; nul but ne dirige leurs pensées. »

Et plus loin :

« La vie est triste en Italie, mais je n'aurais jamais cru que tout fût si triste ici. Que me servent les œuvres d'art? Je suis malheureusement comme nos anciens Romains, trop peu enthousiaste de l'art pour vivre par lui et trouver en lui une compensation à tout ce que réclame en vain ma nature individuelle. Là où le monde vivant est pénible à voir, comment l'ame qui se sent heureuse et fière d'observer l'esprit, le cœur humain, pourrait-elle trouver une compensation à ce qui lui manque dans l'étude des peintures, des sculptures et des édifices? Quel homme pourrait vivre seulement d'épices et de parfums? Les Italiens sont une nation de morts ambulans; il faut les plaindre et non pas les haïr; car ils ont été poussés à cet état de décadence par un malheur inévitable. Esprit et science, toute idée qui fait battre le cœur et toute noble activité sont bannis de ce sol. N'y cherchez ni espérances, ni désirs, ni efforts, ni même la joie; car je n'ai jamais vu un peuple moins joyeux. A Venise, à Florence, nous avons encore trouvé quelques hommes qui

avaient le sentiment de leur misère, et qui comprenaient à certains égards de quelle hauteur ils étaient tombés. Ici il n'y a pas de trace d'un pareil sentiment; on ne trouve qu'un mécontentement sans douleur et sans désir d'un autre ordre de choses. On pourrait ici se faire une idée de ce qu'étaient les Grecs sous Auguste et Tibère. »

Il quitta enfin cette Italie où il n'avait eu qu'une existence fatigante, des querelles amères avec quelques savans, notamment Maï, et des relations monotones avec les gens du monde. Il retourna avec joie en Prusse et s'établit à Bonn, l'une des plus jolies, des plus riantes villes de l'Allemagne. Libre alors de reprendre ses études de prédilection, il remonte dans la chaire universitaire, il continue cet enseignement de l'histoire qu'il avait interrompu à regret pendant si long-temps, et une jeunesse ardente et studieuse accourt avec empressement à ses leçons. Ses écrits, ses recherches d'érudit, l'ont placé à un haut rang dans le monde des savans; il s'est acquis par ses fonctions diplomatiques l'estime et la confiance de son roi; ses travaux lui ont donné une honnête aisance. Il a, pour combler sa félicité, une maison pleine de livres choisis, où des amis viennent le voir, s'entretenir avec lui d'art et de science, et de beaux enfans qu'il regarde avec une tendresse profonde grandir à ses côtés.

Ce bonheur si doux et si pur fut troublé d'abord par un incendie qui réduisit en cendres sa demeure et consuma une partie de ses livres et de ses manuscrits. Niebuhr supporta cette perte avec fermeté et résignation. Mais quelques mois après éclata la révolution de juillet, et le mouvement orageux de cette révolution et la rumeur qu'elle excita en Allemagne jetèrent dans l'ame de Niebuhr un doute, une anxiété qui le poursuivirent jusqu'à la fin de sa vie. Dès que la première nouvelle des trois journées de juillet lui parvint, il se mit à étudier le caractère de cette sanglante protestation du peuple, il tâcha d'en deviner la portée; plus tard son anxiété s'accrut. Il pensa que le mouvement révolutionnaire ne s'arrêterait pas aux limites de la France, qu'il amènerait la guerre, la guerre, dit-il, la plus dévastatrice des temps modernes, et il écrivit à sa belle-sœur : « Pensez à la situation où nous nous trouverons ici, entre deux forteresses qui seront puissamment attaquées et défendues. Dans cette ville pleine de périls, la position de ma maison est plus dangereuse encore que celle de beaucoup d'autres, si les ennemis s'établissent ici et si l'on entreprend de les chasser. Et quelle dévastation ne devons-nous pas attendre! J'en crains une pareille à celle de la guerre de trente ans; la misère et la faim feront émigrer les populations entières. Les charbonniers quitteront leurs mines, les fabricans dont les ateliers auront été brûlés se mettront à piller, dès que la guerre éclatera. Ces idées sont effroyables, et je cherche vainement des motifs pour croire qu'elles ne se réaliseront pas. »

Le passage suivant peint encore mieux que tout ce que nous pourrions dire l'attente douloureuse, la sourde agitation de l'Allemagne quelques mois après notre révolution :

« Depuis la perte de la Belgique la guerre est bien près de nous; et quoique tout soit encore parfaitement tranquille dans notre province, et que tous les gens amis du repos reconnaissent que leur salut dépend du maintien de l'ordre, le peuple n'en est pas moins redoutable s'il a une occasion d'éclater. Dans l'inquiétude que me donne la révolution belge, je me suis décidé à vendre les deux tiers de nos fonds français pour les placer en différens endroits, de manière à ne pas perdre du moins tout à la fois. Par la même raison je laisserai en France l'autre tiers. J'en emploierai une partie à acheter des obligations russes, car je suis convaincu que tous ces mouvemens révolutionnaires, en préparant la ruine de l'Allemagne, étendront la puissance de la Russie, et que ce pays, invincible au dehors, a au dedans une population qui s'y trouve à l'aise, qui grandit et qui supporterait facilement une dette plus considérable que sa dette actuelle. La banque de Norvége n'est pas non plus à dédaigner, car nul pays n'est moins menacé par la guerre. »

Dans cet état d'inquiétude fébrile, Niebuhr regardait d'un œil sombre non-seulement l'avenir de la France, mais celui de l'Allemagne et du monde entier. Quelques jours avant sa mort, il écrivait ces lignes douloureuses :

« Je suis intimement convaincu qu'en Allemagne nous courons à la barbarie, et en France les choses ne vont pas mieux. Il est évident aussi pour moi que la dévastation nous menace, et la fin de tout ceci sera le despotisme établi sur des ruines. Dans cinquante ans, et vraisemblablement beaucoup plus tôt, il n'y aura plus dans toute l'Europe, ou tout au moins dans tous les états du continent, aucune trace d'institutions constitutionnelles ni de liberté de la presse. »

La révolution de juillet occupa ses dernières pensées. Chaque jour, à l'heure où le courrier arrivait à Bonn, il éprouvait une nouvelle inquiétude. Il s'en allait à la hâte au cercle lire les journaux. Il suivait avec un indicible intérêt le procès des ministres, et le discours de M. Sauzet fut une de ses dernières joies! « Lisez, disait-il à son ami M. de Classen, lisez le discours de M. Sauzet; lui seul juge la question sous son vrai point de vue. Ce n'est pas là une question de droit; c'est une lutte entre deux puissances ennemies. *M. Sauzet est un homme d'une haute portée.....* Mais je me sens malade. » Et en effet, le soir même où il était allé lire ce discours, il s'était refroidi en revenant du cercle. Il fut pris d'abord d'un rhume violent, puis l'émotion lui donna la fièvre, et cinq jours après le médecin le déclara atteint d'une inflammation mortelle. Sa femme tomba malade en même temps, et fut forcée de s'éloigner de lui après l'avoir veillé avec une touchante sollicitude. « Malheureux enfans! s'écria Niebuhr en apprenant ce surcroît d'infortune; perdre en même temps un père et une mère! O mes enfans! priez Dieu, car Dieu seul peut vous protéger! » Il mourut le 2 janvier 1831, et sa femme, qui s'était traînée pâle et débile hors de son lit pour lui dire encore une parole d'amour, pour lui serrer encore une fois la main, mourut neuf jours après lui. Tous deux furent ensevelis dans le même tombeau. Le roi actuel de Prusse leur a fait d'une main pieuse élever un monument.

HISTORISCHES TASCHENBUCH (*Manuel historique*). — Il y a en Allemagne un grand nombre de publications périodiques qui renferment chaque année dans un cadre spécial des dissertations sur l'art, sur la science, sur la littérature, trop restreintes pour former un ouvrage à part, et trop développées cependant pour pouvoir se plier convenablement aux dimensions d'un journal. Dans un pays comme l'Allemagne, où tout se classe systématiquement, où tout ce qui est du ressort de l'imprimerie va sans cesse en augmentant et arrive bien vite à l'état de série, le *Taschenbuch*, que nous traduisons par *Manuel*, et qui, littéralement, signifie *livre de poche*, le *Taschenbuch* forme une littérature à part, une littérature étendue et variée, plus sérieuse et souvent plus durable que sa modeste apparence ne pourrait le faire supposer' une littérature enfin qu'il faut nécessairement étudier si l'on veut suivre dans toutes ses tentatives et ses manifestations le mouvement intellectuel de l'Allemagne. Ainsi les poètes dramatiques ont leur *Taschenbuch* où ils rassemblent chaque année quelques pièces inédites. Les généalogistes, les poètes, les érudits, ont aussi le leur, et Menzel a long-temps publié sous cette forme, à des époques régulières, le résumé des évènemens politiques du monde entier. De tous ces livres périodiques qui, vers la fin de l'année, partent à jour fixe du nord ou du sud de l'Allemagne, et que l'on compte parmi les joies de la *Weihnacht*, l'un des plus estimés est le *Manuel historique* qui se publie à Leipzig, sous la direction de l'auteur des *Hohenstaufen*, M. F. de Raumer. Ce livre est pour tous ceux qui s'intéressent aux investigations de l'historien un ami que l'on aime à voir revenir à une époque déterminée; car, chaque fois qu'il revient, il apporte à ses lecteurs quelque récit curieux des anciens temps. Il date déjà de douze ans, et en douze ans que de traditions n'a-t-il pas racontées! que de remarques savantes n'a-t-il pas communiquées au public! Quelques-uns des historiens les plus distingués de l'Allemagne, Léo, Loebell, Foerster, Wilken, Wachsmuth, Varnhagen, sont au nombre de ses collaborateurs. Nous regrettons de ne pas y voir le nom de M. Ranke, qui désormais en Allemagne doit figurer partout où l'on élèvera une tribune à l'histoire. Nous croyons aussi que les éditeurs ajouteraient beaucoup au mérite de leur *Manuel*, s'ils pouvaient de temps à autre y faire entrer une dissertation de Grimm, de Hammer, de Savigny, ou de quelques autres écrivains de leur école. En attendant ce qui doit se faire pour le complément de ce recueil, nous louons sincèrement ce qui s'est déjà fait.

Le volume qui vient de paraître est digne de ceux qui l'ont précédé. Il renferme une histoire très curieuse des associations de pirates qui succédèrent aux *viking* scandinaves et firent pendant long-temps la désolation des villes anséatiques, une dissertation un peu abstraite et confuse, mais assez solennelle en certains endroits, sur les rapports de l'art et de la poésie, une autre sur la diplomatie italienne aux XIIIe, XIVe, XVe et XVIe siècles, et enfin un travail remarquable de M. Sotzmann sur Guttenberg.

Le commencement de ce travail offre quelques détails curieux sur l'état de

la librairie en Allemagne avant la découverte de l'imprimerie, car il y avait alors une librairie déjà fort bien organisée, tenant boutique et publiant des catalogues. Il y avait même deux espèces de libraires : les *librarii* proprement dits, c'est-à-dire ceux qui faisaient ouvertement le commerce des livres, et les *stationnarii*, qui, sous un autre nom, exerçaient la même industrie et jouissaient des mêmes priviléges. Tous ceux qui n'avaient pas l'honneur d'appartenir à l'une de ces deux corporations, ne pouvaient vendre que des livres au-dessous de dix sols et n'avaient pas le droit d'occuper une boutique (1) : c'étaient les étalagistes d'aujourd'hui. En 1323, on comptait à Paris vingt-huit libraires. Quand l'un d'eux parvenait à rassembler dans son magasin cent ouvrages, il occupait une belle place parmi ses confrères. Aussi il y avait tel exemplaire de ces ouvrages, écrit avec art, enluminé avec patience, qui valait à lui seul bien des milliers de volumes tirés à la mécanique. De siècle en siècle, le commerce des livres s'accrut, les moyens matériels de les confectionner restaient à peu près les mêmes; mais l'instruction se répandait parmi le peuple, et la prospérité des manuscrits montait d'échelon en échelon jusqu'à ce qu'elle dut être un beau jour renversée par cette si petite et si prodigieuse invention de la lettre mobile. En 1443, il y avait dans la petite ville de Haguenau un libraire qui annonçait, dans un style de réclame que l'on dirait emprunté à nos journaux de 1841, des livres de toute sorte, grands et petits, religieux et profanes, et *joliment peints* (*hübsch gemolt*).

A la corporation des libraires se rattachait immédiatement celle des *scriptores*, des *illuminatores*, celle de tous les artistes, ouvriers ou savans, chargés de revoir le texte d'un manuscrit, de préparer le parchemin destiné à en faire la copie, de le renfermer dans un étui d'ivoire ou d'argent. On sait avec quel soin pieux les religieux du moyen-âge copiaient pendant de longues années le livre qui leur était confié, avec quel art plein de grace ils l'entouraient d'arabesques et de festons de fleurs. A chaque instant, les chroniques du temps parlent des manuscrits *richement et grandement hystoriés, hystoriés de riches hystoires et enluminés bien richement*. Dans d'autres, on énumère les précautions que l'on prenait pour conserver ces précieux manuscrits : *Estui de drap d'or; chemise de drap semée de marguerites; couverture en drap de satin, en escluyan, en damas*, etc. Les princes amis des lettres ne se contentaient pas de rechercher et d'acheter en différens lieux les livres les plus brillans et les plus estimés, ils les faisaient eux-mêmes confectionner. David Aubert, en parlant de Philippe-le-Bon au commencement de la chronique de Naples, dit que ce prince avait « journellement et en diverses contrées grands clercs, orateurs, translateurs et écrivains, à ses propres gages occupés. » Le même écrivain cite la bibliothèque de la maison de Bourgogne comme la plus riche qu'il y eût au monde. En comptant les dépôts d'Anvers, Bruges, Bruxelles, Gand, elle renfermait, dit-il, plus de trois mille

(1) *Nec sub tecto sedeat*, dit Bulaeus.

magnifiques manuscrits. La plupart de ces ouvrages étaient conservés dans le trésor du souverain par les *garde-joyaulx*, avec les perles et les diamans de la couronne.

Mais à côté de cette librairie des princes et des grands seigneurs il y avait la librairie des bourgeois et des pauvres; il y avait les livres d'heures que l'honnête père de famille portait à sa ceinture, enfermés dans un sachet, et transmettait religieusement à ses enfans. Il y avait les livres d'images, recommandés par les autorités ecclésiastiques (1) et destinés à ceux qui, ne sachant pas lire, pouvaient apprendre, à l'aide de quelques explications verbales et d'une série d'emblèmes grossiers, l'histoire de la Bible, la vie et la passion de Jésus-Christ, et quelquefois les leçons de morale du catholicisme. Tel était, entre autres, un petit livre très répandu au moyen-âge, composé de onze images représentant le diable qui tâchait de séduire l'ame du mourant par l'avarice, par l'orgueil, par la luxure, ou de l'entraîner dans le désespoir, tandis que d'un autre côté les anges s'efforçaient de l'arracher à la tentation.

Après cet examen, malheureusement trop court, de la librairie du xve siècle, M. Sotzmann en vient à Guttemberg. Il raconte le peu qu'on sait sur la vie de cet homme dont le nom est aujourd'hui connu du monde entier. Guttemberg descendait d'une famille patricienne de Mayence; il quitte sa ville natale, comme Dante, au milieu des dissensions qui tout à coup la bouleversent, et vient se fixer à Strasbourg. Il a le goût des arts mécaniques, et tâche de fonder une société industrielle pour polir la pierre et fabriquer des miroirs. Il est entreprenant, mais pauvre, obligé de chercher des associés, des répondans, un capital, pour pouvoir tenter la plus mince entreprise. Il a un procès pour une valeur de 15 florins, et toutes ses tentatives de commerce, d'industrie, sont soumises à l'influence des évènemens. Ses travaux, à peine commencés, sont interrompus par le pèlerinage d'Aix-la-Chapelle, qui se faisait régulièrement tous les sept ans. On gardait dans la cathédrale de cette ville les langes du Sauveur, le drap dont son corps avait été revêtu sur la croix, la robe de la Vierge et le vêtement que portait saint Jean-Baptiste lorsqu'il eut la tête tranchée. Or, je laisse à penser quel sentiment de piété s'éveillait dans le cœur des fidèles en entendant parler de ces précieuses reliques, et avec quelle ferveur on allait les visiter. En 1496, on compta à Aix-la-Chapelle cent quarante-deux mille pèlerins. Chaque bourgeois de la ville se serait cru déshonoré s'il n'avait eu, dans cette circonstance solennelle, plusieurs étrangers sous son toit. Les travaux de Guttemberg furent donc suspendus à l'époque de cette grande procession des populations de l'Alsace et des rives du Rhin vers la merveilleuse église d'Aix-la-Chapelle.

Puis une dizaine d'années se passent pendant lesquelles on n'a presque

(1) Doceant episcopi per historias mysteriorum nostræ redemtionis, picturis vel aliis similitudinibus expressis, erudiri et confirmari, populum, in articulis fidei commemorandis et animo recolendis.

aucun document sur sa vie. En 1443, il retourne à Mayence et s'y retrouve pauvre comme par le passé. Après maint essai d'impression en caractères fixes, il apportait à sa ville natale la découverte des lettres mobiles. Peut-être était-ce là ce qui le ramenait à Mayence. Il allait, comme Christophe Colomb, ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire du monde, et il voulait qu'elle fût inscrite au berceau de ses pères. Mais quel grand homme, quel bienfaiteur de l'humanité, a jamais obtenu tous les fruits qu'il pouvait attendre de sa découverte! Guttemberg, à qui nous élevons aujourd'hui des statues, arrive à Mayence, achevant de mûrir dans sa tête son œuvre d'imprimeur, et n'ayant ni atelier ni matériaux. Il emprunte de l'argent à l'aide d'une caution et ne peut le rendre. Il s'associe avec Fust ou Faust pour l'impression de la Bible, et n'ayant pu lui rembourser les avances qu'il a reçues, il est forcé de lui abandonner sa découverte, son art, sa joie. Grace au secours d'un sénateur de Mayence, il parvient cependant à établir une nouvelle presse et imprime le *Speculum Sacerdotum* et le *Donat*. Sur la fin de sa vie, il eut le stérile honneur d'être anobli par Adolphe de Nassau. Les érudits ont découvert qu'il mourut le 24 février 1468, et voilà toutes les notions que l'on a pu recueillir sur Guttemberg

M. Sotzmann repousse vivement, et par des raisons fort logiques, l'opinion de quelques savans, qui attribuent à Laurent Coster la découverte de l'imprimerie, et prétendent que Guttemberg aurait seulement dérobé le secret du sacristain de Harlem. Pour nous, il nous semble que Guttemberg a trop éprouvé le malheur des hommes de génie pour n'avoir pas eu quelque mission d'homme de génie à remplir, et qu'il a été trop méconnu, trop pauvre, pour n'avoir pas fait lui-même une de ces découvertes qui enrichissent le genre humain.

Et maintenant quelle conclusion tirer de ces diverses productions de la littérature allemande, de ces brochures sur le Rhin, de ce livre de Heine, de ces dernières lettres de Niebuhr? La conclusion, la voici. Après notre révolution de juillet, on vit surgir en Allemagne un parti démocratique jeune et ardent, qui entonna un hymne de triomphe. Ce parti, qui eut bientôt une foule de prosélytes, qui étendit ses ramifications dans toutes les villes de commerce et toutes les universités, et qui mêlait, il le faut dire, de nobles et généreuses pensées à des projets trop excentriques, ce parti a été vaincu, proscrit et dispersé par la police des cabinets allemands. Des différens hommes qui le dirigeaient ou qui aidaient le plus à son mouvement, les uns sont morts, d'autres sont exilés; d'autres, cédant à l'impérieuse nécessité, ont fait leur paix avec le pouvoir, et sont rentrés dans leurs foyers sous le regard vigilant de la police et le bon plaisir de la censure. Maintenant le peuple allemand est retombé dans cette vie uniforme et paisible où ses princes tâchent de le maintenir. Les rumeurs de guerre de la France lui ont donné encore récem-

ment une assez vive émotion, mais nul drapeau ne s'est levé, nul glaive n'est sorti du fourreau, et l'émotion est restée parmi les scribes et les ergoteurs d'école, qui tâchent d'en tirer le meilleur parti possible. En politique donc, calme plat. En littérature, même calme et même tristesse. Des milliers de cerveaux couvent cependant chaque soir sur l'oreiller l'idée d'un nouveau livre. Si Fine-Oreille, ce personnage fantastique d'un conte de fées, écoutait, penché sur la frontière, ce qui se passe en Allemagne, il nous dirait, j'en suis sûr, qu'il entend les hémistiches des *lieder* élégiaques qui bourdonnent dans l'air, et les plumes des prosateurs qui crient en courant sur le papier. Mais de tout ce travail incessant d'un immense pays, que reste-t-il au bout de l'année? Hélas! je l'ai déjà dit mainte fois, et il m'en coûte de le répéter encore, il reste peu de chose. J'ai beau chercher et fouiller dans ces gerbes de volumes, de brochures qui arrivent chaque mois de Leipzig à Paris. Pour quelques épis qui renferment un peu de bon grain, combien d'autres qui n'ont que des alvéoles vides! Une tradition populaire raconte que parfois dans les champs du Nord, dans les nuits ténébreuses d'hiver, on entend le rouet des filandières qui filent des linceuls de mort. Dans le bruit journalier de vos bibliothèques et de vos écoles, dites-le-nous, ô Allemagne, notre sœur, filez-vous le linceul de votre génie, ou ne voyez-vous pas poindre au lointain dans le jour morne qui vous enveloppe l'éclair d'une nouvelle gloire et l'aurore d'une nouvelle vie?

X. Marmier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mai 1841.

La discussion du budget de la guerre a fait naître à la chambre des députés un de ces débats aussi fâcheux qu'inutiles qui caractérisent notre politique toute de personnalités et de haines. Le ministère du 1er mars avait organisé dans l'infanterie douze régimens nouveaux. Le cabinet du 29 octobre avait adopté et consacré cette mesure, lorsqu'au lieu de dissoudre ces régimens, il avait demandé aux chambres les fonds nécessaires pour 1840 et 1841, et porté la dépense des nouveaux cadres dans le budget de 1842. La commission de la chambre des députés fait des critiques et n'amende pas; elle maintient la mesure sans l'approuver; elle dispense avec une égale largesse le blâme et l'argent. Elle dit aux états-majors des régimens nouveaux : Voilà votre solde; mais vous n'en êtes pas moins une superfétation dans l'armée, une charge inutile pour le pays, une fantaisie de M. Thiers. — La question une fois portée devant la chambre, on pousse les choses plus loin. La mesure n'est pas seulement inutile, mauvaise; elle est inconstitutionnelle, elle blesse les prérogatives de la chambre. Le gouvernement ne pouvait pas organiser des régimens nouveaux sans une loi; organiser et demander ensuite les fonds nécessaires, c'est enlever à la chambre la liberté de son vote, car, dit-on, elle n'ose pas détruire brusquement un fait accompli, anéantir des existences qui paraissaient assurées.

Au milieu de ces débats, nous aurions désiré voir le cabinet du 29 octobre se présenter à la tribune avec cette parole haute et ferme que M. le président du conseil a su trouver pour répondre à M. Lherbette. Nous l'aurions désiré dans l'intérêt de la chose publique, ainsi que dans l'intérêt de son propre avenir et de sa dignité.

Il appartenait, avant tout, au ministère de démontrer qu'en organisant des régimens nouveaux, le gouvernement n'empiète nullement sur le domaine de la législature.

Il lui appartenait de défendre sans embarras et sans hésitation une mesure qu'il avait adoptée, et contre laquelle, avant les inspirations hostiles de la commission de la chambre, il n'avait pas élevé d'objections.

Le droit des chambres, c'est le vote annuel des contingens de l'armée. Quant à l'effectif, qu'il ne faut pas confondre avec le contingent, et aux formes de l'organisation, les chambres en ont sans doute le contrôle, par cela seul que toute organisation suppose et entraîne une dépense, dépense que les chambres sont libres d'accorder ou de refuser; mais il n'y a rien d'inconstitutionnel en soi à appeler sous les drapeaux le contingent voté et à modifier par ordonnance l'organisation de l'armée. Les faits d'administration sont matière de responsabilité, comme tout acte quelconque de gouvernement, mais n'ont rien d'inconstitutionnel, rien qui porte atteinte aux prérogatives de la chambre. C'est un acte de gouvernement qui peut être bon ou mauvais, opportun ou intempestif, digne d'éloges ou digne de blâme, selon les circonstances; un acte qui peut donner lieu à l'accusation des ministres, mais qui ne touche point aux droits de la législature. Il n'en serait pas de même si une ordonnance venait modifier les règles de la loi sur les appels, l'avancement, l'état des officiers, leur activité, leur disponibilité, leur réforme, leur retraite. Il y aurait alors usurpation, empiétement. Sur ces matières, le droit de la législature est direct; elle n'intervient pas seulement par droit de contrôle, à l'aide du budget.

La liberté du vote! c'est un argument qui nous conduirait fort loin. Il s'appliquerait, avant tout, aux négociations diplomatiques, aux traités. On pourrait dire avec plus de raison qu'on ne le dit d'un fait d'administration intérieure : Pourquoi présenter aux chambres un traité déjà conclu, signé, en certains cas ratifié? C'est un fait accompli, le vote n'est pas libre. On n'ose pas rendre vaine la signature du roi ou celle de ses représentans. — Faudra-t-il donc initier les chambres aux négociations pendantes, et leur demander un assentiment préalable?

Au reste, n'insistons pas trop. Nous pourrions bien, par le vent qui souffle, rencontrer des hommes se disant sérieux, voire même conservateurs par excellence, qui nous prendraient au mot. Ils trouveraient peut-être qu'une consultation diplomatique à huis-clos, en comité secret, qu'une confidence déposée dans l'oreille de six ou sept cents législateurs, ne serait pas un expédient à dédaigner. On en rencontrerait un plus grand nombre encore qui trouveraient bon, que le gouvernement fût obligé, avant de conclure un traité, de consulter du moins une commission de la chambre.

Ce qu'on veut aujourd'hui, le but vers lequel on marche à grands pas, les uns le sachant et le voulant bien, les autres parce que

E l'una fa quel che le altre fanno,

c'est l'administration du pays par la chambre, ou, pour mieux dire, par les commissions de la chambre. Nous revenons à la polisynodie, et à la moins heureuse des polisynodies; car le tirage au sort des bureaux rend toujours plus

ou moins aléatoire la formation des commissions, et souvent c'est le hasard qui décide de l'esprit et des tendances de ces puissans comités.

D'un autre côté, avouons-le, les ministères se rapetissent de plus en plus devant les commissions. Est-ce là un mal sur lequel les amis sincères de nos institutions puissent fermer les yeux? Voyez plutôt, regardez autour de vous, et décidez. Le gouvernement de la France a-t-il gagné en force, en éclat, en énergie? A-t-il tiré du concours des chambres, de nos belles et nobles institutions, toute la vie, toute la grandeur qu'elles auraient dû lui communiquer? Certes, il est permis d'en douter. Est-ce la faute des institutions et des hommes? On se plaît à accuser les institutions; c'est une accusation qui demande peu de courage, et qui n'a pas de conséquence.

Pour nous, ce sont les hommes que nous accusons. Les assemblées délibérantes ne fonctionnent régulièrement que lorsqu'elles se trouvent en présence d'une administration forte, courageuse, tout aussi prête à s'incliner respectueusement devant le droit de la chambre qu'à se redresser fièrement et à défendre en toute occasion envers et contre tous, coûte que coûte, la prérogative royale et les attributions du gouvernement. Si les ministres de la couronne ne se sentaient pas très haut placés; si, au lieu de demander le vote des chambres, ils le mendiaient; si, au lieu de donner l'impulsion, la direction, ils la recevaient, eux qui seuls peuvent connaître tous les écueils au milieu desquels le vaisseau de l'état doit faire route; si, au lieu de s'occuper des choses et de songer à l'avenir, ils ne pensaient qu'au présent et ne s'occupaient que des personnes, des mille combinaisons qu'enfantent les coteries, et des misères infinies de l'esprit de parti, la monarchie représentative ne serait plus qu'une forme qui enveloppérait un tout autre gouvernement, qui ne servirait qu'à déguiser une sorte d'anarchie légale qu'on ne saurait définir. Tout le poids se trouvant dans un des bassins de la balance, l'équilibre serait impossible. Où en serions-nous si, pour toutes les mesures d'administration, il fallait sur-le-champ convoquer les chambres, étaler à la face du public toutes les données, toutes les conjectures, toutes les craintes, toutes les espérances du gouvernement, et jouer avec l'Europe ayant nous seuls cartes sur table? Sans doute, même dans les questions qui ne sont pas de la compétence directe des chambres, l'administration fait acte de prudence, lorsque, le pouvant sans inconvénient pour la chose publique, elle pressent les intentions de la législature. Cela est possible et convenable dans un grand nombre de cas, par exemple, lorsqu'il s'agit de créer un emploi, de distribuer d'une manière plus efficace, plus régulière peut-être, mais plus coûteuse, certains travaux administratifs. Ces communications préalables entretiennent l'harmonie des pouvoirs. Tout dépend des circonstances. L'administration est juge, à ses périls et risques, de l'urgence, de la convenance, de l'à-propos; mais qu'on ne vienne pas lui prescrire de règle absolue, lui enlever toute liberté d'action, lui ôter tout courage. C'est préparer l'abaissement du pays ou l'anarchie.

Soyons du moins équitables et conséquens. S'il doit en être ainsi, suppri-

mons la responsabilité ministérielle. Si les ministres n'étaient plus que des agens subalternes qui dussent, tous les jours et pour tout acte de quelque importance, recevoir le mot d'ordre comme des préfets ou des commandans de place, la responsabilité ministérielle, cette appréciation plus encore politique que judiciaire de leur gestion, serait exorbitante et répugnerait aux idées les plus élémentaires de la justice.

Au reste, pour en revenir à la question des douze régimens, la chambre n'a pas attaché d'importance à l'accusation d'inconstitutionnalité. Elle a senti que c'était au budget que son droit de contrôle devait s'exercer, que là son droit était de blâmer ou d'approuver, d'accorder ou de refuser la dépense; rien de plus, rien de moins. C'est le fond de la question qui a le plus occupé la chambre, et ici encore nous ne pouvons pas dissimuler que M. le ministre de la guerre nous paraît avoir manqué une belle occasion de montrer que les hommes éminens savent grandir encore et s'honorer eux-mêmes en rendant pleine justice à leurs adversaires politiques. Qu'on n'imagine pas que c'est là de la niaiserie; c'est de l'habileté. Préférât-on Machiavel à Aristide, c'est encore le parti qu'il fallait prendre, parce que seul il réunissait la dignité et la force. En politique pas plus qu'à la guerre, on ne suit pas les hommes perplexes, embarrassés, et qui paraissent douter de leur propre pensée. Pour marcher le premier, il faut montrer aux partis qu'on ne redoute ni les adversaires qu'on a en face, ni ceux qu'on a laissés derrière soi; et la meilleure preuve qu'on ne les redoute pas, c'est de leur rendre hautement justice, envers et contre tous, sur les points où ils ont bien mérité du pays. Le vrai public, la partie saine, respectable, puissante du public, n'appartient à aucun parti, n'est à la suite d'aucun homme; elle ne connaît que la France, la chambre et la monarchie. C'est là le public dont il faut prendre souci, et ce public-là est impartial, sincère, sensé. C'est à ses yeux qu'il ne fallait pas avoir l'air de vouloir et de ne pas vouloir, d'adopter et de livrer, de maintenir et de blâmer. Ce sont là subtilités qu'il ne comprend pas, embarras qui l'étonnent; et s'il cessait de s'étonner, s'il parvenait à comprendre, à coup sûr il n'approuverait pas.

Au surplus, quelle est cette grande querelle qui a tant agité la chambre des députés et qui recommencera, dit-on, un de ces jours, à la chambre des pairs? Il est question de savoir si la France aura douze cadres de plus ou de moins pour ses régimens d'infanterie. Quelle énormité! Ne dirait-on pas qu'il y va du salut de la monarchie?

« Il fallait à la place ne créer que des quatrièmes bataillons. » — En effet, on aurait épargné 400,000 francs. Voilà l'importance du débat, pour ceux du moins qui ne pensent pas qu'après le traité du 15 juillet on dût laisser notre état militaire dans l'état déplorable où il était tombé.

Quant à nous, qui prévoyons une diminution de notre effectif pour le soulagement de nos finances, nous remercions d'autant plus le cabinet du 1er mars d'avoir porté à cent le nombre des régimens d'infanterie. Il n'est pas besoin d'être homme de guerre pour savoir que les bons cadres font

promptement les bonnes armées, surtout lorsque les soldats qui viennent remplir ces cadres sont des Français, et qu'ils y trouvent d'habiles officiers, des hommes d'expérience et de glorieuses traditions. Que nous importe l'effectif en temps de paix, si les cadres subsistent, s'il ne s'agit, la guerre menaçant d'éclater, que d'en remplir les vides par nos admirables conscrits? Multiplions les congés, rendons un grand nombre de bras à l'agriculture; nous le voulons bien. La grande guerre n'éclate pas du jour au lendemain. En trois mois, avec les cadres, vous aurez une excellente infanterie : si le nombre des cadres était insuffisant, s'il fallait, comme l'an dernier, les briser pour les multiplier, désorganiser pour accroître, la confusion serait dans tous les rangs, et l'armée ne serait pas, au bout de six mois, en état de repousser l'ennemi avec la certitude d'un prompt et brillant succès. Ce sont là de ces vérités de bon sens qu'on ne peut obscurcir, des vérités politiques; la politique n'est que du bon sens. Tant que nous nous trouverons en présence de nations fortement armées, et dont les intérêts et les sympathies ne seront pas sincèrement d'accord avec nos sympathies et nos intérêts, ce serait un crime que de désarmer la France. Or il n'est qu'un moyen de l'armer sans épuiser ses finances, de pourvoir à sa sûreté sans paralyser sa prospérité; c'est d'entretenir, je parle surtout de l'infanterie, beaucoup de cadres et seulement le nombre de soldats strictement nécessaire à l'instruction de ces cadres et aux besoins de l'état de paix; c'est d'avoir une organisation qui nous permette l'économie, tout en nous donnant les moyens de passer facilement, sans désordre et sans trouble, du désarmement à l'armement, de l'état de paix à l'état de guerre, et cela d'une manière conforme à la grandeur et à la puissance française. Des cadres nombreux peuvent seuls résoudre la question dans un pays où, quoi qu'on fasse, la guerre ne sera jamais qu'une profession, une profession hautement honorée, conforme au génie national, mais une profession particulière, savante, qui est entièrement perdue de vue par ceux qui se destinent aux carrières civiles. Pourrions-nous, comme dans quelques pays, appeler chaque année, pendant un mois, deux mois, les hommes voués à ces carrières, les réunir dans des camps d'exercice, dans des écoles militaires, instruire ainsi les uns au commandement, plier les autres au joug de la discipline? Ce serait un rêve. Si on essayait de le réaliser, nos finances ne s'en trouveraient certes pas soulagées.

Ajoutons qu'en cas de guerre il nous faudrait mobiliser une partie de la garde nationale; et il serait fort utile de pouvoir, au lieu d'en former des régimens à part, l'incorporer sous forme de quatrièmes bataillons aux anciens régimens de l'armée. Cela serait cependant impossible si on restreignait le nombre des cadres; la place des quatrièmes bataillons serait alors occupée par la ligne.

Ces considérations, dont l'importance sera de plus en plus sentie à mesure que s'amortiront les luttes du moment, ont été développées à la tribune par M. Thiers avec une puissance de talent, une autorité de langage, une vivacité de sentiment, qui ont vivement ému ses adversaires eux-mêmes : ils ont dû

en faire l'aveu. On sentait dans la parole si vive, si pressante de l'orateur, l'homme d'état qui a profondément médité sur les institutions militaires de son pays.

Nous sommes peu touchés des projets de je ne sais quelle transformation qu'on paraît méditer. Certes nul ne place plus haut que nous l'autorité de M. le maréchal Soult en pareille matière; mais nous sommes trop sincères pour ne pas avouer hautement que cette transformation ne nous a paru jusqu'ici qu'un moyen, fort ingénieux sans doute, d'obtenir des résultats analogues, tout en faisant quelque chose de différent, un moyen de ne pas perdre les bénéfices du 1er mars, tout en donnant une vaine satisfaction à ses ennemis, à ces hommes qui lui font sans doute l'honneur de le croire bien vivant, car ce serait un goût trop ignoble que de s'acharner ainsi sur un mort. Nous craignons que ces changemens et ces transformations n'ajoutent à la fin quelques millions de plus à ces dépenses qui font aujourd'hui jeter de si hauts cris. Mais il serait téméraire à nous de préjuger des mesures que nous ne connaissons pas, et sur lesquelles, en tout cas, notre avis devrait s'éclairer au préalable de l'opinion des juges compétens.

Le ministère anglais s'est montré à l'intérieur, dans son intérêt personnel, ce qu'il a été, dans les questions extérieures, à l'égard de ses alliés : imprudent, téméraire, sacrifiant sans scrupule l'avenir à l'intérêt ou à la passion du moment. Nous ne faisons pas de vœux pour un ministère tory. Un ministère whig, un ministère libéral, modéré, progressif, aurait eu droit à toutes nos sympathies; mais, quand une administration est dirigée par des esprits aussi peu mesurés que celui de lord Palmerston et par des caractères aussi faibles que celui de lord Melbourne, que nous importe en vérité la couleur générale du cabinet?

Quoi qu'il en soit, c'est un singulier spectacle qu'un cabinet whig se faisant révolutionnaire pour vivre, ou du moins pour préparer à ses adversaires des jours difficiles, une vie agitée.

Expliquons-nous. Les mesures que le ministère a proposées sont justes et bonnes au fond. Elles sont de plus pour l'Angleterre une nécessité à laquelle elle ne pourra pas plus se soustraire qu'elle n'a pu éviter l'émancipation des catholiques.

Saturée de capitaux et de produits, l'Angleterre est arrivée la première au point auquel arriveront fatalement toutes les nations qui s'obstinent dans le système prohibitif. Quand les eaux que vous avez fait monter artificiellement menacent de couvrir votre tête et de vous étouffer, il faut bien lâcher les écluses. Le système prohibitif est condamné au suicide. Plus il triomphe, plus il s'exagère, et plus le jour de sa mort approche. Ce jour est venu pour le système anglais.

Quant aux céréales, qui a jamais pu imaginer que les consommateurs anglais se résigneraient à payer éternellement un impôt énorme, scandaleux, à leurs propriétaires fonciers? car c'est là le résultat de la loi sur les céréales. C'est un grand malheur pour une aristocratie que d'avoir placé sur une base

de cette nature une grande partie de sa puissance. Affamer ses inférieurs, au lieu de les nourrir, c'est un rôle qui n'est pas de notre siècle.

Mais plus le mal est grand, plus le remède est difficile, périlleux. Ces questions en Angleterre, pays de grands propriétaires, d'aristocratie, d'*église établie,* d'une nombreuse population agricole, d'une population manufacturière plus nombreuse encore, touchent maintenant aux entrailles même de la société. Dans un pays moins sensé, moins attaché à ses lois, à ses traditions, à ses us et coutumes, moins habitué à se contenir, à patienter, à se contenter en toute chose d'une honnête transaction, il n'y aurait au bout de ces questions rien moins qu'une révolution. Est-ce à dire que même en Angleterre il fallait jeter ces terribles questions dans l'arène politique, sans préparation, sans ménagement, en attisant les passions de la multitude par des propositions extrêmes, et cela lorsque le gouvernement, faible, chancelant, serait hors d'état d'éteindre l'incendie qu'il aurait allumé? Ce n'est pas là gouverner; c'est jouer, jouer sa dernière carte, en hommes désespérés. C'est prendre tristement congé des affaires que de se préparer un moyen d'opposition qui peut compromettre profondément l'avenir du pays.

C'est probablement aujourd'hui qu'on apprendra l'issue du débat sur les sucres et les bois de construction. On dit que, si la majorité contraire au cabinet dépasse vingt voix, il se retirera sans tenter la dissolution. Il paraît avoir déclaré à la reine qu'il serait imprudent, dans ce cas, de pousser les choses plus loin; qu'il valait mieux subir les tories, leur faire naître toutes sortes de difficultés et d'embarras, et attendre. Si la majorité contraire était plus faible, il aborderait alors, au 31 mai, la question des céréales. Nous ne voulons pas faire ici des conjectures sur un fait qui probablement sera résolu au moment où nous livrerons ces lignes à l'impression. Attendons.

Ces vicissitudes ministérielles doivent sans doute retarder la conclusion de tout traité sur les affaires d'Orient. Pourquoi signer avant de savoir à qui l'on aura affaire demain, quels seront les principes et les vues de la nouvelle administration, si réellement un nouveau cabinet parvient à se former? Certes, nous sommes loin d'être fâchés de ce retard; nous nous en félicitons au contraire, et nous en félicitons le ministère.

En attendant, il est plus que jamais démontré que le traité du 15 juillet et l'expédition qui en a été la suite, ont porté un coup funeste à cet empire ottoman qu'on avait la prétention de sauver et de consolider. Le canon de Saint-Jean-d'Acre a ébranlé le vieil édifice, réveillé tous les opprimés, et fait naître des espérances et des tentatives dont il est difficile jusqu'ici de prévoir les conséquences. Les troubles de l'île de Candie ne sont pas apaisés; la Syrie est toujours mécontente, inquiète, agitée; les populations chrétiennes de la Bulgarie lèvent la tête et osent regarder en face leurs oppresseurs. Il est possible que ces mouvemens soient réprimés; il est possible qu'une pensée politique ne vienne pas animer, organiser, diriger les révoltes qu'a fait naître l'administration brutale et stupide des agens de la Porte. C'est là l'espérance des amis du *statu quo* à tout prix. Nous ne sommes pas de cette école. Nous

ne demanderions pas mieux que de pouvoir saluer le retour de ces populations à la vie civile, de les voir entrer dans le giron de la civilisation européenne. D'ailleurs, qui pourrait consolider l'empire turc? L'Europe seule le pourrait, pour long-temps du moins, l'Europe unie, sincère, unanime à l'égard de l'Orient, l'Europe, si elle était ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle ne peut être. C'est dire que la consolidation de l'empire ottoman n'est en réalité qu'un rêve.

Cependant, quels que soient nos vœux pour l'affranchissement des peuples courbés sous le sabre des Turcs, nous ne pouvons pas ne pas suivre d'un œil très attentif tous ces mouvemens insurrectionnels. La pensée politique qu'on ne découvre pas aujourd'hui peut apparaître demain et leur donner une vie, une forme, une tendance inattendues. Si nous sommes bien informés, des agens européens n'ont pas été étrangers, par leurs conseils et leurs instigations, à ces mouvemens, surtout dans l'île de Candie. L'abaissement de Méhémet-Ali, il faut bien l'avouer, a donné à l'influence anglaise une grande prépondérance en Orient, et les agens subalternes de lord Palmerston et de lord Ponsonby ne doivent certes pas être des hommes remarquables par leur modération et leur retenue. L'Autriche, la Prusse, la France, sont les seules grandes puissances dont le désintéressement puisse être tenu pour sincère dans les affaires d'Orient. Mais le désintéressement n'est pas l'abandon; il ne serait qu'une niaiserie politique, s'il n'était pas accompagné d'une grande vigilance et de la résolution bien arrêtée de s'opposer à tout agrandissement de l'une ou de l'autre des grandes puissances européennes.

Au milieu de ces agitations et de ces incertitudes, la position du gouvernement grec devient délicate et difficile. Trop faible pour exercer une influence directe sur des affaires qui cependant le touchent de très près, il est exposé à mille intrigues, à mille séductions, à des piéges sans nombre. Il n'a pour lui que le temps, la prudence et l'intérêt que lui portent tout naturellement celles des puissances qui ne voient dans la chute, plus ou moins prochaine, de l'empire ottoman, d'autre moyen de sauver la paix de l'Europe, que la prompte organisation de nationalités nouvelles, d'états nouveaux sérieusement indépendans.

Le prince Mavrocordato va, dit-on, prendre les rênes de l'administration grecque; il est nommé ministre des affaires étrangères, président du conseil. C'est un homme d'esprit, instruit, connaissant fort bien les choses et les hommes de l'Europe, et par là les difficultés de sa mission. Il passe pour être fort attaché à l'Angleterre, où il a long-temps résidé. Nous n'avons pas à nous occuper de ses penchans d'homme privé. Nous sommes convaincus que, comme ministre, il ne sera que Grec. Le salut et l'avenir de la Grèce sont à ce prix.

La chambre des députés doit bientôt s'occuper de la loi relative à notre traité avec la Hollande. Nous désirons vivement que la loi soit adoptée. Nous ne voulons pas affirmer que le traité ait été fait et rédigé avec tout le soin désirable. Loin de là. Il y aurait beaucoup de choses à reprendre, beaucoup d'améliorations à y faire, si une convention diplomatique pouvait être révisée

et amendée comme un projet de loi ordinaire. En général, on néglige trop la discussion et la rédaction de ces conventions commerciales, d'ailleurs si importantes; elles sont trop souvent l'ouvrage d'hommes peu compétens en ces matières délicates et compliquées.

Mais, quel qu'il soit, le traité doit être accueilli avec faveur, surtout comme *précédent*, comme un premier pas dans une carrière où il importe d'avancer, et d'avancer tous les jours, sans relâche. C'est là un but essentiel de la politique de notre temps. Il y a une belle et grande tâche à remplir; nous l'avons négligée trop long-temps; le cabinet devrait y songer sérieusement. Imaginer que l'état des relations commerciales dans le monde puisse rester long-temps tel qu'il est, ce ne serait pas gouverner. Ce serait vivre au jour le jour; pis que cela, ce serait préparer la décadence à la fois politique et commerciale de notre pays.

— Le *Journal des Débats* a reçu de Saint-Pétersbourg une lettre contre l'article publié dans notre livraison du 1er avril 1841, *les Provinces du Caucase sous la domination russe*. On a peu de goût pour la publicité en Russie, et, toute vague qu'elle est, cette réclamation ne nous a pas étonnés. Quoi qu'il en soit, nous croyons devoir maintenir la parfaite exactitude des renseignemens donnés dans notre article sur la conduite du baron de Hahn et l'affaire du prince d'Adian. Les plaintes des villageois victimes des exactions et des réquisitions du prince d'Adian furent adressées au baron de Hahn, qui les accueillit et fit faire une enquête à ce sujet Ce fut cette enquête qui dévoila tous les abus commis par le prince. On n'aurait que des éloges à donner au baron de Hahn, si, dans un moment de juste indignation, il eût dénoncé les faits venus à sa connaissance; mais ce ne fut au contraire que par des voies indirectes qu'il excita les soupçons de l'empereur. La conduite du baron de Hahn a été énergiquement blâmée, et a soulevé la plus vive irritation. — La Russie proteste aussi, par l'organe des journaux allemands, contre le bruit qu'on fait courir d'une prochaine expédition dans le Caucase. D'après des lettres récemment écrites de Tiflis, il paraît certain néanmoins qu'une grande expédition se prépare pour le printemps. Le général Golavine commandera l'armée du Caucase; il doit se diriger avec les troupes vers Tcherkaie, résidence actuelle de Chamyl, le chef des insurgés du Daghestan; puis, traversant le pays des Tchetchens, il se rendra au fort de Grosna pour se réunir au général Grabbe, qui doit rester sous les armes sans faire d'expéditions dans l'intérieur.

Nous tirons d'une lettre écrite récemment de Bombay de piquans détails sur un procès qui vient d'être jugé au tribunal suprême de cette ville. On ne lira pas sans intérêt, nous le croyons, la relation de cette affaire, où la presse

de Bombay, appuyée par le commerce indien, se trouvait en présence de la justice anglaise :

« Pointe Malabar, près de Bombay, le 28 mars 1841.

« Je suis sur ce cap qui domine la rive de l'Océan indien, depuis quelques heures, afin de me calmer et de fuir un peu la chaleur de Bombay, qui est à 27 degrés Réaumur de dix heures du matin à trois heures après midi. Pour aujourd'hui, j'en ai subi quelques-uns de plus de mon propre penchant, et vous saurez que je me suis plongé à souhait dans cette fournaise d'où je suis sorti en martyr, pour entendre plaider une cause au tribunal suprême de Bombay.

« Il s'agissait d'une affaire de presse. Il faut que vous sachiez que sous le 73° de longitude, à Bombay enfin, il y a nombre de journaux assez bien rédigés et assez tracassiers pour être dignes de figurer sur une table près de nos plus respectables journaux d'Europe. La Providence, toujours sage et prévoyante, a placé également à Bombay, d'accord en cela avec la compagnie des Indes, qui ne manque pas non plus de sagesse, un ou deux tribunaux, un avocat-général et tout ce qui s'ensuit. C'est cependant le chef de cette armée en robes qui a amené le procès en question : je parle du premier magistrat (*chief-justice*) de Bombay. C'est un petit homme fin, spirituel, poli, passionné, comme le sont en tous pays les représentans de l'impassible justice, qui n'a guère que 200,000 francs d'appointemens et qui tient une très bonne table, je puis vous l'assurer. Sir Henri Roper, en sa qualité de chef de la magistrature, est indépendant de la compagnie (ici quand on parle de la compagnie, cela veut toujours dire le gouvernement des Indes). C'est un véritable roi dans son genre, et, entre autres attributions royales qui lui sont dévolues, il a surtout celle d'être détesté de tout le monde, à peu d'exceptions près. Je me range, tout étranger que je sois dans l'Inde, parmi les exceptions.

« Jugeant du haut de son trône (c'est vraiment un trône, et je tiens d'autant plus à le constater que j'ai eu l'honneur insigne d'y prendre place publiquement ce matin), jugeant donc une cause de succession, sir Henri Roper eut dernièrement la fatale idée de blâmer une maison de banque de Bombay en raison de je ne sais quelle peccadille de banquier, et de le faire en termes qui seraient tout-à-fait du goût de notre excellent ami M. Dupin. Il a imité même son trop franc devancier au point de généraliser le blâme. Tout le commerce de Bombay s'est ému, et voilà la guerre allumée! Celle-ci a fait oublier pendant vingt-quatre heures à Bombay celles du Pandjab, du Kaboul, de Hérat et de la Chine.

« Il y a ici diverses espèces génériques de banquiers : les uns sont Anglais, ou soi-disant tels, et c'est le petit nombre; d'autres Portugais, c'est-à-dire descendans directs du grand Albuquerque, mais par les femmes noires, ce qui a un peu altéré la couleur déjà très peu claire de leur sang primitif; il y

en a de Musulmans, d'Hindous; mais les plus riches et les plus influens sont des Parsees. Ces Parsees sont tout simplement des prêtres chassés de la Perse en leur qualité de disciples de Zoroastre, et venus dans l'Inde où ils continuent d'adorer le feu, et surtout l'argent qu'ils s'entendent très bien à gagner. Imaginez maintenant que sir Henri Roper s'était mis tout ce monde sur les bras.

« Il est bon que vous sachiez que le *Times* et le *Courier* de Bombay ont pour propriétaires un grand nombre de ces messieurs. Les deux feuilles prirent la défense de ce qu'elles appellent le commerce, et parlèrent à la justice de la reine, représentée par sir Henri Roper, d'une manière qui fut trouvée peu révérencieuse par le susdit *chief-justice*. De là citation, procès et séance à quarante degrés de chaleur, mitigés par le jeu de trois éventaux de dix-huit pieds de long, manœuvrés de manière à briser les têtes de la moitié de l'auditoire. Je ne parle pas de moi qui siégeais sur le *bench* de sa majesté britannique, à droite et imperceptiblement au-dessous de son premier magistrat.

« Enfin, nous voilà assis chaudement et en séance. La salle est pleine de turbans bleus, rouges, verts, dorés, et de figures parfaitement diverses qui appartiennent depuis des siècles à chaque espèce de ces turbans. Rien n'a changé, rien ne s'est altéré depuis la dernière transformation de Visnou, ni les traits du visage, ni les plis, ni la couleur de l'étoffe. Et cependant, ces idolâtres sont des actionnaires de journaux politiques; ils ont leurs avocats en robe noire pour les défendre dans un procès de presse, car le statut de je ne sais quelle année du règne de je ne sais quel Guillaume ou George autorise les juges à mettre en cause les propriétaires et les imprimeurs en même temps que les éditeurs reconnus. C'est ce que n'a pas manqué de faire sir Henri Roper.

« Je vous ai dit que la puissance judiciaire est indépendante de la compagnie; il en résulte nécessairement que le gouverneur, ses aides-de-camp et tout ce qui l'environne verraient avec plaisir abaisser cette puissance, la seule qui s'élève dans l'Inde devant la volonté des directeurs. La cour, passez-moi le mot, faisait donc foule avec la banque parsee et autres, et s'intéressait vivement à l'issue du procès. Comme je vis avec cette cour, je vous dirai le raisonnement qu'elle caressait pendant toute cette matinée vraiment intéressante pour un voyageur comme moi. — Ou sir Henri Roper, qui s'est constitué juge et seul juge dans sa propre cause, se livrera à son ressentiment, et condamnera rigoureusement les deux journaux et leurs propriétaires, se disait la petite cour élégante de Bombay; ou la défense sera si nette et si bien appuyée par des citations de *légistes* fameux, que sir Henri sera forcé de prononcer un acquittement. Dans le premier cas, des hommes qui ont des millions de roupies et qui en gagnent tous les jours, ne regarderont pas aux frais d'un appel en Angleterre. Là on en fera une question de liberté de la presse dans l'Inde; les feuilles anglaises seront en feu, et le gouvernement de la reine, qui évite avec soin les difficultés inutiles, rappellera sir Henri. Ce sera toujours un homme d'esprit de moins dans l'Inde, où il n'y en a pas beau-

coup, ajoutait-on en soi-même en se frottant les mains. Dans le second cas, sir Henri, en acquittant les accusés cités par lui-même, prononcera sa propre condamnation, et la place ne sera plus tenable pour lui. Pour le commerce, il ne disait rien; mais il est aussi puissant dans le conseil des directeurs que le sont les banquiers de Londres dans le parlement. C'est le commerce indien qui exige le renouvellement des hostilités en Chine, et elles vont avoir lieu. C'est tout dire.

« Une cour de justice anglaise n'est pas, vous le savez, un lieu où l'on s'adresse aux passions; à peine si les raisonnemens y prennent place; et, pour les sentimens, il n'en est pas question. Chez nous, le juge prononce; dans les pays de jurisprudence anglaise, c'est la loi. Or, la loi anglaise se complique des statuts de tous les règnes et des décisions de tous les grands jurisconsultes, pourvu qu'ils soient morts, comme la loi, qui est une lettre morte qu'on applique aux accusés religieusement, les yeux fermés. On discute donc dans un tribunal, non pour savoir si l'accusé a eu telle ou telle intention plus ou moins coupable ou criminelle, mais pour trouver la loi applicable à son cas. Chaque procès semble ainsi une thèse défendue par l'avocat et attaquée par le juge, puis *vice versa*, et un spectateur étranger entre si bien dans cette fiction, que, la lutte finie, au lieu d'une réception de docteur en droit qu'il s'attend à voir, il est bien surpris de se retrouver devant un accusé qu'il avait perdu de vue, et qui attend qu'on le condamne ou qu'on l'absolve.

« Donc, ce matin, sur la grande table placée devant les trois avocats, étaient rangées en bataille quelques centaines de gros volumes que sept ou huit pauvres nègres avaient péniblement apportés. Sir Henri Roper, de son côté, avait un pareil arsenal sur son banc. Je m'attendais à voir recommencer le combat classique du *Lutrin*. Mais à ce jeu-là sir Henri Roper n'eût pas été le plus fort, malgré l'avantage de sa position élevée. Que vouliez-vous qu'il fît contre trois? Heureusement, le combat ne devait avoir lieu qu'à coups de citations. Chaque avocat cita successivement des statuts de différens règnes, et les décisions de William Cook, de Blackstone, de lord Ellenborough, et de tous les légistes célèbres, découvrant habilement au milieu de l'amas de livres celui dont il avait besoin, et dictant au magistrat l'indication de la page, de la ligne et du chapitre, que celui-ci recueillait avec soin. Les plaidoiries continuèrent ainsi trois longues heures, et je me plaisais souvent à admirer l'air fier et matamore dont le plus jeune des avocats s'appuyait du coude sur l'in-quarto qu'il venait de citer, à peu près comme un Spartiate ou un Romain de feu David se repose de la glorieuse fatigue d'une victoire. Pendant tout ce temps, sir Henri Roper se bornait à prendre note des passages qu'on lui jetait ainsi à la tête, mais très respectueusement pourtant. Enfin la bibliothèque de la défense s'est trouvée épuisée, et le *chief-justice* a levé la séance, *une demi-heure*, a-t-il dit, pour aller préparer le jugement.

« Cette demi-heure a duré deux grandes heures du tropique, plus une heure et demie environ pour lire le jugement composé à l'aide de la bibliothèque du tribunal, encore plus nombreuse que celle des avocats, et rédigé en manière

de réfutation de la plaidoirie. A chaque texte des défenseurs, le juge en opposait deux. A ceux qui lui avaient prouvé par William Cook, par Blackstone et par lord Ellenborough, qu'il n'avait pas le droit de mettre en cause les propriétaires et les imprimeurs des journaux, il prouva par lord Ellenborough, par Blackstone et par William Cook, que non-seulement il pouvait les citer devant lui conjointement avec les éditeurs, mais encore les mettre à l'amende, les expulser, et, ce qui est plus, les emprisonner. Le jugement s'appuyait encore sur vingt textes, plus brutaux les uns que les autres, pris dans ces mêmes livres, d'où les défenseurs avaient fait couler comme miel tant de bénins argumens.

« Au mot d'emprisonnement, appuyé du grand nom de Blackstone, je vis une certaine terreur se marquer sur les diverses nuances faciales du commerce musulman, hindou, parsee, portugais et anglais. Les deux éditeurs étaient seuls calmes. Sir Henri Roper, se prononçant à leur égard, avait dit que pour eux il s'en tiendrait au système de générosité et de douceur, *generosity and feeling*, qu'il suivait depuis long-temps, mais que, pour les propriétaires, ils étaient trop riches, trop considérés, trop influens pour qu'il leur passât les attaques dont il avait été l'objet. J'admirais ce courage; mais ici, à Bombay, dans l'Angleterre de l'Inde, je ne savais comment l'expliquer.

« Le courage, un courage inutile, j'en conviens, n'était ni d'une ni d'autre part. Il n'y avait pas de Hampdens sous les turbans de la banque, pas plus qu'il n'y avait d'Algernon Sydney sur le fauteuil du tribunal. Personne ne se souciait de voir le fond de la question, de marquer la limite des prétentions souveraines du juge, ou de placer des bornes aux exigences de la presse, les uns au prix d'une réclusion peu comfortable, l'autre au risque d'aller recevoir en Angleterre des honneurs beaucoup moins bien rétribués que ceux de l'Inde. Sir Henri Roper avait vu sortir de la poche des banquiers un petit bout de désaveu; il termina ses foudroyantes citations en disant que la simple expression du regret de ce qui s'était passé lui suffirait, et aussitôt cette expression écrite, préparée d'avance, lui fut présentée par chacun des accusés. Ils déclaraient tous que l'article incriminé s'était glissé dans leurs feuilles à leur insu.

« — Ceci finit comme l'affaire de la Chine, nous dit en sortant le vieux colonel H.., qui ne peut se débarrasser de la fièvre qu'il a rapportée de la campagne du Chusan. Voulait-il dire que cela recommencera? »

V. DE MARS.